

SELARL ROBICHON & ASSOCIES

Avocats
EUROPOLE
27 rue Pierre Sépard
38000 GRENOBLE
Tél : 04.76.21.22.11
cabinet@robichon-avocats.fr

Dossier : 20180148 - /

SCCV MONTBONNOT MESANGES / BEAUCHAMP SCHREIBER

S.C.P. D. BAK - D. BOURCIER - G. PIRON
HUISSIERS DE JUSTICE ASSOCIES
43 avenue de Gaulle
CS 61628
72016 LE MANS CEDEX 2
Tél. 02 43 24 07 07 - Fax 02 43 23 72 58

EXPEDITION

**DENONCIATION D'ASSIGNATION ET D'ORDONNANCE
ET ASSIGNATION EN REFERE DEVANT LE PRESIDENT
DU TRIBUNAL JUDICIAIRE DE GRENOBLE**

L'AN DEUX MILLE VINGT ET UN et le **DIX HUIT MAI**

A LA REQUETE DE :

La **SCCV MONTBONNOT MESANGES**, société civile de construction vente inscrite au RCS de GRENOBLE sous le n° 798 813 127, dont le siège social est 29, Avenue de l'Obiou à LA TRONCHE (38700), représentée par son représentant légal en exercice domicilié en cette qualité audit siège ;

Ayant pour Avocat la SELARL ROBICHON & Associés, Avocat au Barreau de GRENOBLE, demeurant 27, Rue Pierre Sépard - 38000 GRENOBLE ;

J'AI HUISSIER SOUSSIGNE :

Nous, Société Civile Professionnelle, Didier BAK, David BOURCIER et Guillaume PIRON, Huissiers de Justice Associés, à la résidence du MANS, y domiciliée. 43 avenue du Général de Gaulle, soussignée

DENONCE ET LAISSE COPIE A :

1°) La Société **MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES**, société civile inscrite au RCS de LE MANS sous le numéro D 775 652 126, dont le siège est situé 14, boulevard Marie et Alexandre Oyon à LE MANS (72030), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège, es-qualité d'assureur CNR de la SCCV MONTBONNOT MESANGES et en sa qualité d'assureur de la société SMC ;

Ou étant parlant à

VOIR FEUILLE DE SIGNIFICATION ANNEXEE AU PRESENT ACTE

2°) La société **MMA IARD**, SA inscrite au RCS de LE MANS sous le numéro 440 048 882, dont le siège est 14 boulevard Marie et Alexandre Oyon, 72030 LE MANS, prise en la personne de son représentant légal en exercice domicilié en cette qualité audit siège, es-qualité d'assureur CNR de la SCCV MONTBONNOT MESANGES et en sa qualité d'assureur de la société SMC ;

Ou étant parlant à

VOIR FEUILLE DE SIGNIFICATION ANNEXEE AU PRESENT ACTE

3°) La Société **JF INGENIERIE**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 440 471 761, dont le siège est 4, rue des jardins à VOIRON (38500), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SÉPARÉ**

4°) La Société **SO GRE BAT**, SAS immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 385 077 433, dont le siège est 339, Allée de l'Emporey à VEUREY VOROIZE (38113), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SÉPARÉ**

5°) La Société **TISSOT ETANCHEITE**, SA immatriculée au RCS de CHAMBERY sous le numéro B 412 924 169, dont le siège est 625, Rue de Branmafan à BARBY (73230), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SÉPARÉ**

6°) La Société **TERRA CERAMIC CONSEILS ET POSE**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 802 782 383, dont le siège est 23, Rue Joliot Curie à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SÉPARÉ**

7°) La Société **FERREIRA**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 419 802 525, dont le siège est 14B, Rue des glairaux à SAINT EGREVE (3838120), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SÉPARÉ**

8°) La Société **MENUISERIE CURTO**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 394 654 784, dont le siège est 23, Rue Joliot Curie à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SÉPARÉ**

9°) La Société **MEN'HELEC**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 501 630 776, dont le siège est 28, Rue Barnave à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SÉPARÉ**

10°) La Société **ROUCEAUX**, SAS immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 801 122 490, dont le siège est 80, Rue du Vercors au VERSOUD (38420), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SÉPARÉ**

11°) La Société PORALU MENUISERIES, SASU immatriculée au RCS de BOURG EN BRESSE sous le numéro B 418 245 262, dont le siège est Rue des Bouleaux à PORT (01460), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SÉPARÉ**

12°) La Société SOC METALLURGIQUE DE COURS (SMC), SASU immatriculée au RCS de VILLEFRANCHE – TARARE sous le numéro B 331 498 006, dont le siège 442, est Rue Pierre Giraud à COURS (69470), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SÉPARÉ**

13°) La Société AXA France IARD, SA immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro B 722 057 460, dont le siège est 313, Terrasses de l'Arche à NANTERRE (92000), prise en sa qualité d'assureur de la société SO GRE BAT et de la société FERREIRA, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SÉPARÉ**

14°) La société GENERALI IARD, SA immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro 552 062 663, dont le siège est 2, Rue Pillet-Will à PARIS (75009), prise en sa qualité d'assureur de la société TERRA CERAMIC et de la société RENOV RHONE ALPES, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SÉPARÉ**

15°) La SMABTP, société d'assurance mutuelle immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro D 775 684 764, dont le siège est 8, Rue Louis Armand à PARIS (75015), prise en sa qualité d'assureur de la société TISSOT ETANCHEITE, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SÉPARÉ**

16°) La compagnie L'AUXILIAIRE, société d'assurance mutuelle dont le siège est 50, Cours Franklin Roosevelt à LYON (69006), prise en sa qualité d'assureur de la société PORALU, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SÉPARÉ**

17°) La Société ALLIANZ IARD, SA immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro 542 110 291, dont le siège est 1, Cours Michelet à PUTEAUX (92800), prise en sa qualité d'assureur de la société MEN'HELEC, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SÉPARÉ**

18°) La Compagnie MAAF, SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 160.000.000 €, immatriculée au R.C.S. de NIORT sous le numéro 542 073 580 - 6512 Z et ayant son siège,

Chauray 79036 NIORT CEDEX 9, prise en sa qualité d'assureur de la société ROUCEAUX, agissant poursuite et diligences de ses représentants légaux domiciliés audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SÉPARÉ**

19°) La Compagnie QBE, société de droit anglais ayant son siège Cœur Défense, Tour A, 110, Esplanade du Général de Gaulle 92931 LA DEFENSE CEDEX, prise en sa qualité d'assureur de la société CURTO, agissant poursuite et diligences de ses représentants légaux domiciliés audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SÉPARÉ**

- **D'une assignation en référé en date du 26 juin 2018 ;**
- **D'une ordonnance de référé en date du 31 octobre 2018 ;**

ET A MÊME REQUETE QUE CI-DESSUS. J'AI HUISSIER SOUSSIGNE :

DONNE ASSIGNATION A :

1°) La Société MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES, société civile inscrite au RCS de LE MANS sous le numéro D 775 652 126, dont le siège est situé 14, boulevard Marie et Alexandre Oyon à LE MANS (72030), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège, es-qualité d'assureur CNR de la SCCV MONTBONNOT MESANGES et en sa qualité d'assureur de la société SMC ;

Ou étant parlant à **VOIR FEUILLE DE SIGNIFICATION ANNEXEE AU PRESENT ACTE**

2°) La société MMA IARD, SA inscrite au RCS de LE MANS sous le numéro 440 048 882, dont le siège est 14 boulevard Marie et Alexandre Oyon, 72030 LE MANS, prise en la personne de son représentant légal en exercice domicilié en cette qualité audit siège, es-qualité d'assureur CNR de la SCCV MONTBONNOT MESANGES et en sa qualité d'assureur de la société SMC ;

Ou étant parlant à **VOIR FEUILLE DE SIGNIFICATION ANNEXEE AU PRESENT ACTE**

3°) La Société JF INGENIERIE, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 440 471 761, dont le siège est 4, rue des jardins à VOIRON (38500), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SÉPARÉ**

4°) La Société SO GRE BAT, SAS immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 385 077 433, dont le siège est 339, Allée de l'Emporey à VEUREY VOROIZE (38113), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SÉPARÉ**

5°) La Société **TISSOT ETANCHEITE**, SA immatriculée au RCS de CHAMBERY sous le numéro B 412 924 169, dont le siège est 625, Rue de Branmafan à BARBY (73230), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SÉPARÉ**

6°) La Société **TERRA CERAMIC CONSEILS ET POSE**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 802 782 383, dont le siège est 23, Rue Joliot Curie à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SÉPARÉ**

7°) La Société **FERREIRA**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 419 802 525, dont le siège est 14B, Rue des glairaux à SAINT EGREVE (3838120), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SÉPARÉ**

8°) La Société **MENUISERIE CURTO**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 394 654 784, dont le siège est 23, Rue Joliot Curie à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

PAR ACTE SÉPARÉ

9°) La Société **MEN'HELEC**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 501 630 776, dont le siège est 28, Rue Barnave à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SÉPARÉ**

10°) La Société **ROUCEAUX**, SAS immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 801 122 490, dont le siège est 80, Rue du Vercors au VERSOUD (38420), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SÉPARÉ**

11°) La Société **PORALU MENUISERIES**, SASU immatriculée au RCS de BOURG EN BRESSE sous le numéro B 418 245 262, dont le siège est Rue des Bouleaux à PORT (01460), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SÉPARÉ**

12°) La Société **SOC METALLURGIQUE DE COURS (SMC)**, SASU immatriculée au RCS de VILLEFRANCHE – TARARE sous le numéro B 331 498 006, dont le siège 442, est Rue Pierre Giraud à COURS (69470), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

PAR ACTE SÉPARÉ

Ou étant parlant à

13°) La Société AXA France IARD, SA immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro B 722 057 460, dont le siège est 313, Terrasses de l'Arche à NANTERRE (92000), prise en sa qualité d'assureur de la société SO GRE BAT et de la société FERREIRA, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

PAR ACTE SÉPARÉ

Ou étant parlant à

14°) La société GENERALI IARD, SA immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro 552 062 663, dont le siège est 2, Rue Pillet-Will à PARIS (75009), prise en sa qualité d'assureur de la société TERRA CERAMIC et de la société RENOV RHONE ALPES, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

PAR ACTE SÉPARÉ

Ou étant parlant à

15°) La SMABTP, société d'assurance mutuelle immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro D 775 684 764, dont le siège est 8, Rue Louis Armand à PARIS (75015), prise en sa qualité d'assureur de la société TISSOT ETANCHEITE, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

PAR ACTE SÉPARÉ

Ou étant parlant à

16°) La compagnie L'AUXILIAIRE, société d'assurance mutuelle dont le siège est 50, Cours Franklin Roosevelt à LYON (69006), prise en sa qualité d'assureur de la société PORALU, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

PAR ACTE SÉPARÉ

Ou étant parlant à

17°) La Société ALLIANZ IARD, SA immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro 542 110 291, dont le siège est 1, Cours Michelet à PUTEAUX (92800), prise en sa qualité d'assureur de la société MEN'HELEC, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

PAR ACTE SÉPARÉ

Ou étant parlant à

18°) La Compagnie MAAF, SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 160.000.000 €, immatriculée au R.C.S. de NIORT sous le numéro 542 073 580 - 6512 Z et ayant son siège, Chauray 79036 NIORT CEDEX 9, prise en sa qualité d'assureur de la société ROUCEAUX, agissant poursuite et diligences de ses représentants légaux domiciliés audit siège ;

PAR ACTE SÉPARÉ

Ou étant parlant à

19°) La Compagnie QBE, société de droit anglais ayant son siège Cœur Défense, Tour A, 110, Esplanade du Général de Gaulle 92931 LA DEFENSE CEDEX, prise en sa qualité d'assureur de la société CURTO, agissant poursuite et diligences de ses représentants légaux domiciliés audit siège ;

PAR ACTE SÉPARÉ

Ou étant parlant à

D'AVOIR A COMPARAÎTRE :

LE MERCREDI 9 JUIN 2021 A 8H45

Devant le président du Tribunal Judiciaire de GRENOBLE, au Palais de justice de cette ville, Place Firmin Gautier – 38000 GRENOBLE, salle habituelle des audiences de référé.

La présente procédure est soumise à la procédure orale résultant des articles 834 et suivants du Code de procédure civile.

Conformément aux articles 760 et suivants du CPC, la représentation est obligatoire.

Dès lors, vous devez impérativement **CONSTITUER dans un délai de QUINZE JOURS FRANCS** à compter des présentes **UN AVOCAT** au Barreau de **GRENOBLE**, ou des autres Barreaux de **VIENNE (38)**, **BOURGOIN JALLIEU (38)**, **VALENCE (26)**, **GAP (05)** du ressort de la Cour d'Appel de **GRENOBLE**, dont dépend le Tribunal saisi.

Si vous entendez bénéficier de l'aide juridictionnelle ou que la présente affaire porte sur une saisie immobilière, un partage ou une liquidation vous ne pouvez constituer qu'un avocat au barreau de Grenoble.

Etant précisé qu'à défaut de le faire, un Jugement pourra néanmoins être rendu sur les seules explications et justificatifs fournis par le demandeur.

L'Etat, les départements, les communes et les établissements publics peuvent se faire représenter ou assister par un fonctionnaire ou un agent de leur administration.

Lorsque la demande est portée devant une juridiction qui a son siège en France métropolitaine, les délais de comparution sont augmentés de :

1. Un mois pour les personnes qui demeurent en Guadeloupe, en Guyane, à la Martinique, à La Réunion, à Mayotte, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin, à Saint-Pierre-et-Miquelon, en Polynésie française, dans les îles Wallis et Futuna, en Nouvelle-Calédonie et dans les Terres australes et antarctiques françaises ;
2. Deux mois pour celles qui demeurent à l'étranger.

Les pièces sur lesquelles est fondée la demande sont indiquées en fin d'acte.

Les personnes dont les ressources sont insuffisantes peuvent, si elles remplissent les conditions prévues par la loi no 91-647 du 10 juillet 1991, bénéficier d'une aide juridictionnelle. Elles doivent, pour demander cette aide, s'adresser au bureau d'aide juridictionnelle établi au siège social du Tribunal de Grande Instance de leur domicile.

PLAISE AU JUGE DES REFERES

I) RAPPEL DES FAITS

Au cours de l'année 2014, la SCCV a entrepris la réalisation d'un ensemble immobilier à usage d'habitation sur la commune de MONTBONNOT SAINT MARTIN.

La SCCV a souscrit à cette occasion une police d'assurance DO et une police d'assurance CNR auprès des compagnies MMA.

(Pièce n°1)

La maîtrise d'œuvre de conception du projet a été confiée à Monsieur André MAYET et à la société SCOP-A-SYSTEMES.

(Pièce n°2)

Monsieur MAYET serait assuré auprès de la MAF.

(Pièce n°2)

La société SCOP-A-SYSTEMES (aujourd'hui radiée) est assurée auprès de la société ACTE IARD.

(Pièce n°3)

La maîtrise d'œuvre d'exécution et la mission OPC ont été assurées par la société JF INGENIERIE.

(Pièce n°4)

La société MTM INFRA est intervenue en qualité de BE VRD tant en phase conception qu'en phase exécution.

(Pièce n°5)

La société BUREAU D'ETUDE MATTE, assurée auprès de la compagnie ALLIANZ IARD, est intervenue en qualité de BE structure.

(Pièces n°6 et n°7)

Sont intervenus dans le cadre de la construction :

- La société SO GRE BAT, assurée auprès de la compagnie AXA France IARD, pour le lot gros-œuvre et le lot cloison *(Pièce n°8)* ;
- La société TISSOT ETANCHEITE, assurée auprès de la compagnie SMABTP, pour le lot étanchéité *(Pièce n°9)* ;
- La société CONVERSO, assurée auprès de la compagnie AUXILIAIRE, pour le lot terrassement – VRD – espaces verts *(Pièce n°10)* ;
- La société TERRA CERAMIC, assurée auprès de la compagnie GENERALI, pour le lot carrelages *(Pièce n°11)* ;
- La société FERREIRA, assurée auprès de la compagnie AXA France IARD, pour le lot plomberie – chauffage – sanitaire *(Pièce n°12)* ;

- La société CURTO, pour le lot menuiseries intérieures (*Pièce n°13*) ;
- La société PORALU, pour le lot menuiseries extérieures (*Pièce n°14*) ;
- La société ROUCEAUX, pour le lot parquets / sols collés (*Pièce n°15*) ;
- La société MEN'HELEC, pour le lot électricité (*Pièce n°16*) ;
- La société SMC, pour le lot serrurerie (*Pièce n°17*) ;
- La société RENOV RHONES ALPES, pour le lot peintures et ravalement (*Pièce n°18*) ;

La société RENOV RHONE ALPES est aujourd'hui en liquidation judiciaire.

La déclaration d'ouverture de chantier est intervenue au 16 novembre 2015 et la réception des divers lots est intervenue le 23 juin 2017.
(*Pièce n°19*)

Les appartements et les parties communes ont été livrés avec réserves.

A compter de cette date, les copropriétaires ainsi que le syndicat de copropriétés se sont plaints du non levé de certaines réserves ainsi que de l'apparition de nouveaux désordres.

C'est ainsi qu'aux termes d'un acte introductif en date du 26 juin 2018, Madame COMET, Madame DE LOS ANGELES MARIN BARREDO, Monsieur NERVO, Madame MOLLINARD BOKOBZA, Monsieur BEAUCHAMP et Madame SCHREIBER ont assigné la SCCV et le syndicat des copropriétaires devant la Juridiction des référés aux fins de désignation d'un expert judiciaire.

Il a été fait droit à cette demande selon ordonnance du 3 octobre 2018 désignant Monsieur BENOIT en qualité d'expert judiciaire.

Selon ordonnance du 11 septembre 2019, les opérations d'expertise ont été étendues aux divers constructeurs.

Aux termes d'un acte introductif en date du 26 juin 2018, Monsieur BEAUCHAMP et Madame SCHREIBER ont également assigné la SCCV devant la Juridiction des référés aux fins de désignation d'un expert judiciaire.

Il a été fait droit à cette demande selon ordonnance du 31 octobre 2018 désignant Monsieur BENOIT en qualité d'expert judiciaire.

L'expert judiciaire a fait une première visite sur les lieux le 14.06.2019

L'expert judiciaire a fait un premier compte rendu de cette réunion.
(*Pièce n°22*)

Selon mail en date du 24.02.2020, l'expert judiciaire a préconisé l'appel en cause de plusieurs intervenants.
(*Pièce n°23*)

C'est en l'état que se présente cette affaire.

II) DISCUSSION

Aux termes de l'article 145 du code de procédure civile :

« S'il existe un motif légitime de conserver ou d'établir avant tout procès la preuve de faits dont pourrait dépendre la solution d'un litige, les mesures d'instruction légalement admissibles peuvent être ordonnées à la demande de tout intéressé, sur requête ou en référé »

La SCCV, en sa qualité de simple constructeur non réalisateur, a vocation à solliciter l'extension de la mesure ordonnée le 31 octobre 2018 aux divers constructeurs intervenus dans le cadre de ce chantier.

La SCCV a en tout premier lieu vocation à être garantie par son propre assureur, à savoir les compagnies MMA IARD et MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES.

Concernant JF INGENIERIE, celle-ci est directement concernée par une large partie des désordres en raison de son intervention en tant que maître d'œuvre.

Le Juge des référés relèvera en outre que de nombreux désordres dénoncés relèvent de l'exécution des travaux dont la société JF INGENIERIE avait la surveillance.

Concernant la société CURTO et son assureur, le Juge des référés constatera que l'expert judiciaire relève des défauts touchant aux menuiseries intérieures.
(Pièce n°22)

Concernant la société SO GRE BAT et son assureur, titulaire du lot gros œuvre, celle-ci est directement concernée notamment par les fissurations relevées par l'expert judiciaire sur les murs/cloisons/plafonds.

Concernant la société PORALU et son assureur, l'expert judiciaire a relevé des infiltrations au droit des menuiseries extérieures mais aussi des défauts de réglage et de pose.

Concernant la société MEN'HELEC et son assureur, l'expert judiciaire a relevé plusieurs défauts affectant notamment les prises électriques.

Concernant la société ROUCEAUX et son assureur, l'expert judiciaire a relevé plusieurs défauts affectant notamment le sol PVC imitation bois.

Concernant la société SMC et son assureur, l'expert judiciaire a relevé plusieurs défauts affectant les garde-corps.

Concernant la société TERRA CERAMIC et son assureur, l'expert a relevé des défauts affectant les plinthes qui relevaient du lot de cette société.

Concernant la société FERREIRA et son assureur, celle-ci est au moins directement concernée par les défauts allégués de la VMC et de l'équilibrage du réseau ECS.

Concernant la société TISSOT ETANCHEITE et son assureur, celle-ci est notamment directement concernée par les défauts allégués affectant les couvertines et l'étanchéité de la terrasse.

Enfin, la compagnie GENERALI, en qualité d'assureur de la société RENOV RHONE ALPES, est directement concernée pour les dommages relevant du lot de son assuré, et notamment le délitement des enduits de façade.

Le Juge des référés constatera donc que la SCCV justifie d'un motif légitime à ce que les opérations d'expertise soient étendues aux divers constructeurs assignés ainsi qu'à leurs assureurs respectifs.

PAR CES MOTIFS

- *Vu l'article 145 du code de procédure civile,*

- **VOIR** étendre à la mesure d'expertise qui a été ordonnée suivant ordonnance du 31 octobre 2018 à la compagnie MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES, à la compagnie MMA IARD, à la société JF INGENIERIE, à la compagnie GENERALI, à la compagnie QBE, à la compagnie SMABTP, à la compagnie l'AUXILIAIRE, à la compagnie ALLIANZ IARD, à la société SO GRE BAT, à la société TISSOT ETANCHEITE, à la société TERRA CERAMIC, à la société FERREIRA, à la société SMC, à la société PORALU, à la compagnie MAAF, à la compagnie AXA France IARD, à la société ROUCEAUX, à la société MEN'HELEC, et à la société MENUISERIE CURTO ;

- **RESERVER** les dépens ;

SOUS TOUTES RESERVES

BORDEREAU DE COMMUNICATION DE PIECES

1. Conditions particulières MMA ;
2. Contrat cadre et avenant au contrat ;
3. Attestation d'assurance SCOP-A-SYSTEMES ;
4. Contrats JF INGENIERIE (2) et attestation d'assurance;
5. Devis MTM INFRA ;
6. Marché de la société BUREAU D'ETUDE MATTE ;
7. Attestation d'assurance de la société BUREAU D'ETUDE MATTE ;
8. Marché et attestation d'assurance SO GRE BAT ;
9. Marché et attestation d'assurance TISSOT ETANCHEITE ;
10. Marché et attestation d'assurance CONVERSO ;
11. Marché et attestation d'assurance TERRA CERAMIC ;
12. Marché et attestation d'assurance FERREIRA ;
13. Marché de la société CURTO ;
14. Marché et attestation d'assurance PORALU ;
15. Marché et attestation d'assurance ROUCEAUX ;
16. Marché et attestation d'assurance MEN'HELEC ;
17. Marché et attestation d'assurance SMC ;
18. Marché et attestation d'assurance RRA ;
19. Procès-verbaux de réception ;
20. Procès-verbal de livraison ;
21. Procès-verbal de constat du 23 avril 2018 ;
22. Compte-rendu d'expertise du 14.06.2019 ;
23. Mail de l'expert judiciaire en date du 24.02.2020 ;

Société Civile Professionnelle
D.BAK - D.BOURCIER - G.PIRON
Huissiers de Justice Associés
43 Av Gnal de Gaulle CS 61628
72016 LE MANS Cedex 2
Tél: 02 43 24 07 07
Fax: 02 43 23 72 58
Mail : huissiers72@orange.fr
IBAN FR23 4003 1000 0100 0014
5817 W14 - BIC : CDCGFRPP

ACTE D'HUISSIER DE JUSTICE

COUT ACTE	
EMOLUMENT ART. R444-3	
D.E.P.	36,18
Art. L444.15.	
VACATION	
TRANSPORT	7,67
H.T.	43,85
TVA 20,00%	8,77
TAXE FORFAITAIRE	
Art. 302 bis Y CGI	
FRAIS POSTAUX	5,40
DEBOURS	
T.T.C.	58,02



MODALITES DE REMISE DE L'ACTE

ASSIGNATION (R)
(REMISE A PERSONNE MORALE)

L'An DEUX MILLE VINGT ET UN le DIX HUIT MAI

A LA DEMANDE DE :

SCCV MONTBONNET MESEANGES, Société Civile de Construction Vente inscrite au registre du commerce et des sociétés de GRENOBLE sous le numéro 798 813 127 dont le siège social est situé 29 avenue de l'Obiou à LA TRONCHE (38700), agissant poursuites et diligences de son représentant légal, domicilié en cette qualité audit siège social

(et autres requérants le cas échéant)

SIGNIFIE A

MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES
14 Boulevard Marie et Alexandre Oyon
72000 LE MANS

Cet acte a été remis par Clerc assermenté dans les conditions ci-dessous indiquées, et suivant les déclarations qui lui ont été faites.

Au siège du destinataire dont la certitude est caractérisée par les éléments suivants :
confirmation par la personne présente au domicile/siège
le nom du destinataire figure sur l'enseigne

Où j'ai rencontré :

Mr GANGNEUX Philippe

Chef d'équipe sécurité NOVAXIS

qui a déclaré être habilité à recevoir la copie de l'acte et qui l'a accepté.

La lettre prévue par l'article 658 du Code de Procédure Civile contenant copie de l'acte de signification a été adressée le jour même ou au plus tard le premier jour ouvrable.

La copie du présent acte comporte 18 feuilles.

Visa de l'Huissier de Justice des mentions relatives à la signification

Me PIRON



Société Civile Professionnelle
D.BAK - D.BOURCIER - G.PIRON
Huissiers de Justice Associés
43 Av Gnal de Gaulle CS 61628
72016 LE MANS Cedex 2
Tél: 02 43 24 07 07
Fax: 02 43 23 72 58
Mail : huissiers72@orange.fr
IBAN FR23 4003 1000 0100 0014
5817 W14 - BIC : CDCGFRPP

MODALITES DE REMISE DE L'ACTE

ASSIGNATION (R)
(REMISE A PERSONNE MORALE)

L'An DEUX MILLE VINGT ET UN le DIX HUIT MAI

A LA DEMANDE DE :

SCCV MONTBONNET MESEANGES, Société Civile de Construction Vente inscrite au registre du commerce et des sociétés de GRENOBLE sous le numéro 798 813 127 dont le siège social est situé 29 avenue de l'Obiou à LA TRONCHE (38700), agissant poursuites et diligences de son représentant légal, domicilié en cette qualité audit siège social

(et autres requérants le cas échéant)

SIGNIFIE A

S.A. M.M.A IARD
14 boulevard Marie et Alexandre Oyon
72000 LE MANS

Cet acte a été remis par Clerc assermenté dans les conditions ci-dessous indiquées, et suivant les déclarations qui lui ont été faites.

Au siège du destinataire dont la certitude est caractérisée par les éléments suivants :
confirmation par la personne présente au domicile/siège
le nom du destinataire figure sur l'enseigne

Où j'ai rencontré :

Mr GANGNEUX Philippe
Chef d'équipe sécurité NOVAXIS
qui a déclaré être habilité à recevoir la copie de l'acte et qui l'a accepté.

La lettre prévue par l'article 658 du Code de Procédure Civile contenant copie de l'acte de signification a été adressée le jour même ou au plus tard le premier jour ouvrable.

La copie du présent acte comporte 18 feuilles.

Visa de l'Huissier de Justice des mentions relatives à la signification

Me PIRON



ACTE D'HUISSIER DE JUSTICE

COUT ACTE	
EMOLUMENT ART. R444-3	36,18
D.E.P.	
Art.A444.15	
VACATION	
TRANSPORT	7,67
H.T.	43,85
TVA 20,00%	8,77
TAXE FORFAITAIRE	
Art. 302 bis Y CGI	
FRAIS POSTAUX	5,40
DEBOURS	
T.T.C.	58,02



SELARL ROBICHON & ASSOCIES

Avocats
EUROPOLE
27 rue Pierre Sémand
38000 GRENOBLE
Tél : 01.76.21.22.11
cabinet@robichon-avocats.fr

Maitre Damien BELLET
Huissier de Justice

7 Avenue du Granier - 38240 AIGLÉ
04 55 00 12 02 - 09 72 15 33 15

Solomon.Ledet@huissier-judiciaire.fr
www.huissier-judiciaire.fr
01 39 01 61 12

Dossier : 20180148 - /

SCCV MONTBONNOT MESANGES / BEAUCHAMP SCHREIBER

EXPEDITION

**DENONCIATION D'ASSIGNATION ET D'ORDONNANCE
ET ASSIGNATION EN REFERE DEVANT LE PRESIDENT
DU TRIBUNAL JUDICIAIRE DE GRENOBLE**

L'AN DEUX MILLE VINGT ET UN et le DIX HUIT MAI

A LA REQUETE DE :

La **SCCV MONTBONNOT MESANGES**, société civile de construction vente inscrite au RCS de GRENOBLE sous le n° 798 813 127, dont le siège social est 29, Avenue de l'Obiou à LA TRONCHE (38700), représentée par son représentant légal en exercice domicilié en cette qualité audit siège ;

Ayant pour Avocat la SELARL ROBICHON & Associés, Avocat au Barreau de GRENOBLE, demeurant 27, Rue Pierre Sémand - 38000 GRENOBLE ;

J'AI HUISSIER SOUSSIGNE :

Je soussigné Maître Damien Bellet, Huissier de Justice
à la résidence de Meylan (38240), y demeurant 7 Avenue du Granier

DENONCE ET LAISSE COPIE A :

1°) La **Société MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES**, société civile inscrite au RCS de LE MANS sous le numéro D 775 652 126, dont le siège est situé 14, boulevard Marie et Alexandre Oyon à LE MANS (72030), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège, es-qualité d'assureur CNR de la SCCV MONTBONNOT MESANGES et en sa qualité d'assureur de la société SMC ;

PAR ACTE SEPRE

Ou étant parlant à

2°) La **société MMA IARD, SA** inscrite au RCS de LE MANS sous le numéro 440 048 882, dont le siège est 14 boulevard Marie et Alexandre Oyon, 72030 LE MANS, prise en la personne de son représentant légal en exercice domicilié en cette qualité audit siège, es-qualité d'assureur CNR de la SCCV MONTBONNOT MESANGES et en sa qualité d'assureur de la société SMC ;

PAR ACTE SEPRE

Ou étant parlant à

3°) La Société JF INGENIERIE, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 440 471 761, dont le siège est 4, rue des jardins à VOIRON (38500), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

et actuellement 4, Rue Leon Beridot à VOIRON (38500)
VOIR EN FIN D'ACTE
Ou étant parlant à

4°) La Société SO GRE BAT, SAS immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 385 077 433, dont le siège est 339, Allée de l'Emporey à VEUREY VOROIZE (38113), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

5°) La Société TISSOT ETANCHEITE, SA immatriculée au RCS de CHAMBERY sous le numéro B 412 924 169, dont le siège est 625, Rue de Branmafan à BARBY (73230), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

6°) La Société TERRA CERAMIC CONSEILS ET POSE, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 802 782 383, dont le siège est 23, Rue Joliot Curie à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

7°) La Société FERREIRA, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 419 802 525, dont le siège est 14B, Rue des glairaux à SAINT EGREVE (3838120), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

8°) La Société MENUISERIE CURTO, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 394 654 784, dont le siège est 23, Rue Joliot Curie à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

9°) La Société MEN'HELEC, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 501 630 776, dont le siège est 28, Rue Barnave à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

10°) La Société ROUCEAUX, SAS immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 801 122 490, dont le siège est 80, Rue du Vercors au VERSOUD (38420), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

PAR ACTE SEPARÉ
Ou étant parlant à

11°) La Société PORALU MENUISERIES, SASU immatriculée au RCS de BOURG EN BRESSE sous le numéro B 418 245 262, dont le siège est Rue des Bouleaux à PORT (01460), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

12°) La Société SOC METALLURGIQUE DE COURS (SMC), SASU immatriculée au RCS de VILLEFRANCHE – TARARE sous le numéro B 331 498 006, dont le siège 442, est Rue Pierre Giraud à COURS (69470), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

13°) La Société AXA France IARD, SA immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro B 722 057 460, dont le siège est 313, Terrasses de l'Arche à NANTERRE (92000), prise en sa qualité d'assureur de la société SO GRE BAT et de la société FERREIRA, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

14°) La société GENERALI IARD, SA immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro 552 062 663, dont le siège est 2, Rue Pillet-Will à PARIS (75009), prise en sa qualité d'assureur de la société TERRA CERAMIC et de la société RENOV RHONE ALPES, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

15°) La SMABTP, société d'assurance mutuelle immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro D 775 684 764, dont le siège est 8, Rue Louis Armand à PARIS (75015), prise en sa qualité d'assureur de la société TISSOT ETANCHEITE, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

16°) La compagnie L'AUXILIAIRE, société d'assurance mutuelle dont le siège est 50, Cours Franklin Roosevelt à LYON (69006), prise en sa qualité d'assureur de la société PORALU, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

PAR ACTE SEPARÉ

Ou étant parlant à

17°) La Société ALLIANZ IARD, SA immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro 542 110 291, dont le siège est 1, Cours Michelet à PUTEAUX (92800), prise en sa qualité d'assureur de la société MEN'HELEC, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

PAR ACTE SEPARÉ

Ou étant parlant à

18°) La Compagnie MAAF, SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 160.000.000 €, immatriculée au R.C.S. de NIORT sous le numéro 542 073 580 - 6512 Z et ayant son siège,

Chauray 79036 NIORT CEDEX 9, prise en sa qualité d'assureur de la société ROUCEAUX, agissant poursuite et diligences de ses représentants légaux domiciliés audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SÉPARÉ**

19°) **La Compagnie QBE**, société de droit anglais ayant son siège Cœur Défense, Tour A. 110, Esplanade du Général de Gaulle 92931 LA DEFENSE CEDEX, prise en sa qualité d'assureur de la société CURTO, agissant poursuite et diligences de ses représentants légaux domiciliés audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SÉPARÉ**

- **D'une assignation en référé en date du 26 juin 2018 ;**
- **D'une ordonnance de référé en date du 31 octobre 2018 ;**

ET A MÊME REQUETE QUE CI-DESSUS, J'AI HUISSIER SOUSSIGNE :

DONNE ASSIGNATION A :

1°) **La Société MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES**, société civile inscrite au RCS de LE MANS sous le numéro D 775 652 126, dont le siège est situé 14, boulevard Marie et Alexandre Oyon à LE MANS (72030), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège, es-qualité d'assureur CNR de la SCCV MONTBONNOT MESANGES et en sa qualité d'assureur de la société SMC ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SÉPARÉ**

2°) **La société MMA IARD, SA** inscrite au RCS de LE MANS sous le numéro 440 048 882, dont le siège est 14 boulevard Marie et Alexandre Oyon, 72030 LE MANS, prise en la personne de son représentant légal en exercice domicilié en cette qualité audit siège, es-qualité d'assureur CNR de la SCCV MONTBONNOT MESANGES et en sa qualité d'assureur de la société SMC ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SÉPARÉ**

3°) **La Société JF INGENIERIE, SARI** immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 440 471 761, dont le siège est 4, rue des jardins à VOIRON (38500), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

VOIR EN FIN D'ACTE
Ou étant parlant à

4°) **La Société SO GRE BAT, SAS** immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 385 077 433, dont le siège est 339, Allée de l'Emporey à VEUREY VOROIZE (38113), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SÉPARÉ**

5°) La Société TISSOT ETANCHEITE, SA immatriculée au RCS de CHAMBERY sous le numéro B 412 924 169, dont le siège est 625, Rue de Branmafan à BARBY (73230), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

6°) La Société TERRA CERAMIC CONSEILS ET POSE, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 802 782 383, dont le siège est 23, Rue Joliot Curie à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

7°) La Société FERREIRA, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 419 802 525, dont le siège est 14B, Rue des glairaux à SAINT EGREVE (3838120), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

8°) La Société MENUISERIE CURTO, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 394 654 784, dont le siège est 23, Rue Joliot Curie à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

9°) La Société MEN'HELEC, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 501 630 776, dont le siège est 28, Rue Barnave à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

10°) La Société ROUCEAUX, SAS immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 801 122 490, dont le siège est 80, Rue du Vercors au VERSOUD (38420), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

11°) La Société PORALU MENUISERIES, SASU immatriculée au RCS de BOURG EN BRESSE sous le numéro B 418 245 262, dont le siège est Rue des Bouleaux à PORT (01460), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

12°) La Société SOC METALLURGIQUE DE COURS (SMC), SASU immatriculée au RCS de VILLEFRANCHE – TARARE sous le numéro B 331 498 006, dont le siège 442, est Rue Pierre Giraud à COURS (69470), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

13°) La Société AXA France IARD, SA immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro B 722 057 460, dont le siège est 313, Terrasses de l'Arche à NANTERRE (92000), prise en sa qualité d'assureur de la société SO GRE BAT et de la société FERREIRA, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

14°) La société GENERALI IARD, SA immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro 552 062 663, dont le siège est 2, Rue Pillet-Will à PARIS (75009), prise en sa qualité d'assureur de la société TERRA CERAMIC et de la société RENOV RHONE ALPES, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

15°) La SMABTP, société d'assurance mutuelle immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro D 775 684 764, dont le siège est 8, Rue Louis Armand à PARIS (75015), prise en sa qualité d'assureur de la société TISSOT ETANCHEITE, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

16°) La compagnie L'AUXILIAIRE, société d'assurance mutuelle dont le siège est 50, Cours Franklin Roosevelt à LYON (69006), prise en sa qualité d'assureur de la société PORALU, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

17°) La Société ALLIANZ IARD, SA immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro 542 110 291, dont le siège est 1, Cours Michelet à PUTEAUX (92800), prise en sa qualité d'assureur de la société MEN'HELEC, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

18°) La Compagnie MAAF, SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 160.000.000 €, immatriculée au R.C.S. de NIORT sous le numéro 542 073 580 - 6512 Z et ayant son siège, Chauray 79036 NIORT CEDEX 9, prise en sa qualité d'assureur de la société ROUCEAUX, agissant poursuite et diligences de ses représentants légaux domiciliés audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

19°) La Compagnie QBE, société de droit anglais ayant son siège Cœur Défense, Tour A, 110, Esplanade du Général de Gaulle 92931 LA DEFENSE CEDEX, prise en sa qualité d'assureur de la société CURTO, agissant poursuite et diligences de ses représentants légaux domiciliés audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

D'AVOIR A COMPARAÎTRE :

LE MERCREDI 9 JUIN 2021 A 8H45

Devant le président du Tribunal Judiciaire de GRENOBLE, au Palais de justice de cette ville, Place Firmin Gautier – 38000 GRENOBLE, salle habituelle des audiences de référé.

La présente procédure est soumise à la procédure orale résultant des articles 834 et suivants du Code de procédure civile.

Conformément aux articles 760 et suivants du CPC, la représentation est obligatoire.

Dès lors, vous devez impérativement **CONSTITUER dans un délai de QUINZE JOURS FRANCS** à compter des présentes **UN AVOCAT** au Barreau de **GRENOBLE**, ou des autres Barreaux de **VIENNE (38)**, **BOURGOIN JALLIEU (38)**, **VALENCE (26)**, **GAP (05)** du ressort de la Cour d'Appel de **GRENOBLE**, dont dépend le Tribunal saisi.

Si vous entendez bénéficier de l'aide juridictionnelle ou que la présente affaire porte sur une saisie immobilière, un partage ou une liquidation vous ne pouvez constituer qu'un avocat au barreau de Grenoble.

Etant précisé qu'à défaut de le faire, un Jugement pourra néanmoins être rendu sur les seules explications et justificatifs fournis par le demandeur.

L'Etat, les départements, les communes et les établissements publics peuvent se faire représenter ou assister par un fonctionnaire ou un agent de leur administration.

Lorsque la demande est portée devant une juridiction qui a son siège en France métropolitaine, les délais de comparution sont augmentés de :

1. Un mois pour les personnes qui demeurent en Guadeloupe, en Guyane, à la Martinique, à La Réunion, à Mayotte, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin, à Saint-Pierre-et-Miquelon, en Polynésie française, dans les îles Wallis et Futuna, en Nouvelle-Calédonie et dans les Terres australes et antarctiques françaises ;
2. Deux mois pour celles qui demeurent à l'étranger.

Les pièces sur lesquelles est fondée la demande sont indiquées en fin d'acte.

Les personnes dont les ressources sont insuffisantes peuvent, si elles remplissent les conditions prévues par la loi no 91-647 du 10 juillet 1991, bénéficier d'une aide juridictionnelle. Elles doivent, pour demander cette aide, s'adresser au bureau d'aide juridictionnelle établi au siège social du Tribunal de Grande Instance de leur domicile.

PLAISE AU JUGE DES REFERES

D) RAPPEL DES FAITS

Au cours de l'année 2014, la SCCV a entrepris la réalisation d'un ensemble immobilier à usage d'habitation sur la commune de MONTBONNOT SAINT MARTIN.

La SCCV a souscrit à cette occasion une police d'assurance DO et une police d'assurance CNR auprès des compagnies MMA.

(Pièce n°1)

La maîtrise d'œuvre de conception du projet a été confiée à Monsieur André MAYET et à la société SCOP-A-SYSTEMES.

(Pièce n°2)

Monsieur MAYET serait assuré auprès de la MAF.

(Pièce n°2)

La société SCOP-A-SYSTEMES (aujourd'hui radiée) est assurée auprès de la société ACTE IARD.

(Pièce n°3)

La maîtrise d'œuvre d'exécution et la mission OPC ont été assurées par la société JF INGENIERIE.

(Pièce n°4)

La société MTM INFRA est intervenue en qualité de BE VRD tant en phase conception qu'en phase exécution.

(Pièce n°5)

La société BUREAU D'ETUDE MATTE, assurée auprès de la compagnie ALLIANZ IARD, est intervenue en qualité de BE structure.

(Pièces n°6 et n°7)

Sont intervenus dans le cadre de la construction :

- La société SO GRE BAT, assurée auprès de la compagnie AXA France IARD, pour le lot gros-œuvre et le lot cloison *(Pièce n°8)* ;
- La société TISSOT ETANCHEITE, assurée auprès de la compagnie SMABTP, pour le lot étanchéité *(Pièce n°9)* ;
- La société CONVERSO, assurée auprès de la compagnie AUXILIAIRE, pour le lot terrassement – VRD – espaces verts *(Pièce n°10)* ;
- La société TERRA CERAMIC, assurée auprès de la compagnie GENERALI, pour le lot carrelages *(Pièce n°11)* ;
- La société FERREIRA, assurée auprès de la compagnie AXA France IARD, pour le lot plomberie – chauffage - sanitaire *(Pièce n°12)* ;

- La société CURTO, pour le lot menuiseries intérieures (*Pièce n°13*) ;
- La société PORALU, pour le lot menuiseries extérieures (*Pièce n°14*) ;
- La société ROUCEAUX, pour le lot parquets / sols collés (*Pièce n°15*) ;
- La société MEN'HELEC, pour le lot électricité (*Pièce n°16*) ;
- La société SMC, pour le lot serrurerie (*Pièce n°17*) ;
- La société RENOV RHONES ALPES, pour le lot peintures et ravalement (*Pièce n°18*) ;

La société RENOV RHONE ALPES est aujourd'hui en liquidation judiciaire.

La déclaration d'ouverture de chantier est intervenue au 16 novembre 2015 et la réception des divers lots est intervenue le 23 juin 2017.
(*Pièce n°19*)

Les appartements et les parties communes ont été livrés avec réserves.

A compter de cette date, les copropriétaires ainsi que le syndicat de copropriétés se sont plaints du non levé de certaines réserves ainsi que de l'apparition de nouveaux désordres.

C'est ainsi qu'aux termes d'un acte introductif en date du 26 juin 2018, Madame COMET, Madame DE LOS ANGELES MARIN BARREDO, Monsieur NERVO, Madame MOLLINARD BOKOBZA, Monsieur BEAUCHAMP et Madame SCHREIBER ont assigné la SCCV et le syndicat des copropriétaires devant la Juridiction des référés aux fins de désignation d'un expert judiciaire.

Il a été fait droit à cette demande selon ordonnance du 3 octobre 2018 désignant Monsieur BENOIT en qualité d'expert judiciaire.

Selon ordonnance du 11 septembre 2019, les opérations d'expertise ont été étendues aux divers constructeurs.

Aux termes d'un acte introductif en date du 26 juin 2018, Monsieur BEAUCHAMP et Madame SCHREIBER ont également assigné la SCCV devant la Juridiction des référés aux fins de désignation d'un expert judiciaire.

Il a été fait droit à cette demande selon ordonnance du 31 octobre 2018 désignant Monsieur BENOIT en qualité d'expert judiciaire.

L'expert judiciaire a fait une première visite sur les lieux le 14.06.2019

L'expert judiciaire a fait un premier compte rendu de cette réunion.
(*Pièce n°22*)

Selon mail en date du 24.02.2020, l'expert judiciaire a préconisé l'appel en cause de plusieurs intervenants.
(*Pièce n°23*)

C'est en l'état que se présente cette affaire.

II) DISCUSSION

Aux termes de l'article 145 du code de procédure civile :

« S'il existe un motif légitime de conserver ou d'établir avant tout procès la preuve de faits dont pourrait dépendre la solution d'un litige, les mesures d'instruction légalement admissibles peuvent être ordonnées à la demande de tout intéressé, sur requête ou en référé »

La SCCV, en sa qualité de simple constructeur non réalisateur, a vocation à solliciter l'extension de la mesure ordonnée le 31 octobre 2018 aux divers constructeurs intervenus dans le cadre de ce chantier.

La SCCV a en tout premier lieu vocation à être garantie par son propre assureur, à savoir les compagnies MMA IARD et MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES.

Concernant JF INGENIERIE, celle-ci est directement concernée par une large partie des désordres en raison de son intervention en tant que maître d'œuvre.

Le Juge des référés relèvera en outre que de nombreux désordres dénoncés relèvent de l'exécution des travaux dont la société JF INGENIERIE avait la surveillance.

Concernant la société CURTO et son assureur, le Juge des référés constatera que l'expert judiciaire relève des défauts touchant aux menuiseries intérieures.
(Pièce n°22)

Concernant la société SO GRE BAT et son assureur, titulaire du lot gros œuvre, celle-ci est directement concernée notamment par les fissurations relevées par l'expert judiciaire sur les murs/cloisons/plafonds.

Concernant la société PORALU et son assureur, l'expert judiciaire a relevé des infiltrations au droit des menuiseries extérieures mais aussi des défauts de réglage et de pose.

Concernant la société MEN'HELEC et son assureur, l'expert judiciaire a relevé plusieurs défauts affectant notamment les prises électriques.

Concernant la société ROUCEAUX et son assureur, l'expert judiciaire a relevé plusieurs défauts affectant notamment le sol PVC imitation bois.

Concernant la société SMC et son assureur, l'expert judiciaire a relevé plusieurs défauts affectant les garde-corps.

Concernant la société TERRA CERAMIC et son assureur, l'expert a relevé des défauts affectant les plinthes qui relevaient du lot de cette société.

Concernant la société FERREIRA et son assureur, celle-ci est au moins directement concernée par les défauts allégués de la VMC et de l'équilibrage du réseau ECS.

Concernant la société TISSOT ETANCHEITE et son assureur, celle-ci est notamment directement concernée par les défauts allégués affectant les couvertines et l'étanchéité de la terrasse.

Enfin, la compagnie GENERALI, en qualité d'assureur de la société RENOV RHONE ALPES, est directement concernée pour les dommages relevant du lot de son assuré, et notamment le délitement des enduits de façade.

Le Juge des référés constatera donc que la SCCV justifie d'un motif légitime à ce que les opérations d'expertise soient étendues aux divers constructeurs assignés ainsi qu'à leurs assureurs respectifs.

PAR CES MOTIFS

- *Vu l'article 145 du code de procédure civile,*

- **VOIR** étendre à la mesure d'expertise qui a été ordonnée suivant ordonnance du 31 octobre 2018 à la compagnie MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES, à la compagnie MMA IARD, à la société JF INGENIERIE, à la compagnie GENERALI, à la compagnie QBE, à la compagnie SMABTP, à la compagnie l'AUXILIAIRE, à la compagnie ALLIANZ IARD, à la société SO GRE BAT, à la société TISSOT ETANCHEITE, à la société TERRA CERAMIC, à la société FERREIRA, à la société SMC, à la société PORALU, à la compagnie MAAF, à la compagnie AXA France IARD, à la société ROUCEAUX, à la société MEN'HELEC, et à la société MENUISERIE CURTO ;

- **RESERVER** les dépens ;

SOUS TOUTES RESERVES

BORDEREAU DE COMMUNICATION DE PIECES

1. Conditions particulières MMA ;
2. Contrat cadre et avenant au contrat ;
3. Attestation d'assurance SCOP-A-SYSTEMES ;
4. Contrats JF INGENIERIE (2) et attestation d'assurance;
5. Devis MTM INFRA ;
6. Marché de la société BUREAU D'ETUDE MATTE ;
7. Attestation d'assurance de la société BUREAU D'ETUDE MATTE ;
8. Marché et attestation d'assurance SO GRE BAT ;
9. Marché et attestation d'assurance TISSOT ETANCHEITE ;
10. Marché et attestation d'assurance CONVERSO ;
11. Marché et attestation d'assurance TERRA CERAMIC ;
12. Marché et attestation d'assurance FERREIRA ;
13. Marché de la société CURTO ;
14. Marché et attestation d'assurance PORALU ;
15. Marché et attestation d'assurance ROUCEAUX ;
16. Marché et attestation d'assurance MEN'HELEC ;
17. Marché et attestation d'assurance SMC ;
18. Marché et attestation d'assurance RRA ;
19. Procès-verbaux de réception ;
20. Procès-verbal de livraison ;
21. Procès-verbal de constat du 23 avril 2018 ;
22. Compte-rendu d'expertise du 14.06.2019 ;
23. Mail de l'expert judiciaire en date du 24.02.2020 ;

Me Damien BELLET
Huissier de justice



7 Avenue du Granier
1^{er} étage droite
38240 MEYLAN

☎ 04 58 00 12 02
☎ 09 72 15 53 18

✉ damien.bellet@huissier-justice.fr

Paiement par CB sécurisé sur
www.huissier-bellet.fr



Coordonnées bancaires :
IBAN : FR76 30004 02234 00010105217 59
BIC : BNPAFRPPXXX

**ACTE
D'HUISSIER
DE
JUSTICE**

COUT ACTE	
EMOLUMENT ART. R444-3	36,18
D.E.P.	
Art. L444.15	
VACATION	
TRANSPORT	7,67
I.T.	43,05
TVA 20,00%	8,77
TAXE FORFAITAIRE	
Art. 302 bis Y CGI	
FRAIS POSTAUX	2,00
DEBOURS	
T.T.C.	54,62



MODALITES DE REMISE DE L'ACTE

ASSIGNATION REFERE TRIBUNAL JUDICIAIRE
(REMISE A PERSONNE MORALE)

L'An DEUX MILLE VINGT ET UN le DIX HUIT MAI

A LA DEMANDE DE :

Société Civile construction vente MONTBONNOT MESANGES, inscrite au registre du commerce et des sociétés de GRENOBLE sous le numéro 798 813 127 dont le siège social est situé 29 avenue de l'Obiou à LA TRONCHE (38700), agissant poursuites et diligences de son représentant légal, domicilié en cette qualité audit siège social

SIGNIFIE A

S.A.S. JF INGENIERIE
4 rue Léon Béridot
38500 VOIRON

Cet acte a été remis par Huissier de Justice dans les conditions ci-dessous indiquées, et suivant les déclarations qui lui ont été faites.

Au siège du destinataire dont la certitude est caractérisée par les éléments suivants :
confirmation par la personne présente

Où j'ai rencontré :

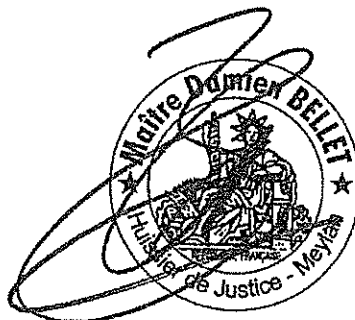
Mme VALENCIA Sylvie
assistante

qui a déclaré être habilité à recevoir la copie de l'acte et qui l'a accepté.

La lettre prévue par l'article 658 du Code de Procédure Civile contenant copie de l'acte de signification a été adressée le jour même ou au plus tard le premier jour ouvrable.

La copie du présent acte comporte 7 feuilles et 5 feuilles annexées.

Me Damien BELLET



SELARL ROBICHON & ASSOCIES

Avocats
EUROPOLE
27 rue Pierre Sémard
38000 GRENOBLE
Tél : 04.76.21.22.11
cabinets@robichon-avocats.fr

Maitre Damien BELLET
Huissier de Justice

7 Avenue du Granit - 38240 MEYLAN
04 58 00 12 02 - 09 72 15 08 18

d.damien.bellet@huissier-justice.fr
www.huissier-bellet.fr
SIRET : 211 647 017 0003

Dossier : 20180148 - /
SCCV MONTBONNOT MESANGES / BEAUCHAMP SCHREIBER

EXPEDITION

**DENONCIATION D'ASSIGNATION ET D'ORDONNANCE
ET ASSIGNATION EN REFERE DEVANT LE PRESIDENT
DU TRIBUNAL JUDICIAIRE DE GRENOBLE**

L'AN DEUX MILLE VINGT ET UN et le DIX HUIT MAI

A LA REQUETE DE :

La SCCV MONTBONNOT MESANGES, société civile de construction vente inscrite au RCS de GRENOBLE sous le n° 798 813 127, dont le siège social est 29, Avenue de l'Obiou à LA TRONCHE (38700), représentée par son représentant légal en exercice domicilié en cette qualité audit siège ;

Ayant pour Avocat la SELARL ROBICHON & Associés, Avocat au Barreau de GRENOBLE, demeurant 27, Rue Pierre Sémard - 38000 GRENOBLE ;

J'AI HUISSIER SOUSSIGNE :

Je soussigné Maître Damien Bellet, Huissier de Justice
à la résidence de Meylan (38240), y demeurant 7 Avenue du Granit ;

DENONCE ET LAISSE COPIE A :

1°) **La Société MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES**, société civile inscrite au RCS de LE MANS sous le numéro D 775 652 126, dont le siège est situé 14, boulevard Marie et Alexandre Oyon à LE MANS (72030), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège, es-qualité d'assureur CNR de la SCCV MONTBONNOT MESANGES et en sa qualité d'assureur de la société SMC ;

Ou étant parlant à

PAR ACTE SEPRE

2°) **La société MMA IARD, SA** inscrite au RCS de LE MANS sous le numéro 440 048 882, dont le siège est 14 boulevard Marie et Alexandre Oyon, 72030 LE MANS, prise en la personne de son représentant légal en exercice domicilié en cette qualité audit siège, es-qualité d'assureur CNR de la SCCV MONTBONNOT MESANGES et en sa qualité d'assureur de la société SMC ;

Ou étant parlant à

PAR ACTE SEPRE

3°) **La Société JF INGENIERIE**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 440 471 761, dont le siège est 4, rue des jardins à VOIRON (38500), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

4°) **La Société SO GRE BAT**, SAS immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 385 077 433, dont le siège est 339, Allée de l'Emporey à VEUREY VOROIZE (38113), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **VOIR EN FIN D'ACTE**

5°) **La Société TISSOT ETANCHEITE**, SA immatriculée au RCS de CHAMBERY sous le numéro B 412 924 169, dont le siège est 625, Rue de Branmafan à BARBY (73230), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

6°) **La Société TERRA CERAMIC CONSEILS ET POSE**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 802 782 383, dont le siège est 23, Rue Joliot Curie à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

7°) **La Société FERREIRA**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 419 802 525, dont le siège est 14B, Rue des glairaux à SAINT EGREVE (3838120), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

8°) **La Société MENUISERIE CURTO**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 394 654 784, dont le siège est 23, Rue Joliot Curie à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

9°) **La Société MEN'HELEC**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 501 630 776, dont le siège est 28, Rue Barnave à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

10°) **La Société ROUCEAUX**, SAS immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 801 122 490, dont le siège est 80, Rue du Vercors au VERSOUD (38420), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

11°) La Société PORALU MENUISERIES, SASU immatriculée au RCS de BOURG EN BRESSE sous le numéro B 418 245 262, dont le siège est Rue des Bouleaux à PORT (01460), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

PAR ACTE SEPARÉ

12°) La Société SOC METALLURGIQUE DE COURS (SMC), SASU immatriculée au RCS de VILLEFRANCHE – TARARE sous le numéro B 331 498 006, dont le siège 442, est Rue Pierre Giraud à COURS (69470), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

PAR ACTE SEPARÉ

13°) La Société AXA France IARD, SA immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro B 722 057 460, dont le siège est 313, Terrasses de l'Arche à NANTERRE (92000), prise en sa qualité d'assureur de la société SO GRE BAT et de la société FERREIRA, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

PAR ACTE SEPARÉ

14°) La société GENERALI IARD, SA immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro 552 062 663, dont le siège est 2, Rue Pillet-Will à PARIS (75009), prise en sa qualité d'assureur de la société TERRA CERAMIC et de la société RENOV RHONE ALPES, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

PAR ACTE SEPARÉ

15°) La SMABTP, société d'assurance mutuelle immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro D 775 684 764, dont le siège est 8, Rue Louis Armand à PARIS (75015), prise en sa qualité d'assureur de la société TISSOT ETANCHEITE, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

PAR ACTE SEPARÉ

16°) La compagnie L'AUXILIAIRE, société d'assurance mutuelle dont le siège est 50, Cours Franklin Roosevelt à LYON (69006), prise en sa qualité d'assureur de la société PORALU, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

PAR ACTE SEPARÉ

17°) La Société ALLIANZ IARD, SA immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro 542 110 291, dont le siège est 1, Cours Michelet à PUTEAUX (92800), prise en sa qualité d'assureur de la société MEN'HELEC, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

PAR ACTE SEPARÉ

18°) La Compagnie MAAF, SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 160.000.000 €, immatriculée au R.C.S. de NIORT sous le numéro 542 073 580 - 6512 Z et ayant son siège.

Chauray 79036 NIORT CEDEX 9, prise en sa qualité d'assureur de la société ROUCEAUX, agissant poursuite et diligences de ses représentants légaux domiciliés audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

19°) La Compagnie QBE, société de droit anglais ayant son siège Cœur Défense, Tour A, 110, Esplanade du Général de Gaulle 92931 LA DEFENSE CEDEX, prise en sa qualité d'assureur de la société CURTO, agissant poursuite et diligences de ses représentants légaux domiciliés audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

- **D'une assignation en référé en date du 26 juin 2018 ;**
- **D'une ordonnance de référé en date du 31 octobre 2018 ;**

ET A MÊME REQUÊTE QUE CI-DESSUS, J'AI HUISSIER SOUSSIGNÉ :

DONNE ASSIGNATION A :

1°) La Société MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES, société civile inscrite au RCS de LE MANS sous le numéro D 775 652 126, dont le siège est situé 14, boulevard Marie et Alexandre Oyon à LE MANS (72030), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège, es-qualité d'assureur CNR de la SCCV MONTBONNOT MESANGES et en sa qualité d'assureur de la société SMC ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

2°) La société MMA IARD, SA inscrite au RCS de LE MANS sous le numéro 440 048 882, dont le siège est 14 boulevard Marie et Alexandre Oyon, 72030 LE MANS, prise en la personne de son représentant légal en exercice domicilié en cette qualité audit siège, es-qualité d'assureur CNR de la SCCV MONTBONNOT MESANGES et en sa qualité d'assureur de la société SMC ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

3°) La Société JF INGENIERIE, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 440 471 761, dont le siège est 4, rue des jardins à VOIRON (38500), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

4°) La Société SO GRE BAT, SAS immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 385 077 433, dont le siège est 339, Allée de l'Emporey à VEUREY VOROIZE (38113), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **VOIR EN FIN D'ACTE**

5°) **La Société TISSOT ETANCHEITE**, SA immatriculée au RCS de CHAMBERY sous le numéro B 412 924 169, dont le siège est 625, Rue de Branmafan à BARBY (73230), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

6°) **La Société TERRA CERAMIC CONSEILS ET POSE**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 802 782 383, dont le siège est 23, Rue Joliot Curie à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

7°) **La Société FERREIRA**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 419 802 525, dont le siège est 14B, Rue des glairaux à SAINT EGREVE (3838120), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

8°) **La Société MENUISERIE CURTO**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 394 654 784, dont le siège est 23, Rue Joliot Curie à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

9°) **La Société MEN'HELEC**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 501 630 776, dont le siège est 28, Rue Barnave à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

10°) **La Société ROUCEAUX**, SAS immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 801 122 490, dont le siège est 80, Rue du Vercors au VERSOUD (38420), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

11°) **La Société PORALU MENUISERIES**, SASU immatriculée au RCS de BOURG EN BRESSE sous le numéro B 418 245 262, dont le siège est Rue des Bouleaux à PORT (01460), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

12°) **La Société SOC METALLURGIQUE DE COURS (SMC)**, SASU immatriculée au RCS de VILLEFRANCHE – TARARE sous le numéro B 331 498 006, dont le siège 442, est Rue Pierre Giraud à COURS (69470), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

PAR ACTE SEPARÉ

Ou étant parlant à

13°) La Société AXA France IARD, SA immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro B 722 057 460, dont le siège est 313, Terrasses de l'Arche à NANTERRE (92000), prise en sa qualité d'assureur de la société SO GRE BAT et de la société FERREIRA, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

14°) La société GENERALI IARD, SA immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro 552 062 663, dont le siège est 2, Rue Pillet-Will à PARIS (75009), prise en sa qualité d'assureur de la société TERRA CERAMIC et de la société RENOV RHONE ALPES, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

15°) La SMABTP, société d'assurance mutuelle immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro D 775 684 764, dont le siège est 8, Rue Louis Armand à PARIS (75015), prise en sa qualité d'assureur de la société TISSOT ETANCHEITE, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

16°) La compagnie L'AUXILIAIRE, société d'assurance mutuelle dont le siège est 50, Cours Franklin Roosevelt à LYON (69006), prise en sa qualité d'assureur de la société PORALU, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

17°) La Société ALLIANZ IARD, SA immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro 542 110 291, dont le siège est 1, Cours Michelet à PUTEAUX (92800), prise en sa qualité d'assureur de la société MEN'HELEC, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

PAR ACTE SEPARÉ

Ou étant parlant à

18°) La Compagnie MAAF, SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 160.000.000 €, immatriculée au R.C.S. de NIORT sous le numéro 542 073 580 - 6512 Z et ayant son siège, Chauray 79036 NIORT CEDEX 9, prise en sa qualité d'assureur de la société ROUCEAUX, agissant poursuite et diligences de ses représentants légaux domiciliés audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

19°) La Compagnie QBE, société de droit anglais ayant son siège Cœur Défense, Tour A, 110, Esplanade du Général de Gaulle 92931 LA DEFENSE CEDEX, prise en sa qualité d'assureur de la société CURTO, agissant poursuite et diligences de ses représentants légaux domiciliés audit siège ;

PAR ACTE SEPARÉ

Ou étant parlant à

D'AVOIR A COMPARAÎTRE :

LE MERCREDI 9 JUIN 2021 A 8H45

Devant le président du Tribunal Judiciaire de GRENOBLE, au Palais de justice de cette ville, Place Firmin Gautier – 38000 GRENOBLE, salle habituelle des audiences de référé.

La présente procédure est soumise à la procédure orale résultant des articles 834 et suivants du Code de procédure civile.

Conformément aux articles 760 et suivants du CPC, la représentation est obligatoire.

Dès lors, vous devez impérativement **CONSTITUER dans un délai de QUINZE JOURS FRANCS** à compter des présentes **UN AVOCAT** au Barreau de **GRENOBLE**, ou des autres Barreaux de **VIENNE (38)**, **BOURGOIN JALLIEU (38)**, **VALENCE (26)**, **GAP (05)** du ressort de la Cour d'Appel de **GRENOBLE**, dont dépend le Tribunal saisi.

Si vous entendez bénéficier de l'aide juridictionnelle ou que la présente affaire porte sur une saisie immobilière, un partage ou une liquidation vous ne pouvez constituer qu'un avocat au barreau de Grenoble.

Etant précisé qu'à défaut de le faire, un Jugement pourra néanmoins être rendu sur les seules explications et justificatifs fournis par le demandeur.

L'Etat, les départements, les communes et les établissements publics peuvent se faire représenter ou assister par un fonctionnaire ou un agent de leur administration.

Lorsque la demande est portée devant une juridiction qui a son siège en France métropolitaine, les délais de comparution sont augmentés de :

1. Un mois pour les personnes qui demeurent en Guadeloupe, en Guyane, à la Martinique, à La Réunion, à Mayotte, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin, à Saint-Pierre-et-Miquelon, en Polynésie française, dans les îles Wallis et Futuna, en Nouvelle-Calédonie et dans les Terres australes et antarctiques françaises ;
2. Deux mois pour celles qui demeurent à l'étranger.

Les pièces sur lesquelles est fondée la demande sont indiquées en fin d'acte.

Les personnes dont les ressources sont insuffisantes peuvent, si elles remplissent les conditions prévues par la loi no 91-647 du 10 juillet 1991, bénéficier d'une aide juridictionnelle. Elles doivent, pour demander cette aide, s'adresser au bureau d'aide juridictionnelle établi au siège social du Tribunal de Grande Instance de leur domicile.

PLAISE AU JUGE DES REFERES

I) RAPPEL DES FAITS

Au cours de l'année 2014, la SCCV a entrepris la réalisation d'un ensemble immobilier à usage d'habitation sur la commune de MONTBONNOT SAINT MARTIN.

La SCCV a souscrit à cette occasion une police d'assurance DO et une police d'assurance CNR auprès des compagnies MMA.
(Pièce n°1)

La maîtrise d'œuvre de conception du projet a été confiée à Monsieur André MAYET et à la société SCOP-A-SYSTEMES.
(Pièce n°2)

Monsieur MAYET serait assuré auprès de la MAF.
(Pièce n°2)

La société SCOP-A-SYSTEMES (aujourd'hui radiée) est assurée auprès de la société ACTE IARD.
(Pièce n°3)

La maîtrise d'œuvre d'exécution et la mission OPC ont été assurées par la société JF INGENIERIE.
(Pièce n°4)

La société MTM INFRA est intervenue en qualité de BE VRD tant en phase conception qu'en phase exécution.
(Pièce n°5)

La société BUREAU D'ETUDE MATTE, assurée auprès de la compagnie ALLIANZ IARD, est intervenue en qualité de BE structure.
(Pièces n°6 et n°7)

Sont intervenus dans le cadre de la construction :

- La société SO GRE BAT, assurée auprès de la compagnie AXA France IARD, pour le lot gros-œuvre et le lot cloison (Pièce n°8) ;
- La société TISSOT ETANCHEITE, assurée auprès de la compagnie SMABTP, pour le lot étanchéité (Pièce n°9) ;
- La société CONVERSO, assurée auprès de la compagnie AUXILIAIRE, pour le lot terrassement – VRD – espaces verts (Pièce n°10) ;
- La société TERRA CERAMIC, assurée auprès de la compagnie GENERALI, pour le lot carrelages (Pièce n°11) ;
- La société FERREIRA, assurée auprès de la compagnie AXA France IARD, pour le lot plomberie – chauffage - sanitaire (Pièce n°12) ;

- La société CURTO, pour le lot menuiseries intérieures (*Pièce n°13*) ;
- La société PORALU, pour le lot menuiseries extérieures (*Pièce n°14*) ;
- La société ROUCEAUX, pour le lot parquets / sols collés (*Pièce n°15*) ;
- La société MEN'HELEC, pour le lot électricité (*Pièce n°16*) ;
- La société SMC, pour le lot serrurerie (*Pièce n°17*) ;
- La société RENOV RHONES ALPES, pour le lot peintures et ravalement (*Pièce n°18*) ;

La société RENOV RHONE ALPES est aujourd'hui en liquidation judiciaire.

La déclaration d'ouverture de chantier est intervenue au 16 novembre 2015 et la réception des divers lots est intervenue le 23 juin 2017.
(*Pièce n°19*)

Les appartements et les parties communes ont été livrés avec réserves.

A compter de cette date, les copropriétaires ainsi que le syndicat de copropriétés se sont plaints du non levé de certaines réserves ainsi que de l'apparition de nouveaux désordres.

C'est ainsi qu'aux termes d'un acte introductif en date du 26 juin 2018, Madame COMET, Madame DE LOS ANGELES MARIN BARREDO, Monsieur NERVO, Madame MOLLINARD BOKOBZA, Monsieur BEAUCHAMP et Madame SCHREIBER ont assigné la SCCV et le syndicat des copropriétaires devant la Juridiction des référés aux fins de désignation d'un expert judiciaire.

Il a été fait droit à cette demande selon ordonnance du 3 octobre 2018 désignant Monsieur BENOIT en qualité d'expert judiciaire.

Selon ordonnance du 11 septembre 2019, les opérations d'expertise ont été étendues aux divers constructeurs.

Aux termes d'un acte introductif en date du 26 juin 2018, Monsieur BEAUCHAMP et Madame SCHREIBER ont également assigné la SCCV devant la Juridiction des référés aux fins de désignation d'un expert judiciaire.

Il a été fait droit à cette demande selon ordonnance du 31 octobre 2018 désignant Monsieur BENOIT en qualité d'expert judiciaire.

L'expert judiciaire a fait une première visite sur les lieux le 14.06.2019

L'expert judiciaire a fait un premier compte rendu de cette réunion.
(*Pièce n°22*)

Selon mail en date du 24.02.2020, l'expert judiciaire a préconisé l'appel en cause de plusieurs intervenants.
(*Pièce n°23*)

C'est en l'état que se présente cette affaire.

II) DISCUSSION

Aux termes de l'article 145 du code de procédure civile :

« S'il existe un motif légitime de conserver ou d'établir avant tout procès la preuve de faits dont pourrait dépendre la solution d'un litige, les mesures d'instruction légalement admissibles peuvent être ordonnées à la demande de tout intéressé, sur requête ou en référé »

La SCCV, en sa qualité de simple constructeur non réalisateur, a vocation à solliciter l'extension de la mesure ordonnée le 31 octobre 2018 aux divers constructeurs intervenus dans le cadre de ce chantier.

La SCCV a en tout premier lieu vocation à être garantie par son propre assureur, à savoir les compagnies MMA IARD et MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES.

Concernant JF INGENIERIE, celle-ci est directement concernée par une large partie des désordres en raison de son intervention en tant que maître d'œuvre.

Le Juge des référés relèvera en outre que de nombreux désordres dénoncés relèvent de l'exécution des travaux dont la société JF INGENIERIE avait la surveillance.

Concernant la société CURTO et son assureur, le Juge des référés constatera que l'expert judiciaire relève des défauts touchant aux menuiseries intérieures.
(Pièce n°22)

Concernant la société SO GRE BAT et son assureur, titulaire du lot gros œuvre, celle-ci est directement concernée notamment par les fissurations relevées par l'expert judiciaire sur les murs/cloisons/plafonds.

Concernant la société PORALU et son assureur, l'expert judiciaire a relevé des infiltrations au droit des menuiseries extérieures mais aussi des défauts de réglage et de pose.

Concernant la société MEN'HELEC et son assureur, l'expert judiciaire a relevé plusieurs défauts affectant notamment les prises électriques.

Concernant la société ROUCEAUX et son assureur, l'expert judiciaire a relevé plusieurs défauts affectant notamment le sol PVC imitation bois.

Concernant la société SMC et son assureur, l'expert judiciaire a relevé plusieurs défauts affectant les garde-corps.

Concernant la société TERRA CERAMIC et son assureur, l'expert a relevé des défauts affectant les plinthes qui relevaient du lot de cette société.

Concernant la société FERREIRA et son assureur, celle-ci est au moins directement concernée par les défauts allégués de la VMC et de l'équilibrage du réseau ECS.

Concernant la société TISSOT ETANCHEITE et son assureur, celle-ci est notamment directement concernée par les défauts allégués affectant les couvertines et l'étanchéité de la terrasse.

Enfin, la compagnie GENERALI, en qualité d'assureur de la société RENOV RHONE ALPES, est directement concernée pour les dommages relevant du lot de son assuré, et notamment le délitement des enduits de façade.

Le Juge des référés constatera donc que la SCCV justifie d'un motif légitime à ce que les opérations d'expertise soient étendues aux divers constructeurs assignés ainsi qu'à leurs assureurs respectifs.

PAR CES MOTIFS

- *Vu l'article 145 du code de procédure civile,*

- **VOIR** étendre à la mesure d'expertise qui a été ordonnée suivant ordonnance du 31 octobre 2018 à la compagnie MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES, à la compagnie MMA IARD, à la société JF INGENIERIE, à la compagnie GENERALI, à la compagnie QBE, à la compagnie SMABTP, à la compagnie l'AUXILIAIRE, à la compagnie ALLIANZ IARD, à la société SO GRE BAT, à la société TISSOT ETANCHEITE, à la société TERRA CERAMIC, à la société FERREIRA, à la société SMC, à la société PORALU, à la compagnie MAAF, à la compagnie AXA France IARD, à la société ROUCEAUX, à la société MEN'HELEC, et à la société MENUISERIE CURTO ;

- **RESERVER** les dépens ;

SOUS TOUTES RESERVES

BORDEREAU DE COMMUNICATION DE PIECES

1. Conditions particulières MMA ;
2. Contrat cadre et avenant au contrat ;
3. Attestation d'assurance SCOP-A-SYSTEMES ;
4. Contrats JF INGENIERIE (2) et attestation d'assurance;
5. Devis MTM INFRA ;
6. Marché de la société BUREAU D'ETUDE MATTE ;
7. Attestation d'assurance de la société BUREAU D'ETUDE MATTE ;
8. Marché et attestation d'assurance SO GRE BAT ;
9. Marché et attestation d'assurance TISSOT ETANCHEITE ;
10. Marché et attestation d'assurance CONVERSO ;
11. Marché et attestation d'assurance TERRA CERAMIC ;
12. Marché et attestation d'assurance FERREIRA ;
13. Marché de la société CURTO ;
14. Marché et attestation d'assurance PORALU ;
15. Marché et attestation d'assurance ROUCEAUX ;
16. Marché et attestation d'assurance MEN'HELEC ;
17. Marché et attestation d'assurance SMC ;
18. Marché et attestation d'assurance RRA ;
19. Procès-verbaux de réception ;
20. Procès-verbal de livraison ;
21. Procès-verbal de constat du 23 avril 2018 ;
22. Compte-rendu d'expertise du 14.06.2019 ;
23. Mail de l'expert judiciaire en date du 24.02.2020 ;

Me Damien BELLET

Huissier de justice



7 Avenue du Granier
1^{er} étage droite
38240 MEYLAN

☎ 04 58 00 12 02
☎ 09 72 15 53 18

✉ damien.bellet@huissier-justice.fr

Païement par CB sécurisé sur
www.huissier-bellet.fr



Coordonnées bancaires :

IBAN : FR76 30004 02234 00010105217 59
BIC : BNPAFRPPXXX

ACTE D'HUISSIER DE JUSTICE

COUT ACTE

EMOLUMENT ART. R444-3	36,18
D.E.P.	
Art.A444.15.....	
VACATION	
TRANSPORT	7,67
H.T.	43,85
TVA 20,00%	8,77
TAXE FORFAITAIRE	
Art. 302 bis Y CGI	
FRAIS POSTAUX	2,00
DEBOURS.....	
T.T.C.	54,62



MODALITES DE REMISE DE L'ACTE

ASSIGNATION REFERE TRIBUNAL JUDICIAIRE

(REMISE A PERSONNE MORALE)

L'An DEUX MILLE VINGT ET UN le DIX HUIT MAI

A LA DEMANDE DE :

Société Civile MONTBONNOT MESANGES, inscrite au registre du commerce et des sociétés de GRENOBLE sous le numéro 798 813 127 dont le siège social est situé 29 avenue de l'Obiou à LA TRONCHE (38700), agissant poursuites et diligences de son représentant légal, domicilié en cette qualité audit siège social

SIGNIFIE A

S.A.S. SO GRE BAT
339 allée de l'Emporey
38113 VEUREY VOROIZE

Cet acte a été remis par Huissier de Justice dans les conditions ci-dessous indiquées, et suivant les déclarations qui lui ont été faites.

Au siège du destinataire dont la certitude est caractérisée par les éléments suivants :
confirmation par la personne présente

Où j'ai rencontré :

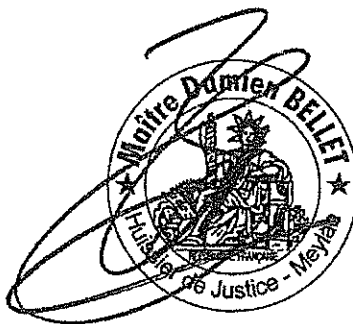
Mme CAPELLARO Isabelle
secrétaire

qui a déclaré être habilité à recevoir la copie de l'acte et qui l'a accepté.

La lettre prévue par l'article 658 du Code de Procédure Civile contenant copie de l'acte de signification a été adressée le jour même ou au plus tard le premier jour ouvrable.

La copie du présent acte comporte 7 feuilles et 5 feuilles annexées.

Me Damien BELLET



SELARL ROBICHON & ASSOCIES

Avocats
EUROPOLE
27 rue Pierre Sémard
38000 GRENOBLE
Tél : 04.76.21.22.11
cabinet@robichon-avocats.fr

Dossier : 20180148 - /
SCCV MONTBONNOT MESANGES / BEAUCHAMP SCHREIBER

**PREMIERE
EXPEDITION**

SELARL Jonathan DEFLIN & Sandrine HYVERT
Huissiers de Justice Associés
10, rue de Boigne - B.P. 226
73002 CHAMBERY
Tél : 04 79 33 54 12 - Fax : 04 79 85 03 94

**DENONCIATION D'ASSIGNATION ET D'ORDONNANCE
ET ASSIGNATION EN REFERE DEVANT LE PRESIDENT
DU TRIBUNAL JUDICIAIRE DE GRENOBLE**

L'AN DEUX MILLE VINGT ET UN et le

DIX HUIT MAI

A LA REQUETE DE :

La **SCCV MONTBONNOT MESANGES**, société civile de construction vente inscrite au RCS de GRENOBLE sous le n° 798 813 127, dont le siège social est 29, Avenue de l'Obiou à LA TRONCHE (38700), représentée par son représentant légal en exercice domicilié en cette qualité audit siège ;

Ayant pour Avocat la SELARL ROBICHON & Associés, Avocat au Barreau de GRENOBLE, demeurant 27, Rue Pierre Sémard - 38000 GRENOBLE ;

J'AI HUISSIER SOUSSIGNE :

Nous, SELARL Jonathan DEFLIN & Sandrine HYVERT,
Huissiers de Justice associés,
10, rue de Boigne à CHAMBERY (Savoie),
l'un deux soussigné,

DENONCE ET LAISSE COPIE A :

1°) La Société **MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES**, société civile inscrite au RCS de LE MANS sous le numéro D 775 652 126, dont le siège est situé 14, boulevard Marie et Alexandre Oyon à LE MANS (72030), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège, es-qualité d'assureur CNR de la SCCV MONTBONNOT MESANGES et en sa qualité d'assureur de la société SMC ;

Ou étant parlant à

Par acte séparé

2°) La société **MMA IARD, SA** inscrite au RCS de LE MANS sous le numéro 440 048 882, dont le siège est 14 boulevard Marie et Alexandre Oyon, 72030 LE MANS, prise en la personne de son représentant légal en exercice domicilié en cette qualité audit siège, es-qualité d'assureur CNR de la SCCV MONTBONNOT MESANGES et en sa qualité d'assureur de la société SMC ;

Ou étant parlant à

Par acte séparé

3°) **La Société JF INGENIERIE**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 440 471 761, dont le siège est 4, rue des jardins à VOIRON (38500), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à *Par acte séparé*

4°) **La Société SO GRE BAT**, SAS immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 385 077 433, dont le siège est 339, Allée de l'Emporey à VEUREY VOROIZE (38113), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à *Par acte séparé*

5°) **La Société TISSOT ETANCHEITE**, SA immatriculée au RCS de CHAMBERY sous le numéro B 412 924 169, dont le siège est 625, Rue de Branmafan à BARBY (73230), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à *Voir feuille de signification annexée*

6°) **La Société TERRA CERAMIC CONSEILS ET POSE**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 802 782 383, dont le siège est 23, Rue Joliot Curie à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à *Par acte séparé*

7°) **La Société FERREIRA**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 419 802 525, dont le siège est 14B, Rue des glairaux à SAINT EGREVE (3838120), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à *Par acte séparé*

8°) **La Société MENUISERIE CURTO**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 394 654 784, dont le siège est 23, Rue Joliot Curie à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à *Par acte séparé*

9°) **La Société MEN'HELEC**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 501 630 776, dont le siège est 28, Rue Barnave à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à *Par acte séparé*

10°) **La Société ROUCEAUX**, SAS immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 801 122 490, dont le siège est 80, Rue du Vercors au VERSOUD (38420), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à *Par acte séparé*

11°) La Société **PORALU MENUISERIES**, SASU immatriculée au RCS de BOURG EN BRESSE sous le numéro B 418 245 262, dont le siège est Rue des Bouleaux à PORT (01460), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à *Par acte séparé*

12°) La Société **SOC METALLURGIQUE DE COURS (SMC)**, SASU immatriculée au RCS de VILLEFRANCHE – TARARE sous le numéro B 331 498 006, dont le siège 442, est Rue Pierre Giraud à COURS (69470), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à *Par acte séparé*

13°) La Société **AXA France IARD**, SA immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro B 722 057 460, dont le siège est 313, Terrasses de l'Arche à NANTERRE (92000), prise en sa qualité d'assureur de la société SO GRE BAT et de la société FERREIRA, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à *Par acte séparé*

14°) La société **GENERALI IARD**, SA immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro 552 062 663, dont le siège est 2, Rue Pillet-Will à PARIS (75009), prise en sa qualité d'assureur de la société TERRA CERAMIC et de la société RENOV RHONE ALPES, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à *Par acte séparé*

15°) La **SMABTP**, société d'assurance mutuelle immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro D 775 684 764, dont le siège est 8, Rue Louis Armand à PARIS (75015), prise en sa qualité d'assureur de la société TISSOT ETANCHEITE, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à *Par acte séparé*

16°) La compagnie **L'AUXILIAIRE**, société d'assurance mutuelle dont le siège est 50, Cours Franklin Roosevelt à LYON (69006), prise en sa qualité d'assureur de la société PORALU, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à *Par acte séparé*

17°) La Société **ALLIANZ IARD**, SA immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro 542 110 291, dont le siège est 1, Cours Michelet à PUTEAUX (92800), prise en sa qualité d'assureur de la société MEN'HELEC, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à *Par acte séparé*

18°) La Compagnie **MAAF**, SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 160.000.000 €, immatriculée au R.C.S. de NIORT sous le numéro 542 073 580 - 6512 Z et ayant son siège,

Chauray 79036 NIORT CEDEX 9, prise en sa qualité d'assureur de la société ROUCEAUX, agissant poursuite et diligences de ses représentants légaux domiciliés audit siège ;

Ou étant parlant à *Par acte séparé*

19°) La Compagnie QBE, société de droit anglais ayant son siège Cœur Défense, Tour A, 110, Esplanade du Général de Gaulle 92931 LA DEFENSE CEDEX, prise en sa qualité d'assureur de la société CURTO, agissant poursuite et diligences de ses représentants légaux domiciliés audit siège ;

Ou étant parlant à *Par acte séparé*

- D'une assignation en référé en date du 26 juin 2018 ;
- D'une ordonnance de référé en date du 31 octobre 2018 ;

ET A MÊME REQUETE QUE CI-DESSUS, J'AI HUISSIER SOUSSIGNE :

DONNE ASSIGNATION A :

1°) La Société MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES, société civile inscrite au RCS de LE MANS sous le numéro D 775 652 126, dont le siège est situé 14, boulevard Marie et Alexandre Oyon à LE MANS (72030), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège, es-qualité d'assureur CNR de la SCCV MONTBONNOT MESANGES et en sa qualité d'assureur de la société SMC ;

Ou étant parlant à *Par acte séparé*

2°) La société MMA IARD, SA inscrite au RCS de LE MANS sous le numéro 440 048 882, dont le siège est 14 boulevard Marie et Alexandre Oyon, 72030 LE MANS, prise en la personne de son représentant légal en exercice domicilié en cette qualité audit siège, es-qualité d'assureur CNR de la SCCV MONTBONNOT MESANGES et en sa qualité d'assureur de la société SMC ;

Ou étant parlant à *Par acte séparé*

3°) La Société JF INGENIERIE, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 440 471 761, dont le siège est 4, rue des jardins à VOIRON (38500), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à *Par acte séparé*

4°) La Société SO GRE BAT, SAS immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 385 077 433, dont le siège est 339, Allée de l'Emporey à VEUREY VOROIZE (38113), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à *Par acte séparé*

5°) La Société **TISSOT ETANCHEITE**, SA immatriculée au RCS de CHAMBERY sous le numéro B 412 924 169, dont le siège est 625, Rue de Branmafan à BARBY (73230), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Voir feuille de signification annexée

Ou étant parlant à

6°) La Société **TERRA CERAMIC CONSEILS ET POSE**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 802 782 383, dont le siège est 23, Rue Joliot Curie à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

Par acte séparé

7°) La Société **FERREIRA**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 419 802 525, dont le siège est 14B, Rue des glairaux à SAINT EGREVE (3838120), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

Par acte séparé

8°) La Société **MENUISERIE CURTO**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 394 654 784, dont le siège est 23, Rue Joliot Curie à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

Par acte séparé

9°) La Société **MEN'HELEC**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 501 630 776, dont le siège est 28, Rue Barnave à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

Par acte séparé

10°) La Société **ROUCEAUX**, SAS immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 801 122 490, dont le siège est 80, Rue du Vercors au VERSOUD (38420), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

Par acte séparé

11°) La Société **PORALU MENUISERIES**, SASU immatriculée au RCS de BOURG EN BRESSE sous le numéro B 418 245 262, dont le siège est Rue des Bouleaux à PORT (01460), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

Par acte séparé

12°) La Société **SOC METALLURGIQUE DE COURS (SMC)**, SASU immatriculée au RCS de VILLEFRANCHE – TARARE sous le numéro B 331 498 006, dont le siège 442, est Rue Pierre Giraud à COURS (69470), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

Par acte séparé

13°) La Société AXA France IARD, SA immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro B 722 057 460, dont le siège est 313, Terrasses de l'Arche à NANTERRE (92000), prise en sa qualité d'assureur de la société SO GRE BAT et de la société FERREIRA, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à *Par acte séparé*

14°) La société GENERALI IARD, SA immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro 552 062 663, dont le siège est 2, Rue Pillet-Will à PARIS (75009), prise en sa qualité d'assureur de la société TERRA CERAMIC et de la société RENOV RHONE ALPES, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à *Par acte séparé*

15°) La SMABTP, société d'assurance mutuelle immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro D 775 684 764, dont le siège est 8, Rue Louis Armand à PARIS (75015), prise en sa qualité d'assureur de la société TISSOT ETANCHEITE, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à *Par acte séparé*

16°) La compagnie L'AUXILIAIRE, société d'assurance mutuelle dont le siège est 50, Cours Franklin Roosevelt à LYON (69006), prise en sa qualité d'assureur de la société PORALU, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à *Par acte séparé*

17°) La Société ALLIANZ IARD, SA immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro 542 110 291, dont le siège est 1, Cours Michelet à PUTEAUX (92800), prise en sa qualité d'assureur de la société MEN'HELEC, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à *Par acte séparé*

18°) La Compagnie MAAF, SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 160.000.000 €, immatriculée au R.C.S. de NIORT sous le numéro 542 073 580 - 6512 Z et ayant son siège, Chauray 79036 NIORT CEDEX 9, prise en sa qualité d'assureur de la société ROUCEAUX, agissant poursuite et diligences de ses représentants légaux domiciliés audit siège ;

Ou étant parlant à *Par acte séparé*

19°) La Compagnie QBE, société de droit anglais ayant son siège Cœur Défense, Tour A, 110, Esplanade du Général de Gaulle 92931 LA DEFENSE CEDEX, prise en sa qualité d'assureur de la société CURTO, agissant poursuite et diligences de ses représentants légaux domiciliés audit siège ;

Ou étant parlant à *Par acte séparé*

D'AVOIR A COMPARAÎTRE :

LE MERCREDI 9 JUIN 2021 A 8H45

Devant le président du Tribunal Judiciaire de GRENOBLE, au Palais de justice de cette ville, Place Firmin Gautier – 38000 GRENOBLE, salle habituelle des audiences de référé.

La présente procédure est soumise à la procédure orale résultant des articles 834 et suivants du Code de procédure civile.

Conformément aux articles 760 et suivants du CPC, la représentation est obligatoire.

Dès lors, vous devez impérativement **CONSTITUER dans un délai de QUINZE JOURS FRANCS** à compter des présentes **UN AVOCAT** au Barreau de **GRENOBLE**, ou des autres Barreaux de **VIENNE (38), BOURGOIN JALLIEU (38), VALENCE (26), GAP (05)** du ressort de la Cour d'Appel de **GRENOBLE**, dont dépend le Tribunal saisi.

Si vous entendez bénéficier de l'aide juridictionnelle ou que la présente affaire porte sur une saisie immobilière, un partage ou une liquidation vous ne pouvez constituer qu'un avocat au barreau de Grenoble.

Etant précisé qu'à défaut de le faire, un Jugement pourra néanmoins être rendu sur les seules explications et justificatifs fournis par le demandeur.

L'Etat, les départements, les communes et les établissements publics peuvent se faire représenter ou assister par un fonctionnaire ou un agent de leur administration.

Lorsque la demande est portée devant une juridiction qui a son siège en France métropolitaine, les délais de comparution sont augmentés de :

1. Un mois pour les personnes qui demeurent en Guadeloupe, en Guyane, à la Martinique, à La Réunion, à Mayotte, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin, à Saint-Pierre-et-Miquelon, en Polynésie française, dans les îles Wallis et Futuna, en Nouvelle-Calédonie et dans les Terres australes et antarctiques françaises ;
2. Deux mois pour celles qui demeurent à l'étranger.

Les pièces sur lesquelles est fondée la demande sont indiquées en fin d'acte.

Les personnes dont les ressources sont insuffisantes peuvent, si elles remplissent les conditions prévues par la loi no 91-647 du 10 juillet 1991, bénéficier d'une aide juridictionnelle. Elles doivent, pour demander cette aide, s'adresser au bureau d'aide juridictionnelle établi au siège social du Tribunal de Grande Instance de leur domicile.

PLAISE AU JUGE DES REFERES

I) RAPPEL DES FAITS

Au cours de l'année 2014, la SCCV a entrepris la réalisation d'un ensemble immobilier à usage d'habitation sur la commune de MONTBONNOT SAINT MARTIN.

La SCCV a souscrit à cette occasion une police d'assurance DO et une police d'assurance CNR auprès des compagnies MMA.
(Pièce n°1)

La maîtrise d'œuvre de conception du projet a été confiée à Monsieur André MAYET et à la société SCOP-A-SYSTEMES.
(Pièce n°2)

Monsieur MAYET serait assuré auprès de la MAF.
(Pièce n°2)

La société SCOP-A-SYSTEMES (aujourd'hui radiée) est assurée auprès de la société ACTE IARD.
(Pièce n°3)

La maîtrise d'œuvre d'exécution et la mission OPC ont été assurées par la société JF INGENIERIE.
(Pièce n°4)

La société MTM INFRA est intervenue en qualité de BE VRD tant en phase conception qu'en phase exécution.
(Pièce n°5)

La société BUREAU D'ETUDE MATTE, assurée auprès de la compagnie ALLIANZ IARD, est intervenue en qualité de BE structure.
(Pièces n°6 et n°7)

Sont intervenus dans le cadre de la construction :

- La société SO GRE BAT, assurée auprès de la compagnie AXA France IARD, pour le lot gros-œuvre et le lot cloison (Pièce n°8) ;
- La société TISSOT ETANCHEITE, assurée auprès de la compagnie SMABTP, pour le lot étanchéité (Pièce n°9) ;
- La société CONVERSO, assurée auprès de la compagnie AUXILIAIRE, pour le lot terrassement – VRD – espaces verts (Pièce n°10) ;
- La société TERRA CERAMIC, assurée auprès de la compagnie GENERALI, pour le lot carrelages (Pièce n°11) ;
- La société FERREIRA, assurée auprès de la compagnie AXA France IARD, pour le lot plomberie – chauffage - sanitaire (Pièce n°12) ;

- La société CURTO, pour le lot menuiseries intérieures (*Pièce n°13*) ;
- La société PORALU, pour le lot menuiseries extérieures (*Pièce n°14*) ;
- La société ROUCEAUX, pour le lot parquets / sols collés (*Pièce n°15*) ;
- La société MEN'HELEC, pour le lot électricité (*Pièce n°16*) ;
- La société SMC, pour le lot serrurerie (*Pièce n°17*) ;
- La société RENOV RHONES ALPES, pour le lot peintures et ravalement (*Pièce n°18*) ;

La société RENOV RHONE ALPES est aujourd'hui en liquidation judiciaire.

La déclaration d'ouverture de chantier est intervenue au 16 novembre 2015 et la réception des divers lots est intervenue le 23 juin 2017.
(*Pièce n°19*)

Les appartements et les parties communes ont été livrés avec réserves.

A compter de cette date, les copropriétaires ainsi que le syndicat de copropriétés se sont plaints du non levé de certaines réserves ainsi que de l'apparition de nouveaux désordres.

C'est ainsi qu'aux termes d'un acte introductif en date du 26 juin 2018, Madame COMET, Madame DE LOS ANGELES MARIN BARREDO, Monsieur NERVO, Madame MOLLINARD BOKOBZA, Monsieur BEAUCHAMP et Madame SCHREIBER ont assigné la SCCV et le syndicat des copropriétaires devant la Juridiction des référés aux fins de désignation d'un expert judiciaire.

Il a été fait droit à cette demande selon ordonnance du 3 octobre 2018 désignant Monsieur BENOIT en qualité d'expert judiciaire.

Selon ordonnance du 11 septembre 2019, les opérations d'expertise ont été étendues aux divers constructeurs.

Aux termes d'un acte introductif en date du 26 juin 2018, Monsieur BEAUCHAMP et Madame SCHREIBER ont également assigné la SCCV devant la Juridiction des référés aux fins de désignation d'un expert judiciaire.

Il a été fait droit à cette demande selon ordonnance du 31 octobre 2018 désignant Monsieur BENOIT en qualité d'expert judiciaire.

L'expert judiciaire a fait une première visite sur les lieux le 14.06.2019

L'expert judiciaire a fait un premier compte rendu de cette réunion.
(*Pièce n°22*)

Selon mail en date du 24.02.2020, l'expert judiciaire a préconisé l'appel en cause de plusieurs intervenants.
(*Pièce n°23*)

C'est en l'état que se présente cette affaire.

II) DISCUSSION

Aux termes de l'article 145 du code de procédure civile :

« S'il existe un motif légitime de conserver ou d'établir avant tout procès la preuve de faits dont pourrait dépendre la solution d'un litige, les mesures d'instruction légalement admissibles peuvent être ordonnées à la demande de tout intéressé, sur requête ou en référé »

La SCCV, en sa qualité de simple constructeur non réalisateur, a vocation à solliciter l'extension de la mesure ordonnée le 31 octobre 2018 aux divers constructeurs intervenus dans le cadre de ce chantier.

La SCCV a en tout premier lieu vocation à être garantie par son propre assureur, à savoir les compagnies MMA IARD et MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES.

Concernant JF INGENIERIE, celle-ci est directement concernée par une large partie des désordres en raison de son intervention en tant que maître d'œuvre.

Le Juge des référés relèvera en outre que de nombreux désordres dénoncés relèvent de l'exécution des travaux dont la société JF INGENIERIE avait la surveillance.

Concernant la société CURTO et son assureur, le Juge des référés constatera que l'expert judiciaire relève des défauts touchant aux menuiseries intérieures.

(Pièce n°22)

Concernant la société SO GRE BAT et son assureur, titulaire du lot gros œuvre, celle-ci est directement concernée notamment par les fissurations relevées par l'expert judiciaire sur les murs/cloisons/plafonds.

Concernant la société PORALU et son assureur, l'expert judiciaire a relevé des infiltrations au droit des menuiseries extérieures mais aussi des défauts de réglage et de pose.

Concernant la société MEN'HELEC et son assureur, l'expert judiciaire a relevé plusieurs défauts affectant notamment les prises électriques.

Concernant la société ROUCEAUX et son assureur, l'expert judiciaire a relevé plusieurs défauts affectant notamment le sol PVC imitation bois.

Concernant la société SMC et son assureur, l'expert judiciaire a relevé plusieurs défauts affectant les garde-corps.

Concernant la société TERRA CERAMIC et son assureur, l'expert a relevé des défauts affectant les plinthes qui relevaient du lot de cette société.

Concernant la société FERREIRA et son assureur, celle-ci est au moins directement concernée par les défauts allégués de la VMC et de l'équilibrage du réseau ECS.

Concernant la société TISSOT ETANCHEITE et son assureur, celle-ci est notamment directement concernée par les défauts allégués affectant les couvertines et l'étanchéité de la terrasse.

Enfin, la compagnie GENERALI, en qualité d'assureur de la société RENOV RHONE ALPES, est directement concernée pour les dommages relevant du lot de son assuré, et notamment le délitement des enduits de façade.

Le Juge des référés constatera donc que la SCCV justifie d'un motif légitime à ce que les opérations d'expertise soient étendues aux divers constructeurs assignés ainsi qu'à leurs assureurs respectifs.

PAR CES MOTIFS

- *Vu l'article 145 du code de procédure civile,*

- **VOIR** étendre à la mesure d'expertise qui a été ordonnée suivant ordonnance du 31 octobre 2018 à la compagnie MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES, à la compagnie MMA IARD, à la société JF INGENIERIE, à la compagnie GENERALI, à la compagnie QBE, à la compagnie SMABTP, à la compagnie l'AUXILIAIRE, à la compagnie ALLIANZ IARD, à la société SO GRE BAT, à la société TISSOT ETANCHEITE, à la société TERRA CERAMIC, à la société FERREIRA, à la société SMC, à la société PORALU, à la compagnie MAAF, à la compagnie AXA France IARD, à la société ROUCEAUX, à la société MEN'HELEC, et à la société MENUISERIE CURTO ;

- **RESERVER** les dépens ;

SOUS TOUTES RESERVES

BORDEREAU DE COMMUNICATION DE PIECES

1. Conditions particulières MMA ;
2. Contrat cadre et avenant au contrat ;
3. Attestation d'assurance SCOP-A-SYSTEMES ;
4. Contrats JF INGENIERIE (2) et attestation d'assurance;
5. Devis MTM INFRA ;
6. Marché de la société BUREAU D'ETUDE MATTE ;
7. Attestation d'assurance de la société BUREAU D'ETUDE MATTE ;
8. Marché et attestation d'assurance SO GRE BAT ;
9. Marché et attestation d'assurance TISSOT ETANCHEITE ;
10. Marché et attestation d'assurance CONVERSO ;
11. Marché et attestation d'assurance TERRA CERAMIC ;
12. Marché et attestation d'assurance FERREIRA ;
13. Marché de la société CURTO ;
14. Marché et attestation d'assurance PORALU ;
15. Marché et attestation d'assurance ROUCEAUX ;
16. Marché et attestation d'assurance MEN'HELEC ;
17. Marché et attestation d'assurance SMC ;
18. Marché et attestation d'assurance RRA ;
19. Procès-verbaux de réception ;
20. Procès-verbal de livraison ;
21. Procès-verbal de constat du 23 avril 2018 ;
22. Compte-rendu d'expertise du 14.06.2019 ;
23. Mail de l'expert judiciaire en date du 24.02.2020 ;

SELARL

Jonathan DEFLIN

Sandrine HYVERT

Huissiers de Justice associés

10 Rue de Boigne

BP 226

73002 CHAMBERY Cedex 02

☎ : 04.79.33.54.12

☎ : 04.79.85.03.94

✉ :

selarl.deflin.hyvert@gmail.com

Site web: <https://www.huissier-deflin-hyvert.fr/>

CREDIT AGRICOLE DES SAVOIE
IBAN N°: FR 76 18106 00810 96726545194 15

ACTE D'HUISSIER DE JUSTICE

10/10/2020

COUT DE L'ACTE	
Décret n°2016-230 du 26 février 2016	
Arrêté du 28 février 2020 fixant les tarifs	
réglementés des huissiers de justice	
Emplument (Art R444-3 C Com)	87,24
Frais de déplacement (Art A444-48)	7,67
Total HT	94,91
TVA (20,00 %)	18,98
Total hors affranchissement	113,89
Affranchissement (Art R444-3)	
Affranchissement LS	2,52
Total TTC	116,41
Acte dispensé de la taxe	



Références : V - 41746
MRCPM

MODALITE DE REMISE A PERSONNE (PERSONNE MORALE)

LE : MARDI DIX HUIT MAI DEUX MILLE VINGT ET UN

A la demande de :

SCCV MONTBONNOT MESANGES, inscrite sous le N° 798813127 au registre du commerce et des sociétés de Grenoble, dont le siège social est à (38700) LA TRONCHE, 29 Avenue de l'Obiou, agissant par son Gérant en exercice, domicilié en cette qualité audit siège.

Etant mandaté à l'effet de signifier un acte de : Dénonciation et assignation

Celui-ci a été remis par clerc assermenté dont les mentions sont visées par nous sur l'original et l'expédition et selon les déclarations qui lui ont été faites, à :

La SA TISSOT ETANCHEITE, immatriculée au RCS de Chambéry sous le N° 412924169, dont le siège social est à (73230) BARBY, 625 Rue de Branmaban

suivant les modalités ci-après indiquées.

Je me suis transporté à l'adresse ci-dessus, et là étant, la copie du présent a été remise à **Madame LAFON Nabila, comptable ainsi déclaré(e)**,

qui a affirmé être habilité(e) à recevoir copie de l'acte, et confirmé que le domicile ou siège social du destinataire était toujours à cette adresse.

En outre l'exactitude dudit domicile ou du siège social m'a été confirmée par :

- Confirmation siège social par Extrait KBIS ,
- Présence d'une enseigne commerciale sur l'immeuble

La lettre prévue à l'article 658 du Code de procédure civile a été adressée ce jour ou le premier jour ouvrable suivant la date du présent, au domicile du destinataire ci-dessus, avec copie de l'acte. Le cachet de l'huissier est apposé sur l'enveloppe.

Le présent acte a été établi en 22 feuillets.

Le coût de l'acte est détaillé ci-contre.

Visées par moi les mentions relatives à la signification.

Sandrine HYVERT



SELARL ROBICHON & ASSOCIES

Avocats
EUROPOLE
27 rue Pierre Sémard
38000 GRENOBLE
Tél : 04.76.21.22.11
cabinet@robichon-avocats.fr

tel: damien.bellet@huissier-justice.fr
www.huissier-bellet.fr
06 97 94 91 00 00

Dossier : 20180148 - /

SCCV MONTBONNOT MESANGES / BEAUCHAMP SCHREIBER

EXPEDITION

DENONCIATION D'ASSIGNATION ET D'ORDONNANCE ET ASSIGNATION EN REFERE DEVANT LE PRESIDENT DU TRIBUNAL JUDICIAIRE DE GRENOBLE

L'AN DEUX MILLE VINGT ET UN et le **DIX HUIT MAI**

A LA REQUETE DE :

La SCCV MONTBONNOT MESANGES, société civile de construction vente inscrite au RCS de GRENOBLE sous le n° 798 813 127, dont le siège social est 29, Avenue de l'Obiou à LA TRONCHE (38700), représentée par son représentant légal en exercice domicilié en cette qualité audit siège ;

Ayant pour Avocat la SELARL ROBICHON & Associés, Avocat au Barreau de GRENOBLE, demeurant 27, Rue Pierre Sémard - 38000 GRENOBLE ;

J'AI HUISSIER SOUSSIGNE :

*Je soussigné Maître Damien Bellet, Huissier de Justice
à la résidence de Meylan (38240), y demeurant 7 Avenue du Gronier*

DENONCE ET LAISSE COPIE A :

1°) La Société MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES, société civile inscrite au RCS de LE MANS sous le numéro D 775 652 126, dont le siège est situé 14, boulevard Marie et Alexandre Oyon à LE MANS (72030), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège, es-qualité d'assureur CNR de la SCCV MONTBONNOT MESANGES et en sa qualité d'assureur de la société SMC ;

*Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ***

2°) La société MMA IARD, SA inscrite au RCS de LE MANS sous le numéro 440 048 882, dont le siège est 14 boulevard Marie et Alexandre Oyon, 72030 LE MANS, prise en la personne de son représentant légal en exercice domicilié en cette qualité audit siège, es-qualité d'assureur CNR de la SCCV MONTBONNOT MESANGES et en sa qualité d'assureur de la société SMC ;

*Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ***

3°) La Société JF INGENIERIE, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 440 471 761, dont le siège est 4, rue des jardins à VOIRON (38500), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

4°) La Société SO GRE BAT, SAS immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 385 077 433, dont le siège est 339, Allée de l'Emporey à VEUREY VOROIZE (38113), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

5°) La Société TISSOT ETANCHEITE, SA immatriculée au RCS de CHAMBERY sous le numéro B 412 924 169, dont le siège est 625, Rue de Branmafan à BARBY (73230), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

6°) La Société TERRA CERAMIC CONSEILS ET POSE, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 802 782 383, dont le siège est 23, Rue Joliot Curie à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à VOIR EN FIN D'ACTE

7°) La Société FERREIRA, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 419 802 525, dont le siège est 14B, Rue des glairaux à SAINT EGREVE (3838120), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

8°) La Société MENUISERIE CURTO, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 394 654 784, dont le siège est 23, Rue Joliot Curie à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

9°) La Société MEN'HELEC, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 501 630 776, dont le siège est 28, Rue Barnave à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

10°) La Société ROUCEAUX, SAS immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 801 122 490, dont le siège est 80, Rue du Vercors au VERSOUD (38420), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

11°) La Société PORALU MENUISERIES, SASU immatriculée au RCS de BOURG EN BRESSE sous le numéro B 418 245 262, dont le siège est Rue des Bouleaux à PORT (01460), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

12°) La Société SOC METALLURGIQUE DE COURS (SMC), SASU immatriculée au RCS de VILLEFRANCHE – TARARE sous le numéro B 331 498 006, dont le siège 442, est Rue Pierre Giraud à COURS (69470), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

13°) La Société AXA France IARD, SA immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro B 722 057 460, dont le siège est 313, Terrasses de l'Arche à NANTERRE (92000), prise en sa qualité d'assureur de la société SO GRE BAT et de la société FERREIRA, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

14°) La société GENERALI IARD, SA immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro 552 062 663, dont le siège est 2, Rue Pillet-Will à PARIS (75009), prise en sa qualité d'assureur de la société TERRA CERAMIC et de la société RENOV RHONE ALPES, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

15°) La SMABTP, société d'assurance mutuelle immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro D 775 684 764, dont le siège est 8, Rue Louis Armand à PARIS (75015), prise en sa qualité d'assureur de la société TISSOT ETANCHEITE, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

16°) La compagnie L'AUXILIAIRE, société d'assurance mutuelle dont le siège est 50, Cours Franklin Roosevelt à LYON (69006), prise en sa qualité d'assureur de la société PORALU, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

17°) La Société ALLIANZ IARD, SA immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro 542 110 291, dont le siège est 1, Cours Michelet à PUTEAUX (92800), prise en sa qualité d'assureur de la société MEN'HELEC, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

18°) La Compagnie MAAF, SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 160.000.000 €, immatriculée au R.C.S. de NIORT sous le numéro 542 073 580 - 6512 Z et ayant son siège,

Chauray 79036 NIORT CEDEX 9, prise en sa qualité d'assureur de la société ROUCEAUX, agissant poursuite et diligences de ses représentants légaux domiciliés audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

19°) **La Compagnie QBE**, société de droit anglais ayant son siège Cœur Défense, Tour A, 110, Esplanade du Général de Gaulle 92931 LA DEFENSE CEDEX, prise en sa qualité d'assureur de la société CURTO, agissant poursuite et diligences de ses représentants légaux domiciliés audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

- **D'une assignation en référé en date du 26 juin 2018 ;**
- **D'une ordonnance de référé en date du 31 octobre 2018 ;**

ET A MÊME REQUÊTE QUE CI-DESSUS, J'AI HUISSIER SOUSSIGNÉ :

DONNE ASSIGNATION A :

1°) **La Société MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES**, société civile inscrite au RCS de LE MANS sous le numéro D 775 652 126, dont le siège est situé 14, boulevard Marie et Alexandre Oyon à LE MANS (72030), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège, es-qualité d'assureur CNR de la SCCV MONTBONNOT MESANGES et en sa qualité d'assureur de la société SMC ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

2°) **La société MMA IARD, SA** inscrite au RCS de LE MANS sous le numéro 440 048 882, dont le siège est 14 boulevard Marie et Alexandre Oyon, 72030 LE MANS, prise en la personne de son représentant légal en exercice domicilié en cette qualité audit siège, es-qualité d'assureur CNR de la SCCV MONTBONNOT MESANGES et en sa qualité d'assureur de la société SMC ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

3°) **La Société JF INGENIERIE, SARL** immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 440 471 761, dont le siège est 4, rue des jardins à VOIRON (38500), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

4°) **La Société SO GRE BAT, SAS** immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 385 077 433, dont le siège est 339, Allée de l'Emporey à VEUREY VOROIZE (38113), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

5°) **La Société TISSOT ETANCHEITE**, SA immatriculée au RCS de CHAMBERY sous le numéro B 412 924 169, dont le siège est 625, Rue de Branmafan à BARBY (73230), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

*Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ***

6°) **La Société TERRA CERAMIC CONSEILS ET POSE**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 802 782 383, dont le siège est 23, Rue Joliot Curie à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

*Ou étant parlant à **VOIR EN FIN D'ACTE***

7°) **La Société FERREIRA**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 419 802 525, dont le siège est 14B, Rue des glairaux à SAINT EGREVE (3838120), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

*Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ***

8°) **La Société MENUISERIE CURTO**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 394 654 784, dont le siège est 23, Rue Joliot Curie à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

*Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ***

9°) **La Société MEN'HELEC**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 501 630 776, dont le siège est 28, Rue Barnave à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

*Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ***

10°) **La Société ROUCEAUX**, SAS immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 801 122 490, dont le siège est 80, Rue du Vercors au VERSOUD (38420), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

*Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ***

11°) **La Société PORALU MENUISERIES**, SASU immatriculée au RCS de BOURG EN BRESSE sous le numéro B 418 245 262, dont le siège est Rue des Bouleaux à PORT (01460), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

*Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ***

12°) **La Société SOC METALLURGIQUE DE COURS (SMC)**, SASU immatriculée au RCS de VILLEFRANCHE – TARARE sous le numéro B 331 498 006, dont le siège 442, est Rue Pierre Giraud à COURS (69470), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

*Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ***

13°) La Société AXA France IARD, SA immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro B 722 057 460, dont le siège est 313, Terrasses de l'Arche à NANTERRE (92000), prise en sa qualité d'assureur de la société SO GRE BAT et de la société FERREIRA, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

14°) La société GENERALI IARD, SA immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro 552 062 663, dont le siège est 2, Rue Pillet-Will à PARIS (75009), prise en sa qualité d'assureur de la société TERRA CERAMIC et de la société RENOV RHONE ALPES, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

15°) La SMABTP, société d'assurance mutuelle immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro D 775 684 764, dont le siège est 8, Rue Louis Armand à PARIS (75015), prise en sa qualité d'assureur de la société TISSOT ETANCHEITE, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

16°) La compagnie L'AUXILIAIRE, société d'assurance mutuelle dont le siège est 50, Cours Franklin Roosevelt à LYON (69006), prise en sa qualité d'assureur de la société PORALU, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

17°) La Société ALLIANZ IARD, SA immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro 542 110 291, dont le siège est 1, Cours Michelet à PUTEAUX (92800), prise en sa qualité d'assureur de la société MEN'HELEC, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

18°) La Compagnie MAAF, SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 160.000.000 €, immatriculée au R.C.S. de NIORT sous le numéro 542 073 580 - 6512 Z et ayant son siège, Chauray 79036 NIORT CEDEX 9, prise en sa qualité d'assureur de la société ROUCEAUX, agissant poursuite et diligences de ses représentants légaux domiciliés audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

19°) La Compagnie QBE, société de droit anglais ayant son siège Cœur Défense, Tour A, 110, Esplanade du Général de Gaulle 92931 LA DEFENSE CEDEX, prise en sa qualité d'assureur de la société CURTO, agissant poursuite et diligences de ses représentants légaux domiciliés audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

D'AVOIR A COMPARAÎTRE :

LE MERCREDI 9 JUIN 2021 A 8H45

Devant le président du Tribunal Judiciaire de GRENOBLE, au Palais de justice de cette ville, Place Firmin Gautier – 38000 GRENOBLE, salle habituelle des audiences de référé.

La présente procédure est soumise à la procédure orale résultant des articles 834 et suivants du Code de procédure civile.

Conformément aux articles 760 et suivants du CPC, la représentation est obligatoire.

Dès lors, vous devez impérativement **CONSTITUER** dans un délai de **QUINZE JOURS FRANCS** à compter des présentes **UN AVOCAT** au Barreau de **GRENOBLE**, ou des autres Barreaux de **VIENNE (38)**, **BOURGOIN JALLIEU (38)**, **VALENCE (26)**, **GAP (05)** du ressort de la Cour d'Appel de **GRENOBLE**, dont dépend le Tribunal saisi.

Si vous entendez bénéficier de l'aide juridictionnelle ou que la présente affaire porte sur une saisie immobilière, un partage ou une liquidation vous ne pouvez constituer qu'un avocat au barreau de Grenoble.

Etant précisé qu'à défaut de le faire, un Jugement pourra néanmoins être rendu sur les seules explications et justificatifs fournis par le demandeur.

L'Etat, les départements, les communes et les établissements publics peuvent se faire représenter ou assister par un fonctionnaire ou un agent de leur administration.

Lorsque la demande est portée devant une juridiction qui a son siège en France métropolitaine, les délais de comparution sont augmentés de :

1. Un mois pour les personnes qui demeurent en Guadeloupe, en Guyane, à la Martinique, à La Réunion, à Mayotte, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin, à Saint-Pierre-et-Miquelon, en Polynésie française, dans les îles Wallis et Futuna, en Nouvelle-Calédonie et dans les Terres australes et antarctiques françaises ;
2. Deux mois pour celles qui demeurent à l'étranger.

Les pièces sur lesquelles est fondée la demande sont indiquées en fin d'acte.

Les personnes dont les ressources sont insuffisantes peuvent, si elles remplissent les conditions prévues par la loi no 91-647 du 10 juillet 1991, bénéficier d'une aide juridictionnelle. Elles doivent, pour demander cette aide, s'adresser au bureau d'aide juridictionnelle établi au siège social du Tribunal de Grande Instance de leur domicile.

PLAISE AU JUGE DES REFERES

D) RAPPEL DES FAITS

Au cours de l'année 2014, la SCCV a entrepris la réalisation d'un ensemble immobilier à usage d'habitation sur la commune de MONTBONNOT SAINT MARTIN.

La SCCV a souscrit à cette occasion une police d'assurance DO et une police d'assurance CNR auprès des compagnies MMA.

(Pièce n°1)

La maîtrise d'œuvre de conception du projet a été confiée à Monsieur André MAYET et à la société SCOP-A-SYSTEMES.

(Pièce n°2)

Monsieur MAYET serait assuré auprès de la MAF.

(Pièce n°2)

La société SCOP-A-SYSTEMES (aujourd'hui radiée) est assurée auprès de la société ACTE IARD.

(Pièce n°3)

La maîtrise d'œuvre d'exécution et la mission OPC ont été assurées par la société JF INGENIERIE.

(Pièce n°4)

La société MTM INFRA est intervenue en qualité de BE VRD tant en phase conception qu'en phase exécution.

(Pièce n°5)

La société BUREAU D'ETUDE MATTE, assurée auprès de la compagnie ALLIANZ IARD, est intervenue en qualité de BE structure.

(Pièces n°6 et n°7)

Sont intervenus dans le cadre de la construction :

- La société SO GRE BAT, assurée auprès de la compagnie AXA France IARD, pour le lot gros-œuvre et le lot cloison *(Pièce n°8)* ;
- La société TISSOT ETANCHEITE, assurée auprès de la compagnie SMABTP, pour le lot étanchéité *(Pièce n°9)* ;
- La société CONVERSO, assurée auprès de la compagnie AUXILIAIRE, pour le lot terrassement – VRD – espaces verts *(Pièce n°10)* ;
- La société TERRA CERAMIC, assurée auprès de la compagnie GENERALI, pour le lot carrelages *(Pièce n°11)* ;
- La société FERREIRA, assurée auprès de la compagnie AXA France IARD, pour le lot plomberie – chauffage - sanitaire *(Pièce n°12)* ;

- La société CURTO, pour le lot menuiseries intérieures (*Pièce n°13*) ;
- La société PORALU, pour le lot menuiseries extérieures (*Pièce n°14*) ;
- La société ROUCEAUX, pour le lot parquets / sols collés (*Pièce n°15*) ;
- La société MEN'HELEC, pour le lot électricité (*Pièce n°16*) ;
- La société SMC, pour le lot serrurerie (*Pièce n°17*) ;
- La société RENOV RHONES ALPES, pour le lot peintures et ravalement (*Pièce n°18*) ;

La société RENOV RHONE ALPES est aujourd'hui en liquidation judiciaire.

La déclaration d'ouverture de chantier est intervenue au 16 novembre 2015 et la réception des divers lots est intervenue le 23 juin 2017.
(*Pièce n°19*)

Les appartements et les parties communes ont été livrés avec réserves.

A compter de cette date, les copropriétaires ainsi que le syndicat de copropriétés se sont plaints du non levé de certaines réserves ainsi que de l'apparition de nouveaux désordres.

C'est ainsi qu'aux termes d'un acte introductif en date du 26 juin 2018, Madame COMET, Madame DE LOS ANGELES MARIN BARREDO, Monsieur NERVO, Madame MOLLINARD BOKOBZA, Monsieur BEAUCHAMP et Madame SCHREIBER ont assigné la SCCV et le syndicat des copropriétaires devant la Juridiction des référés aux fins de désignation d'un expert judiciaire.

Il a été fait droit à cette demande selon ordonnance du 3 octobre 2018 désignant Monsieur BENOIT en qualité d'expert judiciaire.

Selon ordonnance du 11 septembre 2019, les opérations d'expertise ont été étendues aux divers constructeurs.

Aux termes d'un acte introductif en date du 26 juin 2018, Monsieur BEAUCHAMP et Madame SCHREIBER ont également assigné la SCCV devant la Juridiction des référés aux fins de désignation d'un expert judiciaire.

Il a été fait droit à cette demande selon ordonnance du 31 octobre 2018 désignant Monsieur BENOIT en qualité d'expert judiciaire.

L'expert judiciaire a fait une première visite sur les lieux le 14.06.2019

L'expert judiciaire a fait un premier compte rendu de cette réunion.
(*Pièce n°22*)

Selon mail en date du 24.02.2020, l'expert judiciaire a préconisé l'appel en cause de plusieurs intervenants.
(*Pièce n°23*)

C'est en l'état que se présente cette affaire.

III DISCUSSION

Aux termes de l'article 145 du code de procédure civile :

« S'il existe un motif légitime de conserver ou d'établir avant tout procès la preuve de faits dont pourrait dépendre la solution d'un litige, les mesures d'instruction légalement admissibles peuvent être ordonnées à la demande de tout intéressé, sur requête ou en référé »

La SCCV, en sa qualité de simple constructeur non réalisateur, a vocation à solliciter l'extension de la mesure ordonnée le 31 octobre 2018 aux divers constructeurs intervenus dans le cadre de ce chantier.

La SCCV a en tout premier lieu vocation à être garantie par son propre assureur, à savoir les compagnies MMA IARD et MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES.

Concernant JF INGENIERIE, celle-ci est directement concernée par une large partie des désordres en raison de son intervention en tant que maître d'œuvre.

Le Juge des référés relèvera en outre que de nombreux désordres dénoncés relèvent de l'exécution des travaux dont la société JF INGENIERIE avait la surveillance.

Concernant la société CURTO et son assureur, le Juge des référés constatera que l'expert judiciaire relève des défauts touchant aux menuiseries intérieures.
(Pièce n°22)

Concernant la société SO GRE BAT et son assureur, titulaire du lot gros œuvre, celle-ci est directement concernée notamment par les fissurations relevées par l'expert judiciaire sur les murs/cloisons/plafonds.

Concernant la société PORALU et son assureur, l'expert judiciaire a relevé des infiltrations au droit des menuiseries extérieures mais aussi des défauts de réglage et de pose.

Concernant la société MEN'HELEC et son assureur, l'expert judiciaire a relevé plusieurs défauts affectant notamment les prises électriques.

Concernant la société ROUCEAUX et son assureur, l'expert judiciaire a relevé plusieurs défauts affectant notamment le sol PVC imitation bois.

Concernant la société SMC et son assureur, l'expert judiciaire a relevé plusieurs défauts affectant les garde-corps.

Concernant la société TERRA CERAMIC et son assureur, l'expert a relevé des défauts affectant les plinthes qui relevaient du lot de cette société.

Concernant la société FERREIRA et son assureur, celle-ci est au moins directement concernée par les défauts allégués de la VMC et de l'équilibrage du réseau ECS.

Concernant la société TISSOT ETANCHEITE et son assureur, celle-ci est notamment directement concernée par les défauts allégués affectant les couvertines et l'étanchéité de la terrasse.

Enfin, la compagnie GENERALI, en qualité d'assureur de la société RENOV RHONE ALPES, est directement concernée pour les dommages relevant du lot de son assuré, et notamment le délitement des enduits de façade.

Le Juge des référés constatera donc que la SCCV justifie d'un motif légitime à ce que les opérations d'expertise soient étendues aux divers constructeurs assignés ainsi qu'à leurs assureurs respectifs.

PAR CES MOTIFS

- *Vu l'article 145 du code de procédure civile,*

- **VOIR** étendre à la mesure d'expertise qui a été ordonnée suivant ordonnance du 31 octobre 2018 à la compagnie MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES, à la compagnie MMA IARD, à la société JF INGENIERIE, à la compagnie GENERALI, à la compagnie QBE, à la compagnie SMABTP, à la compagnie l'AUXILIAIRE, à la compagnie ALLIANZ IARD, à la société SO GRE BAT, à la société TISSOT ETANCHEITE, à la société TERRA CERAMIC, à la société FERREIRA, à la société SMC, à la société PORALU, à la compagnie MAAF, à la compagnie AXA France IARD, à la société ROUCEAUX, à la société MEN'HELEC, et à la société MENUISERIE CURTO ;

- **RESERVER** les dépens ;

SOUS TOUTES RESERVES

BORDEREAU DE COMMUNICATION DE PIECES

1. Conditions particulières MMA ;
2. Contrat cadre et avenant au contrat ;
3. Attestation d'assurance SCOP-A-SYSTEMES ;
4. Contrats JF INGENIERIE (2) et attestation d'assurance;
5. Devis MTM INFRA ;
6. Marché de la société BUREAU D'ETUDE MATTE ;
7. Attestation d'assurance de la société BUREAU D'ETUDE MATTE ;
8. Marché et attestation d'assurance SO GRE BAT ;
9. Marché et attestation d'assurance TISSOT ETANCHEITE ;
10. Marché et attestation d'assurance CONVERSO ;
11. Marché et attestation d'assurance TERRA CERAMIC ;
12. Marché et attestation d'assurance FERREIRA ;
13. Marché de la société CURTO ;
14. Marché et attestation d'assurance PORALU ;
15. Marché et attestation d'assurance ROUCEAUX ;
16. Marché et attestation d'assurance MEN'HELEC ;
17. Marché et attestation d'assurance SMC ;
18. Marché et attestation d'assurance RRA ;
19. Procès-verbaux de réception ;
20. Procès-verbal de livraison ;
21. Procès-verbal de constat du 23 avril 2018 ;
22. Compte-rendu d'expertise du 14.06.2019 ;
23. Mail de l'expert judiciaire en date du 24.02.2020 ;

Me Damien BELLET
Huissier de justice



7 Avenue du Granier
1^{er} étage droite
38240 MEYLAN

☎ 04 58 00 12 02
☎ 09 72 15 53 18

✉ damien.bellet@huissier-justice.fr

Paiement par CB sécurisé sur
www.huissier-bellet.fr



Coordonnées bancaires :

IBAN : FR76 30004 02234 00010105217 59
BIC : BNPAFRPPXXX

**ACTE
D'HUISSIER
DE
JUSTICE**

COUT ACTE

EMOLUMENT ART. R444-3	36,18
D.E.P.	
Art.444.15	
VACATION	
TRANSPORT	7,67
H.T.	43,85
TVA 20,00%	8,77
TAXE FORFAITAIRE	
Art. 302 bis Y CGI	
FRAIS POSTAUX	2,00
DEBOURS	
T.T.C.	54,62



MODALITES DE REMISE DE L'ACTE

ASSIGNATION REFERE TRIBUNAL JUDICIAIRE
(REMISE DEPOT ETUDE PERSONNE MORALE)

L'An DEUX MILLE VINGT ET UN le DIX HUIT MAI

A LA DEMANDE DE :

Société Civile MONTBONNOT MESANGES, inscrite au registre du commerce et des sociétés de GRENOBLE sous le numéro 798 813 127 dont le siège social est situé 29 avenue de l'Obiou à LA TRONCHE (38700), agissant poursuites et diligences de son représentant légal, domicilié en cette qualité audit siège social

SIGNIFIE A

S.A.R.L. TERRA CERAMIC CONSEILS ET POSE
23 rue Joliot Curie
38400 ST MARTIN D'HERES

Cet acte a été remis par Huissier de Justice dans les conditions ci-dessous indiquées, et suivant les déclarations qui lui ont été faites.

Au domicile du destinataire dont la certitude est caractérisée par les éléments suivants :
le nom du destinataire sur la boîte aux lettres
le nom du destinataire sur la porte des locaux

La signification à la personne même du destinataire de l'acte s'avérant impossible pour les raisons :
locaux fermés lors de notre passage

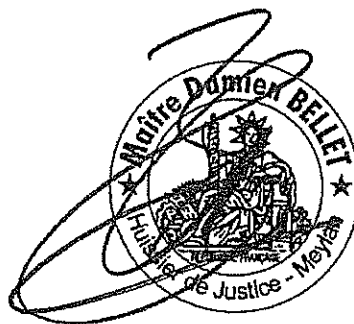
N'ayant trouvé au domicile du signifié aucune personne susceptible de recevoir la copie de l'acte ou de me renseigner, cet acte a été déposé en notre Etude sous enveloppe fermée, ne comportant d'autres indications que d'un côté le nom et l'adresse du destinataire de l'acte, et de l'autre côté le cachet de mon Etude apposé sur la fermeture du pli.

Un avis de passage daté de ce jour, mentionnant la nature de l'acte, le nom du requérant a été laissé au domicile du signifié conformément à l'article 656 du Code de Procédure Civile.

La lettre prévue par l'article 658 du Code de Procédure Civile contenant copie de l'acte de signification a été adressée le jour même ou au plus tard le premier jour ouvrable.

La copie du présent acte comporte 7 feuilles et 5 feuilles annexées

Me Damien BELLET



SELARL ROBICHON & ASSOCIES

Avocats
EUROPOLE
27 rue Pierre Sémard
38000 GRENOBLE
Tél : 04.76.21.22.11
cabinier@robichon-avocats.fr

Maître Dominique BELLAI
Huissier de Justice
27 rue Pierre Sémard - 38000 GRENOBLE
Tél : 04.76.21.22.11 - 09.72.15.15.15
ddubien@bellai-huissierjustice.fr
www.bellai-huissier.fr
JANVIER 2018

Dossier : 20180148 - /

SCCV MONTBONNOT MESANGES / BEAUCHAMP SCHREIBER

EXPEDITION

**DENONCIATION D'ASSIGNATION ET D'ORDONNANCE
ET ASSIGNATION EN REFERE DEVANT LE PRESIDENT
DU TRIBUNAL JUDICIAIRE DE GRENOBLE**

L'AN DEUX MILLE VINGT ET UN et le **DIX HUIT MAI**

A LA REQUETE DE :

La SCCV MONTBONNOT MESANGES, société civile de construction vente inscrite au RCS de GRENOBLE sous le n° 798 813 127, dont le siège social est 29, Avenue de l'Obiou à LA TRONCHE (38700), représentée par son représentant légal en exercice domicilié en cette qualité audit siège ;

Ayant pour Avocat la SELARL ROBICHON & Associés, Avocat au Barreau de GRENOBLE, demeurant 27, Rue Pierre Sémard - 38000 GRENOBLE :

J'AI HUISSIER SOUSSIGNE :

Je soussigné Maître Dominik Bellai, Huissier de Justice
à la résidence de Meylan (38240), y demeurant 7 Avenue de Granier

DENONCE ET LAISSE COPIE A :

1°) **La Société MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES**, société civile inscrite au RCS de LE MANS sous le numéro D 775 652 126, dont le siège est situé 14, boulevard Marie et Alexandre Oyon à LE MANS (72030), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège, es-qualité d'assureur CNR de la SCCV MONTBONNOT MESANGES et en sa qualité d'assureur de la société SMC ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

2°) **La société MMA IARD, SA** inscrite au RCS de LE MANS sous le numéro 440 048 882, dont le siège est 14 boulevard Marie et Alexandre Oyon, 72030 LE MANS, prise en la personne de son représentant légal en exercice domicilié en cette qualité audit siège, es-qualité d'assureur CNR de la SCCV MONTBONNOT MESANGES et en sa qualité d'assureur de la société SMC ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

3°) La Société JF INGENIERIE, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 440 471 761, dont le siège est 4, rue des jardins à VOIRON (38500), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

*Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ***

4°) La Société SO GRE BAT, SAS immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 385 077 433, dont le siège est 339, Allée de l'Emporey à VEUREY VOROIZE (38113), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

*Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ***

5°) La Société TISSOT ETANCHEITE, SA immatriculée au RCS de CHAMBERY sous le numéro B 412 924 169, dont le siège est 625, Rue de Branmafán à BARBY (73230), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

*Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ***

6°) La Société TERRA CERAMIC CONSEILS ET POSE, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 802 782 383, dont le siège est 23, Rue Joliot Curie à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

*Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ***

7°) La Société FERREIRA, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 419 802 525, dont le siège est 14B, Rue des glairaux à SAINT EGREVE (3838120), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

*Ou étant parlant à **VOIR EN FIN D'ACTE***

8°) La Société MENUISERIE CURTO, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 394 654 784, dont le siège est 23, Rue Joliot Curie à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

*Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ***

9°) La Société MEN'HELEC, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 501 630 776, dont le siège est 28, Rue Barnave à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

*Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ***

10°) La Société ROUCEAUX, SAS immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 801 122 490, dont le siège est 80, Rue du Vercors au VERSOUD (38420), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

*Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ***

11°) La Société PORALU MENUISERIES, SASU immatriculée au RCS de BOURG EN BRESSE sous le numéro B 418 245 262, dont le siège est Rue des Bouleaux à PORT (01460), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

12°) La Société SOC METALLURGIQUE DE COURS (SMC), SASU immatriculée au RCS de VILLEFRANCHE – TARARE sous le numéro B 331 498 006, dont le siège 442, est Rue Pierre Giraud à COURS (69470), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

13°) La Société AXA France IARD, SA immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro B 722 057 460, dont le siège est 313, Terrasses de l'Arche à NANTERRE (92000), prise en sa qualité d'assureur de la société SO GRE BAT et de la société FERREIRA, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

14°) La société GENERALI IARD, SA immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro 552 062 663, dont le siège est 2, Rue Pillet-Will à PARIS (75009), prise en sa qualité d'assureur de la société TERRA CERAMIC et de la société RENOV RHONE ALPES, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

15°) La SMABTP, société d'assurance mutuelle immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro D 775 684 764, dont le siège est 8, Rue Louis Armand à PARIS (75015), prise en sa qualité d'assureur de la société TISSOT ETANCHEITE, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

16°) La compagnie L'AUXILIAIRE, société d'assurance mutuelle dont le siège est 50, Cours Franklin Roosevelt à LYON (69006), prise en sa qualité d'assureur de la société PORALU, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

17°) La Société ALLIANZ IARD, SA immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro 542 110 291, dont le siège est 1, Cours Michelet à PUTEAUX (92800), prise en sa qualité d'assureur de la société MEN'HELEC, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

18°) La Compagnie MAAF, SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 160.000.000 €, immatriculée au R.C.S. de NIORT sous le numéro 542 073 580 - 6512 Z et ayant son siège,

Chauray 79036 NIORT CEDEX 9, prise en sa qualité d'assureur de la société ROUCEAUX, agissant poursuite et diligences de ses représentants légaux domiciliés audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

19°) **La Compagnie QBE**, société de droit anglais ayant son siège Cœur Défense, Tour A, 110, Esplanade du Général de Gaulle 92931 LA DEFENSE CEDEX, prise en sa qualité d'assureur de la société CURTO, agissant poursuite et diligences de ses représentants légaux domiciliés audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

- **D'une assignation en référé en date du 26 juin 2018 ;**
- **D'une ordonnance de référé en date du 31 octobre 2018 ;**

ET A MÊME REQUÊTE QUE CI-DESSUS, J'AI HUISSIER SOUSSIGNÉ :

DONNE ASSIGNATION A :

1°) **La Société MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES**, société civile inscrite au RCS de LE MANS sous le numéro D 775 652 126, dont le siège est situé 14, boulevard Marie et Alexandre Oyon à LE MANS (72030), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège, es-qualité d'assureur CNR de la SCCV MONTBONNOT MESANGES et en sa qualité d'assureur de la société SMC ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

2°) **La société MMA IARD, SA** inscrite au RCS de LE MANS sous le numéro 440 048 882, dont le siège est 14 boulevard Marie et Alexandre Oyon, 72030 LE MANS, prise en la personne de son représentant légal en exercice domicilié en cette qualité audit siège, es-qualité d'assureur CNR de la SCCV MONTBONNOT MESANGES et en sa qualité d'assureur de la société SMC ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

3°) **La Société JF INGENIERIE**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 440 471 761, dont le siège est 4, rue des jardins à VOIRON (38500), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

4°) **La Société SO GRE BAT**, SAS immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 385 077 433, dont le siège est 339, Allée de l'Emporey à VEUREY VOROIZE (38113), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

5°) **La Société TISSOT ETANCHEITE**, SA immatriculée au RCS de CHAMBERY sous le numéro B 412 924 169, dont le siège est 625, Rue de Branmafan à BARBY (73230), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

6°) **La Société TERRA CERAMIC CONSEILS ET POSE**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 802 782 383, dont le siège est 23, Rue Joliot Curie à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

7°) **La Société FERREIRA**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 419 802 525, dont le siège est 14B, Rue des glairaux à SAINT EGREVE (3838120), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à VOIR EN FIN D'ACTE

8°) **La Société MENUISERIE CURTO**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 394 654 784, dont le siège est 23, Rue Joliot Curie à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

9°) **La Société MEN'HELEC**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 501 630 776, dont le siège est 28, Rue Barnave à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

10°) **La Société ROUCEAUX**, SAS immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 801 122 490, dont le siège est 80, Rue du Vercors au VERSOUD (38420), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

11°) **La Société PORALU MENUISERIES**, SASU immatriculée au RCS de BOURG EN BRESSE sous le numéro B 418 245 262, dont le siège est Rue des Bouleaux à PORT (01460), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

12°) **La Société SOC METALLURGIQUE DE COURS (SMC)**, SASU immatriculée au RCS de VILLEFRANCHE – TARARE sous le numéro B 331 498 006, dont le siège 442, est Rue Pierre Giraud à COURS (69470), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

13°) La Société AXA France IARD, SA immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro B 722 057 460, dont le siège est 313, Terrasses de l'Arche à NANTERRE (92000), prise en sa qualité d'assureur de la société SO GRE BAT et de la société FERREIRA, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARE

14°) La société GENERALI IARD, SA immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro 552 062 663, dont le siège est 2, Rue Pillet-Will à PARIS (75009), prise en sa qualité d'assureur de la société TERRA CERAMIC et de la société RENOV RHONE ALPES, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARE

15°) La SMABTP, société d'assurance mutuelle immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro D 775 684 764, dont le siège est 8, Rue Louis Armand à PARIS (75015), prise en sa qualité d'assureur de la société TISSOT ETANCHEITE, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARE

16°) La compagnie L'AUXILIAIRE, société d'assurance mutuelle dont le siège est 50, Cours Franklin Roosevelt à LYON (69006), prise en sa qualité d'assureur de la société PORALU, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARE

17°) La Société ALLIANZ IARD, SA immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro 542 110 291, dont le siège est 1, Cours Michelet à PUTEAUX (92800), prise en sa qualité d'assureur de la société MEN'HELEC, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARE

18°) La Compagnie MAAF, SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 160.000.000 €, immatriculée au R.C.S. de NIORT sous le numéro 542 073 580 - 6512 Z et ayant son siège, Chauray 79036 NIORT CEDEX 9, prise en sa qualité d'assureur de la société ROUCEAUX, agissant poursuite et diligences de ses représentants légaux domiciliés audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARE

19°) La Compagnie QBE, société de droit anglais ayant son siège Cœur Défense, Tour A, 110, Esplanade du Général de Gaulle 92931 LA DEFENSE CEDEX, prise en sa qualité d'assureur de la société CURTO, agissant poursuite et diligences de ses représentants légaux domiciliés audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARE

D'AVOIR A COMPARAÎTRE :

LE MERCREDI 9 JUIN 2021 A 8H45

Devant le président du Tribunal Judiciaire de GRENOBLE, au Palais de justice de cette ville, Place Firmin Gautier – 38000 GRENOBLE, salle habituelle des audiences de référé.

La présente procédure est soumise à la procédure orale résultant des articles 834 et suivants du Code de procédure civile.

Conformément aux articles 760 et suivants du CPC, la représentation est obligatoire.

Dès lors, vous devez impérativement **CONSTITUER dans un délai de QUINZE JOURS FRANCS** à compter des présentes **UN AVOCAT** au Barreau de **GRENOBLE**, ou des autres Barreaux de **VIENNE (38)**, **BOURGAIN JALLIEU (38)**, **VALENCE (26)**, **GAP (05)** du ressort de la Cour d'Appel de **GRENOBLE**, dont dépend le Tribunal saisi.

Si vous entendez bénéficier de l'aide juridictionnelle ou que la présente affaire porte sur une saisie immobilière, un partage ou une liquidation vous ne pouvez constituer qu'un avocat au barreau de Grenoble.

Etant précisé qu'à défaut de le faire, un Jugement pourra néanmoins être rendu sur les seules explications et justificatifs fournis par le demandeur.

L'Etat, les départements, les communes et les établissements publics peuvent se faire représenter ou assister par un fonctionnaire ou un agent de leur administration.

Lorsque la demande est portée devant une juridiction qui a son siège en France métropolitaine, les délais de comparution sont augmentés de :

1. Un mois pour les personnes qui demeurent en Guadeloupe, en Guyane, à la Martinique, à La Réunion, à Mayotte, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin, à Saint-Pierre-et-Miquelon, en Polynésie française, dans les îles Wallis et Futuna, en Nouvelle-Calédonie et dans les Terres australes et antarctiques françaises ;
2. Deux mois pour celles qui demeurent à l'étranger.

Les pièces sur lesquelles est fondée la demande sont indiquées en fin d'acte.

Les personnes dont les ressources sont insuffisantes peuvent, si elles remplissent les conditions prévues par la loi no 91-647 du 10 juillet 1991, bénéficier d'une aide juridictionnelle. Elles doivent, pour demander cette aide, s'adresser au bureau d'aide juridictionnelle établi au siège social du Tribunal de Grande Instance de leur domicile.

PLAISE AU JUGE DES REFERES

D RAPPEL DES FAITS

Au cours de l'année 2014, la SCCV a entrepris la réalisation d'un ensemble immobilier à usage d'habitation sur la commune de MONTBONNOT SAINT MARTIN.

La SCCV a souscrit à cette occasion une police d'assurance DO et une police d'assurance CNR auprès des compagnies MMA.
(Pièce n°1)

La maîtrise d'œuvre de conception du projet a été confiée à Monsieur André MAYET et à la société SCOP-A-SYSTEMES.
(Pièce n°2)

Monsieur MAYET serait assuré auprès de la MAF.
(Pièce n°2)

La société SCOP-A-SYSTEMES (aujourd'hui radiée) est assurée auprès de la société ACTE IARD.
(Pièce n°3)

La maîtrise d'œuvre d'exécution et la mission OPC ont été assurées par la société JF INGENIERIE.
(Pièce n°4)

La société MTM INFRA est intervenue en qualité de BE VRD tant en phase conception qu'en phase exécution.
(Pièce n°5)

La société BUREAU D'ETUDE MATTE, assurée auprès de la compagnie ALLIANZ IARD, est intervenue en qualité de BE structure.
(Pièces n°6 et n°7)

Sont intervenus dans le cadre de la construction :

- La société SO GRE BAT, assurée auprès de la compagnie AXA France IARD, pour le lot gros-œuvre et le lot cloison (Pièce n°8) ;
- La société TISSOT ETANCHEITE, assurée auprès de la compagnie SMABTP, pour le lot étanchéité (Pièce n°9) ;
- La société CONVERSO, assurée auprès de la compagnie AUXILIAIRE, pour le lot terrassement – VRD – espaces verts (Pièce n°10) ;
- La société TERRA CERAMIC, assurée auprès de la compagnie GENERALI, pour le lot carrelages (Pièce n°11) ;
- La société FERREIRA, assurée auprès de la compagnie AXA France IARD, pour le lot plomberie – chauffage - sanitaire (Pièce n°12) ;

- La société CURTO, pour le lot menuiseries intérieures (*Pièce n°13*) ;
- La société PORALU, pour le lot menuiseries extérieures (*Pièce n°14*) ;
- La société ROUCEAUX, pour le lot parquets / sols collés (*Pièce n°15*) ;
- La société MEN'HELEC, pour le lot électricité (*Pièce n°16*) ;
- La société SMC, pour le lot serrurerie (*Pièce n°17*) ;
- La société RENOV RHONES ALPES, pour le lot peintures et ravalement (*Pièce n°18*) ;

La société RENOV RHONE ALPES est aujourd'hui en liquidation judiciaire.

La déclaration d'ouverture de chantier est intervenue au 16 novembre 2015 et la réception des divers lots est intervenue le 23 juin 2017.
(*Pièce n°19*)

Les appartements et les parties communes ont été livrés avec réserves.

A compter de cette date, les copropriétaires ainsi que le syndicat de copropriétés se sont plaints du non levé de certaines réserves ainsi que de l'apparition de nouveaux désordres.

C'est ainsi qu'aux termes d'un acte introductif en date du 26 juin 2018, Madame COMET, Madame DE LOS ANGELES MARIN BARREDO, Monsieur NERVO, Madame MOLLINARD BOKOBZA, Monsieur BEAUCHAMP et Madame SCHREIBER ont assigné la SCCV et le syndicat des copropriétaires devant la Juridiction des référés aux fins de désignation d'un expert judiciaire.

Il a été fait droit à cette demande selon ordonnance du 3 octobre 2018 désignant Monsieur BENOIT en qualité d'expert judiciaire.

Selon ordonnance du 11 septembre 2019, les opérations d'expertise ont été étendues aux divers constructeurs.

Aux termes d'un acte introductif en date du 26 juin 2018, Monsieur BEAUCHAMP et Madame SCHREIBER ont également assigné la SCCV devant la Juridiction des référés aux fins de désignation d'un expert judiciaire.

Il a été fait droit à cette demande selon ordonnance du 31 octobre 2018 désignant Monsieur BENOIT en qualité d'expert judiciaire.

L'expert judiciaire a fait une première visite sur les lieux le 14.06.2019

L'expert judiciaire a fait un premier compte rendu de cette réunion.
(*Pièce n°22*)

Selon mail en date du 24.02.2020, l'expert judiciaire a préconisé l'appel en cause de plusieurs intervenants.
(*Pièce n°23*)

C'est en l'état que se présente cette affaire.

II) DISCUSSION

Aux termes de l'article 145 du code de procédure civile :

« S'il existe un motif légitime de conserver ou d'établir avant tout procès la preuve de faits dont pourrait dépendre la solution d'un litige, les mesures d'instruction légalement admissibles peuvent être ordonnées à la demande de tout intéressé, sur requête ou en référé »

La SCCV, en sa qualité de simple constructeur non réalisateur, a vocation à solliciter l'extension de la mesure ordonnée le 31 octobre 2018 aux divers constructeurs intervenus dans le cadre de ce chantier.

La SCCV a en tout premier lieu vocation à être garantie par son propre assureur, à savoir les compagnies MMA IARD et MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES.

Concernant JF INGENIERIE, celle-ci est directement concernée par une large partie des désordres en raison de son intervention en tant que maître d'œuvre.

Le Juge des référés relèvera en outre que de nombreux désordres dénoncés relèvent de l'exécution des travaux dont la société JF INGENIERIE avait la surveillance.

Concernant la société CURTO et son assureur, le Juge des référés constatera que l'expert judiciaire relève des défauts touchant aux menuiseries intérieures.
(Pièce n°22)

Concernant la société SO GRE BAT et son assureur, titulaire du lot gros œuvre, celle-ci est directement concernée notamment par les fissurations relevées par l'expert judiciaire sur les murs/cloisons/plafonds.

Concernant la société PORALU et son assureur, l'expert judiciaire a relevé des infiltrations au droit des menuiseries extérieures mais aussi des défauts de réglage et de pose.

Concernant la société MEN'HELEC et son assureur, l'expert judiciaire a relevé plusieurs défauts affectant notamment les prises électriques.

Concernant la société ROUCEAUX et son assureur, l'expert judiciaire a relevé plusieurs défauts affectant notamment le sol PVC imitation bois.

Concernant la société SMC et son assureur, l'expert judiciaire a relevé plusieurs défauts affectant les garde-corps.

Concernant la société TERRA CERAMIC et son assureur, l'expert a relevé des défauts affectant les plinthes qui relevaient du lot de cette société.

Concernant la société FERREIRA et son assureur, celle-ci est au moins directement concernée par les défauts allégués de la VMC et de l'équilibrage du réseau ECS.

Concernant la société TISSOT ETANCHEITE et son assureur, celle-ci est notamment directement concernée par les défauts allégués affectant les couvertines et l'étanchéité de la terrasse.

Enfin, la compagnie GENERALI, en qualité d'assureur de la société RENOV RHONE ALPES, est directement concernée pour les dommages relevant du lot de son assuré, et notamment le délitement des enduits de façade.

Le Juge des référés constatera donc que la SCCV justifie d'un motif légitime à ce que les opérations d'expertise soient étendues aux divers constructeurs assignés ainsi qu'à leurs assureurs respectifs.

PAR CES MOTIFS

- *Vu l'article 145 du code de procédure civile,*

- **VOIR** étendre à la mesure d'expertise qui a été ordonnée suivant ordonnance du 31 octobre 2018 à la compagnie MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES, à la compagnie MMA IARD, à la société JF INGENIERIE, à la compagnie GENERALI, à la compagnie QBE, à la compagnie SMABTP, à la compagnie l'AUXILIAIRE, à la compagnie ALLIANZ IARD, à la société SO GRE BAT, à la société TISSOT ETANCHEITE, à la société TERRA CERAMIC, à la société FERREIRA, à la société SMC, à la société PORALU, à la compagnie MAAF, à la compagnie AXA France IARD, à la société ROUCEAUX, à la société MEN'HELEC, et à la société MENUISERIE CURTO ;

- **RESERVER** les dépens ;

SOUS TOUTES RESERVES

BORDEREAU DE COMMUNICATION DE PIECES

1. Conditions particulières MMA ;
2. Contrat cadre et avenant au contrat ;
3. Attestation d'assurance SCOP-A-SYSTEMES ;
4. Contrats JF INGENIERIE (2) et attestation d'assurance;
5. Devis MTM INFRA ;
6. Marché de la société BUREAU D'ETUDE MATTE ;
7. Attestation d'assurance de la société BUREAU D'ETUDE MATTE ;
8. Marché et attestation d'assurance SO GRE BAT ;
9. Marché et attestation d'assurance TISSOT ETANCHEITE ;
10. Marché et attestation d'assurance CONVERSO ;
11. Marché et attestation d'assurance TERRA CERAMIC ;
12. Marché et attestation d'assurance FERREIRA ;
13. Marché de la société CURTO ;
14. Marché et attestation d'assurance PORALU ;
15. Marché et attestation d'assurance ROUCEAUX ;
16. Marché et attestation d'assurance MEN'HELEC ;
17. Marché et attestation d'assurance SMC ;
18. Marché et attestation d'assurance RRA ;
19. Procès-verbaux de réception ;
20. Procès-verbal de livraison ;
21. Procès-verbal de constat du 23 avril 2018 ;
22. Compte-rendu d'expertise du 14.06.2019 ;
23. Mail de l'expert judiciaire en date du 24.02.2020 ;

Me Damien BELLET
Huissier de justice



7 Avenue du Granier
1^{er} étage droite
38240 MEYLAN

☎ 04 58 00 12 02
☎ 09 72 15 53 18

✉ damien.bellet@huissier-justice.fr

Paiement par CB sécurisé sur
www.huissier-bellet.fr



Coordonnées bancaires :

IBAN : FR76 30004 02234 00010105217 59
BIC : BNPAFRPPXXX

**ACTE
D'HUISSIER
DE
JUSTICE**

COUT ACTE

EMOLUMENT ART. R444-3	36,18
D.E.P.	
Art. R444.15.	
VACATION	
TRANSPORT	7,67
H.T.	43,85
TVA 20,00%	8,77
TAXE FORFAITAIRE	
Art. 302 bis Y CGI	
FRAIS POSTAUX	2,00
DEBOURS	
T.T.C.	54,62



MODALITES DE REMISE DE L'ACTE

ASSIGNATION REFERE TRIBUNAL JUDICIAIRE
(REMISE A PERSONNE MORALE)

L'An DEUX MILLE VINGT ET UN le DIX HUIT MAI

A LA DEMANDE DE :

Société Civile construction vente MONTBONNOT MESANGES, inscrite au registre du commerce et des sociétés de GRENOBLE sous le numéro 798 813 127 dont le siège social est situé 29 avenue de l'Obiou à LA TRONCHE (38700), agissant poursuites et diligences de son représentant légal, domicilié en cette qualité audit siège social

SIGNIFIE A

SAS FERREIRA
14 B rue des Glairaux
38120 ST EGREVE

Cet acte a été remis par Huissier de Justice dans les conditions ci-dessous indiquées, et suivant les déclarations qui lui ont été faites.

Au siège du destinataire dont la certitude est caractérisée par les éléments suivants :
confirmation par la personne présente

Où j'ai rencontré :

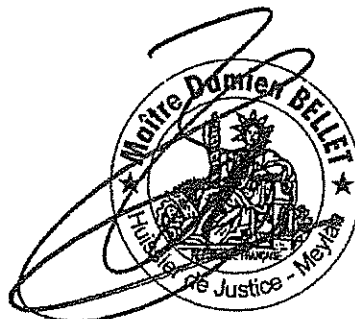
Mme RONSEAUX Béatrice
comptable

qui a déclaré être habilité à recevoir la copie de l'acte et qui l'a accepté.

La lettre prévue par l'article 658 du Code de Procédure Civile contenant copie de l'acte de signification a été adressée le jour même ou au plus tard le premier jour ouvrable.

La copie du présent acte comporte 13 feuilles et 5 feuilles annexées

Me Damien BELLET



SELARL ROBICHON & ASSOCIES

Avocats
EUROPOLE
27 rue Pierre Sémard
38000 GRENOBLE
Tél : 04.76.21.22.11
cabinet@robichon-avocats.fr

Dossier : 20180148 - /

SCCV MONTBONNOT MESANGES / BEAUCHAMP SCHREIBER

Maitre Damien BELLET
Huissier de Justice
7 Avenue du Granier - 38240 LE MANS
04 50 00 17 02 - 06 72 16 54 13
d.bellet@huissier-judice.fr
www.huissier-judice.fr
1147 0048 doc 00

EXPEDITION

**DENONCIATION D'ASSIGNATION ET D'ORDONNANCE
ET ASSIGNATION EN REFERE DEVANT LE PRESIDENT
DU TRIBUNAL JUDICIAIRE DE GRENOBLE**

L'AN DEUX MILLE VINGT ET UN et le DIX HUIT MAI

A LA REQUETE DE :

La SCCV MONTBONNOT MESANGES, société civile de construction vente inscrite au RCS de GRENOBLE sous le n° 798 813 127, dont le siège social est 29, Avenue de l'Obiou à LA TRONCHE (38700), représentée par son représentant légal en exercice domicilié en cette qualité audit siège ;

Ayant pour Avocat la SELARL ROBICHON & Associés, Avocat au Barreau de GRENOBLE, demeurant 27, Rue Pierre Sémard - 38000 GRENOBLE ;

J'AI HUISSIER SOUSSIGNE :

Je soussigné Maître Damien Bellet, Huissier de Justice
à la résidence de Meylan (38240), y demeurant 7 Avenue du Granier

DENONCE ET LAISSE COPIE A :

1°) La Société MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES, société civile inscrite au RCS de LE MANS sous le numéro D 775 652 126, dont le siège est situé 14, boulevard Marie et Alexandre Oyon à LE MANS (72030), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège, es-qualité d'assureur CNR de la SCCV MONTBONNOT MESANGES et en sa qualité d'assureur de la société SMC ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

2°) La société MMA IARD, SA inscrite au RCS de LE MANS sous le numéro 440 048 882, dont le siège est 14 boulevard Marie et Alexandre Oyon, 72030 LE MANS, prise en la personne de son représentant légal en exercice domicilié en cette qualité audit siège, es-qualité d'assureur CNR de la SCCV MONTBONNOT MESANGES et en sa qualité d'assureur de la société SMC ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

3°) **La Société JF INGENIERIE**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 440 471 761, dont le siège est 4, rue des jardins à VOIRON (38500), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

*Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ***

4°) **La Société SO GRE BAT**, SAS immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 385 077 433, dont le siège est 339, Allée de l'Emporey à VEUREY VOROIZE (38113), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

*Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ***

5°) **La Société TISSOT ETANCHEITE**, SA immatriculée au RCS de CHAMBERY sous le numéro B 412 924 169, dont le siège est 625, Rue de Branmafán à BARBY (73230), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

*Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ***

6°) **La Société TERRA CERAMIC CONSEILS ET POSE**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 802 782 383, dont le siège est 23, Rue Joliot Curie à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

*Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ***

7°) **La Société FERREIRA**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 419 802 525, dont le siège est 14B, Rue des glairaux à SAINT EGREVE (3838120), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

*Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ***

8°) **La Société MENUISERIE CURTO**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 394 654 784, dont le siège est 38 rue Commandant Lenoir à FONTAINE (38600), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

*Ou étant parlant à **VOIR EN FIN D'ACTE***

9°) **La Société MEN'HELEC**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 501 630 776, dont le siège est 28, Rue Barnave à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

*Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ***

10°) **La Société ROUCEAUX**, SAS immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 801 122 490, dont le siège est 80, Rue du Vercors au VERSOUD (38420), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

*Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ***

11°) **La Société PORALU MENUISERIES**, SASU immatriculée au RCS de BOURG EN BRESSE sous le numéro B 418 245 262, dont le siège est Rue des Bouleaux à PORT (01460), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

12°) **La Société SOC METALLURGIQUE DE COURS (SMC)**, SASU immatriculée au RCS de VILLEFRANCHE – TARARE sous le numéro B 331 498 006, dont le siège 442, est Rue Pierre Giraud à COURS (69470), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

13°) **La Société AXA France IARD**, SA immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro B 722 057 460, dont le siège est 313, Terrasses de l'Arche à NANTERRE (92000), prise en sa qualité d'assureur de la société SO GRE BAT et de la société FERREIRA, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

14°) **La société GENERALI IARD**, SA immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro 552 062 663, dont le siège est 2, Rue Pillet-Will à PARIS (75009), prise en sa qualité d'assureur de la société TERRA CERAMIC et de la société RENOV RHONE ALPES, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

15°) **La SMABTP**, société d'assurance mutuelle immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro D 775 684 764, dont le siège est 8, Rue Louis Armand à PARIS (75015), prise en sa qualité d'assureur de la société TISSOT ETANCHEITE, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

16°) **La compagnie L'AUXILIAIRE**, société d'assurance mutuelle dont le siège est 50, Cours Franklin Roosevelt à LYON (69006), prise en sa qualité d'assureur de la société PORALU, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

17°) **La Société ALLIANZ IARD**, SA immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro 542 110 291, dont le siège est 1, Cours Michelet à PUTEAUX (92800), prise en sa qualité d'assureur de la société MEN'HELEC, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

18°) **La Compagnie MAAF**, SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 160.000.000 €, immatriculée au R.C.S. de NIORT sous le numéro 542 073 580 - 6512 Z et ayant son siège,

Chauray 79036 NIORT CEDEX 9, prise en sa qualité d'assureur de la société ROUCEAUX, agissant poursuite et diligences de ses représentants légaux domiciliés audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

19°) **La Compagnie QBE**, société de droit anglais ayant son siège Cœur Défense, Tour A, 110, Esplanade du Général de Gaulle 92931 LA DEFENSE CEDEX, prise en sa qualité d'assureur de la société CURTO, agissant poursuite et diligences de ses représentants légaux domiciliés audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

- **D'une assignation en référé en date du 26 juin 2018 ;**
- **D'une ordonnance de référé en date du 31 octobre 2018 ;**

ET A MÊME REQUÊTE QUE CI-DESSUS, J'AI HUISSIER SOUSSIGNÉ :

DONNE ASSIGNATION A :

1°) **La Société MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES**, société civile inscrite au RCS de LE MANS sous le numéro D 775 652 126, dont le siège est situé 14, boulevard Marie et Alexandre Oyon à LE MANS (72030), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège, es-qualité d'assureur CNR de la SCCV MONTBONNOT MESANGES et en sa qualité d'assureur de la société SMC ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

2°) **La société MMA IARD, SA** inscrite au RCS de LE MANS sous le numéro 440 048 882, dont le siège est 14 boulevard Marie et Alexandre Oyon, 72030 LE MANS, prise en la personne de son représentant légal en exercice domicilié en cette qualité audit siège, es-qualité d'assureur CNR de la SCCV MONTBONNOT MESANGES et en sa qualité d'assureur de la société SMC ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

3°) **La Société JF INGENIERIE, SARL** immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 440 471 761, dont le siège est 4, rue des jardins à VOIRON (38500), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

4°) **La Société SO GRE BAT, SAS** immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 385 077 433, dont le siège est 339, Allée de l'Emporey à VEUREY VOROIZE (38113), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

5°) **La Société TISSOT ETANCHEITE**, SA immatriculée au RCS de CHAMBERY sous le numéro B 412 924 169, dont le siège est 625, Rue de Branmafan à BARBY (73230), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

6°) **La Société TERRA CERAMIC CONSEILS ET POSE**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 802 782 383, dont le siège est 23, Rue Joliot Curie à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

7°) **La Société FERREIRA**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 419 802 525, dont le siège est 14B, Rue des glairaux à SAINT EGREVE (3838120), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

8°) **La Société MENUISERIE CURTO**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 394 654 784, dont le siège 38 rue Commandant Lenoir à FONTAINE (38600), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à VOIR EN FIN D'ACTE

9°) **La Société MEN'HELEC**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 501 630 776, dont le siège est 28, Rue Barnave à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

10°) **La Société ROUCEAUX**, SAS immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 801 122 490, dont le siège est 80, Rue du Vercors au VERSOUD (38420), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

11°) **La Société PORALU MENUISERIES**, SASU immatriculée au RCS de BOURG EN BRESSE sous le numéro B 418 245 262, dont le siège est Rue des Bouleaux à PORT (01460), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

12°) **La Société SOC METALLURGIQUE DE COURS (SMC)**, SASU immatriculée au RCS de VILLEFRANCHE – TARARE sous le numéro B 331 498 006, dont le siège 442, est Rue Pierre Giraud à COURS (69470), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

13°) **La Société AXA France IARD**, SA immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro B 722 057 460, dont le siège est 313, Terrasses de l'Arche à NANTERRE (92000), prise en sa qualité d'assureur de la société SO GRE BAT et de la société FERREIRA, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

14°) **La société GENERALI IARD**, SA immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro 552 062 663, dont le siège est 2, Rue Pillet-Will à PARIS (75009), prise en sa qualité d'assureur de la société TERRA CERAMIC et de la société RENOV RHONE ALPES, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

15°) **La SMABTP**, société d'assurance mutuelle immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro D 775 684 764, dont le siège est 8, Rue Louis Armand à PARIS (75015), prise en sa qualité d'assureur de la société TISSOT ETANCHEITE, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

16°) **La compagnie L'AUXILIAIRE**, société d'assurance mutuelle dont le siège est 50, Cours Franklin Roosevelt à LYON (69006), prise en sa qualité d'assureur de la société PORALU, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

17°) **La Société ALLIANZ IARD**, SA immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro 542 110 291, dont le siège est 1, Cours Michelet à PUTEAUX (92800), prise en sa qualité d'assureur de la société MEN'HELEC, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

18°) **La Compagnie MAAF**, SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 160.000.000 €, immatriculée au R.C.S. de NIORT sous le numéro 542 073 580 - 6512 Z et ayant son siège, Chauray 79036 NIORT CEDEX 9, prise en sa qualité d'assureur de la société ROUCEAUX, agissant poursuite et diligences de ses représentants légaux domiciliés audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

19°) **La Compagnie QBE**, société de droit anglais ayant son siège Cœur Défense, Tour A, 110, Esplanade du Général de Gaulle 92931 LA DEFENSE CEDEX, prise en sa qualité d'assureur de la société CURTO, agissant poursuite et diligences de ses représentants légaux domiciliés audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

D'AVOIR A COMPARAÎTRE :

LE MERCREDI 9 JUIN 2021 A 8H45

Devant le président du Tribunal Judiciaire de GRENOBLE, au Palais de justice de cette ville, Place Firmin Gautier – 38000 GRENOBLE, salle habituelle des audiences de référé.

La présente procédure est soumise à la procédure orale résultant des articles 834 et suivants du Code de procédure civile.

Conformément aux articles 760 et suivants du CPC, la représentation est obligatoire.

Dès lors, vous devez impérativement **CONSTITUER dans un délai de QUINZE JOURS FRANCS** à compter des présentes **UN AVOCAT** au Barreau de **GRENOBLE**, ou des autres Barreaux de **VIENNE (38)**, **BOURGAIN JALLIEU (38)**, **VALENCE (26)**, **GAP (05)** du ressort de la Cour d'Appel de **GRENOBLE**, dont dépend le Tribunal saisi.

Si vous entendez bénéficier de l'aide juridictionnelle ou que la présente affaire porte sur une saisie immobilière, un partage ou une liquidation vous ne pouvez constituer qu'un avocat au barreau de Grenoble.

Etant précisé qu'à défaut de le faire, un Jugement pourra néanmoins être rendu sur les seules explications et justificatifs fournis par le demandeur.

L'Etat, les départements, les communes et les établissements publics peuvent se faire représenter ou assister par un fonctionnaire ou un agent de leur administration.

Lorsque la demande est portée devant une juridiction qui a son siège en France métropolitaine, les délais de comparution sont augmentés de :

1. Un mois pour les personnes qui demeurent en Guadeloupe, en Guyane, à la Martinique, à La Réunion, à Mayotte, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin, à Saint-Pierre-et-Miquelon, en Polynésie française, dans les îles Wallis et Futuna, en Nouvelle-Calédonie et dans les Terres australes et antarctiques françaises ;
2. Deux mois pour celles qui demeurent à l'étranger.

Les pièces sur lesquelles est fondée la demande sont indiquées en fin d'acte.

Les personnes dont les ressources sont insuffisantes peuvent, si elles remplissent les conditions prévues par la loi no 91-647 du 10 juillet 1991, bénéficier d'une aide juridictionnelle. Elles doivent, pour demander cette aide, s'adresser au bureau d'aide juridictionnelle établi au siège social du Tribunal de Grande Instance de leur domicile.

PLAISE AU JUGE DES REFERES

I) RAPPEL DES FAITS

Au cours de l'année 2014, la SCCV a entrepris la réalisation d'un ensemble immobilier à usage d'habitation sur la commune de MONTBONNOT SAINT MARTIN.

La SCCV a souscrit à cette occasion une police d'assurance DO et une police d'assurance CNR auprès des compagnies MMA.
(Pièce n°1)

La maîtrise d'œuvre de conception du projet a été confiée à Monsieur André MAYET et à la société SCOP-A-SYSTEMES.
(Pièce n°2)

Monsieur MAYET serait assuré auprès de la MAF.
(Pièce n°2)

La société SCOP-A-SYSTEMES (aujourd'hui radiée) est assurée auprès de la société ACTE IARD.
(Pièce n°3)

La maîtrise d'œuvre d'exécution et la mission OPC ont été assurées par la société JF INGENIERIE.
(Pièce n°4)

La société MTM INFRA est intervenue en qualité de BE VRD tant en phase conception qu'en phase exécution.
(Pièce n°5)

La société BUREAU D'ETUDE MATTE, assurée auprès de la compagnie ALLIANZ IARD, est intervenue en qualité de BE structure.
(Pièces n°6 et n°7)

Sont intervenus dans le cadre de la construction :

- La société SO GRE BAT, assurée auprès de la compagnie AXA France IARD, pour le lot gros-œuvre et le lot cloison (Pièce n°8) ;
- La société TISSOT ETANCHEITE, assurée auprès de la compagnie SMABTP, pour le lot étanchéité (Pièce n°9) ;
- La société CONVERSO, assurée auprès de la compagnie AUXILIAIRE, pour le lot terrassement – VRD – espaces verts (Pièce n°10) ;
- La société TERRA CERAMIC, assurée auprès de la compagnie GENERALI, pour le lot carrelages (Pièce n°11) ;
- La société FERREIRA, assurée auprès de la compagnie AXA France IARD, pour le lot plomberie – chauffage - sanitaire (Pièce n°12) ;

- La société CURTO, pour le lot menuiseries intérieures (*Pièce n°13*) ;
- La société PORALU, pour le lot menuiseries extérieures (*Pièce n°14*) ;
- La société ROUCEAUX, pour le lot parquets / sols collés (*Pièce n°15*) ;
- La société MEN'HELEC, pour le lot électricité (*Pièce n°16*) ;
- La société SMC, pour le lot serrurerie (*Pièce n°17*) ;
- La société RENOV RHONES ALPES, pour le lot peintures et ravalement (*Pièce n°18*) ;

La société RENOV RHONE ALPES est aujourd'hui en liquidation judiciaire.

La déclaration d'ouverture de chantier est intervenue au 16 novembre 2015 et la réception des divers lots est intervenue le 23 juin 2017.
(*Pièce n°19*)

Les appartements et les parties communes ont été livrés avec réserves.

A compter de cette date, les copropriétaires ainsi que le syndicat de copropriétés se sont plaints du non levé de certaines réserves ainsi que de l'apparition de nouveaux désordres.

C'est ainsi qu'aux termes d'un acte introductif en date du 26 juin 2018, Madame COMET, Madame DE LOS ANGELES MARIN BARREDO, Monsieur NERVO, Madame MOLLINARD BOKOBZA, Monsieur BEAUCHAMP et Madame SCHREIBER ont assigné la SCCV et le syndicat des copropriétaires devant la Juridiction des référés aux fins de désignation d'un expert judiciaire.

Il a été fait droit à cette demande selon ordonnance du 3 octobre 2018 désignant Monsieur BENOIT en qualité d'expert judiciaire.

Selon ordonnance du 11 septembre 2019, les opérations d'expertise ont été étendues aux divers constructeurs.

Aux termes d'un acte introductif en date du 26 juin 2018, Monsieur BEAUCHAMP et Madame SCHREIBER ont également assigné la SCCV devant la Juridiction des référés aux fins de désignation d'un expert judiciaire.

Il a été fait droit à cette demande selon ordonnance du 31 octobre 2018 désignant Monsieur BENOIT en qualité d'expert judiciaire.

L'expert judiciaire a fait une première visite sur les lieux le 14.06.2019

L'expert judiciaire a fait un premier compte rendu de cette réunion.
(*Pièce n°22*)

Selon mail en date du 24.02.2020, l'expert judiciaire a préconisé l'appel en cause de plusieurs intervenants.
(*Pièce n°23*)

C'est en l'état que se présente cette affaire.

II) DISCUSSION

Aux termes de l'article 145 du code de procédure civile :

« S'il existe un motif légitime de conserver ou d'établir avant tout procès la preuve de faits dont pourrait dépendre la solution d'un litige, les mesures d'instruction légalement admissibles peuvent être ordonnées à la demande de tout intéressé, sur requête ou en référé »

La SCCV, en sa qualité de simple constructeur non réalisateur, a vocation à solliciter l'extension de la mesure ordonnée le 31 octobre 2018 aux divers constructeurs intervenus dans le cadre de ce chantier.

La SCCV a en tout premier lieu vocation à être garantie par son propre assureur, à savoir les compagnies MMA IARD et MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES.

Concernant JF INGENIERIE, celle-ci est directement concernée par une large partie des désordres en raison de son intervention en tant que maître d'œuvre.

Le Juge des référés relèvera en outre que de nombreux désordres dénoncés relèvent de l'exécution des travaux dont la société JF INGENIERIE avait la surveillance.

Concernant la société CURTO et son assureur, le Juge des référés constatera que l'expert judiciaire relève des défauts touchant aux menuiseries intérieures.

(Pièce n°22)

Concernant la société SO GRE BAT et son assureur, titulaire du lot gros œuvre, celle-ci est directement concernée notamment par les fissurations relevées par l'expert judiciaire sur les murs/cloisons/plafonds.

Concernant la société PORALU et son assureur, l'expert judiciaire a relevé des infiltrations au droit des menuiseries extérieures mais aussi des défauts de réglage et de pose.

Concernant la société MEN'HELEC et son assureur, l'expert judiciaire a relevé plusieurs défauts affectant notamment les prises électriques.

Concernant la société ROUCEAUX et son assureur, l'expert judiciaire a relevé plusieurs défauts affectant notamment le sol PVC imitation bois.

Concernant la société SMC et son assureur, l'expert judiciaire a relevé plusieurs défauts affectant les garde-corps.

Concernant la société TERRA CERAMIC et son assureur, l'expert a relevé des défauts affectant les plinthes qui relevaient du lot de cette société.

Concernant la société FERREIRA et son assureur, celle-ci est au moins directement concernée par les défauts allégués de la VMC et de l'équilibrage du réseau ECS.

Concernant la société TISSOT ETANCHEITE et son assureur, celle-ci est notamment directement concernée par les défauts allégués affectant les couvertines et l'étanchéité de la terrasse.

Enfin, la compagnie GENERALI, en qualité d'assureur de la société RENOV RHONE ALPES, est directement concernée pour les dommages relevant du lot de son assuré, et notamment le délitement des enduits de façade.

Le Juge des référés constatera donc que la SCCV justifie d'un motif légitime à ce que les opérations d'expertise soient étendues aux divers constructeurs assignés ainsi qu'à leurs assureurs respectifs.

PAR CES MOTIFS

- *Vu l'article 145 du code de procédure civile,*

- **VOIR** étendre à la mesure d'expertise qui a été ordonnée suivant ordonnance du 31 octobre 2018 à la compagnie MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES, à la compagnie MMA IARD, à la société JF INGENIERIE, à la compagnie GENERALI, à la compagnie QBE, à la compagnie SMABTP, à la compagnie l'AUXILIAIRE, à la compagnie ALLIANZ IARD, à la société SO GRE BAT, à la société TISSOT ETANCHEITE, à la société TERRA CERAMIC, à la société FERREIRA, à la société SMC, à la société PORALU, à la compagnie MAAF, à la compagnie AXA France IARD, à la société ROUCEAUX, à la société MEN'HELEC, et à la société MENUISERIE CURTO ;

- **RESERVER** les dépens ;

SOUS TOUTES RESERVES

BORDEREAU DE COMMUNICATION DE PIECES

1. Conditions particulières MMA ;
2. Contrat cadre et avenant au contrat ;
3. Attestation d'assurance SCOP-A-SYSTEMES ;
4. Contrats JF INGENIERIE (2) et attestation d'assurance;
5. Devis MTM INFRA ;
6. Marché de la société BUREAU D'ETUDE MATTE ;
7. Attestation d'assurance de la société BUREAU D'ETUDE MATTE ;
8. Marché et attestation d'assurance SO GRE BAT ;
9. Marché et attestation d'assurance TISSOT ETANCHEITE ;
10. Marché et attestation d'assurance CONVERSO ;
11. Marché et attestation d'assurance TERRA CERAMIC ;
12. Marché et attestation d'assurance FERREIRA ;
13. Marché de la société CURTO ;
14. Marché et attestation d'assurance PORALU ;
15. Marché et attestation d'assurance ROUCEAUX ;
16. Marché et attestation d'assurance MEN'HELEC ;
17. Marché et attestation d'assurance SMC ;
18. Marché et attestation d'assurance RRA ;
19. Procès-verbaux de réception ;
20. Procès-verbal de livraison ;
21. Procès-verbal de constat du 23 avril 2018 ;
22. Compte-rendu d'expertise du 14.06.2019 ;
23. Mail de l'expert judiciaire en date du 24.02.2020 ;

Me Damien BELLET
Huissier de justice



7 Avenue du Granier
1^{er} étage droite
38240 MEYLAN

☎ 04 58 00 12 02
☎ 09 72 15 53 18

✉ damien.bellet@huissier-justice.fr

Paiement par CB sécurisé sur
www.huissier-bellet.fr



Coordonnées bancaires :

IBAN : FR76 30004 02234 00010105217 59
BIC : BNPAFRPPXXX

**ACTE
D'HUISSIER
DE
JUSTICE**

COUT ACTE

EMOLUMENT ART. R444-3	36,18
D.E.P.	
Art.444.15.	
VACATION	
TRANSPORT	7,67
H.T.	43,85
TVA 20,00%	8,77
TAXE FORFAITAIRE	
Art. 302 bis Y CGI	
FRAIS POSTAUX	2,00
DEBOURS	
T.T.C.	54,62



MODALITES DE REMISE DE L'ACTE

ASSIGNATION REFERE TRIBUNAL JUDICIAIRE
(REMISE A PERSONNE MORALE)

L'An DEUX MILLE VINGT ET UN le DIX HUIT MAI

A LA DEMANDE DE :

Société Civile construction vente MONTBONNOT MESANGES, inscrite au registre du commerce et des sociétés de GRENOBLE sous le numéro 798 813 127 dont le siège social est situé 29 avenue de l'Obiou à LA TRONCHE (38700), agissant poursuites et diligences de son représentant légal, domicilié en cette qualité audit siège social

SIGNIFIE A

S.A.R.L. MENUISERIE CURTO
38 rue Commandant Lenoir
38600 FONTAINE

Cet acte a été remis par Huissier de Justice dans les conditions ci-dessous indiquées, et suivant les déclarations qui lui ont été faites.

Au siège du destinataire dont la certitude est caractérisée par les éléments suivants :
confirmation par la personne présente

Où j'ai rencontré :

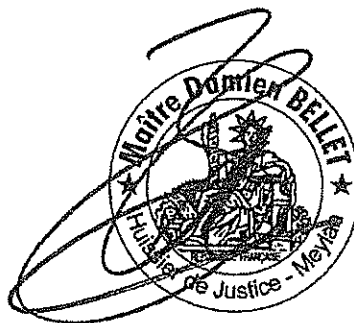
Mr MAURE Romain
chargé d'affaires

qui a déclaré être habilité à recevoir la copie de l'acte et qui l'a accepté.

La lettre prévue par l'article 658 du Code de Procédure Civile contenant copie de l'acte de signification a été adressée le jour même ou au plus tard le premier jour ouvrable.

La copie du présent acte comporte 7 feuilles et 5 feuilles annexées.

Me Damien BELLET



SELARL ROBICHON & ASSOCIES

Avocats
EUROPOLE
27 rue Pierre Sémard
38000 GRENOBLE
Tél : 04.76.21.22.11
cabinet@robichon-avocats.fr

M. Damien BELLET
Huissier de Justice
1 Avenue de Granier - 38000 GRENOBLE
01 38 60 12 02 - 06 72 15 53 18
d.damien.bellet@huissier-justice.fr
www.damien-bellet.fr
04 76 21 22 11

Dossier : 20180148 - /

SCCV MONTBONNOT MESANGES / BEAUCHAMP SCHREIBER

EXPEDITION

DENONCIATION D'ASSIGNATION ET D'ORDONNANCE ET ASSIGNATION EN REFERE DEVANT LE PRESIDENT DU TRIBUNAL JUDICIAIRE DE GRENOBLE

L'AN DEUX MILLE VINGT ET UN et le DIX HUIT MAI

ALA REQUETE DE :

La SCCV MONTBONNOT MESANGES, société civile de construction vente inscrite au RCS de GRENOBLE sous le n° 798 813 127, dont le siège social est 29, Avenue de l'Obiou à LA TRONCHE (38700), représentée par son représentant légal en exercice domicilié en cette qualité audit siège ;

Ayant pour Avocat la SELARL ROBICHON & Associés, Avocat au Barreau de GRENOBLE, demeurant 27, Rue Pierre Sémard - 38000 GRENOBLE ;

J'AI HUISSIER SOUSSIGNE :

Je soussigné Maître Damien BELLET, Huissier de Justice
à la résidence de Meylan (38240), y demeurant 7 Avenue de Granier

DENONCE ET LAISSE COPIE A :

1°) La Société MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES, société civile inscrite au RCS de LE MANS sous le numéro D 775 652 126, dont le siège est situé 14, boulevard Marie et Alexandre Oyon à LE MANS (72030), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège, es-qualité d'assureur CNR de la SCCV MONTBONNOT MESANGES et en sa qualité d'assureur de la société SMC ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

2°) La société MMA IARD, SA inscrite au RCS de LE MANS sous le numéro 440 048 882, dont le siège est 14 boulevard Marie et Alexandre Oyon, 72030 LE MANS, prise en la personne de son représentant légal en exercice domicilié en cette qualité audit siège, es-qualité d'assureur CNR de la SCCV MONTBONNOT MESANGES et en sa qualité d'assureur de la société SMC ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

3°) **La Société JF INGENIERIE**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 440 471 761, dont le siège est 4, rue des jardins à VOIRON (38500), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

*Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ***

4°) **La Société SO GRE BAT**, SAS immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 385 077 433, dont le siège est 339, Allée de l'Emporey à VEUREY VOROIZE (38113), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

*Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ***

5°) **La Société TISSOT ETANCHEITE**, SA immatriculée au RCS de CHAMBERY sous le numéro B 412 924 169, dont le siège est 625, Rue de Brannafan à BARBY (73230), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

*Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ***

6°) **La Société TERRA CERAMIC CONSEILS ET POSE**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 802 782 383, dont le siège est 23, Rue Joliot Curie à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

*Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ***

7°) **La Société FERREIRA**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 419 802 525, dont le siège est 14B, Rue des glairaux à SAINT EGREVE (3838120), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

*Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ***

8°) **La Société MENUISERIE CURTO**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 394 654 784, dont le siège est 38 rue Commandant Lenoir à FONTAINE (38600), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

*Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ***

9°) **La Société MEN'HELEC**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 501 630 776, dont le siège est 28, Rue Barnave à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

*Ou étant parlant à **VOIR EN FIN D'ACTE***

10°) **La Société ROUCEAUX**, SAS immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 801 122 490, dont le siège est 80, Rue du Vercors au VERSOUD (38420), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

*Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ***

11°) **La Société PORALU MENUISERIES**, SASU immatriculée au RCS de BOURG EN BRESSE sous le numéro B 418 245 262, dont le siège est Rue des Bouleaux à PORT (01460), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

12°) **La Société SOC METALLURGIQUE DE COURS (SMC)**, SASU immatriculée au RCS de VILLEFRANCHE – TARARE sous le numéro B 331 498 006, dont le siège 442, est Rue Pierre Giraud à COURS (69470), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

13°) **La Société AXA France IARD**, SA immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro B 722 057 460, dont le siège est 313, Terrasses de l'Arche à NANTERRE (92000), prise en sa qualité d'assureur de la société SO GRE BAT et de la société FERREIRA, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

14°) **La société GENERALI IARD**, SA immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro 552 062 663, dont le siège est 2, Rue Pillet-Will à PARIS (75009), prise en sa qualité d'assureur de la société TERRA CERAMIC et de la société RENOV RHONE ALPES, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

15°) **La SMABTP**, société d'assurance mutuelle immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro D 775 684 764, dont le siège est 8, Rue Louis Armand à PARIS (75015), prise en sa qualité d'assureur de la société TISSOT ETANCHEITE, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

16°) **La compagnie L'AUXILIAIRE**, société d'assurance mutuelle dont le siège est 50, Cours Franklin Roosevelt à LYON (69006), prise en sa qualité d'assureur de la société PORALU, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

17°) **La Société ALLIANZ IARD**, SA immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro 542 110 291, dont le siège est 1, Cours Michelet à PUTEAUX (92800), prise en sa qualité d'assureur de la société MEN'HELEC, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

18°) **La Compagnie MAAF**, SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 160.000.000 €, immatriculée au R.C.S. de NIORT sous le numéro 542 073 580 - 6512 Z et ayant son siège,

Chauray 79036 NIORT CEDEX 9, prise en sa qualité d'assureur de la société ROUCEAUX, agissant poursuite et diligences de ses représentants légaux domiciliés audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

19°) La Compagnie QBE, société de droit anglais ayant son siège Cœur Défense, Tour A, 110, Esplanade du Général de Gaulle 92931 LA DEFENSE CEDEX, prise en sa qualité d'assureur de la société CURTO, agissant poursuite et diligences de ses représentants légaux domiciliés audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

- D'une assignation en référé en date du 26 juin 2018 ;
- D'une ordonnance de référé en date du 31 octobre 2018 ;

ET A MÊME REQUÊTE QUE CI-DESSUS, J'AI HUISSIER SOUSSIGNÉ :

DONNE ASSIGNATION A :

1°) La Société MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES, société civile inscrite au RCS de LE MANS sous le numéro D 775 652 126, dont le siège est situé 14, boulevard Marie et Alexandre Oyon à LE MANS (72030), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège, es-qualité d'assureur CNR de la SCCV MONTBONNOT MESANGES et en sa qualité d'assureur de la société SMC ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

2°) La société MMA IARD, SA inscrite au RCS de LE MANS sous le numéro 440 048 882, dont le siège est 14 boulevard Marie et Alexandre Oyon, 72030 LE MANS, prise en la personne de son représentant légal en exercice domicilié en cette qualité audit siège, es-qualité d'assureur CNR de la SCCV MONTBONNOT MESANGES et en sa qualité d'assureur de la société SMC ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

3°) La Société JF INGENIERIE, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 440 471 761, dont le siège est 4, rue des jardins à VOIRON (38500), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

4°) La Société SO GRE BAT, SAS immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 385 077 433, dont le siège est 339, Allée de l'Emporey à VEUREY VOROIZE (38113), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

5°) **La Société TISSOT ETANCHEITE**, SA immatriculée au RCS de CHAMBERY sous le numéro B 412 924 169, dont le siège est 625, Rue de Branmafán à BARBY (73230), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

6°) **La Société TERRA CERAMIC CONSEILS ET POSE**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 802 782 383, dont le siège est 23, Rue Joliot Curie à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

7°) **La Société FERREIRA**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 419 802 525, dont le siège est 14B, Rue des glairaux à SAINT EGREVE (3838120), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

8°) **La Société MENUISERIE CURTO**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 394 654 784, dont le siège 38 rue Commandant Lenoir à FONTAINE (38600), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

9°) **La Société MEN'HELEC**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 501 630 776, dont le siège est 28, Rue Barnave à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à VOIR EN FIN D'ACTE

10°) **La Société ROUCEAUX**, SAS immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 801 122 490, dont le siège est 80, Rue du Vercors au VERSOUD (38420), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

11°) **La Société PORALU MENUISERIES**, SASU immatriculée au RCS de BOURG EN BRESSE sous le numéro B 418 245 262, dont le siège est Rue des Bouleaux à PORT (01460), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

12°) **La Société SOC METALLURGIQUE DE COURS (SMC)**, SASU immatriculée au RCS de VILLEFRANCHE – TARARE sous le numéro B 331 498 006, dont le siège 442, est Rue Pierre Giraud à COURS (69470), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

13°) La Société AXA France IARD, SA immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro B 722 057 460, dont le siège est 313, Terrasses de l'Arche à NANTERRE (92000), prise en sa qualité d'assureur de la société SO GRE BAT et de la société FERREIRA, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

14°) La société GENERALI IARD, SA immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro 552 062 663, dont le siège est 2, Rue Pillet-Will à PARIS (75009), prise en sa qualité d'assureur de la société TERRA CERAMIC et de la société RENOV RHONE ALPES, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

15°) La SMABTP, société d'assurance mutuelle immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro D 775 684 764, dont le siège est 8, Rue Louis Armand à PARIS (75015), prise en sa qualité d'assureur de la société TISSOT ETANCHEITE, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

16°) La compagnie L'AUXILIAIRE, société d'assurance mutuelle dont le siège est 50, Cours Franklin Roosevelt à LYON (69006), prise en sa qualité d'assureur de la société PORALU, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

17°) La Société ALLIANZ IARD, SA immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro 542 110 291, dont le siège est 1, Cours Michelet à PUTEAUX (92800), prise en sa qualité d'assureur de la société MEN'HELEC, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

18°) La Compagnie MAAF, SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 160.000.000 €, immatriculée au R.C.S. de NIORT sous le numéro 542 073 580 - 6512 Z et ayant son siège, Chauray 79036 NIORT CEDEX 9, prise en sa qualité d'assureur de la société ROUCEAUX, agissant poursuite et diligences de ses représentants légaux domiciliés audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

19°) La Compagnie QBE, société de droit anglais ayant son siège Cœur Défense, Tour A, 110, Esplanade du Général de Gaulle 92931 LA DEFENSE CEDEX, prise en sa qualité d'assureur de la société CURTO, agissant poursuite et diligences de ses représentants légaux domiciliés audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

D'AVOIR A COMPARAÎTRE :

LE MERCREDI 9 JUIN 2021 A 8H45

Devant le président du Tribunal Judiciaire de GRENOBLE, au Palais de justice de cette ville, Place Firmin Gautier – 38000 GRENOBLE, salle habituelle des audiences de référé.

La présente procédure est soumise à la procédure orale résultant des articles 834 et suivants du Code de procédure civile.

Conformément aux articles 760 et suivants du CPC, la représentation est obligatoire.

Dès lors, vous devez impérativement **CONSTITUER dans un délai de QUINZE JOURS FRANCS** à compter des présentes **UN AVOCAT** au Barreau de **GRENOBLE**, ou des autres Barreaux de **VIENNE (38)**, **BOURGAIN JALLIEU (38)**, **VALENCE (26)**, **GAP (05)** du ressort de la Cour d'Appel de **GRENOBLE**, dont dépend le Tribunal saisi.

Si vous entendez bénéficier de l'aide juridictionnelle ou que la présente affaire porte sur une saisie immobilière, un partage ou une liquidation vous ne pouvez constituer qu'un avocat au barreau de Grenoble.

Etant précisé qu'à défaut de le faire, un Jugement pourra néanmoins être rendu sur les seules explications et justificatifs fournis par le demandeur.

L'Etat, les départements, les communes et les établissements publics peuvent se faire représenter ou assister par un fonctionnaire ou un agent de leur administration.

Lorsque la demande est portée devant une juridiction qui a son siège en France métropolitaine, les délais de comparution sont augmentés de :

1. Un mois pour les personnes qui demeurent en Guadeloupe, en Guyane, à la Martinique, à La Réunion, à Mayotte, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin, à Saint-Pierre-et-Miquelon, en Polynésie française, dans les îles Wallis et Futuna, en Nouvelle-Calédonie et dans les Terres australes et antarctiques françaises ;
2. Deux mois pour celles qui demeurent à l'étranger.

Les pièces sur lesquelles est fondée la demande sont indiquées en fin d'acte.

Les personnes dont les ressources sont insuffisantes peuvent, si elles remplissent les conditions prévues par la loi no 91-647 du 10 juillet 1991, bénéficier d'une aide juridictionnelle. Elles doivent, pour demander cette aide, s'adresser au bureau d'aide juridictionnelle établi au siège social du Tribunal de Grande Instance de leur domicile.

PLAISE AU JUGE DES REFERES

D RAPPEL DES FAITS

Au cours de l'année 2014, la SCCV a entrepris la réalisation d'un ensemble immobilier à usage d'habitation sur la commune de MONTBONNOT SAINT MARTIN.

La SCCV a souscrit à cette occasion une police d'assurance DO et une police d'assurance CNR auprès des compagnies MMA.
(Pièce n°1)

La maîtrise d'œuvre de conception du projet a été confiée à Monsieur André MAYET et à la société SCOP-A-SYSTEMES.
(Pièce n°2)

Monsieur MAYET serait assuré auprès de la MAF.
(Pièce n°2)

La société SCOP-A-SYSTEMES (aujourd'hui radiée) est assurée auprès de la société ACTE IARD.
(Pièce n°3)

La maîtrise d'œuvre d'exécution et la mission OPC ont été assurées par la société JF INGENIERIE.
(Pièce n°4)

La société MTM INFRA est intervenue en qualité de BE VRD tant en phase conception qu'en phase exécution.
(Pièce n°5)

La société BUREAU D'ETUDE MATTE, assurée auprès de la compagnie ALLIANZ IARD, est intervenue en qualité de BE structure.
(Pièces n°6 et n°7)

Sont intervenus dans le cadre de la construction :

- La société SO GRE BAT, assurée auprès de la compagnie AXA France IARD, pour le lot gros-œuvre et le lot cloison (Pièce n°8) ;
- La société TISSOT ETANCHEITE, assurée auprès de la compagnie SMABTP, pour le lot étanchéité (Pièce n°9) ;
- La société CONVERSO, assurée auprès de la compagnie AUXILIAIRE, pour le lot terrassement – VRD – espaces verts (Pièce n°10) ;
- La société TERRA CERAMIC, assurée auprès de la compagnie GENERALI, pour le lot carrelages (Pièce n°11) ;
- La société FERREIRA, assurée auprès de la compagnie AXA France IARD, pour le lot plomberie – chauffage - sanitaire (Pièce n°12) ;

- La société CURTO, pour le lot menuiseries intérieures (*Pièce n°13*) ;
- La société PORALU, pour le lot menuiseries extérieures (*Pièce n°14*) ;
- La société ROUCEAUX, pour le lot parquets / sols collés (*Pièce n°15*) ;
- La société MEN'HELEC, pour le lot électricité (*Pièce n°16*) ;
- La société SMC, pour le lot serrurerie (*Pièce n°17*) ;
- La société RENOV RHONES ALPES, pour le lot peintures et ravalement (*Pièce n°18*) ;

La société RENOV RHONE ALPES est aujourd'hui en liquidation judiciaire.

La déclaration d'ouverture de chantier est intervenue au 16 novembre 2015 et la réception des divers lots est intervenue le 23 juin 2017.
(*Pièce n°19*)

Les appartements et les parties communes ont été livrés avec réserves.

A compter de cette date, les copropriétaires ainsi que le syndicat de copropriétés se sont plaints du non levé de certaines réserves ainsi que de l'apparition de nouveaux désordres.

C'est ainsi qu'aux termes d'un acte introductif en date du 26 juin 2018, Madame COMET, Madame DE LOS ANGELES MARIN BARREDO, Monsieur NERVO, Madame MOLLINARD BOKOBZA, Monsieur BEAUCHAMP et Madame SCHREIBER ont assigné la SCCV et le syndicat des copropriétaires devant la Juridiction des référés aux fins de désignation d'un expert judiciaire.

Il a été fait droit à cette demande selon ordonnance du 3 octobre 2018 désignant Monsieur BENOIT en qualité d'expert judiciaire.

Selon ordonnance du 11 septembre 2019, les opérations d'expertise ont été étendues aux divers constructeurs.

Aux termes d'un acte introductif en date du 26 juin 2018, Monsieur BEAUCHAMP et Madame SCHREIBER ont également assigné la SCCV devant la Juridiction des référés aux fins de désignation d'un expert judiciaire.

Il a été fait droit à cette demande selon ordonnance du 31 octobre 2018 désignant Monsieur BENOIT en qualité d'expert judiciaire.

L'expert judiciaire a fait une première visite sur les lieux le 14.06.2019

L'expert judiciaire a fait un premier compte rendu de cette réunion.
(*Pièce n°22*)

Selon mail en date du 24.02.2020, l'expert judiciaire a préconisé l'appel en cause de plusieurs intervenants.
(*Pièce n°23*)

C'est en l'état que se présente cette affaire.

II) DISCUSSION

Aux termes de l'article 145 du code de procédure civile :

« S'il existe un motif légitime de conserver ou d'établir avant tout procès la preuve de faits dont pourrait dépendre la solution d'un litige, les mesures d'instruction légalement admissibles peuvent être ordonnées à la demande de tout intéressé, sur requête ou en référé »

La SCCV, en sa qualité de simple constructeur non réalisateur, a vocation à solliciter l'extension de la mesure ordonnée le 31 octobre 2018 aux divers constructeurs intervenus dans le cadre de ce chantier.

La SCCV a en tout premier lieu vocation à être garantie par son propre assureur, à savoir les compagnies MMA IARD et MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES.

Concernant JF INGENIERIE, celle-ci est directement concernée par une large partie des désordres en raison de son intervention en tant que maître d'œuvre.

Le Juge des référés relèvera en outre que de nombreux désordres dénoncés relèvent de l'exécution des travaux dont la société JF INGENIERIE avait la surveillance.

Concernant la société CURTO et son assureur, le Juge des référés constatera que l'expert judiciaire relève des défauts touchant aux menuiseries intérieures.

(Pièce n°22)

Concernant la société SO GRE BAT et son assureur, titulaire du lot gros œuvre, celle-ci est directement concernée notamment par les fissurations relevées par l'expert judiciaire sur les murs/cloisons/plafonds.

Concernant la société PORALU et son assureur, l'expert judiciaire a relevé des infiltrations au droit des menuiseries extérieures mais aussi des défauts de réglage et de pose.

Concernant la société MEN'HELEC et son assureur, l'expert judiciaire a relevé plusieurs défauts affectant notamment les prises électriques.

Concernant la société ROUCEAUX et son assureur, l'expert judiciaire a relevé plusieurs défauts affectant notamment le sol PVC imitation bois.

Concernant la société SMC et son assureur, l'expert judiciaire a relevé plusieurs défauts affectant les garde-corps.

Concernant la société TERRA CERAMIC et son assureur, l'expert a relevé des défauts affectant les plinthes qui relevaient du lot de cette société.

Concernant la société FERREIRA et son assureur, celle-ci est au moins directement concernée par les défauts allégués de la VMC et de l'équilibrage du réseau ECS.

Concernant la société TISSOT ETANCHEITE et son assureur, celle-ci est notamment directement concernée par les défauts allégués affectant les couvertines et l'étanchéité de la terrasse.

Enfin, la compagnie GENERALI, en qualité d'assureur de la société RENOV RHONE ALPES, est directement concernée pour les dommages relevant du lot de son assuré, et notamment le délitement des enduits de façade.

Le Juge des référés constatera donc que la SCCV justifie d'un motif légitime à ce que les opérations d'expertise soient étendues aux divers constructeurs assignés ainsi qu'à leurs assureurs respectifs.

PAR CES MOTIFS

- *Vu l'article 145 du code de procédure civile,*

- **VOIR** étendre à la mesure d'expertise qui a été ordonnée suivant ordonnance du 31 octobre 2018 à la compagnie MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES, à la compagnie MMA IARD, à la société JF INGENIERIE, à la compagnie GENERALI, à la compagnie QBE, à la compagnie SMABTP, à la compagnie l'AUXILIAIRE, à la compagnie ALLIANZ IARD, à la société SO GRE BAT, à la société TISSOT ETANCHEITE, à la société TERRA CERAMIC, à la société FERREIRA, à la société SMC, à la société PORALU, à la compagnie MAAF, à la compagnie AXA France IARD, à la société ROUCEAUX, à la société MEN'HELEC, et à la société MENUISERIE CURTO ;

- **RESERVER** les dépens ;

SOUS TOUTES RESERVES

BORDEREAU DE COMMUNICATION DE PIECES

1. Conditions particulières MMA ;
2. Contrat cadre et avenant au contrat ;
3. Attestation d'assurance SCOP-A-SYSTEMES ;
4. Contrats JF INGENIERIE (2) et attestation d'assurance;
5. Devis MTM INFRA ;
6. Marché de la société BUREAU D'ETUDE MATTE ;
7. Attestation d'assurance de la société BUREAU D'ETUDE MATTE ;
8. Marché et attestation d'assurance SO GRE BAT ;
9. Marché et attestation d'assurance TISSOT ETANCHEITE ;
10. Marché et attestation d'assurance CONVERSO ;
11. Marché et attestation d'assurance TERRA CERAMIC ;
12. Marché et attestation d'assurance FERREIRA ;
13. Marché de la société CURTO ;
14. Marché et attestation d'assurance PORALU ;
15. Marché et attestation d'assurance ROUCEAUX ;
16. Marché et attestation d'assurance MEN'HELEC ;
17. Marché et attestation d'assurance SMC ;
18. Marché et attestation d'assurance RRA ;
19. Procès-verbaux de réception ;
20. Procès-verbal de livraison ;
21. Procès-verbal de constat du 23 avril 2018 ;
22. Compte-rendu d'expertise du 14.06.2019 ;
23. Mail de l'expert judiciaire en date du 24.02.2020 ;

Me Damien BELLET
Huissier de justice



7 Avenue du Granier
1^{er} étage droite
38240 MEYLAN

☎ 04 58 00 12 02
☎ 09 72 15 53 18

✉ damien.bellet@huissier-justice.fr

Paiement par CB sécurisé sur
www.huissier-bellet.fr



Coordonnées bancaires :

IBAN : FR76 30004 02234 00010105217 59
BIC : BNPAFRPPXXX

ACTE D'HUISSIER DE JUSTICE

COUT ACTE

EMOLUMENT ART. R444-3	36,18
D.E.P.	
Art.A444.15.....	
VACATION	
TRANSPORT	7,67
H.T.	43,85
TVA 20,00%	8,77
TAXE FORGITAIRE	
Art. 302 bis Y CGI	
FRAIS POSTAUX	2,00
DEBOURS.....	
T.T.C.	54,62



MODALITES DE REMISE DE L'ACTE

ASSIGNATION REFERE TRIBUNAL JUDICIAIRE

(REMISE DEPOT ETUDE PERSONNE MORALE)

L'An DEUX MILLE VINGT ET UN le DIX HUIT MAI

A LA DEMANDE DE :

Société Civile construction vente MONTBONNOT MESANGES, inscrite au registre du commerce et des sociétés de GRENOBLE sous le numéro 798 813 127 dont le siège social est situé 29 avenue de l'Obiou à LA TRONCHE (38700), agissant poursuites et diligences de son représentant légal, domicilié en cette qualité audit siège social

SIGNIFIE A

S.A.R.L. MEN'HELEC
28 rue Barnave
38400 ST MARTIN D'HERES

Cet acte a été remis par Huissier de Justice dans les conditions ci-dessous indiquées, et suivant les déclarations qui lui ont été faites.

Au domicile du destinataire dont la certitude est caractérisée par les éléments suivants :
le nom du destinataire sur la boîte aux lettres
enseigne commerciale

La signification à la personne même du destinataire de l'acte s'avérant impossible pour les raisons :
locaux fermés lors de notre passage

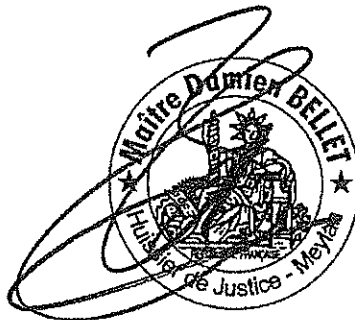
N'ayant trouvé au domicile du signifié aucune personne susceptible de recevoir la copie de l'acte ou de me renseigner, cet acte a été déposé en notre Etude sous enveloppe fermée, ne comportant d'autres indications que d'un côté le nom et l'adresse du destinataire de l'acte, et de l'autre côté le cachet de mon Etude apposé sur la fermeture du pli.

Un avis de passage daté de ce jour, mentionnant la nature de l'acte, le nom du requérant a été laissé au domicile du signifié conformément à l'article 656 du Code de Procédure Civile.

La lettre prévue par l'article 658 du Code de Procédure Civile contenant copie de l'acte de signification a été adressée le jour même ou au plus tard le premier jour ouvrable.

La copie du présent acte comporte 7 feuilles et 5 feuilles annexées.

Me Damien BELLET



SELARL ROBICHON & ASSOCIES

Avocats
EUROPOLE
27 rue Pierre Sémand
38000 GRENOBLE
Tél : 04.76.21.22.11
cabinet@robichon-avocats.fr

Dossier : 20180148 - /

SCCV MONTBONNOT MESANGES / BEAUCHAMP SCHREIBER

Maitre Damien BELLET
Huissier de Justice

7 Avenue du Granier - 38240 MEYLAN
04 58 00 12 02 - 09 72 15 53 18

ddamien.bellet@huissier-justice.fr
www.huissier-bellet.fr
0607 02 347 0276443

EXPEDITION

**DENONCIATION D'ASSIGNATION ET D'ORDONNANCE
ET ASSIGNATION EN REFERE DEVANT LE PRESIDENT
DU TRIBUNAL JUDICIAIRE DE GRENOBLE**

L'AN DEUX MILLE VINGT ET UN et le **DIX SEPT MAI**

A LA REQUETE DE :

La **SCCV MONTBONNOT MESANGES**, société civile de construction vente inscrite au RCS de GRENOBLE sous le n° 798 813 127, dont le siège social est 29, Avenue de l'Obiou à LA TRONCHE (38700), représentée par son représentant légal en exercice domicilié en cette qualité audit siège ;

Ayant pour Avocat la SELARL ROBICHON & Associés, Avocat au Barreau de GRENOBLE, demeurant 27, Rue Pierre Sémand - 38000 GRENOBLE ;

J'AI HUISSIER SOUSSIGNE :

Je soussigné Maître Damien Bellet, Huissier de Justice
à la résidence de Meylan (38240), y demeurant 7 Avenue du Granier

DENONCE ET LAISSE COPIE A :

1°) La Société **MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES**, société civile inscrite au RCS de LE MANS sous le numéro D 775 652 126, dont le siège est situé 14, boulevard Marie et Alexandre Oyon à LE MANS (72030), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège, es-qualité d'assureur CNR de la SCCV MONTBONNOT MESANGES et en sa qualité d'assureur de la société SMC ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPRE**

2°) La société **MMA IARD, SA** inscrite au RCS de LE MANS sous le numéro 440 048 882, dont le siège est 14 boulevard Marie et Alexandre Oyon. 72030 LE MANS, prise en la personne de son représentant légal en exercice domicilié en cette qualité audit siège, es-qualité d'assureur CNR de la SCCV MONTBONNOT MESANGES et en sa qualité d'assureur de la société SMC ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPRE**

3°) La Société **JF INGENIERIE**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 440 471 761, dont le siège est 4, rue des jardins à VOIRON (38500), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SÉPARÉ**

4°) La Société **SO GRE BAT**, SAS immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 385 077 433, dont le siège est 339, Allée de l'Emporey à VEUREY VOROIZE (38113), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SÉPARÉ**

5°) La Société **TISSOT ETANCHEITE**, SA immatriculée au RCS de CHAMBERY sous le numéro B 412 924 169, dont le siège est 625, Rue de Branmafan à BARBY (73230), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SÉPARÉ**

6°) La Société **TERRA CERAMIC CONSEILS ET POSE**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 802 782 383, dont le siège est 23, Rue Joliot Curie à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SÉPARÉ**

7°) La Société **FERREIRA**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 419 802 525, dont le siège est 14B, Rue des glairaux à SAINT EGREVE (3838120), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SÉPARÉ**

8°) La Société **MENUISERIE CURTO**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 394 654 784, dont le siège est 23, Rue Joliot Curie à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SÉPARÉ**

9°) La Société **MEN'HELEC**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 501 630 776, dont le siège est 28, Rue Barnave à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SÉPARÉ**

10°) La Société **ROUCEAUX**, SAS immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 801 122 490, dont le siège est 80, Rue du Vercors au VERSOUD (38420), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **VOIR EN FIN D'ACTE**

11°) La Société PORALU MENUISERIES, SASU immatriculée au RCS de BOURG EN BRESSE sous le numéro B 418 245 262, dont le siège est Rue des Bouleaux à PORT (01460), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

12°) La Société SOC METALLURGIQUE DE COURS (SMC), SASU immatriculée au RCS de VILLEFRANCHE – TARARE sous le numéro B 331 498 006, dont le siège 442, est Rue Pierre Giraud à COURS (69470), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

13°) La Société AXA France IARD, SA immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro B 722 057 460, dont le siège est 313, Terrasses de l'Arche à NANTERRE (92000), prise en sa qualité d'assureur de la société SO GRE BAT et de la société FERREIRA, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

14°) La société GENERALI IARD, SA immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro 552 062 663, dont le siège est 2, Rue Pillet-Will à PARIS (75009), prise en sa qualité d'assureur de la société TERRA CERAMIC et de la société RENOV RHONE ALPES, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

15°) La SMABTP, société d'assurance mutuelle immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro D 775 684 764, dont le siège est 8, Rue Louis Armand à PARIS (75015), prise en sa qualité d'assureur de la société TISSOT ETANCHEITE, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

16°) La compagnie L'AUXILIAIRE, société d'assurance mutuelle dont le siège est 50, Cours Franklin Roosevelt à LYON (69006), prise en sa qualité d'assureur de la société PORALU, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

17°) La Société ALLIANZ IARD, SA immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro 542 110 291, dont le siège est 1, Cours Michelet à PUTEAUX (92800), prise en sa qualité d'assureur de la société MEN'HELEC, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

18°) La Compagnie MAAF, SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 160.000.000 €, immatriculée au R.C.S. de NIORT sous le numéro 542 073 580 - 6512 Z et ayant son siège,

Chauray 79036 NIORT CEDEX 9, prise en sa qualité d'assureur de la société ROUCEAUX, agissant poursuite et diligences de ses représentants légaux domiciliés audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

19°) **La Compagnie QBE**, société de droit anglais ayant son siège Cœur Défense, Tour A, 110, Esplanade du Général de Gaulle 92931 LA DEFENSE CEDEX, prise en sa qualité d'assureur de la société CURTO, agissant poursuite et diligences de ses représentants légaux domiciliés audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

- **D'une assignation en référé en date du 26 juin 2018 ;**
- **D'une ordonnance de référé en date du 31 octobre 2018 ;**

ET A MÊME REQUETE QUE CI-DESSUS, J'AI HUISSIER SOUSSIGNE :

DONNE ASSIGNATION A :

1°) **La Société MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES**, société civile inscrite au RCS de LE MANS sous le numéro D 775 652 126, dont le siège est situé 14, boulevard Marie et Alexandre Oyon à LE MANS (72030), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège, es-qualité d'assureur CNR de la SCCV MONTBONNOT MESANGES et en sa qualité d'assureur de la société SMC ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

2°) **La société MMA IARD, SA** inscrite au RCS de LE MANS sous le numéro 440 048 882, dont le siège est 14 boulevard Marie et Alexandre Oyon, 72030 LE MANS, prise en la personne de son représentant légal en exercice domicilié en cette qualité audit siège, es-qualité d'assureur CNR de la SCCV MONTBONNOT MESANGES et en sa qualité d'assureur de la société SMC ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

3°) **La Société JF INGENIERIE, SARL** immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 440 471 761, dont le siège est 4, rue des jardins à VOIRON (38500), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

4°) **La Société SO GRE BAT, SAS** immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 385 077 433, dont le siège est 339, Allée de l'Emporey à VEUREY VOROIZE (38113), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

5°) **La Société TISSOT ETANCHEITE**, SA immatriculée au RCS de CHAMBERY sous le numéro B 412 924 169, dont le siège est 625, Rue de Branmafan à BARBY (73230), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

6°) **La Société TERRA CERAMIC CONSEILS ET POSE**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 802 782 383, dont le siège est 23, Rue Joliot Curie à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

7°) **La Société FERREIRA**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 419 802 525, dont le siège est 14B, Rue des glairaux à SAINT EGREVE (3838120), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

8°) **La Société MENUISERIE CURTO**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 394 654 784, dont le siège est 23, Rue Joliot Curie à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

9°) **La Société MEN'HELEC**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 501 630 776, dont le siège est 28, Rue Barnave à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

10°) **La Société ROUCEAUX**, SAS immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 801 122 490, dont le siège est 80, Rue du Vercors au VERSOUD (38420), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **VOIR EN FIN D'ACTE**

11°) **La Société PORALU MENUISERIES**, SASU immatriculée au RCS de BOURG EN BRESSE sous le numéro B 418 245 262, dont le siège est Rue des Bouleaux à PORT (01460), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

12°) **La Société SOC METALLURGIQUE DE COURS (SMC)**, SASU immatriculée au RCS de VILLEFRANCHE – TARARE sous le numéro B 331 498 006, dont le siège 442, est Rue Pierre Giraud à COURS (69470), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

13°) **La Société AXA France IARD**, SA immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro B 722 057 460, dont le siège est 313, Terrasses de l'Arche à NANTERRE (92000), prise en sa qualité d'assureur de la société SO GRE BAT et de la société FERREIRA, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

14°) **La société GENERALI IARD**, SA immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro 552 062 663, dont le siège est 2, Rue Pillet-Will à PARIS (75009), prise en sa qualité d'assureur de la société TERRA CERAMIC et de la société RENOV RHONE ALPES, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

15°) **La SMABTP**, société d'assurance mutuelle immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro D 775 684 764, dont le siège est 8, Rue Louis Armand à PARIS (75015), prise en sa qualité d'assureur de la société TISSOT ETANCHEITE, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

16°) **La compagnie L'AUXILIAIRE**, société d'assurance mutuelle dont le siège est 50, Cours Franklin Roosevelt à LYON (69006), prise en sa qualité d'assureur de la société PORALU, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

17°) **La Société ALLIANZ IARD**, SA immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro 542 110 291, dont le siège est 1, Cours Michelet à PUTEAUX (92800), prise en sa qualité d'assureur de la société MEN'HELEC, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

18°) **La Compagnie MAAF**, SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 160.000.000 €, immatriculée au R.C.S. de NIORT sous le numéro 542 073 580 - 6512 Z et ayant son siège, Chauray 79036 NIORT CEDEX 9, prise en sa qualité d'assureur de la société ROUCEAUX, agissant poursuite et diligences de ses représentants légaux domiciliés audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

19°) **La Compagnie QBE**, société de droit anglais ayant son siège Cœur Défense, Tour A, 110, Esplanade du Général de Gaulle 92931 LA DEFENSE CEDEX, prise en sa qualité d'assureur de la société CURTO, agissant poursuite et diligences de ses représentants légaux domiciliés audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SEPARÉ**

D'AVOIR A COMPARAÎTRE :

LE MERCREDI 9 JUIN 2021 A 8H45

Devant le président du Tribunal Judiciaire de GRENOBLE, au Palais de justice de cette ville, Place Firmin Gautier – 38000 GRENOBLE, salle habituelle des audiences de référé.

La présente procédure est soumise à la procédure orale résultant des articles 834 et suivants du Code de procédure civile.

Conformément aux articles 760 et suivants du CPC, la représentation est obligatoire.

Dès lors, vous devez impérativement **CONSTITUER dans un délai de QUINZE JOURS FRANCS** à compter des présentes **UN AVOCAT** au Barreau de **GRENOBLE**, ou des autres Barreaux de **VIENNE (38)**, **BOURGOIN JALLIEU (38)**, **VALENCE (26)**, **GAP (05)** du ressort de la Cour d'Appel de **GRENOBLE**, dont dépend le Tribunal saisi.

Si vous entendez bénéficier de l'aide juridictionnelle ou que la présente affaire porte sur une saisie immobilière, un partage ou une liquidation vous ne pouvez constituer qu'un avocat au barreau de Grenoble.

Etant précisé qu'à défaut de le faire, un Jugement pourra néanmoins être rendu sur les seules explications et justificatifs fournis par le demandeur.

L'Etat, les départements, les communes et les établissements publics peuvent se faire représenter ou assister par un fonctionnaire ou un agent de leur administration.

Lorsque la demande est portée devant une juridiction qui a son siège en France métropolitaine, les délais de comparution sont augmentés de :

1. Un mois pour les personnes qui demeurent en Guadeloupe, en Guyane, à la Martinique, à La Réunion, à Mayotte, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin, à Saint-Pierre-et-Miquelon, en Polynésie française, dans les îles Wallis et Futuna, en Nouvelle-Calédonie et dans les Terres australes et antarctiques françaises ;
2. Deux mois pour celles qui demeurent à l'étranger.

Les pièces sur lesquelles est fondée la demande sont indiquées en fin d'acte.

Les personnes dont les ressources sont insuffisantes peuvent, si elles remplissent les conditions prévues par la loi no 91-647 du 10 juillet 1991, bénéficier d'une aide juridictionnelle. Elles doivent, pour demander cette aide, s'adresser au bureau d'aide juridictionnelle établi au siège social du Tribunal de Grande Instance de leur domicile.

PLAISE AU JUGE DES REFERES

I) RAPPEL DES FAITS

Au cours de l'année 2014, la SCCV a entrepris la réalisation d'un ensemble immobilier à usage d'habitation sur la commune de MONTBONNOT SAINT MARTIN.

La SCCV a souscrit à cette occasion une police d'assurance DO et une police d'assurance CNR auprès des compagnies MMA.

(Pièce n°1)

La maîtrise d'œuvre de conception du projet a été confiée à Monsieur André MAYET et à la société SCOP-A-SYSTEMES.

(Pièce n°2)

Monsieur MAYET serait assuré auprès de la MAF.

(Pièce n°2)

La société SCOP-A-SYSTEMES (aujourd'hui radiée) est assurée auprès de la société ACTE IARD.

(Pièce n°3)

La maîtrise d'œuvre d'exécution et la mission OPC ont été assurées par la société JF INGENIERIE.

(Pièce n°4)

La société MTM INFRA est intervenue en qualité de BE VRD tant en phase conception qu'en phase exécution.

(Pièce n°5)

La société BUREAU D'ETUDE MATTE, assurée auprès de la compagnie ALLIANZ IARD, est intervenue en qualité de BE structure.

(Pièces n°6 et n°7)

Sont intervenus dans le cadre de la construction :

- La société SO GRE BAT, assurée auprès de la compagnie AXA France IARD, pour le lot gros-œuvre et le lot cloison *(Pièce n°8)* ;
- La société TISSOT ETANCHEITE, assurée auprès de la compagnie SMABTP, pour le lot étanchéité *(Pièce n°9)* ;
- La société CONVERSO, assurée auprès de la compagnie AUXILIAIRE, pour le lot terrassement – VRD – espaces verts *(Pièce n°10)* ;
- La société TERRA CERAMIC, assurée auprès de la compagnie GENERALI, pour le lot carrelages *(Pièce n°11)* ;
- La société FERREIRA, assurée auprès de la compagnie AXA France IARD, pour le lot plomberie – chauffage - sanitaire *(Pièce n°12)* ;

- La société CURTO, pour le lot menuiseries intérieures (*Pièce n°13*) ;
- La société PORALU, pour le lot menuiseries extérieures (*Pièce n°14*) ;
- La société ROUCEAUX, pour le lot parquets / sols collés (*Pièce n°15*) ;
- La société MEN'HELEC, pour le lot électricité (*Pièce n°16*) ;
- La société SMC, pour le lot serrurerie (*Pièce n°17*) ;
- La société RENOV RHONES ALPES, pour le lot peintures et ravalement (*Pièce n°18*) ;

La société RENOV RHONE ALPES est aujourd'hui en liquidation judiciaire.

La déclaration d'ouverture de chantier est intervenue au 16 novembre 2015 et la réception des divers lots est intervenue le 23 juin 2017.
(*Pièce n°19*)

Les appartements et les parties communes ont été livrés avec réserves.

A compter de cette date, les copropriétaires ainsi que le syndicat de copropriétés se sont plaints du non levé de certaines réserves ainsi que de l'apparition de nouveaux désordres.

C'est ainsi qu'aux termes d'un acte introductif en date du 26 juin 2018, Madame COMET, Madame DE LOS ANGELES MARIN BARREDO, Monsieur NERVO, Madame MOLLINARD BOKOBZA, Monsieur BEAUCHAMP et Madame SCHREIBER ont assigné la SCCV et le syndicat des copropriétaires devant la Juridiction des référés aux fins de désignation d'un expert judiciaire.

Il a été fait droit à cette demande selon ordonnance du 3 octobre 2018 désignant Monsieur BENOIT en qualité d'expert judiciaire.

Selon ordonnance du 11 septembre 2019, les opérations d'expertise ont été étendues aux divers constructeurs.

Aux termes d'un acte introductif en date du 26 juin 2018, Monsieur BEAUCHAMP et Madame SCHREIBER ont également assigné la SCCV devant la Juridiction des référés aux fins de désignation d'un expert judiciaire.

Il a été fait droit à cette demande selon ordonnance du 31 octobre 2018 désignant Monsieur BENOIT en qualité d'expert judiciaire.

L'expert judiciaire a fait une première visite sur les lieux le 14.06.2019

L'expert judiciaire a fait un premier compte rendu de cette réunion.
(*Pièce n°22*)

Selon mail en date du 24.02.2020, l'expert judiciaire a préconisé l'appel en cause de plusieurs intervenants.
(*Pièce n°23*)

C'est en l'état que se présente cette affaire.

II) DISCUSSION

Aux termes de l'article 145 du code de procédure civile :

« S'il existe un motif légitime de conserver ou d'établir avant tout procès la preuve de faits dont pourrait dépendre la solution d'un litige, les mesures d'instruction légalement admissibles peuvent être ordonnées à la demande de tout intéressé, sur requête ou en référé »

La SCCV, en sa qualité de simple constructeur non réalisateur, a vocation à solliciter l'extension de la mesure ordonnée le 31 octobre 2018 aux divers constructeurs intervenus dans le cadre de ce chantier.

La SCCV a en tout premier lieu vocation à être garantie par son propre assureur, à savoir les compagnies MMA IARD et MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES.

Concernant JF INGENIERIE, celle-ci est directement concernée par une large partie des désordres en raison de son intervention en tant que maître d'œuvre.

Le Juge des référés relèvera en outre que de nombreux désordres dénoncés relèvent de l'exécution des travaux dont la société JF INGENIERIE avait la surveillance.

Concernant la société CURTO et son assureur, le Juge des référés constatera que l'expert judiciaire relève des défauts touchant aux menuiseries intérieures.

(Pièce n°22)

Concernant la société SO GRE BAT et son assureur, titulaire du lot gros œuvre, celle-ci est directement concernée notamment par les fissurations relevées par l'expert judiciaire sur les murs/cloisons/plafonds.

Concernant la société PORALU et son assureur, l'expert judiciaire a relevé des infiltrations au droit des menuiseries extérieures mais aussi des défauts de réglage et de pose.

Concernant la société MEN'HELEC et son assureur, l'expert judiciaire a relevé plusieurs défauts affectant notamment les prises électriques.

Concernant la société ROUCEAUX et son assureur, l'expert judiciaire a relevé plusieurs défauts affectant notamment le sol PVC imitation bois.

Concernant la société SMC et son assureur, l'expert judiciaire a relevé plusieurs défauts affectant les garde-corps.

Concernant la société TERRA CERAMIC et son assureur, l'expert a relevé des défauts affectant les plinthes qui relevaient du lot de cette société.

Concernant la société FERREIRA et son assureur, celle-ci est au moins directement concernée par les défauts allégués de la VMC et de l'équilibrage du réseau ECS.

Concernant la société TISSOT ETANCHEITE et son assureur, celle-ci est notamment directement concernée par les défauts allégués affectant les couvertines et l'étanchéité de la terrasse.

Enfin, la compagnie GENERALI, en qualité d'assureur de la société RENOV RHONE ALPES, est directement concernée pour les dommages relevant du lot de son assuré, et notamment le délitement des enduits de façade.

Le Juge des référés constatera donc que la SCCV justifie d'un motif légitime à ce que les opérations d'expertise soient étendues aux divers constructeurs assignés ainsi qu'à leurs assureurs respectifs.

PAR CES MOTIFS

- *Vu l'article 145 du code de procédure civile,*

- **VOIR** étendre à la mesure d'expertise qui a été ordonnée suivant ordonnance du 31 octobre 2018 à la compagnie MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES, à la compagnie MMA IARD, à la société JF INGENIERIE, à la compagnie GENERALI, à la compagnie QBE, à la compagnie SMABTP, à la compagnie l'AUXILIAIRE, à la compagnie ALLIANZ IARD, à la société SO GRE BAT, à la société TISSOT ETANCHEITE, à la société TERRA CERAMIC, à la société FERREIRA, à la société SMC, à la société PORALU, à la compagnie MAAF, à la compagnie AXA France IARD, à la société ROUCEAUX, à la société MEN'HELEC, et à la société MENUISERIE CURTO ;

- **RESERVER** les dépens ;

SOUS TOUTES RESERVES

BORDEREAU DE COMMUNICATION DE PIECES

1. Conditions particulières MMA ;
2. Contrat cadre et avenant au contrat ;
3. Attestation d'assurance SCOP-A-SYSTEMES ;
4. Contrats JF INGENIERIE (2) et attestation d'assurance;
5. Devis MTM INFRA ;
6. Marché de la société BUREAU D'ETUDE MATTE ;
7. Attestation d'assurance de la société BUREAU D'ETUDE MATTE ;
8. Marché et attestation d'assurance SO GRE BAT ;
9. Marché et attestation d'assurance TISSOT ETANCHEITE ;
10. Marché et attestation d'assurance CONVERSO ;
11. Marché et attestation d'assurance TERRA CERAMIC ;
12. Marché et attestation d'assurance FERREIRA ;
13. Marché de la société CURTO ;
14. Marché et attestation d'assurance PORALU ;
15. Marché et attestation d'assurance ROUCEAUX ;
16. Marché et attestation d'assurance MEN'HELEC ;
17. Marché et attestation d'assurance SMC ;
18. Marché et attestation d'assurance RRA ;
19. Procès-verbaux de réception ;
20. Procès-verbal de livraison ;
21. Procès-verbal de constat du 23 avril 2018 ;
22. Compte-rendu d'expertise du 14.06.2019 ;
23. Mail de l'expert judiciaire en date du 24.02.2020 ;

Me Damien BELLET
Huissier de justice



7 Avenue du Granier
1^{er} étage droite
38240 MEYLAN

☎ 04 58 00 12 02
✉ 09 72 15 53 18

✉ damien.bellet@huissier-justice.fr

Paiement par CB sécurisé sur
www.huissier-bellet.fr



Coordonnées bancaires :
IBAN : FR76 30004 02234 00010105217 59
BIC : BNPAFRPPXXX

**ACTE
D'HUISSIER
DE
JUSTICE**

COUT ACTE	
EMOLUMENT ART. R444-3	36,18
D.E.P.	
AJLA444.15.....	
VACATION	
TRANSPORT	7,67
H.T.	43,85
TVA 20,00%	8,77
TAXE FORFAITAIRE	
Art. 302 bis Y CGI	
FRAIS POSTAUX	2,00
DEBOURS.....	
T.T.C.	54,62



MODALITES DE REMISE DE L'ACTE

ASSIGNATION REFERE TRIBUNAL JUDICIAIRE
(REMISE DEPOT ETUDE PERSONNE MORALE)

L'An DEUX MILLE VINGT ET UN le DIX SEPT MAI

A LA DEMANDE DE :

Société Civile de construction vente MONTBONNOT MESANGES, inscrite au registre du commerce et des sociétés de GRENOBLE sous le numéro 798 813 127 dont le siège social est situé 29 avenue de l'Obiou à LA TRONCHE (38700), agissant poursuites et diligences de son représentant légal, domicilié en cette qualité audit siège social

SIGNIFIE A

S.A.S. ROUCEAUX
80 rue du Vercors
38420 LE VERSOUD

Cet acte a été remis par Huissier de Justice dans les conditions ci-dessous indiquées, et suivant les déclarations qui lui ont été faites.

Au domicile du destinataire dont la certitude est caractérisée par les éléments suivants :
le nom du destinataire sur la boîte aux lettres
enseigne

La signification à la personne même du destinataire de l'acte s'avérant impossible pour les raisons :
locaux fermés lors de notre passage

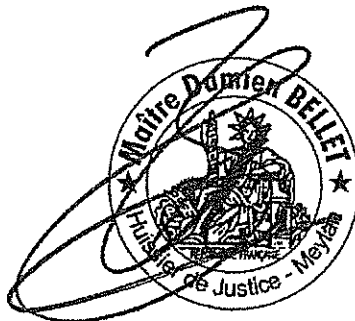
N'ayant trouvé au domicile du signifié aucune personne susceptible de recevoir la copie de l'acte ou de me renseigner, cet acte a été déposé en notre Etude sous enveloppe fermée, ne comportant d'autres indications que d'un côté le nom et l'adresse du destinataire de l'acte, et de l'autre côté le cachet de mon Etude apposé sur la fermeture du pli.

Un avis de passage daté de ce jour, mentionnant la nature de l'acte, le nom du requérant a été laissé au domicile du signifié conformément à l'article 656 du Code de Procédure Civile.

La lettre prévue par l'article 658 du Code de Procédure Civile contenant copie de l'acte de signification a été adressée le jour même ou au plus tard le premier jour ouvrable.

La copie du présent acte comporte 7 feuilles et 5 feuilles annexées.

Me Damien BELLET



SELARL ROBICHON & ASSOCIES

Avocats
EUROPOLE
27 rue Pierre Sépard
38000 GRENOBLE
Tél : 04.76.21.22.11
cabinet@robichon-avocats.fr

Dossier : 20180148 - /

SCCV MONTBONNOT MESANGES / BEAUCHAMP SCHREIBER

RECEVU
LE 20/01/2018
A 14H00
PAR M. LE CLERC
A 04 74 21 00 95 - Téléphone 04 74 21 43 24

**DENONCIATION D'ASSIGNATION ET D'ORDONNANCE
ET ASSIGNATION EN REFERE DEVANT LE PRESIDENT
DU TRIBUNAL JUDICIAIRE DE GRENOBLE**

L'AN DEUX MILLE VINGT ET UN et le 20 Jan 2018

A LA REQUETE DE :

La SCCV MONTBONNOT MESANGES, société civile de construction vente inscrite au RCS de GRENOBLE sous le n° 798 813 127, dont le siège social est 29, Avenue de l'Obiou à LA TRONCHE (38700), représentée par son représentant légal en exercice domicilié en cette qualité audit siège ;

Ayant pour Avocat la SELARL ROBICHON & Associés, Avocat au Barreau de GRENOBLE, demeurant 27, Rue Pierre Sépard - 38000 GRENOBLE ;

J'AI HUISSIER SOUSSIGNE :

En vertu de la loi n° 125 du 30 septembre 1963 sur le statut de la magistrature, le huissier soussigné a été nommé par le Tribunal de Grenoble à exercer ses fonctions de huissier de justice à Grenoble.

DENONCE ET LAISSE COPIE A :

1°) La Société MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES, société civile inscrite au RCS de LE MANS sous le numéro D 775 652 126, dont le siège est situé 14, boulevard Marie et Alexandre Oyon à LE MANS (72030), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège, es-qualité d'assureur CNR de la SCCV MONTBONNOT MESANGES et en sa qualité d'assureur de la société SMC ;

Ou étant parlant à PES

2°) La société MMA IARD, SA inscrite au RCS de LE MANS sous le numéro 440 048 882, dont le siège est 14 boulevard Marie et Alexandre Oyon, 72030 LE MANS, prise en la personne de son représentant légal en exercice domicilié en cette qualité audit siège, es-qualité d'assureur CNR de la SCCV MONTBONNOT MESANGES et en sa qualité d'assureur de la société SMC ;

Ou étant parlant à PES

3°) La Société JF INGENIERIE, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 440 471 761, dont le siège est 4, rue des jardins à VOIRON (38500), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PES

4°) La Société SO GRE BAT, SAS immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 385 077 433, dont le siège est 339, Allée de l'Emporey à VEUREY VOROIZE (38113), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PES

5°) La Société TISSOT ETANCHEITE, SA immatriculée au RCS de CHAMBERY sous le numéro B 412 924 169, dont le siège est 625, Rue de Branmafán à BARBY (73230), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PES

6°) La Société TERRA CERAMIC CONSEILS ET POSE, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 802 782 383, dont le siège est 23, Rue Joliot Curie à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PES

7°) La Société FERREIRA, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 419 802 525, dont le siège est 14B, Rue des glairaux à SAINT EGREVE (3838120), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PES

8°) La Société MENUISERIE CURTO, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 394 654 784, dont le siège est 23, Rue Joliot Curie à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PES

9°) La Société MEN'HELEC, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 501 630 776, dont le siège est 28, Rue Barnave à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PES

10°) La Société ROUCEAUX, SAS immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 801 122 490, dont le siège est 80, Rue du Vercors au VERSOUD (38420), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PES

11°) La Société **PORALU MENUISERIES**, SASU immatriculée au RCS de BOURG EN BRESSE sous le numéro B 418 245 262, dont le siège est Rue des Bouleaux à PORT (01460), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

Comme indiqué au P.V. de signification

12°) La Société **SOC METALLURGIQUE DE COURS (SMC)**, SASU immatriculée au RCS de VILLEFRANCHE – TARARE sous le numéro B 331 498 006, dont le siège 442, est Rue Pierre Giraud à COURS (69470), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

PES

13°) La Société **AXA France IARD**, SA immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro B 722 057 460, dont le siège est 313, Terrasses de l'Arche à NANTERRE (92000), prise en sa qualité d'assureur de la société SO GRE BAT et de la société FERREIRA, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

PES

14°) La société **GENERALI IARD**, SA immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro 552 062 663, dont le siège est 2, Rue Pillet-Will à PARIS (75009), prise en sa qualité d'assureur de la société TERRA CERAMIC et de la société RENOV RHONE ALPES, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

PES

15°) La **SMABTP**, société d'assurance mutuelle immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro D 775 684 764, dont le siège est 8, Rue Louis Armand à PARIS (75015), prise en sa qualité d'assureur de la société TISSOT ETANCHEITE, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

PES

16°) La compagnie **L'AUXILIAIRE**, société d'assurance mutuelle dont le siège est 50, Cours Franklin Roosevelt à LYON (69006), prise en sa qualité d'assureur de la société PORALU, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

PES


17°) La Société **ALLIANZ IARD**, SA immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro 542 110 291, dont le siège est 1, Cours Michelet à PUTEAUX (92800), prise en sa qualité d'assureur de la société MEN'HELEC, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à


PES

18°) La Compagnie **MAAF**, SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 160.000.000 €, immatriculée au R.C.S. de NIORT sous le numéro 542 073 580 - 6512 Z et ayant son siège,

Chauray 79036 NIORT CEDEX 9, prise en sa qualité d'assureur de la société ROUCEAUX, agissant poursuite et diligences de ses représentants légaux domiciliés audit siège ;

Ou étant parlant à 

19°) La Compagnie QBE, société de droit anglais ayant son siège Cœur Défense, Tour A, 110, Esplanade du Général de Gaulle 92931 LA DEFENSE CEDEX, prise en sa qualité d'assureur de la société CURTO, agissant poursuite et diligences de ses représentants légaux domiciliés audit siège ;


Ou étant parlant à 

- D'une assignation en référé en date du 26 juin 2018 ;
- D'une ordonnance de référé en date du 31 octobre 2018 ;


ET A MÊME REQUETE QUE CI-DESSUS, J'AI HUISSIER SOUSSIGNE :

DONNE ASSIGNATION A :


1°) La Société MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES, société civile inscrite au RCS de LE MANS sous le numéro D 775 652 126, dont le siège est situé 14, boulevard Marie et Alexandre Oyon à LE MANS (72030), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège, es-qualité d'assureur CNR de la SCCV MONTBONNOT MESANGES et en sa qualité d'assureur de la société SMC ;

Ou étant parlant à 


2°) La société MMA IARD, SA inscrite au RCS de LE MANS sous le numéro 440 048 882, dont le siège est 14 boulevard Marie et Alexandre Oyon, 72030 LE MANS, prise en la personne de son représentant légal en exercice domicilié en cette qualité audit siège, es-qualité d'assureur CNR de la SCCV MONTBONNOT MESANGES et en sa qualité d'assureur de la société SMC ;

Ou étant parlant à 

3°) La Société JF INGENIERIE, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 440 471 761, dont le siège est 4, rue des jardins à VOIRON (38500), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à 

4°) La Société SO GRE BAT, SAS immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 385 077 433, dont le siège est 339, Allée de l'Emporey à VEUREY VOROIZE (38113), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à 

5°) La Société **TISSOT ETANCHEITE**, SA immatriculée au RCS de CHAMBERY sous le numéro B 412 924 169, dont le siège est 625, Rue de Branmafan à BARBY (73230), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PES

6°) La Société **TERRA CERAMIC CONSEILS ET POSE**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 802 782 383, dont le siège est 23, Rue Joliot Curie à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PES

7°) La Société **FERREIRA**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 419 802 525, dont le siège est 14B, Rue des glairaux à SAINT EGREVE (3838120), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PES

8°) La Société **MENUISERIE CURTO**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 394 654 784, dont le siège est 23, Rue Joliot Curie à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PES

9°) La Société **MEN'HELEC**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 501 630 776, dont le siège est 28, Rue Barnave à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PES

10°) La Société **ROUCEAUX**, SAS immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 801 122 490, dont le siège est 80, Rue du Vercors au VERSOUD (38420), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PES

11°) La Société **PORALU MENUISERIES**, SASU immatriculée au RCS de BOURG EN BRESSE sous le numéro B 418 245 262, dont le siège est Rue des Bouleaux à PORT (01460), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à comme indiqué au P.V. de signification

12°) La Société **SOC METALLURGIQUE DE COURS (SMC)**, SASU immatriculée au RCS de VILLEFRANCHE – TARARE sous le numéro B 331 498 006, dont le siège 442, est Rue Pierre Giraud à COURS (69470), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PES

13°) La Société AXA France IARD, SA immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro B 722 057 460, dont le siège est 313, Terrasses de l'Arche à NANTERRE (92000), prise en sa qualité d'assureur de la société SO GRE BAT et de la société FERREIRA, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PES

14°) La société GENERALI IARD, SA immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro 552 062 663, dont le siège est 2, Rue Pillet-Will à PARIS (75009), prise en sa qualité d'assureur de la société TERRA CERAMIC et de la société RENOV RHONE ALPES, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PES

15°) La SMABTP, société d'assurance mutuelle immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro D 775 684 764, dont le siège est 8, Rue Louis Armand à PARIS (75015), prise en sa qualité d'assureur de la société TISSOT ETANCHEITE, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PES

16°) La compagnie L'AUXILIAIRE, société d'assurance mutuelle dont le siège est 50, Cours Franklin Roosevelt à LYON (69006), prise en sa qualité d'assureur de la société PORALU, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PES

17°) La Société ALLIANZ IARD, SA immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro 542 110 291, dont le siège est 1, Cours Michelet à PUTEAUX (92800), prise en sa qualité d'assureur de la société MEN'HELEC, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PES

18°) La Compagnie MAAF, SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 160.000.000 €, immatriculée au R.C.S. de NIORT sous le numéro 542 073 580 - 6512 Z et ayant son siège, Chauray 79036 NIORT CEDEX 9, prise en sa qualité d'assureur de la société ROUCEAUX, agissant poursuite et diligences de ses représentants légaux domiciliés audit siège ;

Ou étant parlant à PES

19°) La Compagnie QBE, société de droit anglais ayant son siège Cœur Défense, Tour A, 110, Esplanade du Général de Gaulle 92931 LA DEFENSE CEDEX, prise en sa qualité d'assureur de la société CURTO, agissant poursuite et diligences de ses représentants légaux domiciliés audit siège ;

Ou étant parlant à PES

D'AVOIR A COMPARAÎTRE :

LE MERCREDI 9 JUIN 2021 A 8H45

Devant le président du Tribunal Judiciaire de GRENOBLE, au Palais de justice de cette ville, Place Firmin Gautier – 38000 GRENOBLE, salle habituelle des audiences de référé.

La présente procédure est soumise à la procédure orale résultant des articles 834 et suivants du Code de procédure civile.

Conformément aux articles 760 et suivants du CPC, la représentation est obligatoire.

Dès lors, vous devez impérativement **CONSTITUER dans un délai de QUINZE JOURS FRANCS** à compter des présentes **UN AVOCAT** au Barreau de **GRENOBLE**, ou des autres Barreaux de **VIENNE (38)**, **BOURGAIN JALLIEU (38)**, **VALENCE (26)**, **GAP (05)** du ressort de la Cour d'Appel de **GRENOBLE**, dont dépend le Tribunal saisi.

Si vous entendez bénéficier de l'aide juridictionnelle ou que la présente affaire porte sur une saisie immobilière, un partage ou une liquidation vous ne pouvez constituer qu'un avocat au barreau de Grenoble.

Etant précisé qu'à défaut de le faire, un Jugement pourra néanmoins être rendu sur les seules explications et justificatifs fournis par le demandeur.

L'Etat, les départements, les communes et les établissements publics peuvent se faire représenter ou assister par un fonctionnaire ou un agent de leur administration.

Lorsque la demande est portée devant une juridiction qui a son siège en France métropolitaine, les délais de comparution sont augmentés de :

1. Un mois pour les personnes qui demeurent en Guadeloupe, en Guyane, à la Martinique, à La Réunion, à Mayotte, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin, à Saint-Pierre-et-Miquelon, en Polynésie française, dans les îles Wallis et Futuna, en Nouvelle-Calédonie et dans les Terres australes et antarctiques françaises ;
2. Deux mois pour celles qui demeurent à l'étranger.

Les pièces sur lesquelles est fondée la demande sont indiquées en fin d'acte.

Les personnes dont les ressources sont insuffisantes peuvent, si elles remplissent les conditions prévues par la loi no 91-647 du 10 juillet 1991, bénéficier d'une aide juridictionnelle. Elles doivent, pour demander cette aide, s'adresser au bureau d'aide juridictionnelle établi au siège social du Tribunal de Grande Instance de leur domicile.

PLAISE AU JUGE DES REFERES

D RAPPEL DES FAITS

Au cours de l'année 2014, la SCCV a entrepris la réalisation d'un ensemble immobilier à usage d'habitation sur la commune de MONTBONNOT SAINT MARTIN.

La SCCV a souscrit à cette occasion une police d'assurance DO et une police d'assurance CNR auprès des compagnies MMA.

(Pièce n°1)

La maîtrise d'œuvre de conception du projet a été confiée à Monsieur André MAYET et à la société SCOP-A-SYSTEMES.

(Pièce n°2)

Monsieur MAYET serait assuré auprès de la MAF.

(Pièce n°2)

La société SCOP-A-SYSTEMES (aujourd'hui radiée) est assurée auprès de la société ACTE IARD.

(Pièce n°3)

La maîtrise d'œuvre d'exécution et la mission OPC ont été assurées par la société JF INGENIERIE.

(Pièce n°4)

La société MTM INFRA est intervenue en qualité de BE VRD tant en phase conception qu'en phase exécution.

(Pièce n°5)

La société BUREAU D'ETUDE MATTE, assurée auprès de la compagnie ALLIANZ IARD, est intervenue en qualité de BE structure.

(Pièces n°6 et n°7)

Sont intervenus dans le cadre de la construction :

- La société SO GRE BAT, assurée auprès de la compagnie AXA France IARD, pour le lot gros-œuvre et le lot cloison *(Pièce n°8)* ;
- La société TISSOT ETANCHEITE, assurée auprès de la compagnie SMABTP, pour le lot étanchéité *(Pièce n°9)* ;
- La société CONVERSO, assurée auprès de la compagnie AUXILIAIRE, pour le lot terrassement – VRD – espaces verts *(Pièce n°10)* ;
- La société TERRA CERAMIC, assurée auprès de la compagnie GENERALI, pour le lot carrelages *(Pièce n°11)* ;
- La société FERREIRA, assurée auprès de la compagnie AXA France IARD, pour le lot plomberie – chauffage - sanitaire *(Pièce n°12)* ;

- La société CURTO, pour le lot menuiseries intérieures (*Pièce n°13*) ;
- La société PORALU, pour le lot menuiseries extérieures (*Pièce n°14*) ;
- La société ROUCEAUX, pour le lot parquets / sols collés (*Pièce n°15*) ;
- La société MEN'HELEC, pour le lot électricité (*Pièce n°16*) ;
- La société SMC, pour le lot serrurerie (*Pièce n°17*) ;
- La société RENOV RHONES ALPES, pour le lot peintures et ravalement (*Pièce n°18*) ;

La société RENOV RHONE ALPES est aujourd'hui en liquidation judiciaire.

La déclaration d'ouverture de chantier est intervenue au 16 novembre 2015 et la réception des divers lots est intervenue le 23 juin 2017.
(*Pièce n°19*)

Les appartements et les parties communes ont été livrés avec réserves.

A compter de cette date, les copropriétaires ainsi que le syndicat de copropriétés se sont plaints du non levé de certaines réserves ainsi que de l'apparition de nouveaux désordres.

C'est ainsi qu'aux termes d'un acte introductif en date du 26 juin 2018, Madame COMET, Madame DE LOS ANGELES MARIN BARREDO, Monsieur NERVO, Madame MOLLINARD BOKOBZA, Monsieur BEAUCHAMP et Madame SCHREIBER ont assigné la SCCV et le syndicat des copropriétaires devant la Juridiction des référés aux fins de désignation d'un expert judiciaire.

Il a été fait droit à cette demande selon ordonnance du 3 octobre 2018 désignant Monsieur BENOIT en qualité d'expert judiciaire.

Selon ordonnance du 11 septembre 2019, les opérations d'expertise ont été étendues aux divers constructeurs.

Aux termes d'un acte introductif en date du 26 juin 2018, Monsieur BEAUCHAMP et Madame SCHREIBER ont également assigné la SCCV devant la Juridiction des référés aux fins de désignation d'un expert judiciaire.

Il a été fait droit à cette demande selon ordonnance du 31 octobre 2018 désignant Monsieur BENOIT en qualité d'expert judiciaire.

L'expert judiciaire a fait une première visite sur les lieux le 14.06.2019

L'expert judiciaire a fait un premier compte rendu de cette réunion.
(*Pièce n°22*)

Selon mail en date du 24.02.2020, l'expert judiciaire a préconisé l'appel en cause de plusieurs intervenants.
(*Pièce n°23*)

C'est en l'état que se présente cette affaire.

II) DISCUSSION

Aux termes de l'article 145 du code de procédure civile :

« S'il existe un motif légitime de conserver ou d'établir avant tout procès la preuve de faits dont pourrait dépendre la solution d'un litige, les mesures d'instruction légalement admissibles peuvent être ordonnées à la demande de tout intéressé, sur requête ou en référé »

La SCCV, en sa qualité de simple constructeur non réalisateur, a vocation à solliciter l'extension de la mesure ordonnée le 31 octobre 2018 aux divers constructeurs intervenus dans le cadre de ce chantier.

La SCCV a en tout premier lieu vocation à être garantie par son propre assureur, à savoir les compagnies MMA IARD et MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES.

Concernant JF INGENIERIE, celle-ci est directement concernée par une large partie des désordres en raison de son intervention en tant que maître d'œuvre.

Le Juge des référés relèvera en outre que de nombreux désordres dénoncés relèvent de l'exécution des travaux dont la société JF INGENIERIE avait la surveillance.

Concernant la société CURTO et son assureur, le Juge des référés constatera que l'expert judiciaire relève des défauts touchant aux menuiseries intérieures.
(Pièce n°22)

Concernant la société SO GRE BAT et son assureur, titulaire du lot gros œuvre, celle-ci est directement concernée notamment par les fissurations relevées par l'expert judiciaire sur les murs/cloisons/plafonds.

Concernant la société PORALU et son assureur, l'expert judiciaire a relevé des infiltrations au droit des menuiseries extérieures mais aussi des défauts de réglage et de pose.

Concernant la société MEN'HELEC et son assureur, l'expert judiciaire a relevé plusieurs défauts affectant notamment les prises électriques.

Concernant la société ROUCEAUX et son assureur, l'expert judiciaire a relevé plusieurs défauts affectant notamment le sol PVC imitation bois.

Concernant la société SMC et son assureur, l'expert judiciaire a relevé plusieurs défauts affectant les garde-corps.

Concernant la société TERRA CERAMIC et son assureur, l'expert a relevé des défauts affectant les plinthes qui relevaient du lot de cette société.

Concernant la société FERREIRA et son assureur, celle-ci est au moins directement concernée par les défauts allégués de la VMC et de l'équilibrage du réseau ECS.

Concernant la société TISSOT ETANCHEITE et son assureur, celle-ci est notamment directement concernée par les défauts allégués affectant les couvertines et l'étanchéité de la terrasse.

Enfin, la compagnie GENERALI, en qualité d'assureur de la société RENOV RHONE ALPES, est directement concernée pour les dommages relevant du lot de son assuré, et notamment le délitement des enduits de façade.

Le Juge des référés constatera donc que la SCCV justifie d'un motif légitime à ce que les opérations d'expertise soient étendues aux divers constructeurs assignés ainsi qu'à leurs assureurs respectifs.

PAR CES MOTIFS

- *Vu l'article 145 du code de procédure civile,*

- **VOIR** étendre à la mesure d'expertise qui a été ordonnée suivant ordonnance du 31 octobre 2018 à la compagnie MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES, à la compagnie MMA IARD, à la société JF INGENIERIE, à la compagnie GENERALI, à la compagnie QBE, à la compagnie SMABTP, à la compagnie l'AUXILIAIRE, à la compagnie ALLIANZ IARD, à la société SO GRE BAT, à la société TISSOT ETANCHEITE, à la société TERRA CERAMIC, à la société FERREIRA, à la société SMC, à la société PORALU, à la compagnie MAAF, à la compagnie AXA France IARD, à la société ROUCEAUX, à la société MEN'HELEC, et à la société MENUISERIE CURTO ;

- **RESERVER** les dépens ;

SOUS TOUTES RESERVES



Max CHEUZEVILLE

BORDEREAU DE COMMUNICATION DE PIECES

1. Conditions particulières MMA ;
2. Contrat cadre et avenant au contrat ;
3. Attestation d'assurance SCOP-A-SYSTEMES ;
4. Contrats JF INGENIERIE (2) et attestation d'assurance;
5. Devis MTM INFRA ;
6. Marché de la société BUREAU D'ETUDE MATTE ;
7. Attestation d'assurance de la société BUREAU D'ETUDE MATTE ;
8. Marché et attestation d'assurance SO GRE BAT ;
9. Marché et attestation d'assurance TISSOT ETANCHEITE ;
10. Marché et attestation d'assurance CONVERSO ;
11. Marché et attestation d'assurance TERRA CERAMIC ;
12. Marché et attestation d'assurance FERREIRA ;
13. Marché de la société CURTO ;
14. Marché et attestation d'assurance PORALU ;
15. Marché et attestation d'assurance ROUCEAUX ;
16. Marché et attestation d'assurance MEN'HELEC ;
17. Marché et attestation d'assurance SMC ;
18. Marché et attestation d'assurance RRA ;
19. Procès-verbaux de réception ;
20. Procès-verbal de livraison ;
21. Procès-verbal de constat du 23 avril 2018 ;
22. Compte-rendu d'expertise du 14.06.2019 ;
23. Mail de l'expert judiciaire en date du 24.02.2020 ;





Selarl AHRES
Huissiers de Justice associés
16, rue de la Grenouillère
BP 131
01004 BOURG EN BRESSE
Cedex

Bureaux secondaires :
REPLONGES (01750) 29 route de
Pont de Veyle
TREVOUX (01600) 5 Rue du Palais
IBAN: FR68 4003 1000 0100
0039 3508 A81
BIC: CDCG FR PP
T : +33 (0)4.74.21.00.95
F : +33 (0)4.74.21.43.26
huissiers-bourg@ahres.fr

Référence de l'étude
V128059.00

PVS6



Coût

Nature	Montant
Emol Art	36.18
A444-3	7.67
SCT Art.444-48	43.85
Total H.T.	8.77
T.V.A à 20 %	1.60
Lettre	54.22
Total TTC	

Art. 6 et 7 : Droits fixes
Calculé sur la somme de 2000 €
Art. 18 : Frais de Déplacement (SCT)
Art. 13 : Droit d'Engagement des Poursuites
Lettre : Affranchissement

Acte non soumis à la taxe

**MODALITE DE SIGNIFICATION : A PERSONNE MORALE
EN DATE DU MERCREDI DIX NEUF MAI DEUX MILLE VINGT ET UN**

La copie de l'acte joint (ASSIGNATION DEVANT LE TRIBUNAL JUDICIAIRE EN REFERE
(avec représentation obligatoire)) destiné à :

SASU PORALU MENUISERIES
Rue des Bouleaux
ZI Le Marais
01460 PORT

A été, le **MERCREDI DIX NEUF MAI DEUX MILLE VINGT ET UN**, remise par Clerc
Assermenté, dont les mentions seront visées par moi sur les originaux
par Clerc Assermenté, dont les mentions seront visées par moi sur les originaux

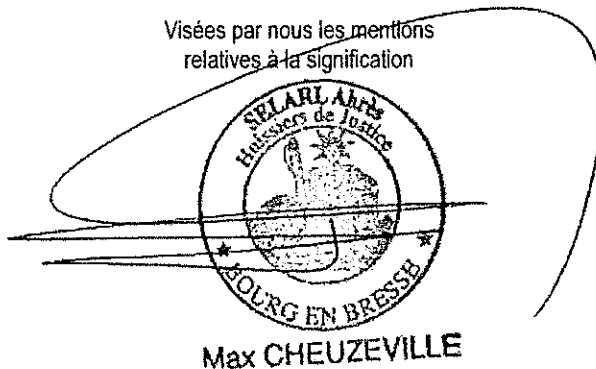
Ce jour, je me transporte à l'adresse ci dessus aux fins de délivrer copie du présent acte, et y rencontre
Mme MARCOVECCHIO Dina, responsable RH ainsi déclaré(e), qui a affirmé être habilité(e) à
recevoir copie de l'acte, et confirme que le domicile ou siège social du destinataire est toujours à cette
adresse.

- Confirmation du domicile(siège) par la personne rencontrée

La lettre simple prévue à l'article 658 du Code de Procédure Civile a été adressée ce jour ou le premier
jour ouvrable avec copie de l'acte de signification au domicile ou siège ci-dessus.

Le présent a été établi en douze feuillets dont le coût est détaillé ci-contre

Visées par nous les mentions
relatives à la signification



SELARL ROBICHON & ASSOCIES

Avocats
EUROPOLE
27 rue Pierre Sémard
38000 GRENOBLE
Tél : 04.76.21.22.11
cabinet@robichon-avocats.fr

Dossier : 20180148 - /

SCCV MONTBONNOT MESANGES / BEAUCHAMP SCHREIBER

Référence Huissier
Dossier n°

275247

Christophe et Clément ESCOFFIER
SELARL 2CE - HUISSIERS DE JUSTICE ASSOCIÉS
Thomas BORDENAVE - Huissier salarié
596, boulevard Albert Camus bâtiment 11
69400 VILLEFRANCHE sur SAÔNE
COMPÉTENCE : LYON MÉTROPOLITAIN RHÔNE-ALPES - LOIRE

**DENONCIATION D'ASSIGNATION ET D'ORDONNANCE
ET ASSIGNATION EN REFERE DEVANT LE PRESIDENT
DU TRIBUNAL JUDICIAIRE DE GRENOBLE**

L'AN DEUX MILLE VINGT ET UN et le VINGT MAI

A LA REQUETE DE :

La SCCV MONTBONNOT MESANGES, société civile de construction vente inscrite au RCS de GRENOBLE sous le n° 798 813 127, dont le siège social est 29, Avenue de l'Obiou à LA TRONCHE (38700), représentée par son représentant légal en exercice domicilié en cette qualité audit siège ;

Ayant pour Avocat la SELARL ROBICHON & Associés, Avocat au Barreau de GRENOBLE, demeurant 27, Rue Pierre Sémard - 38000 GRENOBLE ;

J'AI HUISSIER SOUSSIGNE :

Christophe ou Clément ESCOFFIER
Huissier de Justice associé,
Thomas BORDENAVE Huissier salarié
de la SELARL 2CE titulaire d'un office
596, bld Albert Camus bât. E
69400 VILLEFRANCHE sur SAÔNE,
l'un d'eux soussigné

DENONCE ET LAISSE COPIE A :

1°) La Société MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES, société civile inscrite au RCS de LE MANS sous le numéro D 775 652 126, dont le siège est situé 14, boulevard Marie et Alexandre Oyon à LE MANS (72030), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège, es-qualité d'assureur CNR de la SCCV MONTBONNOT MESANGES et en sa qualité d'assureur de la société SMC ;

Ou étant parlant à

PAR ACTE SÉPARÉ

2°) La société MMA IARD, SA inscrite au RCS de LE MANS sous le numéro 440 048 882, dont le siège est 14 boulevard Marie et Alexandre Oyon, 72030 LE MANS, prise en la personne de son représentant légal en exercice domicilié en cette qualité audit siège, es-qualité d'assureur CNR de la SCCV MONTBONNOT MESANGES et en sa qualité d'assureur de la société SMC ;

Ou étant parlant à

PAR ACTE SÉPARÉ

3°) La Société **JF INGENIERIE**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 440 471 761, dont le siège est 4, rue des jardins à VOIRON (38500), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SÉPARÉ**

4°) La Société **SO GRE BAT**, SAS immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 385 077 433, dont le siège est 339, Allée de l'Emporey à VEUREY VOROIZE (38113), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SÉPARÉ**

5°) La Société **TISSOT ETANCHEITE**, SA immatriculée au RCS de CHAMBERY sous le numéro B 412 924 169, dont le siège est 625, Rue de Branmafán à BARBY (73230), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SÉPARÉ**

6°) La Société **TERRA CERAMIC CONSEILS ET POSE**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 802 782 383, dont le siège est 23, Rue Joliot Curie à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SÉPARÉ**

7°) La Société **FERREIRA**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 419 802 525, dont le siège est 14B, Rue des glairaux à SAINT EGREVE (3838120), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SÉPARÉ**

8°) La Société **MENUISERIE CURTO**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 394 654 784, dont le siège est 23, Rue Joliot Curie à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SÉPARÉ**

9°) La Société **MEN'HELEC**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 501 630 776, dont le siège est 28, Rue Barnave à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SÉPARÉ**

10°) La Société **ROUCEAUX**, SAS immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 801 122 490, dont le siège est 80, Rue du Vercors au VERSOUD (38420), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SÉPARÉ**

11°) La Société **PORALU MENUISERIES**, SASU immatriculée au RCS de BOURG EN BRESSE sous le numéro B 418 245 262, dont le siège est Rue des Bouleaux à PORT (01460), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SÉPARÉ**

12°) La Société **SOC METALLURGIQUE DE COURS (SMC)**, SASU immatriculée au RCS de VILLEFRANCHE – TARARE sous le numéro B 331 498 006, dont le siège 442, est Rue Pierre Giraud à COURS (69470), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **VOIR FEUILLE ANNEXE**

13°) La Société **AXA France IARD**, SA immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro B 722 057 460, dont le siège est 313, Terrasses de l'Arche à NANTERRE (92000), prise en sa qualité d'assureur de la société SO GRE BAT et de la société FERREIRA, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SÉPARÉ**

14°) La société **GENERALI IARD**, SA immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro 552 062 663, dont le siège est 2, Rue Pillet-Will à PARIS (75009), prise en sa qualité d'assureur de la société TERRA CERAMIC et de la société RENOV RHONE ALPES, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SÉPARÉ**

15°) La **SMABTP**, société d'assurance mutuelle immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro D 775 684 764, dont le siège est 8, Rue Louis Armand à PARIS (75015), prise en sa qualité d'assureur de la société TISSOT ETANCHEITE, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SÉPARÉ**

16°) La compagnie **L'AUXILIAIRE**, société d'assurance mutuelle dont le siège est 50, Cours Franklin Roosevelt à LYON (69006), prise en sa qualité d'assureur de la société PORALU, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SÉPARÉ**

17°) La Société **ALLIANZ IARD**, SA immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro 542 110 291, dont le siège est 1, Cours Michelet à PUTEAUX (92800), prise en sa qualité d'assureur de la société MEN'HELEC, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SÉPARÉ**

18°) La Compagnie **MAAF**, SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 160.000.000 €, immatriculée au R.C.S. de NIORT sous le numéro 542 073 580 - 6512 Z et ayant son siège,

Chauray 79036 NIORT CEDEX 9, prise en sa qualité d'assureur de la société ROUCEAUX, agissant poursuite et diligences de ses représentants légaux domiciliés audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SÉPARÉ**

19°) La Compagnie QBE, société de droit anglais ayant son siège Cœur Défense, Tour A, 110, Esplanade du Général de Gaulle 92931 LA DEFENSE CEDEX, prise en sa qualité d'assureur de la société CURTO, agissant poursuite et diligences de ses représentants légaux domiciliés audit siège ;

Ou étant parlant à **PAR ACTE SÉPARÉ**

- D'une assignation en référé en date du 26 juin 2018 ;
- D'une ordonnance de référé en date du 31 octobre 2018 ;

ET A MÊME REQUETE QUE CI-DESSUS, J'AI HUISSIER SOUSSIGNE :

DONNE ASSIGNATION A :

1°) La Société MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES, société civile inscrite au RCS de LE MANS sous le numéro D 775 652 126, dont le siège est situé 14, boulevard Marie et Alexandre Oyon à LE MANS (72030), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège, es-qualité d'assureur CNR de la SCCV MONTBONNOT MESANGES et en sa qualité d'assureur de la société SMC ;

Ou étant parlant à

2°) La société MMA IARD, SA inscrite au RCS de LE MANS sous le numéro 440 048 882, dont le siège est 14 boulevard Marie et Alexandre Oyon, 72030 LE MANS, prise en la personne de son représentant légal en exercice domicilié en cette qualité audit siège, es-qualité d'assureur CNR de la SCCV MONTBONNOT MESANGES et en sa qualité d'assureur de la société SMC ;

Ou étant parlant à

3°) La Société JF INGENIERIE, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 440 471 761, dont le siège est 4, rue des jardins à VOIRON (38500), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

4°) La Société SO GRE BAT, SAS immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 385 077 433, dont le siège est 339, Allée de l'Emporey à VEUREY VOROIZE (38113), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

5°) La Société **TISSOT ETANCHEITE**, SA immatriculée au RCS de CHAMBERY sous le numéro B 412 924 169, dont le siège est 625, Rue de Branmafan à BARBY (73230), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

6°) La Société **TERRA CERAMIC CONSEILS ET POSE**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 802 782 383, dont le siège est 23, Rue Joliot Curie à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

7°) La Société **FERREIRA**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 419 802 525, dont le siège est 14B, Rue des glairaux à SAINT EGREVE (3838120), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

8°) La Société **MENUISERIE CURTO**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 394 654 784, dont le siège est 23, Rue Joliot Curie à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

9°) La Société **MEN'HELEC**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 501 630 776, dont le siège est 28, Rue Barnave à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

10°) La Société **ROUCEAUX**, SAS immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 801 122 490, dont le siège est 80, Rue du Vercors au VERSOUD (38420), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

11°) La Société **PORALU MENUISERIES**, SASU immatriculée au RCS de BOURG EN BRESSE sous le numéro B 418 245 262, dont le siège est Rue des Bouleaux à PORT (01460), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

12°) La Société **SOC METALLURGIQUE DE COURS (SMC)**, SASU immatriculée au RCS de VILLEFRANCHE – TARARE sous le numéro B 331 498 006, dont le siège 442, est Rue Pierre Giraud à COURS (69470), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

13°) La Société AXA France IARD, SA immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro B 722 057 460, dont le siège est 313, Terrasses de l'Arche à NANTERRE (92000), prise en sa qualité d'assureur de la société SO GRE BAT et de la société FERREIRA, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

14°) La société GENERALI IARD, SA immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro 552 062 663, dont le siège est 2, Rue Pillet-Will à PARIS (75009), prise en sa qualité d'assureur de la société TERRA CERAMIC et de la société RENOV RHONE ALPES, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

15°) La SMABTP, société d'assurance mutuelle immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro D 775 684 764, dont le siège est 8, Rue Louis Armand à PARIS (75015), prise en sa qualité d'assureur de la société TISSOT ETANCHEITE, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

16°) La compagnie L'AUXILIAIRE, société d'assurance mutuelle dont le siège est 50, Cours Franklin Roosevelt à LYON (69006), prise en sa qualité d'assureur de la société PORALU, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

17°) La Société ALLIANZ IARD, SA immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro 542 110 291, dont le siège est 1, Cours Michelet à PUTEAUX (92800), prise en sa qualité d'assureur de la société MEN'HELEC, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

18°) La Compagnie MAAF, SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 160.000.000 €, immatriculée au R.C.S. de NIORT sous le numéro 542 073 580 - 6512 Z et ayant son siège, Chauray 79036 NIORT CEDEX 9, prise en sa qualité d'assureur de la société ROUCEAUX, agissant poursuite et diligences de ses représentants légaux domiciliés audit siège ;

Ou étant parlant à

19°) La Compagnie QBE, société de droit anglais ayant son siège Cœur Défense, Tour A, 110, Esplanade du Général de Gaulle 92931 LA DEFENSE CEDEX, prise en sa qualité d'assureur de la société CURTO, agissant poursuite et diligences de ses représentants légaux domiciliés audit siège ;

Ou étant parlant à

D'AVOIR A COMPARAÎTRE :

LE MERCREDI 9 JUIN 2021 A 8H45

Devant le président du Tribunal Judiciaire de GRENOBLE, au Palais de justice de cette ville, Place Firmin Gautier – 38000 GRENOBLE, salle habituelle des audiences de référé.

La présente procédure est soumise à la procédure orale résultant des articles 834 et suivants du Code de procédure civile.

Conformément aux articles 760 et suivants du CPC, la représentation est obligatoire.

Dès lors, vous devez impérativement **CONSTITUER** dans un délai de **QUINZE JOURS FRANCS** à compter des présentes **UN AVOCAT** au Barreau de **GRENOBLE**, ou des autres Barreaux de **VIENNE (38)**, **BOURGOIN JALLIEU (38)**, **VALENCE (26)**, **GAP (05)** du ressort de la Cour d'Appel de **GRENOBLE**, dont dépend le Tribunal saisi.

Si vous entendez bénéficier de l'aide juridictionnelle ou que la présente affaire porte sur une saisie immobilière, un partage ou une liquidation vous ne pouvez constituer qu'un avocat au barreau de Grenoble.

Etant précisé qu'à défaut de le faire, un Jugement pourra néanmoins être rendu sur les seules explications et justificatifs fournis par le demandeur.

L'Etat, les départements, les communes et les établissements publics peuvent se faire représenter ou assister par un fonctionnaire ou un agent de leur administration.

Lorsque la demande est portée devant une juridiction qui a son siège en France métropolitaine, les délais de comparution sont augmentés de :

1. Un mois pour les personnes qui demeurent en Guadeloupe, en Guyane, à la Martinique, à La Réunion, à Mayotte, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin, à Saint-Pierre-et-Miquelon, en Polynésie française, dans les îles Wallis et Futuna, en Nouvelle-Calédonie et dans les Terres australes et antarctiques françaises ;
2. Deux mois pour celles qui demeurent à l'étranger.

Les pièces sur lesquelles est fondée la demande sont indiquées en fin d'acte.

Les personnes dont les ressources sont insuffisantes peuvent, si elles remplissent les conditions prévues par la loi no 91-647 du 10 juillet 1991, bénéficier d'une aide juridictionnelle. Elles doivent, pour demander cette aide, s'adresser au bureau d'aide juridictionnelle établi au siège social du Tribunal de Grande Instance de leur domicile.

PLAISE AU JUGE DES REFERES

I) RAPPEL DES FAITS

Au cours de l'année 2014, la SCCV a entrepris la réalisation d'un ensemble immobilier à usage d'habitation sur la commune de MONTBONNOT SAINT MARTIN.

La SCCV a souscrit à cette occasion une police d'assurance DO et une police d'assurance CNR auprès des compagnies MMA.
(Pièce n°1)

La maîtrise d'œuvre de conception du projet a été confiée à Monsieur André MAYET et à la société SCOP-A-SYSTEMES.
(Pièce n°2)

Monsieur MAYET serait assuré auprès de la MAF.
(Pièce n°2)

La société SCOP-A-SYSTEMES (aujourd'hui radiée) est assurée auprès de la société ACTE IARD.
(Pièce n°3)

La maîtrise d'œuvre d'exécution et la mission OPC ont été assurées par la société JF INGENIERIE.
(Pièce n°4)

La société MTM INFRA est intervenue en qualité de BE VRD tant en phase conception qu'en phase exécution.
(Pièce n°5)

La société BUREAU D'ETUDE MATTE, assurée auprès de la compagnie ALLIANZ IARD, est intervenue en qualité de BE structure.
(Pièces n°6 et n°7)

Sont intervenus dans le cadre de la construction :

- La société SO GRE BAT, assurée auprès de la compagnie AXA France IARD, pour le lot gros-œuvre et le lot cloison (Pièce n°8) ;
- La société TISSOT ETANCHEITE, assurée auprès de la compagnie SMABTP, pour le lot étanchéité (Pièce n°9) ;
- La société CONVERSO, assurée auprès de la compagnie AUXILIAIRE, pour le lot terrassement – VRD – espaces verts (Pièce n°10) ;
- La société TERRA CERAMIC, assurée auprès de la compagnie GENERALI, pour le lot carrelages (Pièce n°11) ;
- La société FERREIRA, assurée auprès de la compagnie AXA France IARD, pour le lot plomberie – chauffage - sanitaire (Pièce n°12) ;

- La société CURTO, pour le lot menuiseries intérieures (*Pièce n°13*) ;
- La société PORALU, pour le lot menuiseries extérieures (*Pièce n°14*) ;
- La société ROUCEAUX, pour le lot parquets / sols collés (*Pièce n°15*) ;
- La société MEN'HELEC, pour le lot électricité (*Pièce n°16*) ;
- La société SMC, pour le lot serrurerie (*Pièce n°17*) ;
- La société RENOV RHONES ALPES, pour le lot peintures et ravalement (*Pièce n°18*) ;

La société RENOV RHONE ALPES est aujourd'hui en liquidation judiciaire.

La déclaration d'ouverture de chantier est intervenue au 16 novembre 2015 et la réception des divers lots est intervenue le 23 juin 2017.
(*Pièce n°19*)

Les appartements et les parties communes ont été livrés avec réserves.

A compter de cette date, les copropriétaires ainsi que le syndicat de copropriétés se sont plaints du non levé de certaines réserves ainsi que de l'apparition de nouveaux désordres.

C'est ainsi qu'aux termes d'un acte introductif en date du 26 juin 2018, Madame COMET, Madame DE LOS ANGELES MARIN BARREDO, Monsieur NERVO, Madame MOLLINARD BOKOBZA, Monsieur BEAUCHAMP et Madame SCHREIBER ont assigné la SCCV et le syndicat des copropriétaires devant la Juridiction des référés aux fins de désignation d'un expert judiciaire.

Il a été fait droit à cette demande selon ordonnance du 3 octobre 2018 désignant Monsieur BENOIT en qualité d'expert judiciaire.

Selon ordonnance du 11 septembre 2019, les opérations d'expertise ont été étendues aux divers constructeurs.

Aux termes d'un acte introductif en date du 26 juin 2018, Monsieur BEAUCHAMP et Madame SCHREIBER ont également assigné la SCCV devant la Juridiction des référés aux fins de désignation d'un expert judiciaire.

Il a été fait droit à cette demande selon ordonnance du 31 octobre 2018 désignant Monsieur BENOIT en qualité d'expert judiciaire.

L'expert judiciaire a fait une première visite sur les lieux le 14.06.2019

L'expert judiciaire a fait un premier compte rendu de cette réunion.
(*Pièce n°22*)

Selon mail en date du 24.02.2020, l'expert judiciaire a préconisé l'appel en cause de plusieurs intervenants.
(*Pièce n°23*)

C'est en l'état que se présente cette affaire.

II) DISCUSSION

Aux termes de l'article 145 du code de procédure civile :

« S'il existe un motif légitime de conserver ou d'établir avant tout procès la preuve de faits dont pourrait dépendre la solution d'un litige, les mesures d'instruction légalement admissibles peuvent être ordonnées à la demande de tout intéressé, sur requête ou en référé »

La SCCV, en sa qualité de simple constructeur non réalisateur, a vocation à solliciter l'extension de la mesure ordonnée le 31 octobre 2018 aux divers constructeurs intervenus dans le cadre de ce chantier.

La SCCV a en tout premier lieu vocation à être garantie par son propre assureur, à savoir les compagnies MMA IARD et MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES.

Concernant JF INGENIERIE, celle-ci est directement concernée par une large partie des désordres en raison de son intervention en tant que maître d'œuvre.

Le Juge des référés relèvera en outre que de nombreux désordres dénoncés relèvent de l'exécution des travaux dont la société JF INGENIERIE avait la surveillance.

Concernant la société CURTO et son assureur, le Juge des référés constatera que l'expert judiciaire relève des défauts touchant aux menuiseries intérieures.
(Pièce n°22)

Concernant la société SO GRE BAT et son assureur, titulaire du lot gros œuvre, celle-ci est directement concernée notamment par les fissurations relevées par l'expert judiciaire sur les murs/cloisons/plafonds.

Concernant la société PORALU et son assureur, l'expert judiciaire a relevé des infiltrations au droit des menuiseries extérieures mais aussi des défauts de réglage et de pose.

Concernant la société MEN'HELEC et son assureur, l'expert judiciaire a relevé plusieurs défauts affectant notamment les prises électriques.

Concernant la société ROUCEAUX et son assureur, l'expert judiciaire a relevé plusieurs défauts affectant notamment le sol PVC imitation bois.

Concernant la société SMC et son assureur, l'expert judiciaire a relevé plusieurs défauts affectant les garde-corps.

Concernant la société TERRA CERAMIC et son assureur, l'expert a relevé des défauts affectant les plinthes qui relevaient du lot de cette société.

Concernant la société FERREIRA et son assureur, celle-ci est au moins directement concernée par les défauts allégués de la VMC et de l'équilibrage du réseau ECS.

Concernant la société TISSOT ETANCHEITE et son assureur, celle-ci est notamment directement concernée par les défauts allégués affectant les couvertines et l'étanchéité de la terrasse.

Enfin, la compagnie GENERALI, en qualité d'assureur de la société RENOV RHONE ALPES, est directement concernée pour les dommages relevant du lot de son assuré, et notamment le délitement des enduits de façade.

Le Juge des référés constatera donc que la SCCV justifie d'un motif légitime à ce que les opérations d'expertise soient étendues aux divers constructeurs assignés ainsi qu'à leurs assureurs respectifs.

PAR CES MOTIFS

- *Vu l'article 145 du code de procédure civile,*

- **VOIR** étendre à la mesure d'expertise qui a été ordonnée suivant ordonnance du 31 octobre 2018 à la compagnie MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES, à la compagnie MMA IARD, à la société JF INGENIERIE, à la compagnie GENERALI, à la compagnie QBE, à la compagnie SMABTP, à la compagnie l'AUXILIAIRE, à la compagnie ALLIANZ IARD, à la société SO GRE BAT, à la société TISSOT ETANCHEITE, à la société TERRA CERAMIC, à la société FERREIRA, à la société SMC, à la société PORALU, à la compagnie MAAF, à la compagnie AXA France IARD, à la société ROUCEAUX, à la société MEN'HELEC, et à la société MENUISERIE CURTO ;

- **RESERVER** les dépens ;

SOUS TOUTES RESERVES

BORDEREAU DE COMMUNICATION DE PIECES

1. Conditions particulières MMA ;
2. Contrat cadre et avenant au contrat ;
3. Attestation d'assurance SCOP-A-SYSTEMES ;
4. Contrats JF INGENIERIE (2) et attestation d'assurance;
5. Devis MTM INFRA ;
6. Marché de la société BUREAU D'ETUDE MATTE ;
7. Attestation d'assurance de la société BUREAU D'ETUDE MATTE ;
8. Marché et attestation d'assurance SO GRE BAT ;
9. Marché et attestation d'assurance TISSOT ETANCHEITE ;
10. Marché et attestation d'assurance CONVERSO ;
11. Marché et attestation d'assurance TERRA CERAMIC ;
12. Marché et attestation d'assurance FERREIRA ;
13. Marché de la société CURTO ;
14. Marché et attestation d'assurance PORALU ;
15. Marché et attestation d'assurance ROUCEAUX ;
16. Marché et attestation d'assurance MEN'HELEC ;
17. Marché et attestation d'assurance SMC ;
18. Marché et attestation d'assurance RRA ;
19. Procès-verbaux de réception ;
20. Procès-verbal de livraison ;
21. Procès-verbal de constat du 23 avril 2018 ;
22. Compte-rendu d'expertise du 14.06.2019 ;
23. Mail de l'expert judiciaire en date du 24.02.2020 ;

SELARL ESCOFFIER - "2CE"
HUISSIERS DE JUSTICE ASSOCIES
596, boulevard Albert Camus
Bâtiment E - Allée B
BP 80235
69658 VILLEFRANCHE S/S CEDEX
Tél : 04.74.65.49.64.
2ce@huissier-justice.fr
www.escoffier-huissier.com

MODALITES DE REMISE DE L'ACTE

ASSIGNATION

L'An DEUX MILLE VINGT ET UN le VINGT MAI

A :

SAS SOCIETE METALLURGIQUE DE COURS
442, rue Pierre Giraud
69470 COURS-LA-VILLE

Cet acte a été remis par Clerc assermenté dans les conditions ci-dessous indiquées et suivant les déclarations qui lui ont été faites.

Au siège du destinataire ou en un établissement dont la certitude est caractérisée par les éléments suivants :
le nom du destinataire est sur l'enseigne
confirmation par la personne présente

Où j'ai rencontré :

Mme MALERBA Christiane
Comptable

qui a déclaré(e) être habilité(e) à recevoir la copie de l'acte et qui l'a acceptée.

La lettre prévue par l'article 658 du Code de procédure civile contenant copie de l'acte de signification a été adressée le jour même ou au plus tard le premier jour ouvrable.

La copie du présent acte comporte 12 feuilles.

Visa de l'Huissier de Justice des mentions relatives à la signification.

Thomas BORDENAVE



ACTE D'HUISSIER DE JUSTICE

COUT ACTE	
EMOLUMENT ART. R444-3	12,06
D.E.P.	
Art. A444.15	
VACATION	
TRANSPORT	7,67
H.T.	19,73
TVA 20,00%	3,95
TAXE FORFAITAIRE	
Art. 302 bis Y CGI	
FRAIS POSTAUX	2,20
DEBOURS	7,23
T.T.C.	33,11



SELARL ROBICHON & ASSOCIES

Avocats
EUROPOLE
27 rue Pierre Sémard
38000 GRENOBLE
Tél : 04.76.21.22.11
cabinet@robichon-avocats.fr

EXPEDITION

Alain BENZAKEN - Arnaud FOURREAU
Maurice-Alexandre SEBBAN - Marie-Line LACAS
HUISSIERS DE JUSTICE ASSOCIES
« Le Liberté »
38 rue Salvador Allende
92000 NANTERRE

Dossier : 20180148 - /

SCCV MONTBONNOT MESANGES / BEAUCHAMP SCHREIBER

DENONCIATION D'ASSIGNATION ET D'ORDONNANCE ET ASSIGNATION EN REFERE DEVANT LE PRESIDENT DU TRIBUNAL JUDICIAIRE DE GRENOBLE

L'AN DEUX MILLE VINGT ET UN et le **DIX HUIT MAI**

A LA REQUETE DE :

La SCCV MONTBONNOT MESANGES, société civile de construction vente inscrite au RCS de GRENOBLE sous le n° 798 813 127, dont le siège social est 29, Avenue de l'Obiou à LA TRONCHE (38700), représentée par son représentant légal en exercice domicilié en cette qualité audit siège ;

Ayant pour Avocat la SELARL ROBICHON & Associés, Avocat au Barreau de GRENOBLE, demeurant 27, Rue Pierre Sémard - 38000 GRENOBLE ;

J'AI HUISSIER SOUSSIGNE :

Société Civile Professionnelle Alain BENZAKEN - Arnaud FOURREAU
Maurice-Alexandre SEBBAN - Marie-Line LACAS
HUISSIERS DE JUSTICE ASSOCIES ayant son siège « Le Liberté »
38 rue Salvador Allende 92000 NANTERRE l'un d'eux soussigné

DENONCE ET LAISSE COPIE A :

1°) **La Société MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES**, société civile inscrite au RCS de LE MANS sous le numéro D 775 652 126, dont le siège est situé 14, boulevard Marie et Alexandre Oyon à LE MANS (72030), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège, es-qualité d'assureur CNR de la SCCV MONTBONNOT MESANGES et en sa qualité d'assureur de la société SMC ;

Ou étant parlant à **ACTE SEPRE**

2°) **La société MMA IARD**, SA inscrite au RCS de LE MANS sous le numéro 440 048 882, dont le siège est 14 boulevard Marie et Alexandre Oyon, 72030 LE MANS, prise en la personne de son représentant légal en exercice domicilié en cette qualité audit siège, es-qualité d'assureur CNR de la SCCV MONTBONNOT MESANGES et en sa qualité d'assureur de la société SMC ;

Ou étant parlant à **ACTE SEPRE**

3°) La Société JF INGENIERIE, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 440 471 761, dont le siège est 4, rue des jardins à VOIRON (38500), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

ACTE SEPARÉ

4°) La Société SO GRE BAT, SAS immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 385 077 433, dont le siège est 339, Allée de l'Emporey à VEUREY VOROIZE (38113), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

ACTE SEPARÉ

5°) La Société TISSOT ETANCHEITE, SA immatriculée au RCS de CHAMBERY sous le numéro B 412 924 169, dont le siège est 625, Rue de Branmafán à BARBY (73230), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

ACTE SEPARÉ

6°) La Société TERRA CERAMIC CONSEILS ET POSE, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 802 782 383, dont le siège est 23, Rue Joliot Curie à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

ACTE SEPARÉ

7°) La Société FERREIRA, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 419 802 525, dont le siège est 14B, Rue des glairaux à SAINT EGREVE (3838120), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

ACTE SEPARÉ

8°) La Société MENUISERIE CURTO, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 394 654 784, dont le siège est 23, Rue Joliot Curie à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

ACTE SEPARÉ

9°) La Société MEN'HELEC, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 501 630 776, dont le siège est 28, Rue Barnave à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

ACTE SEPARÉ

10°) La Société ROUCEAUX, SAS immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 801 122 490, dont le siège est 80, Rue du Vercors au VERSOUD (38420), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

ACTE SEPARÉ

11°) La Société PORALU MENUISERIES, SASU immatriculée au RCS de BOURG EN BRESSE sous le numéro B 418 245 262, dont le siège est Rue des Bouleaux à PORT (01460), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **ACTE SEPARÉ**

12°) La Société SOC METALLURGIQUE DE COURS (SMC), SASU immatriculée au RCS de VILLEFRANCHE – TARARE sous le numéro B 331 498 006, dont le siège 442, est Rue Pierre Giraud à COURS (69470), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

ACTE SEPARÉ

Ou étant parlant à

13°) La Société AXA France IARD, SA immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro B 722 057 460, dont le siège est 313, Terrasses de l'Arche à NANTERRE (92000), prise en sa qualité d'assureur de la société SO GRE BAT et de la société FERREIRA, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

Où étant et parlant comme il est dit en fin d'acte

14°) La société GENERALI IARD, SA immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro 552 062 663, dont le siège est 2, Rue Pillet-Will à PARIS (75009), prise en sa qualité d'assureur de la société TERRA CERAMIC et de la société RENOV RHONE ALPES, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

ACTE SEPARÉ

15°) La SMABTP, société d'assurance mutuelle immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro D 775 684 764, dont le siège est 8, Rue Louis Armand à PARIS (75015), prise en sa qualité d'assureur de la société TISSOT ETANCHEITE, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

ACTE SEPARÉ

16°) La compagnie L'AUXILIAIRE, société d'assurance mutuelle dont le siège est 50, Cours Franklin Roosevelt à LYON (69006), prise en sa qualité d'assureur de la société PORALU, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

ACTE SEPARÉ

17°) La Société ALLIANZ IARD, SA immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro 542 110 291, dont le siège est 1, Cours Michelet à PUTEAUX (92800), prise en sa qualité d'assureur de la société MEN'HELEC, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Pour signification 20 place de Seine 92400 COURBEVOIE

Ou étant parlant à

ACTE SEPARÉ

18°) La Compagnie MAAF, SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 160.000.000 €, immatriculée au R.C.S. de NIORT sous le numéro 542 073 580 - 6512 Z et ayant son siège,

Chauray 79036 NIORT CEDEX 9, prise en sa qualité d'assureur de la société ROUCEAUX, agissant poursuite et diligences de ses représentants légaux domiciliés audit siège ;

Ou étant parlant à **ACTE SEPARÉ**

19°) La Compagnie QBE, société de droit anglais ayant son siège Cœur Défense, Tour A, 110, Esplanade du Général de Gaulle 92931 LA DEFENSE CEDEX, prise en sa qualité d'assureur de la société CURTO, agissant poursuite et diligences de ses représentants légaux domiciliés audit siège ; **ACTE SEPARÉ**

Ou étant parlant à

- **D'une assignation en référé en date du 26 juin 2018 ;**
- **D'une ordonnance de référé en date du 31 octobre 2018 ;**

ET A MÊME REQUÊTE QUE CI-DESSUS, J'AI HUISSIER SOUSSIGNÉ :

DONNE ASSIGNATION A :

1°) La Société MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES, société civile inscrite au RCS de LE MANS sous le numéro D 775 652 126, dont le siège est situé 14, boulevard Marie et Alexandre Oyon à LE MANS (72030), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège, es-qualité d'assureur CNR de la SCCV MONTBONNOT MESANGES et en sa qualité d'assureur de la société SMC ;

Ou étant parlant à **ACTE SEPARÉ**

2°) La société MMA IARD, SA inscrite au RCS de LE MANS sous le numéro 440 048 882, dont le siège est 14 boulevard Marie et Alexandre Oyon, 72030 LE MANS, prise en la personne de son représentant légal en exercice domicilié en cette qualité audit siège, es-qualité d'assureur CNR de la SCCV MONTBONNOT MESANGES et en sa qualité d'assureur de la société SMC ;

Ou étant parlant à **ACTE SEPARÉ**

3°) La Société JF INGENIERIE, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 440 471 761, dont le siège est 4, rue des jardins à VOIRON (38500), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **ACTE SEPARÉ**

4°) La Société SO GRE BAT, SAS immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 385 077 433, dont le siège est 339, Allée de l'Emporey à VEUREY VOROIZE (38113), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **ACTE SEPARÉ**

5°) **La Société TISSOT ETANCHEITE**, SA immatriculée au RCS de CHAMBERY sous le numéro B 412 924 169, dont le siège est 625, Rue de Branmafan à BARBY (73230), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

ACTE SEPARÉ

6°) **La Société TERRA CERAMIC CONSEILS ET POSE**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 802 782 383, dont le siège est 23, Rue Joliot Curie à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

ACTE SEPARÉ

Ou étant parlant à

7°) **La Société FERREIRA**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 419 802 525, dont le siège est 14B, Rue des glairaux à SAINT EGREVE (3838120), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

ACTE SEPARÉ

8°) **La Société MENUISERIE CURTO**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 394 654 784, dont le siège est 23, Rue Joliot Curie à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

ACTE SEPARÉ

9°) **La Société MEN'HELEC**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 501 630 776, dont le siège est 28, Rue Barnave à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

ACTE SEPARÉ

10°) **La Société ROUCEAUX**, SAS immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 801 122 490, dont le siège est 80, Rue du Vercors au VERSOUD (38420), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

ACTE SEPARÉ

11°) **La Société PORALU MENUISERIES**, SASU immatriculée au RCS de BOURG EN BRESSE sous le numéro B 418 245 262, dont le siège est Rue des Bouleaux à PORT (01460), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

ACTE SEPARÉ

12°) **La Société SOC METALLURGIQUE DE COURS (SMC)**, SASU immatriculée au RCS de VILLEFRANCHE – TARARE sous le numéro B 331 498 006, dont le siège 442, est Rue Pierre Giraud à COURS (69470), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

ACTE SEPARÉ

13°) La Société AXA France IARD, SA immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro B 722 057 460, dont le siège est 313, Terrasses de l'Arche à NANTERRE (92000), prise en sa qualité d'assureur de la société SO GRE BAT et de la société FERREIRA, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

ACTE SEPARÉ

14°) La société GENERALI IARD, SA immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro 552 062 663, dont le siège est 2, Rue Pillet-Will à PARIS (75009), prise en sa qualité d'assureur de la société TERRA CERAMIC et de la société RENOV RHONE ALPES, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

ACTE SEPARÉ

15°) La SMABTP, société d'assurance mutuelle immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro D 775 684 764, dont le siège est 8, Rue Louis Armand à PARIS (75015), prise en sa qualité d'assureur de la société TISSOT ETANCHEITE, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

ACTE SEPARÉ

16°) La compagnie L'AUXILIAIRE, société d'assurance mutuelle dont le siège est 50, Cours Franklin Roosevelt à LYON (69006), prise en sa qualité d'assureur de la société PORALU, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

ACTE SEPARÉ

17°) La Société ALLIANZ IARD, SA immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro 542 110 291, dont le siège est 1, Cours Michelet à PUTEAUX (92800), prise en sa qualité d'assureur de la société MEN'HELEC, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

Pour signification 20 place de Seine 92400 COURBEVOIE

ACTE SEPARÉ

18°) La Compagnie MAAF, SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 160.000.000 €, immatriculée au R.C.S. de NIORT sous le numéro 542 073 580 - 6512 Z et ayant son siège, Chauray 79036 NIORT CEDEX 9, prise en sa qualité d'assureur de la société ROUCEAUX, agissant poursuite et diligences de ses représentants légaux domiciliés audit siège ;

Ou étant parlant à

ACTE SEPARÉ

19°) La Compagnie QBE, société de droit anglais ayant son siège Cœur Défense, Tour A, 110, Esplanade du Général de Gaulle 92931 LA DEFENSE CEDEX, prise en sa qualité d'assureur de la société CURTO, agissant poursuite et diligences de ses représentants légaux domiciliés audit siège ;

Ou étant parlant à

Où étant et parlant comme il est dit en fin d'acte

D'AVOIR A COMPARAÎTRE :

LE MERCREDI 9 JUIN 2021 A 8H45

Devant le président du Tribunal Judiciaire de GRENOBLE, au Palais de justice de cette ville, Place Firmin Gautier – 38000 GRENOBLE, salle habituelle des audiences de référé.

La présente procédure est soumise à la procédure orale résultant des articles 834 et suivants du Code de procédure civile.

Conformément aux articles 760 et suivants du CPC, la représentation est obligatoire.

Dès lors, vous devez impérativement **CONSTITUER dans un délai de QUINZE JOURS FRANCS** à compter des présentes **UN AVOCAT** au Barreau de **GRENOBLE**, ou des autres Barreaux de **VIENNE (38)**, **BOURGAIN JALLIEU (38)**, **VALENCE (26)**, **GAP (05)** du ressort de la Cour d'Appel de **GRENOBLE**, dont dépend le Tribunal saisi.

Si vous entendez bénéficier de l'aide juridictionnelle ou que la présente affaire porte sur une saisie immobilière, un partage ou une liquidation vous ne pouvez constituer qu'un avocat au barreau de Grenoble.

Etant précisé qu'à défaut de le faire, un Jugement pourra néanmoins être rendu sur les seules explications et justificatifs fournis par le demandeur.

L'Etat, les départements, les communes et les établissements publics peuvent se faire représenter ou assister par un fonctionnaire ou un agent de leur administration.

Lorsque la demande est portée devant une juridiction qui a son siège en France métropolitaine, les délais de comparution sont augmentés de :

1. Un mois pour les personnes qui demeurent en Guadeloupe, en Guyane, à la Martinique, à La Réunion, à Mayotte, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin, à Saint-Pierre-et-Miquelon, en Polynésie française, dans les îles Wallis et Futuna, en Nouvelle-Calédonie et dans les Terres australes et antarctiques françaises ;
2. Deux mois pour celles qui demeurent à l'étranger.

Les pièces sur lesquelles est fondée la demande sont indiquées en fin d'acte.

Les personnes dont les ressources sont insuffisantes peuvent, si elles remplissent les conditions prévues par la loi no 91-647 du 10 juillet 1991, bénéficier d'une aide juridictionnelle. Elles doivent, pour demander cette aide, s'adresser au bureau d'aide juridictionnelle établi au siège social du Tribunal de Grande Instance de leur domicile.

**** Conformément à l'article 5 de la loi du 31 décembre 1971 modifiée par la loi n°2015-990 du 6 août 2015 :**

Les avocats exercent leur ministère et peuvent plaider sans limitation territoriale devant toutes les juridictions et organismes juridictionnels ou disciplinaires, sous les réserves prévues à l'article 4.

Ils peuvent postuler devant l'ensemble des tribunaux judiciaires du ressort de cour d'appel dans lequel ils ont établi leur résidence professionnelle et devant ladite cour d'appel. Par dérogation au deuxième alinéa, les avocats ne peuvent postuler devant un autre tribunal que celui auprès duquel est établie leur résidence professionnelle ni dans le cadre des procédures de saisie immobilière, de partage et de licitation, ni au titre de l'aide juridictionnelle, ni dans des instances dans lesquelles ils ne seraient pas maîtres de l'affaire chargés également d'assurer la plaidoirie.

PLAISE AU JUGE DES REFERES

I) RAPPEL DES FAITS

Au cours de l'année 2014, la SCCV a entrepris la réalisation d'un ensemble immobilier à usage d'habitation sur la commune de MONTBONNOT SAINT MARTIN.

La SCCV a souscrit à cette occasion une police d'assurance DO et une police d'assurance CNR auprès des compagnies MMA.
(Pièce n°1)

La maîtrise d'œuvre de conception du projet a été confiée à Monsieur André MAYET et à la société SCOP-A-SYSTEMES.
(Pièce n°2)

Monsieur MAYET serait assuré auprès de la MAF.
(Pièce n°2)

La société SCOP-A-SYSTEMES (aujourd'hui radiée) est assurée auprès de la société ACTE IARD.
(Pièce n°3)

La maîtrise d'œuvre d'exécution et la mission OPC ont été assurées par la société JF INGENIERIE.
(Pièce n°4)

La société MTM INFRA est intervenue en qualité de BE VRD tant en phase conception qu'en phase exécution.
(Pièce n°5)

La société BUREAU D'ETUDE MATTE, assurée auprès de la compagnie ALLIANZ IARD, est intervenue en qualité de BE structure.
(Pièces n°6 et n°7)

Sont intervenus dans le cadre de la construction :

- La société SO GRE BAT, assurée auprès de la compagnie AXA France IARD, pour le lot gros-œuvre et le lot cloison (Pièce n°8) ;
- La société TISSOT ETANCHEITE, assurée auprès de la compagnie SMABTP, pour le lot étanchéité (Pièce n°9) ;
- La société CONVERSO, assurée auprès de la compagnie AUXILIAIRE, pour le lot terrassement – VRD – espaces verts (Pièce n°10) ;
- La société TERRA CERAMIC, assurée auprès de la compagnie GENERALI, pour le lot carrelages (Pièce n°11) ;
- La société FERREIRA, assurée auprès de la compagnie AXA France IARD, pour le lot plomberie – chauffage - sanitaire (Pièce n°12) ;

- La société CURTO, pour le lot menuiseries intérieures (*Pièce n°13*) ;
- La société PORALU, pour le lot menuiseries extérieures (*Pièce n°14*) ;
- La société ROUCEAUX, pour le lot parquets / sols collés (*Pièce n°15*) ;
- La société MEN'HELEC, pour le lot électricité (*Pièce n°16*) ;
- La société SMC, pour le lot serrurerie (*Pièce n°17*) ;
- La société RENOV RHONES ALPES, pour le lot peintures et ravalement (*Pièce n°18*) ;

La société RENOV RHONE ALPES est aujourd'hui en liquidation judiciaire.

La déclaration d'ouverture de chantier est intervenue au 16 novembre 2015 et la réception des divers lots est intervenue le 23 juin 2017.
(*Pièce n°19*)

Les appartements et les parties communes ont été livrés avec réserves.

A compter de cette date, les copropriétaires ainsi que le syndicat de copropriétés se sont plaints du non levé de certaines réserves ainsi que de l'apparition de nouveaux désordres.

C'est ainsi qu'aux termes d'un acte introductif en date du 26 juin 2018, Madame COMET, Madame DE LOS ANGELES MARIN BARREDO, Monsieur NERVO, Madame MOLLINARD BOKOBZA, Monsieur BEAUCHAMP et Madame SCHREIBER ont assigné la SCCV et le syndicat des copropriétaires devant la Juridiction des référés aux fins de désignation d'un expert judiciaire.

Il a été fait droit à cette demande selon ordonnance du 3 octobre 2018 désignant Monsieur BENOIT en qualité d'expert judiciaire.

Selon ordonnance du 11 septembre 2019, les opérations d'expertise ont été étendues aux divers constructeurs.

Aux termes d'un acte introductif en date du 26 juin 2018, Monsieur BEAUCHAMP et Madame SCHREIBER ont également assigné la SCCV devant la Juridiction des référés aux fins de désignation d'un expert judiciaire.

Il a été fait droit à cette demande selon ordonnance du 31 octobre 2018 désignant Monsieur BENOIT en qualité d'expert judiciaire.

L'expert judiciaire a fait une première visite sur les lieux le 14.06.2019

L'expert judiciaire a fait un premier compte rendu de cette réunion.
(*Pièce n°22*)

Selon mail en date du 24.02.2020, l'expert judiciaire a préconisé l'appel en cause de plusieurs intervenants.
(*Pièce n°23*)

C'est en l'état que se présente cette affaire.

II) DISCUSSION

Aux termes de l'article 145 du code de procédure civile :

« S'il existe un motif légitime de conserver ou d'établir avant tout procès la preuve de faits dont pourrait dépendre la solution d'un litige, les mesures d'instruction légalement admissibles peuvent être ordonnées à la demande de tout intéressé, sur requête ou en référé »

La SCCV, en sa qualité de simple constructeur non réalisateur, a vocation à solliciter l'extension de la mesure ordonnée le 31 octobre 2018 aux divers constructeurs intervenus dans le cadre de ce chantier.

La SCCV a en tout premier lieu vocation à être garantie par son propre assureur, à savoir les compagnies MMA IARD et MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES.

Concernant JF INGENIERIE, celle-ci est directement concernée par une large partie des désordres en raison de son intervention en tant que maître d'œuvre.

Le Juge des référés relèvera en outre que de nombreux désordres dénoncés relèvent de l'exécution des travaux dont la société JF INGENIERIE avait la surveillance.

Concernant la société CURTO et son assureur, le Juge des référés constatera que l'expert judiciaire relève des défauts touchant aux menuiseries intérieures.
(Pièce n°22)

Concernant la société SO GRE BAT et son assureur, titulaire du lot gros œuvre, celle-ci est directement concernée notamment par les fissurations relevées par l'expert judiciaire sur les murs/cloisons/plafonds.

Concernant la société PORALU et son assureur, l'expert judiciaire a relevé des infiltrations au droit des menuiseries extérieures mais aussi des défauts de réglage et de pose.

Concernant la société MEN'HELEC et son assureur, l'expert judiciaire a relevé plusieurs défauts affectant notamment les prises électriques.

Concernant la société ROUCEAUX et son assureur, l'expert judiciaire a relevé plusieurs défauts affectant notamment le sol PVC imitation bois.

Concernant la société SMC et son assureur, l'expert judiciaire a relevé plusieurs défauts affectant les garde-corps.

Concernant la société TERRA CERAMIC et son assureur, l'expert a relevé des défauts affectant les plinthes qui relevaient du lot de cette société.

Concernant la société FERREIRA et son assureur, celle-ci est au moins directement concernée par les défauts allégués de la VMC et de l'équilibrage du réseau ECS.

Concernant la société TISSOT ETANCHEITE et son assureur, celle-ci est notamment directement concernée par les défauts allégués affectant les couvertines et l'étanchéité de la terrasse.

Enfin, la compagnie GENERALI, en qualité d'assureur de la société RENOV RHONE ALPES, est directement concernée pour les dommages relevant du lot de son assuré, et notamment le délitement des enduits de façade.

Le Juge des référés constatera donc que la SCCV justifie d'un motif légitime à ce que les opérations d'expertise soient étendues aux divers constructeurs assignés ainsi qu'à leurs assureurs respectifs.

PAR CES MOTIFS

- *Vu l'article 145 du code de procédure civile,*

- **VOIR** étendre à la mesure d'expertise qui a été ordonnée suivant ordonnance du 31 octobre 2018 à la compagnie MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES, à la compagnie MMA IARD, à la société JF INGENIERIE, à la compagnie GENERALI, à la compagnie QBE, à la compagnie SMABTP, à la compagnie l'AUXILIAIRE, à la compagnie ALLIANZ IARD, à la société SO GRE BAT, à la société TISSOT ETANCHEITE, à la société TERRA CERAMIC, à la société FERREIRA, à la société SMC, à la société PORALU, à la compagnie MAAF, à la compagnie AXA France IARD, à la société ROUCEAUX, à la société MEN'HELEC, et à la société MENUISERIE CURTO ;

- **RESERVER** les dépens ;

SOUS TOUTES RESERVES

BORDEREAU DE COMMUNICATION DE PIECES

1. Conditions particulières MMA ;
2. Contrat cadre et avenant au contrat ;
3. Attestation d'assurance SCOP-A-SYSTEMES ;
4. Contrats JF INGENIERIE (2) et attestation d'assurance;
5. Devis MTM INFRA ;
6. Marché de la société BUREAU D'ETUDE MATTE ;
7. Attestation d'assurance de la société BUREAU D'ETUDE MATTE ;
8. Marché et attestation d'assurance SO GRE BAT ;
9. Marché et attestation d'assurance TISSOT ETANCHEITE ;
10. Marché et attestation d'assurance CONVERSO ;
11. Marché et attestation d'assurance TERRA CERAMIC ;
12. Marché et attestation d'assurance FERREIRA ;
13. Marché de la société CURTO ;
14. Marché et attestation d'assurance PORALU ;
15. Marché et attestation d'assurance ROUCEAUX ;
16. Marché et attestation d'assurance MEN'HELEC ;
17. Marché et attestation d'assurance SMC ;
18. Marché et attestation d'assurance RRA ;
19. Procès-verbaux de réception ;
20. Procès-verbal de livraison ;
21. Procès-verbal de constat du 23 avril 2018 ;
22. Compte-rendu d'expertise du 14.06.2019 ;
23. Mail de l'expert judiciaire en date du 24.02.2020 ;

S.C.P.
Alain BENZAKEN
Arnaud FOURREAU
Maurice-A SEBBAN
Marie-Line LACAS

Huissiers de Justice Associés

« Le liberté »
38, rue Salvador Allende BP318
92003 NANTERRE Cedex
Tél. : 01 56 38 02 02
Fax : 01 47 21 21 11

MD:209863

Acte : 589386

PROCES VERBAL DE REMISE A PERSONNE MORALE

Requérant : SCCV MONTBONNOT MESANGE

Titre de l'acte signifié : une DENONCIATION D'ASSIGNATION ET D'ORDONNANCE ET
ASSIGNATION TJ RÉFÉRÉ

Date de signification : 18 mai 2021

Destinataire : S.A. AXA FRANCE IARD, 313 Terrasses de l' Arche, 92000 NANTERRE

Cet acte a été signifié par Clerc assermenté, parlant à Madame CHAMBON Anne, hôtesse, ainsi déclaré, rencontré(e) dans les lieux, qui a déclaré être habilité(e) à recevoir la copie.

Un avis de passage, daté, mentionnant la nature de l'acte, le requérant et le nom de la personne ayant reçu copie a été laissé ce jour au siège du destinataire.

La lettre prévue à l'article 658 du Code de Procédure Civile, contenant copie de l'acte a été adressée dans le délai légal.

Le présent acte n'est pas soumis à taxe fiscale.
Cet acte comporte 23 feuilles sur la copie

Les mentions relatives à la signification sont visées par l'Huissier de Justice.

ACTE
D'HUISSIER
DE
JUSTICE

REFERENCES A RAPPELER :

MD:209863 - EP
EP

LIGNE DIRECTE : 01 56 38 03 11
service16.bfs@huissiers92.com

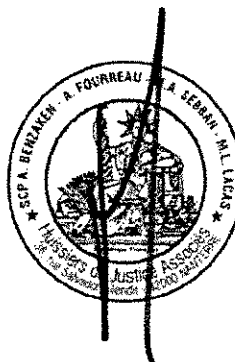
COUT DE L'ACTE

Emol.	36,18
SCT	7,67
Copies (Art A444-43)	42,90

H.T.	86,75
Tva 20 %	17,35
Timbres	2,60

T.T.C	106,70

A. FOURREAU



SELARL ROBICHON & ASSOCIES

Avocats
EUROPOLE
27 rue Pierre Sémard
38000 GRENOBLE
Tél : 04.76.21.22.11
cabinet@robichon-avocats.fr

025479
PREMIERE
EXPEDITION

ATLANT
HUIS

Dossier : 20180148 - /
SCCV MONTBONNOT MESANGES / BEAUCHAMP SCHREIBER

**DENONCIATION D'ASSIGNATION ET D'ORDONNANCE
ET ASSIGNATION EN REFERE DEVANT LE PRESIDENT
DU TRIBUNAL JUDICIAIRE DE GRENOBLE**

L'AN DEUX MILLE VINGT ET UN et le **DIX HUIT MAI**

A LA REQUETE DE :

La SCCV MONTBONNOT MESANGES, société civile de construction vente inscrite au RCS de GRENOBLE sous le n° 798 813 127, dont le siège social est 29, Avenue de l'Obiou à LA TRONCHE (38700), représentée par son représentant légal en exercice domicilié en cette qualité audit siège ;

Ayant pour Avocat la SELARL ROBICHON & Associés, Avocat au Barreau de GRENOBLE, demeurant 27, Rue Pierre Sémard - 38000 GRENOBLE ;

J'AI HUISSIER SOUSSIGNE :

Nous, Société par actions simplifiée ATLANTHUIS,
titulaire d'un Office d'huissiers de Justice,
Karine LAFON, Clément BAILLY,
Huissiers de Justice associés Anastasia GADIOLET,
Huissier de Justice salariée à la résidence de Niort,
y domiciliés, 156 Avenue de PARIS, soussignés

DENONCE ET LAISSE COPIE A :

1°) La Société MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES, société civile inscrite au RCS de LE MANS sous le numéro D 775 652 126, dont le siège est situé 14, boulevard Marie et Alexandre Oyon à LE MANS (72030), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège, es-qualité d'assureur CNR de la SCCV MONTBONNOT MESANGES et en sa qualité d'assureur de la société SMC ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPRE

2°) La société MMA IARD, SA inscrite au RCS de LE MANS sous le numéro 440 048 882, dont le siège est 14 boulevard Marie et Alexandre Oyon, 72030 LE MANS, prise en la personne de son représentant légal en exercice domicilié en cette qualité audit siège, es-qualité d'assureur CNR de la SCCV MONTBONNOT MESANGES et en sa qualité d'assureur de la société SMC ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPRE

3°) **La Société JF INGENIERIE**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 440 471 761, dont le siège est 4, rue des jardins à VOIRON (38500), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

4°) **La Société SO GRE BAT**, SAS immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 385 077 433, dont le siège est 339, Allée de l'Emporey à VEUREY VOROIZE (38113), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

5°) **La Société TISSOT ETANCHEITE**, SA immatriculée au RCS de CHAMBERY sous le numéro B 412 924 169, dont le siège est 625, Rue de Branmafan à BARBY (73230), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

6°) **La Société TERRA CERAMIC CONSEILS ET POSE**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 802 782 383, dont le siège est 23, Rue Joliot Curie à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

7°) **La Société FERREIRA**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 419 802 525, dont le siège est 14B, Rue des glairaux à SAINT EGREVE (3838120), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

8°) **La Société MENUISERIE CURTO**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 394 654 784, dont le siège est 23, Rue Joliot Curie à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

9°) **La Société MEN'HELEC**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 501 630 776, dont le siège est 28, Rue Barnave à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

10°) **La Société ROUCEAUX**, SAS immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 801 122 490, dont le siège est 80, Rue du Vercors au VERSOUD (38420), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

11°) La Société PORALU MENUISERIES, SASU immatriculée au RCS de BOURG EN BRESSE sous le numéro B 418 245 262, dont le siège est Rue des Bouleaux à PORT (01460), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

12°) La Société SOC METALLURGIQUE DE COURS (SMC), SASU immatriculée au RCS de VILLEFRANCHE – TARARE sous le numéro B 331 498 006, dont le siège 442, est Rue Pierre Giraud à COURS (69470), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

13°) La Société AXA France IARD, SA immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro B 722 057 460, dont le siège est 313, Terrasses de l'Arche à NANTERRE (92000), prise en sa qualité d'assureur de la société SO GRE BAT et de la société FERREIRA, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

14°) La société GENERALI IARD, SA immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro 552 062 663, dont le siège est 2, Rue Pillet-Will à PARIS (75009), prise en sa qualité d'assureur de la société TERRA CERAMIC et de la société RENOV RHONE ALPES, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

15°) La SMABTP, société d'assurance mutuelle immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro D 775 684 764, dont le siège est 8, Rue Louis Armand à PARIS (75015), prise en sa qualité d'assureur de la société TISSOT ETANCHEITE, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

16°) La compagnie L'AUXILIAIRE, société d'assurance mutuelle dont le siège est 50, Cours Franklin Roosevelt à LYON (69006), prise en sa qualité d'assureur de la société PORALU, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

17°) La Société ALLIANZ IARD, SA immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro 542 110 291, dont le siège est 1, Cours Michelet à PUTEAUX (92800), prise en sa qualité d'assureur de la société MEN'HELEC, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

18°) La Compagnie MAAF, SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 160.000.000 €, immatriculée au R.C.S. de NIORT sous le numéro 542 073 580 - 6512 Z et ayant son siège,

Chauray 79036 NIORT CEDEX 9, prise en sa qualité d'assureur de la société ROUCEAUX, agissant poursuite et diligences de ses représentants légaux domiciliés audit siège ;

Ou étant parlant à Voir en Annexe

19°) **La Compagnie QBE**, société de droit anglais ayant son siège Cœur Défense, Tour A, 110, Esplanade du Général de Gaulle 92931 LA DEFENSE CEDEX, prise en sa qualité d'assureur de la société CURTO, agissant poursuite et diligences de ses représentants légaux domiciliés audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

- D'une assignation en référé en date du 26 juin 2018 ;
- D'une ordonnance de référé en date du 31 octobre 2018 ;

ET A MÊME REQUÊTE QUE CI-DESSUS, J'AI HUISSIER SOUSSIGNÉ :

DONNE ASSIGNATION A :

1°) **La Société MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES**, société civile inscrite au RCS de LE MANS sous le numéro D 775 652 126, dont le siège est situé 14, boulevard Marie et Alexandre Oyon à LE MANS (72030), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège, es-qualité d'assureur CNR de la SCCV MONTBONNOT MESANGES et en sa qualité d'assureur de la société SMC ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

2°) **La société MMA IARD, SA** inscrite au RCS de LE MANS sous le numéro 440 048 882, dont le siège est 14 boulevard Marie et Alexandre Oyon, 72030 LE MANS, prise en la personne de son représentant légal en exercice domicilié en cette qualité audit siège, es-qualité d'assureur CNR de la SCCV MONTBONNOT MESANGES et en sa qualité d'assureur de la société SMC ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

3°) **La Société JF INGENIERIE**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 440 471 761, dont le siège est 4, rue des jardins à VOIRON (38500), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

4°) **La Société SO GRE BAT, SAS** immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 385 077 433, dont le siège est 339, Allée de l'Emporey à VEUREY VOROIZE (38113), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

5°) La Société TISSOT ETANCHEITE, SA immatriculée au RCS de CHAMBERY sous le numéro B 412 924 169, dont le siège est 625, Rue de Branmafan à BARBY (73230), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

6°) La Société TERRA CERAMIC CONSEILS ET POSE, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 802 782 383, dont le siège est 23, Rue Joliot Curie à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

7°) La Société FERREIRA, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 419 802 525, dont le siège est 14B, Rue des glairaux à SAINT EGREVE (3838120), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

8°) La Société MENUISERIE CURTO, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 394 654 784, dont le siège est 23, Rue Joliot Curie à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

9°) La Société MEN'HELEC, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 501 630 776, dont le siège est 28, Rue Barnave à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

10°) La Société ROUCEAUX, SAS immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 801 122 490, dont le siège est 80, Rue du Vercors au VERSOUD (38420), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

11°) La Société PORALU MENUISERIES, SASU immatriculée au RCS de BOURG EN BRESSE sous le numéro B 418 245 262, dont le siège est Rue des Bouleaux à PORT (01460), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

12°) La Société SOC METALLURGIQUE DE COURS (SMC), SASU immatriculée au RCS de VILLEFRANCHE – TARARE sous le numéro B 331 498 006, dont le siège 442, est Rue Pierre Giraud à COURS (69470), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

13°) La Société AXA France IARD, SA immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro B 722 057 460, dont le siège est 313, Terrasses de l'Arche à NANTERRE (92000), prise en sa qualité d'assureur de la société SO GRE BAT et de la société FERREIRA, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

14°) La société GENERALI IARD, SA immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro 552 062 663, dont le siège est 2, Rue Pillet-Will à PARIS (75009), prise en sa qualité d'assureur de la société TERRA CERAMIC et de la société RENOV RHONE ALPES, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

15°) La SMABTP, société d'assurance mutuelle immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro D 775 684 764, dont le siège est 8, Rue Louis Armand à PARIS (75015), prise en sa qualité d'assureur de la société TISSOT ETANCHEITE, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

16°) La compagnie L'AUXILIAIRE, société d'assurance mutuelle dont le siège est 50, Cours Franklin Roosevelt à LYON (69006), prise en sa qualité d'assureur de la société PORALU, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

17°) La Société ALLIANZ IARD, SA immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro 542 110 291, dont le siège est 1, Cours Michelet à PUTEAUX (92800), prise en sa qualité d'assureur de la société MEN'HELEC, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

18°) La Compagnie MAAF, SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 160.000.000 €, immatriculée au R.C.S. de NIORT sous le numéro 542 073 580 - 6512 Z et ayant son siège, Chauray 79036 NIORT CEDEX 9, prise en sa qualité d'assureur de la société ROUCEAUX, agissant poursuite et diligences de ses représentants légaux domiciliés audit siège ;

Ou étant parlant à Voir en Annexe

19°) La Compagnie QBE, société de droit anglais ayant son siège Cœur Défense, Tour A, 110, Esplanade du Général de Gaulle 92931 LA DEFENSE CEDEX, prise en sa qualité d'assureur de la société CURTO, agissant poursuite et diligences de ses représentants légaux domiciliés audit siège ;

Ou étant parlant à PAR ACTE SEPARÉ

D'AVOIR A COMPARAÎTRE :

LE MERCREDI 9 JUIN 2021 A 8H45

Devant le président du Tribunal Judiciaire de GRENOBLE, au Palais de justice de cette ville, Place Firmin Gautier – 38000 GRENOBLE, salle habituelle des audiences de référé.

La présente procédure est soumise à la procédure orale résultant des articles 834 et suivants du Code de procédure civile.

Conformément aux articles 760 et suivants du CPC, la représentation est obligatoire.

Dès lors, vous devez impérativement **CONSTITUER dans un délai de QUINZE JOURS FRANCS** à compter des présentes **UN AVOCAT** au Barreau de **GRENOBLE**, ou des autres Barreaux de **VIENNE (38)**, **BOURGOIN JALLIEU (38)**, **VALENCE (26)**, **GAP (05)** du ressort de la Cour d'Appel de **GRENOBLE**, dont dépend le Tribunal saisi.

Si vous entendez bénéficier de l'aide juridictionnelle ou que la présente affaire porte sur une saisie immobilière, un partage ou une liquidation vous ne pouvez constituer qu'un avocat au barreau de Grenoble.

Etant précisé qu'à défaut de le faire, un Jugement pourra néanmoins être rendu sur les seules explications et justificatifs fournis par le demandeur.

L'Etat, les départements, les communes et les établissements publics peuvent se faire représenter ou assister par un fonctionnaire ou un agent de leur administration.

Lorsque la demande est portée devant une juridiction qui a son siège en France métropolitaine, les délais de comparution sont augmentés de :

1. Un mois pour les personnes qui demeurent en Guadeloupe, en Guyane, à la Martinique, à La Réunion, à Mayotte, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin, à Saint-Pierre-et-Miquelon, en Polynésie française, dans les îles Wallis et Futuna, en Nouvelle-Calédonie et dans les Terres australes et antarctiques françaises ;
2. Deux mois pour celles qui demeurent à l'étranger.

Les pièces sur lesquelles est fondée la demande sont indiquées en fin d'acte.

Les personnes dont les ressources sont insuffisantes peuvent, si elles remplissent les conditions prévues par la loi no 91-647 du 10 juillet 1991, bénéficier d'une aide juridictionnelle. Elles doivent, pour demander cette aide, s'adresser au bureau d'aide juridictionnelle établi au siège social du Tribunal ~~de Grande Instance~~ de leur domicile.

judiciaire

PLAISE AU JUGE DES REFERES

I) RAPPEL DES FAITS

Au cours de l'année 2014, la SCCV a entrepris la réalisation d'un ensemble immobilier à usage d'habitation sur la commune de MONTBONNOT SAINT MARTIN.

La SCCV a souscrit à cette occasion une police d'assurance DO et une police d'assurance CNR auprès des compagnies MMA.
(Pièce n°1)

La maîtrise d'œuvre de conception du projet a été confiée à Monsieur André MAYET et à la société SCOP-A-SYSTEMES.
(Pièce n°2)

Monsieur MAYET serait assuré auprès de la MAF.
(Pièce n°2)

La société SCOP-A-SYSTEMES (aujourd'hui radiée) est assurée auprès de la société ACTE IARD.
(Pièce n°3)

La maîtrise d'œuvre d'exécution et la mission OPC ont été assurées par la société JF INGENIERIE.
(Pièce n°4)

La société MTM INFRA est intervenue en qualité de BE VRD tant en phase conception qu'en phase exécution.
(Pièce n°5)

La société BUREAU D'ETUDE MATTE, assurée auprès de la compagnie ALLIANZ IARD, est intervenue en qualité de BE structure.
(Pièces n°6 et n°7)

Sont intervenus dans le cadre de la construction :

- La société SO GRE BAT, assurée auprès de la compagnie AXA France IARD, pour le lot gros-œuvre et le lot cloison (Pièce n°8) ;
- La société TISSOT ETANCHEITE, assurée auprès de la compagnie SMABTP, pour le lot étanchéité (Pièce n°9) ;
- La société CONVERSO, assurée auprès de la compagnie AUXILIAIRE, pour le lot terrassement – VRD – espaces verts (Pièce n°10) ;
- La société TERRA CERAMIC, assurée auprès de la compagnie GENERALI, pour le lot carrelages (Pièce n°11) ;
- La société FERREIRA, assurée auprès de la compagnie AXA France IARD, pour le lot plomberie – chauffage - sanitaire (Pièce n°12) ;

- La société CURTO, pour le lot menuiseries intérieures (*Pièce n°13*) ;
- La société PORALU, pour le lot menuiseries extérieures (*Pièce n°14*) ;
- La société ROUCEAUX, pour le lot parquets / sols collés (*Pièce n°15*) ;
- La société MEN'HELEC, pour le lot électricité (*Pièce n°16*) ;
- La société SMC, pour le lot serrurerie (*Pièce n°17*) ;
- La société RENOV RHONES ALPES, pour le lot peintures et ravalement (*Pièce n°18*) ;

La société RENOV RHONE ALPES est aujourd'hui en liquidation judiciaire.

La déclaration d'ouverture de chantier est intervenue au 16 novembre 2015 et la réception des divers lots est intervenue le 23 juin 2017.
(*Pièce n°19*)

Les appartements et les parties communes ont été livrés avec réserves.

A compter de cette date, les copropriétaires ainsi que le syndicat de copropriétés se sont plaints du non levé de certaines réserves ainsi que de l'apparition de nouveaux désordres.

C'est ainsi qu'aux termes d'un acte introductif en date du 26 juin 2018, Madame COMET, Madame DE LOS ANGELES MARIN BARREDO, Monsieur NERVO, Madame MOLLINARD BOKOBZA, Monsieur BEAUCHAMP et Madame SCHREIBER ont assigné la SCCV et le syndicat des copropriétaires devant la Juridiction des référés aux fins de désignation d'un expert judiciaire.

Il a été fait droit à cette demande selon ordonnance du 3 octobre 2018 désignant Monsieur BENOIT en qualité d'expert judiciaire.

Selon ordonnance du 11 septembre 2019, les opérations d'expertise ont été étendues aux divers constructeurs.

Aux termes d'un acte introductif en date du 26 juin 2018, Monsieur BEAUCHAMP et Madame SCHREIBER ont également assigné la SCCV devant la Juridiction des référés aux fins de désignation d'un expert judiciaire.

Il a été fait droit à cette demande selon ordonnance du 31 octobre 2018 désignant Monsieur BENOIT en qualité d'expert judiciaire.

L'expert judiciaire a fait une première visite sur les lieux le 14.06.2019

L'expert judiciaire a fait un premier compte rendu de cette réunion.
(*Pièce n°22*)

Selon mail en date du 24.02.2020, l'expert judiciaire a préconisé l'appel en cause de plusieurs intervenants.
(*Pièce n°23*)

C'est en l'état que se présente cette affaire.

II) DISCUSSION

Aux termes de l'article 145 du code de procédure civile :

« S'il existe un motif légitime de conserver ou d'établir avant tout procès la preuve de faits dont pourrait dépendre la solution d'un litige, les mesures d'instruction légalement admissibles peuvent être ordonnées à la demande de tout intéressé, sur requête ou en référé »

La SCCV, en sa qualité de simple constructeur non réalisateur, a vocation à solliciter l'extension de la mesure ordonnée le 31 octobre 2018 aux divers constructeurs intervenus dans le cadre de ce chantier.

La SCCV a en tout premier lieu vocation à être garantie par son propre assureur, à savoir les compagnies MMA IARD et MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES.

Concernant JF INGENIERIE, celle-ci est directement concernée par une large partie des désordres en raison de son intervention en tant que maître d'œuvre.

Le Juge des référés relèvera en outre que de nombreux désordres dénoncés relèvent de l'exécution des travaux dont la société JF INGENIERIE avait la surveillance.

Concernant la société CURTO et son assureur, le Juge des référés constatera que l'expert judiciaire relève des défauts touchant aux menuiseries intérieures.
(Pièce n°22)

Concernant la société SO GRE BAT et son assureur, titulaire du lot gros œuvre, celle-ci est directement concernée notamment par les fissurations relevées par l'expert judiciaire sur les murs/cloisons/plafonds.

Concernant la société PORALU et son assureur, l'expert judiciaire a relevé des infiltrations au droit des menuiseries extérieures mais aussi des défauts de réglage et de pose.

Concernant la société MEN'HELEC et son assureur, l'expert judiciaire a relevé plusieurs défauts affectant notamment les prises électriques.

Concernant la société ROUCEAUX et son assureur, l'expert judiciaire a relevé plusieurs défauts affectant notamment le sol PVC imitation bois.

Concernant la société SMC et son assureur, l'expert judiciaire a relevé plusieurs défauts affectant les garde-corps.

Concernant la société TERRA CERAMIC et son assureur, l'expert a relevé des défauts affectant les plinthes qui relevaient du lot de cette société.

Concernant la société FERREIRA et son assureur, celle-ci est au moins directement concernée par les défauts allégués de la VMC et de l'équilibrage du réseau ECS.

Concernant la société TISSOT ETANCHEITE et son assureur, celle-ci est notamment directement concernée par les défauts allégués affectant les couvertines et l'étanchéité de la terrasse.

Enfin, la compagnie GENERALI, en qualité d'assureur de la société RENOV RHONE ALPES, est directement concernée pour les dommages relevant du lot de son assuré, et notamment le délitement des enduits de façade.

Le Juge des référés constatera donc que la SCCV justifie d'un motif légitime à ce que les opérations d'expertise soient étendues aux divers constructeurs assignés ainsi qu'à leurs assureurs respectifs.

PAR CES MOTIFS

- *Vu l'article 145 du code de procédure civile,*

- **VOIR** étendre à la mesure d'expertise qui a été ordonnée suivant ordonnance du 31 octobre 2018 à la compagnie MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES, à la compagnie MMA IARD, à la société JF INGENIERIE, à la compagnie GENERALI, à la compagnie QBE, à la compagnie SMABTP, à la compagnie l'AUXILIAIRE, à la compagnie ALLIANZ IARD, à la société SO GRE BAT, à la société TISSOT ETANCHEITE, à la société TERRA CERAMIC, à la société FERREIRA, à la société SMC, à la société PORALU, à la compagnie MAAF, à la compagnie AXA France IARD, à la société ROUCEAUX, à la société MEN'HELEC, et à la société MENUISERIE CURTO ;

- **RESERVER** les dépens ;

SOUS TOUTES RESERVES

BORDEREAU DE COMMUNICATION DE PIECES

1. Conditions particulières MMA ;
2. Contrat cadre et avenant au contrat ;
3. Attestation d'assurance SCOP-A-SYSTEMES ;
4. Contrats JF INGENIERIE (2) et attestation d'assurance;
5. Devis MTM INFRA ;
6. Marché de la société BUREAU D'ETUDE MATTE ;
7. Attestation d'assurance de la société BUREAU D'ETUDE MATTE ;
8. Marché et attestation d'assurance SO GRE BAT ;
9. Marché et attestation d'assurance TISSOT ETANCHEITE ;
10. Marché et attestation d'assurance CONVERSO ;
11. Marché et attestation d'assurance TERRA CERAMIC ;
12. Marché et attestation d'assurance FERREIRA ;
13. Marché de la société CURTO ;
14. Marché et attestation d'assurance PORALU ;
15. Marché et attestation d'assurance ROUCEAUX ;
16. Marché et attestation d'assurance MEN'HELEC ;
17. Marché et attestation d'assurance SMC ;
18. Marché et attestation d'assurance RRA ;
19. Procès-verbaux de réception ;
20. Procès-verbal de livraison ;
21. Procès-verbal de constat du 23 avril 2018 ;
22. Compte-rendu d'expertise du 14.06.2019 ;
23. Mail de l'expert judiciaire en date du 24.02.2020 ;

S.A.S.
ATLANTHUIS
Huissiers de Justice associés
156 Av. de Paris - CS88661
79026 NIORT Cedex
Tel : 05 49 28 39 00
Fax : 05 49 28 34 39
Courriel:etude@atlanthuis.fr
www.atlanthuis.fr

ACTE D'HUISSIER DE JUSTICE

COUT ACTE	
EMOLUMENT ART. R444.3	36,18
D.E.P.	
Art. R444.15	
VACATION	
TRANSPORT	7,67
H.T.	43,85
TVA 20,00%	8,77
TAXE FORFAITAIRE	
Art. 302 bis Y CGI	
FRAIS POSTAUX	1,95
DEBOURS.	
T.T.C.	54,57



MODALITES DE REMISE DE L'ACTE

(REMISE A PERSONNE MORALE)

L'An DEUX MILLE VINGT ET UN le DIX HUIT MAI

A LA DEMANDE DE :

S.C.C.V. MONTBONNOT MESANGES, inscrite au registre du commerce et des sociétés de GRENOBLE sous le numéro 798 813 127 dont le siège social est situé 29 Avenue de l'Obiou à LA TRONCHE (38700), agissant poursuites et diligences de son représentant légal, domicilié en cette qualité audit siège social

SIGNIFIE A

MAAF ASSURANCES
CHABAN DE CHAURAY
79036 NIORT CEDEX

Cet acte a été remis par Clerc assermenté dans les conditions ci-dessous indiquées, et suivant les déclarations qui lui ont été faites.

Au siège du destinataire dont la certitude est caractérisée par les éléments suivants :
enseigne
confirmation par la personne rencontrée

Où j'ai rencontré :

Mme GAUDIN EVA

hôtesse ainsi déclarée

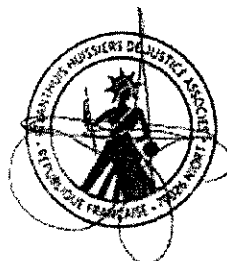
qui a déclaré être habilité(e) à recevoir la copie de l'acte et qui l'a acceptée.

La lettre prévue par l'article 658 du Code de Procédure Civile contenant copie de l'acte de signification a été adressée le jour même ou au plus tard le premier jour ouvrable.

La copie du présent acte comporte 12 feuilles.

Visa de l'Huissier de Justice des mentions relatives à la signification

Maitre Anastasia GADIOLET



Me GADIOLET Anastasia
Huissier de Justice salariée

SELARL ROBICHON & ASSOCIES
 Franck CHASTAGNARET, avocats
 Julien ROGUET, EUROPOLE
 Fanny CHASTAGNARET, Pierre Sémard
 & Guillemette MAGAUD, GRENOBLE
 ☎ 04 78 93 72 22 : 04.76.21.22.11
 Fax 04 78 94 19 85 : robichon-avocats.fr
 Huissiers de Justice associés
 45 rue de Verdun - /
 69006 LYON
 MONTBONNOT MESANGES / BEAUCHAMP SCHREIBER

Référence Huissier
 Dossier n°

275247



DENONCIATION D'ASSIGNATION ET D'ORDONNANCE ET ASSIGNATION EN REFERE DEVANT LE PRESIDENT DU TRIBUNAL JUDICIAIRE DE GRENOBLE

L'AN DEUX MILLE VINGT ET UN et le 11 MAI

A LA REQUETE DE :

La **SCCV MONTBONNOT MESANGES**, société civile de construction vente inscrite au RCS de GRENOBLE sous le n° 798 813 127, dont le siège social est 29, Avenue de l'Obiou à LA TRONCHE (38700), représentée par son représentant légal en exercice domicilié en cette qualité audit siège ;

Ayant pour Avocat la SELARL ROBICHON & Associés, Avocat au Barreau de GRENOBLE, demeurant 27, Rue Pierre Sémard - 38000 GRENOBLE ;

J'AI HUISSIER SOUSSIGNE :

« Je, Franck CHASTAGNARET, Julien ROGUET,
 Fanny CHASTAGNARET, ou Guillemette MAGAUD,
 Huissiers de Justice associés
 45 rue de Verdun - 69006 LYON

DENONCE ET LAISSE COPIE A :

1°) La Société **MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES**, société civile inscrite au RCS de LE MANS sous le numéro D 775 652 126, dont le siège est situé 14, boulevard Marie et Alexandre Oyon à LE MANS (72030), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège, es-qualité d'assureur CNR de la SCCV MONTBONNOT MESANGES et en sa qualité d'assureur de la société SMC ;

Ou étant parlant à

par exploit et copie séparés

2°) La société **MMA IARD, SA** inscrite au RCS de LE MANS sous le numéro 440 048 882, dont le siège est 14 boulevard Marie et Alexandre Oyon, 72030 LE MANS, prise en la personne de son représentant légal en exercice domicilié en cette qualité audit siège, es-qualité d'assureur CNR de la SCCV MONTBONNOT MESANGES et en sa qualité d'assureur de la société SMC ;

Ou étant parlant à

par exploit et copie séparés

3°) La Société **JF INGENIERIE**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 440 471 761, dont le siège est 4, rue des jardins à VOIRON (38500), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

par exploit et copie séparés

4°) La Société **SO GRE BAT**, SAS immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 385 077 433, dont le siège est 339, Allée de l'Emporey à VEUREY VOROIZE (38113), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

par exploit et copie séparés

5°) La Société **TISSOT ETANCHEITE**, SA immatriculée au RCS de CHAMBERY sous le numéro B 412 924 169, dont le siège est 625, Rue de Branmafan à BARBY (73230), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

par exploit et copie séparés

6°) La Société **TERRA CERAMIC CONSEILS ET POSE**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 802 782 383, dont le siège est 23, Rue Joliot Curie à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

par exploit et copie séparés

7°) La Société **FERREIRA**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 419 802 525, dont le siège est 14B, Rue des glairaux à SAINT EGREVE (3838120), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

par exploit et copie séparés

8°) La Société **MENUISERIE CURTO**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 394 654 784, dont le siège est 23, Rue Joliot Curie à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

par exploit et copie séparés

9°) La Société **MEN'HELEC**, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 501 630 776, dont le siège est 28, Rue Barnave à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

par exploit et copie séparés

10°) La Société **ROUCEAUX**, SAS immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 801 122 490, dont le siège est 80, Rue du Vercors au VERSOUD (38420), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

par exploit et copie séparés

11°) La Société PORALU MENUISERIES, SASU immatriculée au RCS de BOURG EN BRESSE sous le numéro B 418 245 262, dont le siège est Rue des Bouleaux à PORT (01460), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

12°) La Société SOC METALLURGIQUE DE COURS (SMC), SASU immatriculée au RCS de VILLEFRANCHE – TARARE sous le numéro B 331 498 006, dont le siège 442, est Rue Pierre Giraud à COURS (69470), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

13°) La Société AXA France IARD, SA immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro B 722 057 460, dont le siège est 313, Terrasses de l'Arche à NANTERRE (92000), prise en sa qualité d'assureur de la société SO GRE BAT et de la société FERREIRA, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

14°) La société GENERALI IARD, SA immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro 552 062 663, dont le siège est 2, Rue Pillet-Will à PARIS (75009), prise en sa qualité d'assureur de la société TERRA CERAMIC et de la société RENOV RHONE ALPES, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

15°) La SMABTP, société d'assurance mutuelle immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro D 775 684 764, dont le siège est 8, Rue Louis Armand à PARIS (75015), prise en sa qualité d'assureur de la société TISSOT ETANCHEITE, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

16°) La compagnie L'AUXILIAIRE, société d'assurance mutuelle dont le siège est 50, Cours Franklin Roosevelt à LYON (69006), prise en sa qualité d'assureur de la société PORALU, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

voir P.V. de signification

17°) La Société ALLIANZ IARD, SA immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro 542 110 291, dont le siège est 1, Cours Michelet à PUTEAUX (92800), prise en sa qualité d'assureur de la société MEN'HELEC, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

18°) La Compagnie MAAF, SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 160.000.000 €, immatriculée au R.C.S. de NIORT sous le numéro 542 073 580 - 6512 Z et ayant son siège,

Chauray 79036 NIORT CEDEX 9, prise en sa qualité d'assureur de la société ROUCEAUX, agissant poursuite et diligences de ses représentants légaux domiciliés audit siège ;

Ou étant parlant à

19°) **La Compagnie QBE**, société de droit anglais ayant son siège Cœur Défense, Tour A, 110, Esplanade du Général de Gaulle 92931 LA DEFENSE CEDEX, prise en sa qualité d'assureur de la société CURTO, agissant poursuite et diligences de ses représentants légaux domiciliés audit siège ;

Ou étant parlant à

- D'une assignation en référé en date du 26 juin 2018 ;
- D'une ordonnance de référé en date du 31 octobre 2018 ;

ET A MÊME REQUETE QUE CI-DESSUS, J'AI HUISSIER SOUSSIGNE :

DONNE ASSIGNATION A :

1°) **La Société MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES**, société civile inscrite au RCS de LE MANS sous le numéro D 775 652 126, dont le siège est situé 14, boulevard Marie et Alexandre Oyon à LE MANS (72030), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège, es-qualité d'assureur CNR de la SCCV MONTBONNOT MESANGES et en sa qualité d'assureur de la société SMC ;

Ou étant parlant à

2°) **La société MMA IARD, SA** inscrite au RCS de LE MANS sous le numéro 440 048 882, dont le siège est 14 boulevard Marie et Alexandre Oyon, 72030 LE MANS, prise en la personne de son représentant légal en exercice domicilié en cette qualité audit siège, es-qualité d'assureur CNR de la SCCV MONTBONNOT MESANGES et en sa qualité d'assureur de la société SMC ;

Ou étant parlant à

3°) **La Société JF INGENIERIE, SARL** immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 440 471 761, dont le siège est 4, rue des jardins à VOIRON (38500), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

4°) **La Société SO GRE BAT, SAS** immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 385 077 433, dont le siège est 339, Allée de l'Emporey à VEUREY VOROIZE (38113), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

5°) La Société TISSOT ETANCHEITE, SA immatriculée au RCS de CHAMBERY sous le numéro B 412 924 169, dont le siège est 625, Rue de Branmafan à BARBY (73230), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

6°) La Société TERRA CERAMIC CONSEILS ET POSE, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 802 782 383, dont le siège est 23, Rue Joliot Curie à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

7°) La Société FERREIRA, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 419 802 525, dont le siège est 14B, Rue des glairaux à SAINT EGREVE (3838120), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

8°) La Société MENUISERIE CURTO, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 394 654 784, dont le siège est 23, Rue Joliot Curie à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

9°) La Société MEN'HELEC, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 501 630 776, dont le siège est 28, Rue Barnave à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

10°) La Société ROUCEAUX, SAS immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 801 122 490, dont le siège est 80, Rue du Vercors au VERSOUD (38420), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

11°) La Société PORALU MENUISERIES, SASU immatriculée au RCS de BOURG EN BRESSE sous le numéro B 418 245 262, dont le siège est Rue des Bouleaux à PORT (01460), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

12°) La Société SOC METALLURGIQUE DE COURS (SMC), SASU immatriculée au RCS de VILLEFRANCHE – TARARE sous le numéro B 331 498 006, dont le siège 442, est Rue Pierre Giraud à COURS (69470), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

13°) La Société AXA France IARD, SA immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro B 722 057 460, dont le siège est 313. Terrasses de l'Arche à NANTERRE (92000), prise en sa qualité d'assureur de la société SO GRE BAT et de la société FERREIRA, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

14°) La société GENERALI IARD, SA immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro 552 062 663, dont le siège est 2, Rue Pillet-Will à PARIS (75009), prise en sa qualité d'assureur de la société TERRA CERAMIC et de la société RENOV RHONE ALPES, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

15°) La SMABTP, société d'assurance mutuelle immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro D 775 684 764, dont le siège est 8, Rue Louis Armand à PARIS (75015), prise en sa qualité d'assureur de la société TISSOT ETANCHEITE, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

16°) La compagnie L'AUXILIAIRE, société d'assurance mutuelle dont le siège est 50, Cours Franklin Roosevelt à LYON (69006), prise en sa qualité d'assureur de la société PORALU, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

voir P.V. de signification

17°) La Société ALLIANZ IARD, SA immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro 542 110 291, dont le siège est 1, Cours Michelet à PUTEAUX (92800), prise en sa qualité d'assureur de la société MEN'HELEC, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

18°) La Compagnie MAAF, SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 160.000.000 €, immatriculée au R.C.S. de NIORT sous le numéro 542 073 580 - 6512 Z et ayant son siège, Chauray 79036 NIORT CEDEX 9, prise en sa qualité d'assureur de la société ROUCEAUX, agissant poursuite et diligences de ses représentants légaux domiciliés audit siège ;

Ou étant parlant à

19°) La Compagnie QBE, société de droit anglais ayant son siège Cœur Défense, Tour A, 110, Esplanade du Général de Gaulle 92931 LA DEFENSE CEDEX, prise en sa qualité d'assureur de la société CURTO, agissant poursuite et diligences de ses représentants légaux domiciliés audit siège ;

Ou étant parlant à

D'AVOIR A COMPARAÎTRE :

LE MERCREDI 9 JUIN 2021 A 8H45

Devant le président du Tribunal Judiciaire de GRENOBLE, au Palais de justice de cette ville, Place Firmin Gautier – 38000 GRENOBLE, salle habituelle des audiences de référé.

La présente procédure est soumise à la procédure orale résultant des articles 834 et suivants du Code de procédure civile.

Conformément aux articles 760 et suivants du CPC, la représentation est obligatoire.

Dès lors, vous devez impérativement **CONSTITUER dans un délai de QUINZE JOURS FRANCS** à compter des présentes **UN AVOCAT** au Barreau de **GRENOBLE**, ou des autres Barreaux de **VIENNE (38), BOURGOIN JALLIEU (38), VALENCE (26), GAP (05)** du ressort de la Cour d'Appel de **GRENOBLE**, dont dépend le Tribunal saisi.

Si vous entendez bénéficier de l'aide juridictionnelle ou que la présente affaire porte sur une saisie immobilière, un partage ou une liquidation vous ne pouvez constituer qu'un avocat au barreau de Grenoble.

Etant précisé qu'à défaut de le faire, un Jugement pourra néanmoins être rendu sur les seules explications et justificatifs fournis par le demandeur.

L'Etat, les départements, les communes et les établissements publics peuvent se faire représenter ou assister par un fonctionnaire ou un agent de leur administration.

Lorsque la demande est portée devant une juridiction qui a son siège en France métropolitaine, les délais de comparution sont augmentés de :

1. Un mois pour les personnes qui demeurent en Guadeloupe, en Guyane, à la Martinique, à La Réunion, à Mayotte, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin, à Saint-Pierre-et-Miquelon, en Polynésie française, dans les îles Wallis et Futuna, en Nouvelle-Calédonie et dans les Terres australes et antarctiques françaises ;
2. Deux mois pour celles qui demeurent à l'étranger.

Les pièces sur lesquelles est fondée la demande sont indiquées en fin d'acte.

Les personnes dont les ressources sont insuffisantes peuvent, si elles remplissent les conditions prévues par la loi no 91-647 du 10 juillet 1991, bénéficier d'une aide juridictionnelle. Elles doivent, pour demander cette aide, s'adresser au bureau d'aide juridictionnelle établi au siège social du Tribunal de Grande Instance de leur domicile.

PLAISE AU JUGE DES REFERES

I) RAPPEL DES FAITS

Au cours de l'année 2014, la SCCV a entrepris la réalisation d'un ensemble immobilier à usage d'habitation sur la commune de MONTBONNOT SAINT MARTIN.

La SCCV a souscrit à cette occasion une police d'assurance DO et une police d'assurance CNR auprès des compagnies MMA.

(Pièce n°1)

La maîtrise d'œuvre de conception du projet a été confiée à Monsieur André MAYET et à la société SCOP-A-SYSTEMES.

(Pièce n°2)

Monsieur MAYET serait assuré auprès de la MAF.

(Pièce n°2)

La société SCOP-A-SYSTEMES (aujourd'hui radiée) est assurée auprès de la société ACTE IARD.

(Pièce n°3)

La maîtrise d'œuvre d'exécution et la mission OPC ont été assurées par la société JF INGENIERIE.

(Pièce n°4)

La société MTM INFRA est intervenue en qualité de BE VRD tant en phase conception qu'en phase exécution.

(Pièce n°5)

La société BUREAU D'ETUDE MATTE, assurée auprès de la compagnie ALLIANZ IARD, est intervenue en qualité de BE structure.

(Pièces n°6 et n°7)

Sont intervenus dans le cadre de la construction :

- La société SO GRE BAT, assurée auprès de la compagnie AXA France IARD, pour le lot gros-œuvre et le lot cloison *(Pièce n°8)* ;
- La société TISSOT ETANCHEITE, assurée auprès de la compagnie SMABTP, pour le lot étanchéité *(Pièce n°9)* ;
- La société CONVERSO, assurée auprès de la compagnie AUXILIAIRE, pour le lot terrassement – VRD – espaces verts *(Pièce n°10)* ;
- La société TERRA CERAMIC, assurée auprès de la compagnie GENERALI, pour le lot carrelages *(Pièce n°11)* ;
- La société FERREIRA, assurée auprès de la compagnie AXA France IARD, pour le lot plomberie – chauffage - sanitaire *(Pièce n°12)* ;

- La société CURTO, pour le lot menuiseries intérieures (*Pièce n°13*) ;
- La société PORALU, pour le lot menuiseries extérieures (*Pièce n°14*) ;
- La société ROUCEAUX, pour le lot parquets / sols collés (*Pièce n°15*) ;
- La société MEN'HELEC, pour le lot électricité (*Pièce n°16*) ;
- La société SMC, pour le lot serrurerie (*Pièce n°17*) ;
- La société RENOV RHONES ALPES, pour le lot peintures et ravalement (*Pièce n°18*) ;

La société RENOV RHONE ALPES est aujourd'hui en liquidation judiciaire.

La déclaration d'ouverture de chantier est intervenue au 16 novembre 2015 et la réception des divers lots est intervenue le 23 juin 2017.
(*Pièce n°19*)

Les appartements et les parties communes ont été livrés avec réserves.

A compter de cette date, les copropriétaires ainsi que le syndicat de copropriétés se sont plaints du non levé de certaines réserves ainsi que de l'apparition de nouveaux désordres.

C'est ainsi qu'aux termes d'un acte introductif en date du 26 juin 2018, Madame COMET, Madame DE LOS ANGELES MARIN BARREDO, Monsieur NERVO, Madame MOLLINARD BOKOBZA, Monsieur BEAUCHAMP et Madame SCHREIBER ont assigné la SCCV et le syndicat des copropriétaires devant la Juridiction des référés aux fins de désignation d'un expert judiciaire.

Il a été fait droit à cette demande selon ordonnance du 3 octobre 2018 désignant Monsieur BENOIT en qualité d'expert judiciaire.

Selon ordonnance du 11 septembre 2019, les opérations d'expertise ont été étendues aux divers constructeurs.

Aux termes d'un acte introductif en date du 26 juin 2018, Monsieur BEAUCHAMP et Madame SCHREIBER ont également assigné la SCCV devant la Juridiction des référés aux fins de désignation d'un expert judiciaire.

Il a été fait droit à cette demande selon ordonnance du 31 octobre 2018 désignant Monsieur BENOIT en qualité d'expert judiciaire.

L'expert judiciaire a fait une première visite sur les lieux le 14.06.2019

L'expert judiciaire a fait un premier compte rendu de cette réunion.
(*Pièce n°22*)

Selon mail en date du 24.02.2020, l'expert judiciaire a préconisé l'appel en cause de plusieurs intervenants.
(*Pièce n°23*)

C'est en l'état que se présente cette affaire.

II) DISCUSSION

Aux termes de l'article 145 du code de procédure civile :

« S'il existe un motif légitime de conserver ou d'établir avant tout procès la preuve de faits dont pourrait dépendre la solution d'un litige, les mesures d'instruction légalement admissibles peuvent être ordonnées à la demande de tout intéressé, sur requête ou en référé »

La SCCV, en sa qualité de simple constructeur non réalisateur, a vocation à solliciter l'extension de la mesure ordonnée le 31 octobre 2018 aux divers constructeurs intervenus dans le cadre de ce chantier.

La SCCV a en tout premier lieu vocation à être garantie par son propre assureur, à savoir les compagnies MMA IARD et MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES.

Concernant JF INGENIERIE, celle-ci est directement concernée par une large partie des désordres en raison de son intervention en tant que maître d'œuvre.

Le Juge des référés relèvera en outre que de nombreux désordres dénoncés relèvent de l'exécution des travaux dont la société JF INGENIERIE avait la surveillance.

Concernant la société CURTO et son assureur, le Juge des référés constatera que l'expert judiciaire relève des défauts touchant aux menuiseries intérieures.
(Pièce n°22)

Concernant la société SO GRE BAT et son assureur, titulaire du lot gros œuvre, celle-ci est directement concernée notamment par les fissurations relevées par l'expert judiciaire sur les murs/cloisons/plafonds.

Concernant la société PORALU et son assureur, l'expert judiciaire a relevé des infiltrations au droit des menuiseries extérieures mais aussi des défauts de réglage et de pose.

Concernant la société MEN'HELEC et son assureur, l'expert judiciaire a relevé plusieurs défauts affectant notamment les prises électriques.

Concernant la société ROUCEAUX et son assureur, l'expert judiciaire a relevé plusieurs défauts affectant notamment le sol PVC imitation bois.

Concernant la société SMC et son assureur, l'expert judiciaire a relevé plusieurs défauts affectant les garde-corps.

Concernant la société TERRA CERAMIC et son assureur, l'expert a relevé des défauts affectant les plinthes qui relevaient du lot de cette société.

Concernant la société FERREIRA et son assureur, celle-ci est au moins directement concernée par les défauts allégués de la VMC et de l'équilibrage du réseau ECS.

Concernant la société TISSOT ETANCHEITE et son assureur, celle-ci est notamment directement concernée par les défauts allégués affectant les couvertines et l'étanchéité de la terrasse.

Enfin, la compagnie GENERALI, en qualité d'assureur de la société RENOV RHONE ALPES, est directement concernée pour les dommages relevant du lot de son assuré, et notamment le délitement des enduits de façade.

Le Juge des référés constatera donc que la SCCV justifie d'un motif légitime à ce que les opérations d'expertise soient étendues aux divers constructeurs assignés ainsi qu'à leurs assureurs respectifs.

PAR CES MOTIFS

- *Vu l'article 145 du code de procédure civile,*

- **VOIR** étendre à la mesure d'expertise qui a été ordonnée suivant ordonnance du 31 octobre 2018 à la compagnie MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES, à la compagnie MMA IARD, à la société JF INGENIERIE, à la compagnie GENERALI, à la compagnie QBE, à la compagnie SMABTP, à la compagnie l'AUXILIAIRE, à la compagnie ALLIANZ IARD, à la société SO GRE BAT, à la société TISSOT ETANCHEITE, à la société TERRA CERAMIC, à la société FERREIRA, à la société SMC, à la société PORALU, à la compagnie MAAF, à la compagnie AXA France IARD, à la société ROUCEAUX, à la société MEN'HELEC, et à la société MENUISERIE CURTO ;

- **RESERVER** les dépens ;

SOUS TOUTES RESERVES

BORDEREAU DE COMMUNICATION DE PIECES

1. Conditions particulières MMA ;
2. Contrat cadre et avenant au contrat ;
3. Attestation d'assurance SCOP-A-SYSTEMES ;
4. Contrats JF INGENIERIE (2) et attestation d'assurance;
5. Devis MTM INFRA ;
6. Marché de la société BUREAU D'ETUDE MATTE ;
7. Attestation d'assurance de la société BUREAU D'ETUDE MATTE ;
8. Marché et attestation d'assurance SO GRE BAT ;
9. Marché et attestation d'assurance TISSOT ETANCHEITE ;
10. Marché et attestation d'assurance CONVERSO ;
11. Marché et attestation d'assurance TERRA CERAMIC ;
12. Marché et attestation d'assurance FERREIRA ;
13. Marché de la société CURTO ;
14. Marché et attestation d'assurance PORALU ;
15. Marché et attestation d'assurance ROUCEAUX ;
16. Marché et attestation d'assurance MEN'HELEC ;
17. Marché et attestation d'assurance SMC ;
18. Marché et attestation d'assurance RRA ;
19. Procès-verbaux de réception ;
20. Procès-verbal de livraison ;
21. Procès-verbal de constat du 23 avril 2018 ;
22. Compte-rendu d'expertise du 14.06.2019 ;
23. Mail de l'expert judiciaire en date du 24.02.2020 ;

SELARL Franck CHASTAGNARET
Julien ROGUET - Fanny CHASTAGNARET
Guillemette MAGAUD
HUISSIERS DE JUSTICE ASSOCIES
45 Rue Vendôme 69006 LYON

PROCES-VERBAL DE SIGNIFICATION

[Affaire : MONTBONNOT/L'AUXILIAIRE]
[Acte : ASSIGNATION]
[Date : 21 MAI 2021]
[Dossier :275247]

02-21-05-00424

653-2105

11 h 09 min

REM.PERS.MORALE

MAIRIE DE LYON

Ce document a été remis par clerc assermenté dont les mentions relatives à la signification sont visées par moi sur l'original dans les conditions ci-après :

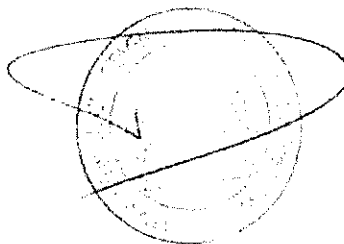
La copie destinée à : Compagnie L'AUXILIAIRE
50 Cours Franklin Roosevelt B.P. 6402 69413 LYON
a été remise le : 21 MAI 2021 .

à : **Madame PASCAL Zalina hôtesse d'accueil** , ainsi déclaré(e), à qui il a été décliné nos noms, qualité, et objet de notre présence, qui l'a acceptée et a déclaré être habilité(e) à recevoir l'acte, le domicile étant confirmé par la personne rencontrée.

La lettre prévue par l'article 658 du Code de Procédure Civile a été adressée avec une copie de l'acte de signification au plus tard le premier jour ouvrable suivant la date du présent. _

La copie du présent acte comporte VINGT-TROIS PAGES .

Franck CHASTAGNARET



Coût

Emol. Art R444-3 C Com.	36.18
Transp. Art A.444-48	7.67
Timb.appel Cause Art.7 form.411.07	
Total H.T.	44.82
Total TVA	8.98
Affr. Art A.444-48(1)	2.00
Total Euro TTC	55.90

SELARL ROBICHON & ASSOCIES

Avocats
EUROPOLE
27 rue Pierre Sémard
38000 GRENOBLE
Tél : 04.76.21.22.11
cabinet@robichon-avocats.fr

EXPEDITION

Alain BENZAKEN - Arnaud FOURREAU
Maurice-Alexandre SEBBAN- Marie-Line LACAS
HUISSIERS DE JUSTICE ASSOCIES
« Le Liberté »
38 rue Salvador Allende
92000 NANTERRE

Dossier : 20180148 - /

SCCV MONTBONNOT MESANGES / BEAUCHAMP SCHREIBER

DENONCIATION D'ASSIGNATION ET D'ORDONNANCE ET ASSIGNATION EN REFERE DEVANT LE PRESIDENT DU TRIBUNAL JUDICIAIRE DE GRENOBLE

L'AN DEUX MILLE VINGT ET UN et le **DIX HUIT MAI**

A LA REQUETE DE :

La SCCV MONTBONNOT MESANGES, société civile de construction vente inscrite au RCS de GRENOBLE sous le n° 798 813 127, dont le siège social est 29, Avenue de l'Obiou à LA TRONCHE (38700), représentée par son représentant légal en exercice domicilié en cette qualité audit siège ;

Ayant pour Avocat la SELARL ROBICHON & Associés, Avocat au Barreau de GRENOBLE, demeurant 27, Rue Pierre Sémard - 38000 GRENOBLE ;

J'AI HUISSIER SOUSSIGNE :

Société Civile Professionnelle Alain BENZAKEN - Arnaud FOURREAU
Maurice-Alexandre SEBBAN- Marie-Line LACAS
HUISSIERS DE JUSTICE ASSOCIES ayant son siège « Le Liberté »
38 rue Salvador Allende 92000 NANTERRE l'un d'eux soussigné

DENONCE ET LAISSE COPIE A :

1°) La Société MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES, société civile inscrite au RCS de LE MANS sous le numéro D 775 652 126, dont le siège est situé 14, boulevard Marie et Alexandre Oyon à LE MANS (72030), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège, es-qualité d'assureur CNR de la SCCV MONTBONNOT MESANGES et en sa qualité d'assureur de la société SMC ;

Ou étant parlant à **ACTE SEPARÉ**

2°) La société MMA IARD, SA inscrite au RCS de LE MANS sous le numéro 440 048 882, dont le siège est 14 boulevard Marie et Alexandre Oyon, 72030 LE MANS, prise en la personne de son représentant légal en exercice domicilié en cette qualité audit siège, es-qualité d'assureur CNR de la SCCV MONTBONNOT MESANGES et en sa qualité d'assureur de la société SMC ;

Ou étant parlant à **ACTE SEPARÉ**

3°) La Société JF INGENIERIE, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 440 471 761, dont le siège est 4, rue des jardins à VOIRON (38500), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

ACTE SEPARÉ

4°) La Société SO GRE BAT, SAS immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 385 077 433, dont le siège est 339, Allée de l'Emporey à VEUREY VOROIZE (38113), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

ACTE SEPARÉ

5°) La Société TISSOT ETANCHEITE, SA immatriculée au RCS de CHAMBERY sous le numéro B 412 924 169, dont le siège est 625, Rue de Branmafan à BARBY (73230), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

ACTE SEPARÉ

6°) La Société TERRA CERAMIC CONSEILS ET POSE, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 802 782 383, dont le siège est 23, Rue Joliot Curie à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

ACTE SEPARÉ

7°) La Société FERREIRA, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 419 802 525, dont le siège est 14B, Rue des glairaux à SAINT EGREVE (3838120), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

ACTE SEPARÉ

8°) La Société MENUISERIE CURTO, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 394 654 784, dont le siège est 23, Rue Joliot Curie à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

ACTE SEPARÉ

9°) La Société MEN'HELEC, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 501 630 776, dont le siège est 28, Rue Barnave à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

ACTE SEPARÉ

10°) La Société ROUCEAUX, SAS immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 801 122 490, dont le siège est 80, Rue du Vercors au VERSOUD (38420), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

ACTE SEPARÉ

11°) La Société PORALU MENUISERIES, SASU immatriculée au RCS de BOURG EN BRESSE sous le numéro B 418 245 262, dont le siège est Rue des Bouleaux à PORT (01460), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **ACTE SEPARÉ**

12°) La Société SOC METALLURGIQUE DE COURS (SMC), SASU immatriculée au RCS de VILLEFRANCHE – TARARE sous le numéro B 331 498 006, dont le siège 442, est Rue Pierre Giraud à COURS (69470), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

ACTE SEPARÉ

Ou étant parlant à

13°) La Société AXA France IARD, SA immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro B 722 057 460, dont le siège est 313, Terrasses de l'Arche à NANTERRE (92000), prise en sa qualité d'assureur de la société SO GRE BAT et de la société FERREIRA, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **ACTE SEPARÉ**

14°) La société GENERALI IARD, SA immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro 552 062 663, dont le siège est 2, Rue Pillet-Will à PARIS (75009), prise en sa qualité d'assureur de la société TERRA CERAMIC et de la société RENOV RHONE ALPES, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **ACTE SEPARÉ**

15°) La SMABTP, société d'assurance mutuelle immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro D 775 684 764, dont le siège est 8, Rue Louis Armand à PARIS (75015), prise en sa qualité d'assureur de la société TISSOT ETANCHEITE, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **ACTE SEPARÉ**

16°) La compagnie L'AUXILIAIRE, société d'assurance mutuelle dont le siège est 50, Cours Franklin Roosevelt à LYON (69006), prise en sa qualité d'assureur de la société PORALU, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **ACTE SEPARÉ**

17°) La Société ALLIANZ IARD, SA immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro 542 110 291, dont le siège est 1, Cours Michelet à PUTEAUX (92800), prise en sa qualité d'assureur de la société MEN'HELEC, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **Pour signification 20 place de Seine 92400 COURBEVOIE**

ACTE SEPARÉ

18°) La Compagnie MAAF, SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 160.000.000 €, immatriculée au R.C.S. de NIORT sous le numéro 542 073 580 - 6512 Z et ayant son siège,

Chauray 79036 NIORT CEDEX 9, prise en sa qualité d'assureur de la société ROUCEAUX, agissant poursuite et diligences de ses représentants légaux domiciliés audit siège ;

Ou étant parlant à **ACTE SEPARÉ**

19°) La Compagnie QBE, société de droit anglais ayant son siège Cœur Défense, Tour A, 110, Esplanade du Général de Gaulle 92931 LA DEFENSE CEDEX, prise en sa qualité d'assureur de la société CURTO, agissant poursuite et diligences de ses représentants légaux domiciliés audit siège ;

Ou étant parlant à **Où étant et parlant comme il est dit en fin d'acte**

- **D'une assignation en référé en date du 26 juin 2018 ;**
- **D'une ordonnance de référé en date du 31 octobre 2018 ;**

ET A MÊME REQUÊTE QUE CI-DESSUS, J'AI HUISSIER SOUSSIGNE :

DONNE ASSIGNATION A :

1°) La Société MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES, société civile inscrite au RCS de LE MANS sous le numéro D 775 652 126, dont le siège est situé 14, boulevard Marie et Alexandre Oyon à LE MANS (72030), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège, es-qualité d'assureur CNR de la SCCV MONTBONNOT MESANGES et en sa qualité d'assureur de la société SMC ;

Ou étant parlant à **ACTE SEPARÉ**

2°) La société MMA IARD, SA inscrite au RCS de LE MANS sous le numéro 440 048 882, dont le siège est 14 boulevard Marie et Alexandre Oyon, 72030 LE MANS, prise en la personne de son représentant légal en exercice domicilié en cette qualité audit siège, es-qualité d'assureur CNR de la SCCV MONTBONNOT MESANGES et en sa qualité d'assureur de la société SMC ;

Ou étant parlant à **ACTE SEPARÉ**

3°) La Société JF INGENIERIE, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 440 471 761, dont le siège est 4, rue des jardins à VOIRON (38500), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **ACTE SEPARÉ**

4°) La Société SO GRE BAT, SAS immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 385 077 433, dont le siège est 339, Allée de l'Emporey à VEUREY VOROIZE (38113), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **ACTE SEPARÉ**

5°) La Société TISSOT ETANCHEITE, SA immatriculée au RCS de CHAMBERY sous le numéro B 412 924 169, dont le siège est 625, Rue de Branmafan à BARBY (73230), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

ACTE SEPARÉ

6°) La Société TERRA CERAMIC CONSEILS ET POSE, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 802 782 383, dont le siège est 23, Rue Joliot Curie à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

ACTE SEPARÉ

Ou étant parlant à

7°) La Société FERREIRA, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 419 802 525, dont le siège est 14B, Rue des glairaux à SAINT EGREVE (3838120), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

ACTE SEPARÉ

8°) La Société MENUISERIE CURTO, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 394 654 784, dont le siège est 23, Rue Joliot Curie à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

ACTE SEPARÉ

9°) La Société MEN'HELEC, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 501 630 776, dont le siège est 28, Rue Barnave à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

ACTE SEPARÉ

10°) La Société ROUCEAUX, SAS immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 801 122 490, dont le siège est 80, Rue du Vercors au VERSOUD (38420), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

ACTE SEPARÉ

11°) La Société PORALU MENUISERIES, SASU immatriculée au RCS de BOURG EN BRESSE sous le numéro B 418 245 262, dont le siège est Rue des Bouleaux à PORT (01460), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

ACTE SEPARÉ

12°) La Société SOC METALLURGIQUE DE COURS (SMC), SASU immatriculée au RCS de VILLEFRANCHE – TARARE sous le numéro B 331 498 006, dont le siège 442, est Rue Pierre Giraud à COURS (69470), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

ACTE SEPARÉ

13°) La Société AXA France IARD, SA immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro B 722 057 460, dont le siège est 313, Terrasses de l'Arche à NANTERRE (92000), prise en sa qualité d'assureur de la société SO GRE BAT et de la société FERREIRA, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

ACTE SEPARÉ

14°) La société GENERALI IARD, SA immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro 552 062 663, dont le siège est 2, Rue Pillet-Will à PARIS (75009), prise en sa qualité d'assureur de la société TERRA CERAMIC et de la société RENOV RHONE ALPES, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

ACTE SEPARÉ

15°) La SMABTP, société d'assurance mutuelle immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro D 775 684 764, dont le siège est 8, Rue Louis Armand à PARIS (75015), prise en sa qualité d'assureur de la société TISSOT ETANCHEITE, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

ACTE SEPARÉ

16°) La compagnie L'AUXILIAIRE, société d'assurance mutuelle dont le siège est 50, Cours Franklin Roosevelt à LYON (69006), prise en sa qualité d'assureur de la société PORALU, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

ACTE SEPARÉ

17°) La Société ALLIANZ IARD, SA immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro 542 110 291, dont le siège est 1, Cours Michelet à PUTEAUX (92800), prise en sa qualité d'assureur de la société MEN'HELEC, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

Pour signification 20 place de Seine 92400 COURBEVOIE

ACTE SEPARÉ

18°) La Compagnie MAAF, SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 160.000.000 €, immatriculée au R.C.S. de NIORT sous le numéro 542 073 580 - 6512 Z et ayant son siège, Chauray 79036 NIORT CEDEX 9, prise en sa qualité d'assureur de la société ROUCEAUX, agissant poursuite et diligences de ses représentants légaux domiciliés audit siège ;

Ou étant parlant à

ACTE SEPARÉ

19°) La Compagnie QBE, société de droit anglais ayant son siège Cœur Défense, Tour A, 110, Esplanade du Général de Gaulle 92931 LA DEFENSE CEDEX, prise en sa qualité d'assureur de la société CURTO, agissant poursuite et diligences de ses représentants légaux domiciliés audit siège ;

Ou étant parlant à

Où étant et parlant comme il est dit en fin d'acte

D'AVOIR A COMPARAÎTRE :

LE MERCREDI 9 JUIN 2021 A 8H45

Devant le président du Tribunal Judiciaire de GRENOBLE, au Palais de justice de cette ville, Place Firmin Gautier – 38000 GRENOBLE, salle habituelle des audiences de référé.

La présente procédure est soumise à la procédure orale résultant des articles 834 et suivants du Code de procédure civile.

Conformément aux articles 760 et suivants du CPC, la représentation est obligatoire.

Dès lors, vous devez impérativement **CONSTITUER dans un délai de QUINZE JOURS FRANCS** à compter des présentes **UN AVOCAT** au Barreau de **GRENOBLE**, ou des autres Barreaux de **VIENNE (38)**, **BOURGAIN JALLIEU (38)**, **VALENCE (26)**, **GAP (05)** du ressort de la Cour d'Appel de **GRENOBLE**, dont dépend le Tribunal saisi.

Si vous entendez bénéficier de l'aide juridictionnelle ou que la présente affaire porte sur une saisie immobilière, un partage ou une liquidation vous ne pouvez constituer qu'un avocat au barreau de Grenoble.

Etant précisé qu'à défaut de le faire, un Jugement pourra néanmoins être rendu sur les seules explications et justificatifs fournis par le demandeur.

L'Etat, les départements, les communes et les établissements publics peuvent se faire représenter ou assister par un fonctionnaire ou un agent de leur administration.

Lorsque la demande est portée devant une juridiction qui a son siège en France métropolitaine, les délais de comparution sont augmentés de :

1. Un mois pour les personnes qui demeurent en Guadeloupe, en Guyane, à la Martinique, à La Réunion, à Mayotte, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin, à Saint-Pierre-et-Miquelon, en Polynésie française, dans les îles Wallis et Futuna, en Nouvelle-Calédonie et dans les Terres australes et antarctiques françaises ;
2. Deux mois pour celles qui demeurent à l'étranger.

Les pièces sur lesquelles est fondée la demande sont indiquées en fin d'acte.

Les personnes dont les ressources sont insuffisantes peuvent, si elles remplissent les conditions prévues par la loi no 91-647 du 10 juillet 1991, bénéficier d'une aide juridictionnelle. Elles doivent, pour demander cette aide, s'adresser au bureau d'aide juridictionnelle établi au siège social du Tribunal de Grande Instance de leur domicile.

**** Conformément à l'article 5 de la loi du 31 décembre 1971 modifiée par la loi n°2015-990 du 6 août 2015 :**

Les avocats exercent leur ministère et peuvent plaider sans limitation territoriale devant toutes les juridictions et organismes juridictionnels ou disciplinaires, sous les réserves prévues à l'article 4.

Ils peuvent postuler devant l'ensemble des tribunaux judiciaires du ressort de cour d'appel dans lequel ils ont établi leur résidence professionnelle et devant ladite cour d'appel. Par dérogation au deuxième alinéa, les avocats ne peuvent postuler devant un autre tribunal que celui auprès duquel est établie leur résidence professionnelle ni dans le cadre des procédures de saisie immobilière, de partage et de licitation, ni au titre de l'aide juridictionnelle, ni dans des instances dans lesquelles ils ne seraient pas maîtres de l'affaire chargés également d'assurer la plaidoirie.

PLAISE AU JUGE DES REFERES

I) RAPPEL DES FAITS

Au cours de l'année 2014, la SCCV a entrepris la réalisation d'un ensemble immobilier à usage d'habitation sur la commune de MONTBONNOT SAINT MARTIN.

La SCCV a souscrit à cette occasion une police d'assurance DO et une police d'assurance CNR auprès des compagnies MMA.
(Pièce n°1)

La maîtrise d'œuvre de conception du projet a été confiée à Monsieur André MAYET et à la société SCOP-A-SYSTEMES.
(Pièce n°2)

Monsieur MAYET serait assuré auprès de la MAF.
(Pièce n°2)

La société SCOP-A-SYSTEMES (aujourd'hui radiée) est assurée auprès de la société ACTE IARD.
(Pièce n°3)

La maîtrise d'œuvre d'exécution et la mission OPC ont été assurées par la société JF INGENIERIE.
(Pièce n°4)

La société MTM INFRA est intervenue en qualité de BE VRD tant en phase conception qu'en phase exécution.
(Pièce n°5)

La société BUREAU D'ETUDE MATTE, assurée auprès de la compagnie ALLIANZ IARD, est intervenue en qualité de BE structure.
(Pièces n°6 et n°7)

Sont intervenus dans le cadre de la construction :

- La société SO GRE BAT, assurée auprès de la compagnie AXA France IARD, pour le lot gros-œuvre et le lot cloison (Pièce n°8) ;
- La société TISSOT ETANCHEITE, assurée auprès de la compagnie SMABTP, pour le lot étanchéité (Pièce n°9) ;
- La société CONVERSO, assurée auprès de la compagnie AUXILIAIRE, pour le lot terrassement – VRD – espaces verts (Pièce n°10) ;
- La société TERRA CERAMIC, assurée auprès de la compagnie GENERALI, pour le lot carrelages (Pièce n°11) ;
- La société FERREIRA, assurée auprès de la compagnie AXA France IARD, pour le lot plomberie – chauffage - sanitaire (Pièce n°12) ;

- La société CURTO, pour le lot menuiseries intérieures (*Pièce n°13*) ;
- La société PORALU, pour le lot menuiseries extérieures (*Pièce n°14*) ;
- La société ROUCEAUX, pour le lot parquets / sols collés (*Pièce n°15*) ;
- La société MEN'HELEC, pour le lot électricité (*Pièce n°16*) ;
- La société SMC, pour le lot serrurerie (*Pièce n°17*) ;
- La société RENOV RHONES ALPES, pour le lot peintures et ravalement (*Pièce n°18*) ;

La société RENOV RHONE ALPES est aujourd'hui en liquidation judiciaire.

La déclaration d'ouverture de chantier est intervenue au 16 novembre 2015 et la réception des divers lots est intervenue le 23 juin 2017.
(*Pièce n°19*)

Les appartements et les parties communes ont été livrés avec réserves.

A compter de cette date, les copropriétaires ainsi que le syndicat de copropriétés se sont plaints du non levé de certaines réserves ainsi que de l'apparition de nouveaux désordres.

C'est ainsi qu'aux termes d'un acte introductif en date du 26 juin 2018, Madame COMET, Madame DE LOS ANGELES MARIN BARREDO, Monsieur NERVO, Madame MOLLINARD BOKOBZA, Monsieur BEAUCHAMP et Madame SCHREIBER ont assigné la SCCV et le syndicat des copropriétaires devant la Juridiction des référés aux fins de désignation d'un expert judiciaire.

Il a été fait droit à cette demande selon ordonnance du 3 octobre 2018 désignant Monsieur BENOIT en qualité d'expert judiciaire.

Selon ordonnance du 11 septembre 2019, les opérations d'expertise ont été étendues aux divers constructeurs.

Aux termes d'un acte introductif en date du 26 juin 2018, Monsieur BEAUCHAMP et Madame SCHREIBER ont également assigné la SCCV devant la Juridiction des référés aux fins de désignation d'un expert judiciaire.

Il a été fait droit à cette demande selon ordonnance du 31 octobre 2018 désignant Monsieur BENOIT en qualité d'expert judiciaire.

L'expert judiciaire a fait une première visite sur les lieux le 14.06.2019

L'expert judiciaire a fait un premier compte rendu de cette réunion.
(*Pièce n°22*)

Selon mail en date du 24.02.2020, l'expert judiciaire a préconisé l'appel en cause de plusieurs intervenants.
(*Pièce n°23*)

C'est en l'état que se présente cette affaire.

II) DISCUSSION

Aux termes de l'article 145 du code de procédure civile :

« S'il existe un motif légitime de conserver ou d'établir avant tout procès la preuve de faits dont pourrait dépendre la solution d'un litige, les mesures d'instruction légalement admissibles peuvent être ordonnées à la demande de tout intéressé, sur requête ou en référé »

La SCCV, en sa qualité de simple constructeur non réalisateur, a vocation à solliciter l'extension de la mesure ordonnée le 31 octobre 2018 aux divers constructeurs intervenus dans le cadre de ce chantier.

La SCCV a en tout premier lieu vocation à être garantie par son propre assureur, à savoir les compagnies MMA IARD et MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES.

Concernant JF INGENIERIE, celle-ci est directement concernée par une large partie des désordres en raison de son intervention en tant que maître d'œuvre.

Le Juge des référés relèvera en outre que de nombreux désordres dénoncés relèvent de l'exécution des travaux dont la société JF INGENIERIE avait la surveillance.

Concernant la société CURTO et son assureur, le Juge des référés constatera que l'expert judiciaire relève des défauts touchant aux menuiseries intérieures.

(Pièce n°22)

Concernant la société SO GRE BAT et son assureur, titulaire du lot gros œuvre, celle-ci est directement concernée notamment par les fissurations relevées par l'expert judiciaire sur les murs/cloisons/plafonds.

Concernant la société PORALU et son assureur, l'expert judiciaire a relevé des infiltrations au droit des menuiseries extérieures mais aussi des défauts de réglage et de pose.

Concernant la société MEN'HELEC et son assureur, l'expert judiciaire a relevé plusieurs défauts affectant notamment les prises électriques.

Concernant la société ROUCEAUX et son assureur, l'expert judiciaire a relevé plusieurs défauts affectant notamment le sol PVC imitation bois.

Concernant la société SMC et son assureur, l'expert judiciaire a relevé plusieurs défauts affectant les garde-corps.

Concernant la société TERRA CERAMIC et son assureur, l'expert a relevé des défauts affectant les plinthes qui relevaient du lot de cette société.

Concernant la société FERREIRA et son assureur, celle-ci est au moins directement concernée par les défauts allégués de la VMC et de l'équilibrage du réseau ECS.

Concernant la société TISSOT ETANCHEITE et son assureur, celle-ci est notamment directement concernée par les défauts allégués affectant les couvertines et l'étanchéité de la terrasse.

Enfin, la compagnie GENERALI, en qualité d'assureur de la société RENOV RHONE ALPES, est directement concernée pour les dommages relevant du lot de son assuré, et notamment le délitement des enduits de façade.

Le Juge des référés constatera donc que la SCCV justifie d'un motif légitime à ce que les opérations d'expertise soient étendues aux divers constructeurs assignés ainsi qu'à leurs assureurs respectifs.

PAR CES MOTIFS

- *Vu l'article 145 du code de procédure civile,*

- **VOIR** étendre à la mesure d'expertise qui a été ordonnée suivant ordonnance du 31 octobre 2018 à la compagnie MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES, à la compagnie MMA IARD, à la société JF INGENIERIE, à la compagnie GENERALI, à la compagnie QBE, à la compagnie SMABTP, à la compagnie l'AUXILIAIRE, à la compagnie ALLIANZ IARD, à la société SO GRE BAT, à la société TISSOT ETANCHEITE, à la société TERRA CERAMIC, à la société FERREIRA, à la société SMC, à la société PORALU, à la compagnie MAAF, à la compagnie AXA France IARD, à la société ROUCEAUX, à la société MEN'HELEC, et à la société MENUISERIE CURTO ;

- **RESERVER** les dépens ;

SOUS TOUTES RESERVES

BORDEREAU DE COMMUNICATION DE PIECES

1. Conditions particulières MMA ;
2. Contrat cadre et avenant au contrat ;
3. Attestation d'assurance SCOP-A-SYSTEMES ;
4. Contrats JF INGENIERIE (2) et attestation d'assurance;
5. Devis MTM INFRA ;
6. Marché de la société BUREAU D'ETUDE MATTE ;
7. Attestation d'assurance de la société BUREAU D'ETUDE MATTE ;
8. Marché et attestation d'assurance SO GRE BAT ;
9. Marché et attestation d'assurance TISSOT ETANCHEITE ;
10. Marché et attestation d'assurance CONVERSO ;
11. Marché et attestation d'assurance TERRA CERAMIC ;
12. Marché et attestation d'assurance FERREIRA ;
13. Marché de la société CURTO ;
14. Marché et attestation d'assurance PORALU ;
15. Marché et attestation d'assurance ROUCEAUX ;
16. Marché et attestation d'assurance MEN'HELEC ;
17. Marché et attestation d'assurance SMC ;
18. Marché et attestation d'assurance RRA ;
19. Procès-verbaux de réception ;
20. Procès-verbal de livraison ;
21. Procès-verbal de constat du 23 avril 2018 ;
22. Compte-rendu d'expertise du 14.06.2019 ;
23. Mail de l'expert judiciaire en date du 24.02.2020 ;

S.C.P.
Alain BENZAKEN
Arnaud FOURREAU
Maurice-A SEBBAN
Marie-Line LACAS

Huissiers de Justice Associés

« Le liberté »
38, rue Salvador Allende BP318
92003 NANTERRE Cedex
Tél. : 01 56 38 02 02
Fax : 01 47 21 21 11

MD:209863

Acte : 589388

PROCES VERBAL DE REMISE A PERSONNE MORALE

Requérant : SCCV MONTBONNOT MESANGE

Titre de l'acte signifié : une DENONCIATION D'ASSIGNATION ET D'ORDONNANCE ET
ASSIGNATION TJ RÉFÉRÉ

Date de signification : 18 mai 2021

Destinataire : S.A. QBE, 110 Esplanade du Général de Gaulle Coeur Défense -Tour A
92400 COURBEVOIE

Cet acte a été signifié par Clerc assermenté, parlant à Madame TOUTOUNJI Liliane, Gestionnaire Sinistres, ainsi déclaré, rencontré(e) dans les lieux, qui a déclaré être habilité(e) à recevoir la copie.

Un avis de passage, daté, mentionnant la nature de l'acte, le requérant et le nom de la personne ayant reçu copie a été laissé ce jour au siège du destinataire.

La lettre prévue à l'article 658 du Code de Procédure Civile, contenant copie de l'acte a été adressée dans le délai légal.

Le présent acte n'est pas soumis à taxe fiscale.
Cet acte comporte 23 feuilles sur la copie

Les mentions relatives à la signification sont visées par l'Huissier de Justice.

ACTE
D'HUISSIER
DE
JUSTICE

REFERENCES A RAPPELER :

MD:209863 - EP

EP

LIGNE DIRECTE : 01 56 38 03 11
service16.bfs@huissiers92.com

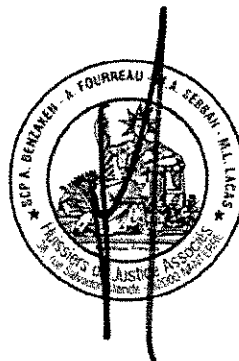
COUT DE L'ACTE

Emol.	36,18
SCT	7,67
Copies (Art A444-43)	42,90

H.T.	86,75
Tva 20 %	17,35
Timbres	2,60

T.T.C	106,70

A. FOURREAU



SELARL ROBICHON & ASSOCIES

Avocats
EUROPOLE
27 rue Pierre Sémard
38000 GRENOBLE
Tél : 04.76.21.22.11
cabinet@robichon-avocats.fr

EXPEDITION

Alain BENZAKEN - Arnaud FOURREAU
Maurice-Alexandre SEBBAN - Marie-Line LACAS
HUISSIERS DE JUSTICE ASSOCIES
« Le Liberté »
38 rue Salvador Allende
92000 NANTERRE

Dossier : 20180148 - /
SCCV MONTBONNOT MESANGES / BEAUCHAMP SCHREIBER

DENONCIATION D'ASSIGNATION ET D'ORDONNANCE ET ASSIGNATION EN REFERE DEVANT LE PRESIDENT DU TRIBUNAL JUDICIAIRE DE GRENOBLE

L'AN DEUX MILLE VINGT ET UN et le **DIX HUIT MAI**

A LA REQUETE DE :

La **SCCV MONTBONNOT MESANGES**, société civile de construction vente inscrite au RCS de GRENOBLE sous le n° 798 813 127, dont le siège social est 29, Avenue de l'Obiou à LA TRONCHE (38700), représentée par son représentant légal en exercice domicilié en cette qualité audit siège ;

Ayant pour Avocat la SELARL ROBICHON & Associés, Avocat au Barreau de GRENOBLE, demeurant 27, Rue Pierre Sémard - 38000 GRENOBLE ;

J'AI HUISSIER SOUSSIGNE :

Société Civile Professionnelle Alain BENZAKEN - Arnaud FOURREAU
Maurice-Alexandre SEBBAN - Marie-Line LACAS
HUISSIERS DE JUSTICE ASSOCIES ayant son siège « Le Liberté »
38 rue Salvador Allende 92000 NANTERRE l'un d'eux soussigné

DENONCE ET LAISSE COPIE A :

1°) La **Société MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES**, société civile inscrite au RCS de LE MANS sous le numéro D 775 652 126, dont le siège est situé 14, boulevard Marie et Alexandre Oyon à LE MANS (72030), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège, es-qualité d'assureur CNR de la SCCV MONTBONNOT MESANGES et en sa qualité d'assureur de la société SMC ;

Ou étant parlant à **ACTE SEPARÉ**

2°) La **société MMA IARD, SA** inscrite au RCS de LE MANS sous le numéro 440 048 882, dont le siège est 14 boulevard Marie et Alexandre Oyon, 72030 LE MANS, prise en la personne de son représentant légal en exercice domicilié en cette qualité audit siège, es-qualité d'assureur CNR de la SCCV MONTBONNOT MESANGES et en sa qualité d'assureur de la société SMC ;

Ou étant parlant à **ACTE SEPARÉ**

3°) La Société JF INGENIERIE, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 440 471 761, dont le siège est 4, rue des jardins à VOIRON (38500), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

ACTE SEPARÉ

4°) La Société SO GRE BAT, SAS immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 385 077 433, dont le siège est 339, Allée de l'Emporey à VEUREY VOROIZE (38113), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

ACTE SEPARÉ

5°) La Société TISSOT ETANCHEITE, SA immatriculée au RCS de CHAMBERY sous le numéro B 412 924 169, dont le siège est 625, Rue de Branmafán à BARBY (73230), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

ACTE SEPARÉ

6°) La Société TERRA CERAMIC CONSEILS ET POSE, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 802 782 383, dont le siège est 23, Rue Joliot Curie à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

ACTE SEPARÉ

7°) La Société FERREIRA, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 419 802 525, dont le siège est 14B, Rue des glairaux à SAINT EGREVE (3838120), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

ACTE SEPARÉ

8°) La Société MENUISERIE CURTO, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 394 654 784, dont le siège est 23, Rue Joliot Curie à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

ACTE SEPARÉ

9°) La Société MEN'HELEC, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 501 630 776, dont le siège est 28, Rue Barnave à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

ACTE SEPARÉ

10°) La Société ROUCEAUX, SAS immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 801 122 490, dont le siège est 80, Rue du Vercors au VERSOUD (38420), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

ACTE SEPARÉ

11°) La Société PORALU MENUISERIES, SASU immatriculée au RCS de BOURG EN BRESSE sous le numéro B 418 245 262, dont le siège est Rue des Bouleaux à PORT (01460), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **ACTE SEPARÉ**

12°) La Société SOC METALLURGIQUE DE COURS (SMC), SASU immatriculée au RCS de VILLEFRANCHE – TARARE sous le numéro B 331 498 006, dont le siège 442, est Rue Pierre Giraud à COURS (69470), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

ACTE SEPARÉ

Ou étant parlant à

13°) La Société AXA France IARD, SA immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro B 722 057 460, dont le siège est 313, Terrasses de l'Arche à NANTERRE (92000), prise en sa qualité d'assureur de la société SO GRE BAT et de la société FERREIRA, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **ACTE SEPARÉ**

14°) La société GENERALI IARD, SA immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro 552 062 663, dont le siège est 2, Rue Pillet-Will à PARIS (75009), prise en sa qualité d'assureur de la société TERRA CERAMIC et de la société RENOV RHONE ALPES, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **ACTE SEPARÉ**

15°) La SMABTP, société d'assurance mutuelle immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro D 775 684 764, dont le siège est 8, Rue Louis Armand à PARIS (75015), prise en sa qualité d'assureur de la société TISSOT ETANCHEITE, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **ACTE SEPARÉ**

16°) La compagnie L'AUXILIAIRE, société d'assurance mutuelle dont le siège est 50, Cours Franklin Roosevelt à LYON (69006), prise en sa qualité d'assureur de la société PORALU, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **ACTE SEPARÉ**

17°) La Société ALLIANZ IARD, SA immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro 542 110 291, dont le siège est 1, Cours Michelet à PUTEAUX (92800), prise en sa qualité d'assureur de la société MEN'HELEC, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **Pour signification 20 place de Seine 92400 COURBEVOIE**

Où étant et parlant comme il est dit en fin d'acte

18°) La Compagnie MAAF, SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 160.000.000 €, immatriculée au R.C.S. de NIORT sous le numéro 542 073 580 - 6512 Z et ayant son siège,

Chauray 79036 NIORT CEDEX 9, prise en sa qualité d'assureur de la société ROUCEAUX, agissant poursuite et diligences de ses représentants légaux domiciliés audit siège ;

Ou étant parlant à **ACTE SEPARÉ**

19°) **La Compagnie QBE**, société de droit anglais ayant son siège Cœur Défense, Tour A, 110, Esplanade du Général de Gaulle 92931 LA DEFENSE CEDEX, prise en sa qualité d'assureur de la société CURTO, agissant poursuite et diligences de ses représentants légaux domiciliés audit siège ;

Ou étant parlant à **ACTE SEPARÉ**

- **D'une assignation en référé en date du 26 juin 2018 ;**
- **D'une ordonnance de référé en date du 31 octobre 2018 ;**

ET A MÊME REQUÊTE QUE CI-DESSUS, J'AI HUISSIER SOUSSIGNÉ :

DONNE ASSIGNATION A :

1°) **La Société MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES**, société civile inscrite au RCS de LE MANS sous le numéro D 775 652 126, dont le siège est situé 14, boulevard Marie et Alexandre Oyon à LE MANS (72030), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège, es-qualité d'assureur CNR de la SCCV MONTBONNOT MESANGES et en sa qualité d'assureur de la société SMC ;

Ou étant parlant à **ACTE SEPARÉ**

2°) **La société MMA IARD, SA** inscrite au RCS de LE MANS sous le numéro 440 048 882, dont le siège est 14 boulevard Marie et Alexandre Oyon, 72030 LE MANS, prise en la personne de son représentant légal en exercice domicilié en cette qualité audit siège, es-qualité d'assureur CNR de la SCCV MONTBONNOT MESANGES et en sa qualité d'assureur de la société SMC ;

Ou étant parlant à **ACTE SEPARÉ**

3°) **La Société JF INGENIERIE, SARL** immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 440 471 761, dont le siège est 4, rue des jardins à VOIRON (38500), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **ACTE SEPARÉ**

4°) **La Société SO GRE BAT, SAS** immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 385 077 433, dont le siège est 339, Allée de l'Emporey à VEUREY VOROIZE (38113), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à **ACTE SEPARÉ**

5°) La Société TISSOT ETANCHEITE, SA immatriculée au RCS de CHAMBERY sous le numéro B 412 924 169, dont le siège est 625, Rue de Branmafan à BARBY (73230), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

ACTE SEPARÉ

6°) La Société TERRA CERAMIC CONSEILS ET POSE, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 802 782 383, dont le siège est 23, Rue Joliot Curie à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

ACTE SEPARÉ

Ou étant parlant à

7°) La Société FERREIRA, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 419 802 525, dont le siège est 14B, Rue des glairaux à SAINT EGREVE (3838120), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

ACTE SEPARÉ

8°) La Société MENUISERIE CURTO, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 394 654 784, dont le siège est 23, Rue Joliot Curie à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

ACTE SEPARÉ

9°) La Société MEN'HELEC, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 501 630 776, dont le siège est 28, Rue Barnave à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

ACTE SEPARÉ

10°) La Société ROUCEAUX, SAS immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 801 122 490, dont le siège est 80, Rue du Vercors au VERSOUD (38420), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

ACTE SEPARÉ

11°) La Société PORALU MENUISERIES, SASU immatriculée au RCS de BOURG EN BRESSE sous le numéro B 418 245 262, dont le siège est Rue des Bouleaux à PORT (01460), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

ACTE SEPARÉ

12°) La Société SOC METALLURGIQUE DE COURS (SMC), SASU immatriculée au RCS de VILLEFRANCHE – TARARE sous le numéro B 331 498 006, dont le siège 442, est Rue Pierre Giraud à COURS (69470), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

ACTE SEPARÉ

13°) La Société AXA France IARD, SA immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro B 722 057 460, dont le siège est 313, Terrasses de l'Arche à NANTERRE (92000), prise en sa qualité d'assureur de la société SO GRE BAT et de la société FERREIRA, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

ACTE SEPARÉ

14°) La société GENERALI IARD, SA immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro 552 062 663, dont le siège est 2, Rue Pillet-Will à PARIS (75009), prise en sa qualité d'assureur de la société TERRA CERAMIC et de la société RENOV RHONE ALPES, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

ACTE SEPARÉ

15°) La SMABTP, société d'assurance mutuelle immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro D 775 684 764, dont le siège est 8, Rue Louis Armand à PARIS (75015), prise en sa qualité d'assureur de la société TISSOT ETANCHEITE, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

ACTE SEPARÉ

16°) La compagnie L'AUXILIAIRE, société d'assurance mutuelle dont le siège est 50, Cours Franklin Roosevelt à LYON (69006), prise en sa qualité d'assureur de la société PORALU, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

ACTE SEPARÉ

17°) La Société ALLIANZ IARD, SA immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro 542 110 291, dont le siège est 1, Cours Michelet à PUTEAUX (92800), prise en sa qualité d'assureur de la société MEN'HELEC, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

Pour signification 20 place de Seine 92400 COURBEVOIE

18°) La Compagnie MAAF, **Où étant et parlant comme il est dit en fin d'acte** SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 160.000.000 €, immatriculée au R.C.S. de NIORT sous le numéro 542 073 580 - 6512 Z et ayant son siège, Chauray 79036 NIORT CEDEX 9, prise en sa qualité d'assureur de la société ROUCEAUX, agissant poursuite et diligences de ses représentants légaux domiciliés audit siège ;

Ou étant parlant à

ACTE SEPARÉ

19°) La Compagnie QBE, société de droit anglais ayant son siège Cœur Défense, Tour A, 110, Esplanade du Général de Gaulle 92931 LA DEFENSE CEDEX, prise en sa qualité d'assureur de la société CURTO, agissant poursuite et diligences de ses représentants légaux domiciliés audit siège ;

Ou étant parlant à

ACTE SEPARÉ

D'AVOIR A COMPARAÎTRE :

LE MERCREDI 9 JUIN 2021 A 8H45

Devant le président du Tribunal Judiciaire de GRENOBLE, au Palais de justice de cette ville, Place Firmin Gautier – 38000 GRENOBLE, salle habituelle des audiences de référé.

La présente procédure est soumise à la procédure orale résultant des articles 834 et suivants du Code de procédure civile.

Conformément aux articles 760 et suivants du CPC, la représentation est obligatoire.

Dès lors, vous devez impérativement **CONSTITUER dans un délai de QUINZE JOURS FRANCS** à compter des présentes **UN AVOCAT** au Barreau de **GRENOBLE**, ou des autres Barreaux de **VIENNE (38)**, **BOURGOIN JALLIEU (38)**, **VALENCE (26)**, **GAP (05)** du ressort de la Cour d'Appel de **GRENOBLE**, dont dépend le Tribunal saisi.

Si vous entendez bénéficier de l'aide juridictionnelle ou que la présente affaire porte sur une saisie immobilière, un partage ou une liquidation vous ne pouvez constituer qu'un avocat au barreau de Grenoble.

Etant précisé qu'à défaut de le faire, un Jugement pourra néanmoins être rendu sur les seules explications et justificatifs fournis par le demandeur.

L'Etat, les départements, les communes et les établissements publics peuvent se faire représenter ou assister par un fonctionnaire ou un agent de leur administration.

Lorsque la demande est portée devant une juridiction qui a son siège en France métropolitaine, les délais de comparution sont augmentés de :

1. Un mois pour les personnes qui demeurent en Guadeloupe, en Guyane, à la Martinique, à La Réunion, à Mayotte, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin, à Saint-Pierre-et-Miquelon, en Polynésie française, dans les îles Wallis et Futuna, en Nouvelle-Calédonie et dans les Terres australes et antarctiques françaises ;
2. Deux mois pour celles qui demeurent à l'étranger.

Les pièces sur lesquelles est fondée la demande sont indiquées en fin d'acte.

Les personnes dont les ressources sont insuffisantes peuvent, si elles remplissent les conditions prévues par la loi no 91-647 du 10 juillet 1991, bénéficier d'une aide juridictionnelle. Elles doivent, pour demander cette aide, s'adresser au bureau d'aide juridictionnelle établi au siège social du Tribunal de Grande Instance de leur domicile.

**** Conformément à l'article 5 de la loi du 31 décembre 1971 modifiée par la loi n°2015-990 du 6 août 2015 :**

Les avocats exercent leur ministère et peuvent plaider sans limitation territoriale devant toutes les juridictions et organismes juridictionnels ou disciplinaires, sous les réserves prévues à l'article 4.

Ils peuvent postuler devant l'ensemble des tribunaux judiciaires du ressort de cour d'appel dans lequel ils ont établi leur résidence professionnelle et devant ladite cour d'appel. Par dérogation au deuxième alinéa, les avocats ne peuvent postuler devant un autre tribunal que celui auprès duquel est établie leur résidence professionnelle ni dans le cadre des procédures de saisie immobilière, de partage et de licitation, ni au titre de l'aide juridictionnelle, ni dans des instances dans lesquelles ils ne seraient pas maîtres de l'affaire chargés également d'assurer la plaidoirie.

PLAISE AU JUGE DES REFERES

I) RAPPEL DES FAITS

Au cours de l'année 2014, la SCCV a entrepris la réalisation d'un ensemble immobilier à usage d'habitation sur la commune de MONTBONNOT SAINT MARTIN.

La SCCV a souscrit à cette occasion une police d'assurance DO et une police d'assurance CNR auprès des compagnies MMA.
(Pièce n°1)

La maîtrise d'œuvre de conception du projet a été confiée à Monsieur André MAYET et à la société SCOP-A-SYSTEMES.
(Pièce n°2)

Monsieur MAYET serait assuré auprès de la MAF.
(Pièce n°2)

La société SCOP-A-SYSTEMES (aujourd'hui radiée) est assurée auprès de la société ACTE IARD.
(Pièce n°3)

La maîtrise d'œuvre d'exécution et la mission OPC ont été assurées par la société JF INGENIERIE.
(Pièce n°4)

La société MTM INFRA est intervenue en qualité de BE VRD tant en phase conception qu'en phase exécution.
(Pièce n°5)

La société BUREAU D'ETUDE MATTE, assurée auprès de la compagnie ALLIANZ IARD, est intervenue en qualité de BE structure.
(Pièces n°6 et n°7)

Sont intervenus dans le cadre de la construction :

- La société SO GRE BAT, assurée auprès de la compagnie AXA France IARD, pour le lot gros-œuvre et le lot cloison (Pièce n°8) ;
- La société TISSOT ETANCHEITE, assurée auprès de la compagnie SMABTP, pour le lot étanchéité (Pièce n°9) ;
- La société CONVERSO, assurée auprès de la compagnie AUXILIAIRE, pour le lot terrassement – VRD – espaces verts (Pièce n°10) ;
- La société TERRA CERAMIC, assurée auprès de la compagnie GENERALI, pour le lot carrelages (Pièce n°11) ;
- La société FERREIRA, assurée auprès de la compagnie AXA France IARD, pour le lot plomberie – chauffage - sanitaire (Pièce n°12) ;

- La société CURTO, pour le lot menuiseries intérieures (*Pièce n°13*) ;
- La société PORALU, pour le lot menuiseries extérieures (*Pièce n°14*) ;
- La société ROUCEAUX, pour le lot parquets / sols collés (*Pièce n°15*) ;
- La société MEN'HELEC, pour le lot électricité (*Pièce n°16*) ;
- La société SMC, pour le lot serrurerie (*Pièce n°17*) ;
- La société RENOV RHONES ALPES, pour le lot peintures et ravalement (*Pièce n°18*) ;

La société RENOV RHONE ALPES est aujourd'hui en liquidation judiciaire.

La déclaration d'ouverture de chantier est intervenue au 16 novembre 2015 et la réception des divers lots est intervenue le 23 juin 2017.
(*Pièce n°19*)

Les appartements et les parties communes ont été livrés avec réserves.

A compter de cette date, les copropriétaires ainsi que le syndicat de copropriétés se sont plaints du non levé de certaines réserves ainsi que de l'apparition de nouveaux désordres.

C'est ainsi qu'aux termes d'un acte introductif en date du 26 juin 2018, Madame COMET, Madame DE LOS ANGELES MARIN BARREDO, Monsieur NERVO, Madame MOLLINARD BOKOBZA, Monsieur BEAUCHAMP et Madame SCHREIBER ont assigné la SCCV et le syndicat des copropriétaires devant la Juridiction des référés aux fins de désignation d'un expert judiciaire.

Il a été fait droit à cette demande selon ordonnance du 3 octobre 2018 désignant Monsieur BENOIT en qualité d'expert judiciaire.

Selon ordonnance du 11 septembre 2019, les opérations d'expertise ont été étendues aux divers constructeurs.

Aux termes d'un acte introductif en date du 26 juin 2018, Monsieur BEAUCHAMP et Madame SCHREIBER ont également assigné la SCCV devant la Juridiction des référés aux fins de désignation d'un expert judiciaire.

Il a été fait droit à cette demande selon ordonnance du 31 octobre 2018 désignant Monsieur BENOIT en qualité d'expert judiciaire.

L'expert judiciaire a fait une première visite sur les lieux le 14.06.2019

L'expert judiciaire a fait un premier compte rendu de cette réunion.
(*Pièce n°22*)

Selon mail en date du 24.02.2020, l'expert judiciaire a préconisé l'appel en cause de plusieurs intervenants.
(*Pièce n°23*)

C'est en l'état que se présente cette affaire.

II) DISCUSSION

Aux termes de l'article 145 du code de procédure civile :

« S'il existe un motif légitime de conserver ou d'établir avant tout procès la preuve de faits dont pourrait dépendre la solution d'un litige, les mesures d'instruction légalement admissibles peuvent être ordonnées à la demande de tout intéressé, sur requête ou en référé »

La SCCV, en sa qualité de simple constructeur non réalisateur, a vocation à solliciter l'extension de la mesure ordonnée le 31 octobre 2018 aux divers constructeurs intervenus dans le cadre de ce chantier.

La SCCV a en tout premier lieu vocation à être garantie par son propre assureur, à savoir les compagnies MMA IARD et MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES.

Concernant JF INGENIERIE, celle-ci est directement concernée par une large partie des désordres en raison de son intervention en tant que maître d'œuvre.

Le Juge des référés relèvera en outre que de nombreux désordres dénoncés relèvent de l'exécution des travaux dont la société JF INGENIERIE avait la surveillance.

Concernant la société CURTO et son assureur, le Juge des référés constatera que l'expert judiciaire relève des défauts touchant aux menuiseries intérieures.
(Pièce n°22)

Concernant la société SO GRE BAT et son assureur, titulaire du lot gros œuvre, celle-ci est directement concernée notamment par les fissurations relevées par l'expert judiciaire sur les murs/cloisons/plafonds.

Concernant la société PORALU et son assureur, l'expert judiciaire a relevé des infiltrations au droit des menuiseries extérieures mais aussi des défauts de réglage et de pose.

Concernant la société MEN'HELEC et son assureur, l'expert judiciaire a relevé plusieurs défauts affectant notamment les prises électriques.

Concernant la société ROUCEAUX et son assureur, l'expert judiciaire a relevé plusieurs défauts affectant notamment le sol PVC imitation bois.

Concernant la société SMC et son assureur, l'expert judiciaire a relevé plusieurs défauts affectant les garde-corps.

Concernant la société TERRA CERAMIC et son assureur, l'expert a relevé des défauts affectant les plinthes qui relevaient du lot de cette société.

Concernant la société FERREIRA et son assureur, celle-ci est au moins directement concernée par les défauts allégués de la VMC et de l'équilibrage du réseau ECS.

Concernant la société TISSOT ETANCHEITE et son assureur, celle-ci est notamment directement concernée par les défauts allégués affectant les couvertines et l'étanchéité de la terrasse.

Enfin, la compagnie GENERALI, en qualité d'assureur de la société RENOV RHONE ALPES, est directement concernée pour les dommages relevant du lot de son assuré, et notamment le délitement des enduits de façade.

Le Juge des référés constatera donc que la SCCV justifie d'un motif légitime à ce que les opérations d'expertise soient étendues aux divers constructeurs assignés ainsi qu'à leurs assureurs respectifs.

PAR CES MOTIFS

- *Vu l'article 145 du code de procédure civile,*

- **VOIR** étendre à la mesure d'expertise qui a été ordonnée suivant ordonnance du 31 octobre 2018 à la compagnie MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES, à la compagnie MMA IARD, à la société JF INGENIERIE, à la compagnie GENERALI, à la compagnie QBE, à la compagnie SMABTP, à la compagnie l'AUXILIAIRE, à la compagnie ALLIANZ IARD, à la société SO GRE BAT, à la société TISSOT ETANCHEITE, à la société TERRA CERAMIC, à la société FERREIRA, à la société SMC, à la société PORALU, à la compagnie MAAF, à la compagnie AXA France IARD, à la société ROUCEAUX, à la société MEN'HELEC, et à la société MENUISERIE CURTO ;

- **RESERVER** les dépens ;

SOUS TOUTES RESERVES

BORDEREAU DE COMMUNICATION DE PIECES

1. Conditions particulières MMA ;
2. Contrat cadre et avenant au contrat ;
3. Attestation d'assurance SCOP-A-SYSTEMES ;
4. Contrats JF INGENIERIE (2) et attestation d'assurance;
5. Devis MTM INFRA ;
6. Marché de la société BUREAU D'ETUDE MATTE ;
7. Attestation d'assurance de la société BUREAU D'ETUDE MATTE ;
8. Marché et attestation d'assurance SO GRE BAT ;
9. Marché et attestation d'assurance TISSOT ETANCHEITE ;
10. Marché et attestation d'assurance CONVERSO ;
11. Marché et attestation d'assurance TERRA CERAMIC ;
12. Marché et attestation d'assurance FERREIRA ;
13. Marché de la société CURTO ;
14. Marché et attestation d'assurance PORALU ;
15. Marché et attestation d'assurance ROUCEAUX ;
16. Marché et attestation d'assurance MEN'HELEC ;
17. Marché et attestation d'assurance SMC ;
18. Marché et attestation d'assurance RRA ;
19. Procès-verbaux de réception ;
20. Procès-verbal de livraison ;
21. Procès-verbal de constat du 23 avril 2018 ;
22. Compte-rendu d'expertise du 14.06.2019 ;
23. Mail de l'expert judiciaire en date du 24.02.2020 ;

S.C.P.
Alain BENZAKEN
Arnaud FOURREAU
Maurice-A SEBBAN
Marie-Line LACAS

Huissiers de Justice Associés

« Le libéré »
38, rue Salvador Allende BP318
92003 NANTERRE Cedex
Tél. : 01 56 38 02 02
Fax : 01 47 21 21 11

MD:209863

Acte : 589387

PROCES VERBAL DE REMISE A PERSONNE MORALE

Requérant : SCCV MONTBONNOT MESANGE

Titre de l'acte signifié : une DENONCIATION D'ASSIGNATION ET D'ORDONNANCE ET
ASSIGNATION TJ RÉFÉRÉ

Date de signification : 18 mai 2021

Destinataire : S.A. ALLIANZ IARD, 20 Place de Seine, Tour Neptune, 92400 COURBEVOIE

Cet acte a été signifié par Clerc assermenté, parlant à Monsieur CHEVAL Fabrice, employé, ainsi déclaré, rencontré(e) dans les lieux, qui a déclaré être habilité(e) à recevoir la copie.

Un avis de passage, daté, mentionnant la nature de l'acte, le requérant et le nom de la personne ayant reçu copie a été laissé ce jour au siège du destinataire.

La lettre prévue à l'article 658 du Code de Procédure Civile, contenant copie de l'acte a été adressée dans le délai légal.

Le présent acte n'est pas soumis à taxe fiscale.
Cet acte comporte 23 feuilles sur la copie

Les mentions relatives à la signification sont visées par l'Huissier de Justice.

ACTE
D'HUISSIER
DE
JUSTICE

A. FOURREAU

REFERENCES A RAPPELER :

MD:209863 - EP

EP

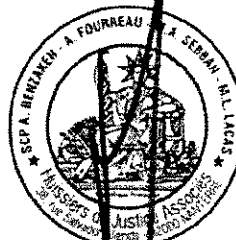
LIGNE DIRECTE : 01 56 38 03 11
service16.bfs@huissiers92.com

COUT DE L'ACTE

Emol.	36,18
SCT	7,67
Copies (Art A444-43)	42,90

H.T.	86,75
Tva 20 %	17,35
Timbres	2,60

T.T.C	106,70





OFFICE DE PARIS
15, rue Drouot
75009 PARIS

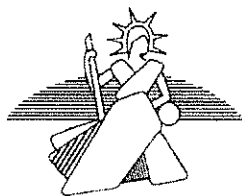
OFFICE DU VAL DE MARNE
23 rue Marceau
94130 NOGENT s/MARNE

OFFICE DE SEINE-ST-DENIS
Avenue Jules Rimet
Porte E du Stade de France
93200 SAINT-DENIS

etude@ajilex.net

ACTE
D'HUISSIER
DE
JUSTICE

REFERENCES A
RAPPELER:
143097
PB/CH



Dénonciation d'Assignment et Assignment Tribunal judiciaire / GENERALI

L'AN DEUX MILLE VINGT ET UN et le : VINGT-ET-UN MAI

Selas AJILEX, titulaire d'un office d'huissiers de justice à PARIS (75), 15 rue Drouot, d'un office d'huissiers de justice à NOGENT s/MARNE (94), 23 rue Marceau, et d'un office d'huissiers de justice à SAINT-DENIS (93), avenue Jules Rimet, porte E du Stade de France, agissant par l'huissier de justice soussigné

A :
S.A. GENERALI IARD
2 RUE PILLET WILL
75009 PARIS

A LA DEMANDE DE :
SCCV MONTBONNOT MESANGES, inscrit au RCS sous le numéro 798 813 127, 29 Avenue de l'Obiou
38700 LA TRONCHE

SELARL ROBICHON & ASSOCIES

Avocats
EUROPOLE
27 rue Pierre Sémard
38000 GRENOBLE
Tél : 04.76.21.22.11
cabinet@robichon-avocats.fr

EXPEDITION

AJILEX
HUISSIERS DE JUSTICE
15, rue Drouot - 75009 PARIS
Tél. 01 47 70 82 97 - Fax 01 42 46 70 43
ctude@ajilex.net

Dossier : 20180148 - /

SCCV MONTBONNOT MESANGES / BEAUCHAMP SCHREIBER

**DENONCIATION D'ASSIGNATION ET D'ORDONNANCE
ET ASSIGNATION EN REFERE DEVANT LE PRESIDENT
DU TRIBUNAL JUDICIAIRE DE GRENOBLE**

L'AN DEUX MILLE VINGT ET UN et le

VINGT ET UN MAI

A LA REQUETE DE :

La SCCV MONTBONNOT MESANGES, société civile de construction vente inscrite au RCS de GRENOBLE sous le n° 798 813 127, dont le siège social est 29, Avenue de l'Obiou à LA TRONCHE (38700), représentée par son représentant légal en exercice domicilié en cette qualité audit siège ;

Ayant pour Avocat la SELARL ROBICHON & Associés, Avocat au Barreau de GRENOBLE, demeurant 27, Rue Pierre Sémard - 38000 GRENOBLE ;

J'AI HUISSIER SOUSSIGNE :

Selas **AJILEX**, titulaire d'un office d'huissiers de Justice à Paris 9e, 15, rue Drouot, à Nogent sur Marne (94), 23, rue Marceau, à Saint Denis (93), Zac du Cornillon, Porte E du stade de France agissant par l'un des Huissiers soussigné

DENONCE ET LAISSE COPIE A :

1°) La Société MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES, société civile inscrite au RCS de LE MANS sous le numéro D 775 652 126, dont le siège est situé 14, boulevard Marie et Alexandre Oyon à LE MANS (72030), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège, es-qualité d'assureur CNR de la SCCV MONTBONNOT MESANGES et en sa qualité d'assureur de la société SMC ;

Ou étant parlant à

2°) La société MMA IARD, SA inscrite au RCS de LE MANS sous le numéro 440 048 882, dont le siège est 14 boulevard Marie et Alexandre Oyon, 72030 LE MANS, prise en la personne de son représentant légal en exercice domicilié en cette qualité audit siège, es-qualité d'assureur CNR de la SCCV MONTBONNOT MESANGES et en sa qualité d'assureur de la société SMC ;

Ou étant parlant à

3°) La Société JF INGENIERIE, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 440 471 761, dont le siège est 4, rue des jardins à VOIRON (38500), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

4°) La Société SO GRE BAT, SAS immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 385 077 433, dont le siège est 339, Allée de l'Emporey à VEUREY VOROIZE (38113), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

5°) La Société TISSOT ETANCHEITE, SA immatriculée au RCS de CHAMBERY sous le numéro B 412 924 169, dont le siège est 625, Rue de Branmafan à BARBY (73230), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

6°) La Société TERRA CERAMIC CONSEILS ET POSE, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 802 782 383, dont le siège est 23, Rue Joliot Curie à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

7°) La Société FERREIRA, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 419 802 525, dont le siège est 14B, Rue des glairaux à SAINT EGREVE (3838120), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

8°) La Société MENUISERIE CURTO, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 394 654 784, dont le siège est 23, Rue Joliot Curie à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

9°) La Société MEN'HELEC, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 501 630 776, dont le siège est 28, Rue Barnave à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

10°) La Société ROUCEAUX, SAS immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 801 122 490, dont le siège est 80, Rue du Vercors au VERSOUD (38420), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

11°) La Société PORALU MENUISERIES, SASU immatriculée au RCS de BOURG EN BRESSE sous le numéro B 418 245 262, dont le siège est Rue des Bouleaux à PORT (01460), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

12°) La Société SOC METALLURGIQUE DE COURS (SMC), SASU immatriculée au RCS de VILLEFRANCHE – TARARE sous le numéro B 331 498 006, dont le siège 442, est Rue Pierre Giraud à COURS (69470), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

13°) La Société AXA France IARD, SA immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro B 722 057 460, dont le siège est 313, Terrasses de l'Arche à NANTERRE (92000), prise en sa qualité d'assureur de la société SO GRE BAT et de la société FERREIRA, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

14°) La société GENERALI IARD, SA immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro 552 062 663, dont le siège est 2, Rue Pillet-Will à PARIS (75009), prise en sa qualité d'assureur de la société TERRA CERAMIC et de la société RENOV RHONE ALPES, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

15°) La SMABTP, société d'assurance mutuelle immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro D 775 684 764, dont le siège est 8, Rue Louis Armand à PARIS (75015), prise en sa qualité d'assureur de la société TISSOT ETANCHEITE, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

16°) La compagnie L'AUXILIAIRE, société d'assurance mutuelle dont le siège est 50, Cours Franklin Roosevelt à LYON (69006), prise en sa qualité d'assureur de la société PORALU, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

17°) La Société ALLIANZ IARD, SA immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro 542 110 291, dont le siège est 1, Cours Michelet à PUTEAUX (92800), prise en sa qualité d'assureur de la société MEN'HELEC, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

18°) La Compagnie MAAF, SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 160.000.000 €, immatriculée au R.C.S. de NIORT sous le numéro 542 073 580 - 6512 Z et ayant son siège,

Chauray 79036 NIORT CEDEX 9, prise en sa qualité d'assureur de la société ROUCEAUX, agissant poursuite et diligences de ses représentants légaux domiciliés audit siège ;

Ou étant parlant à

19°) La Compagnie QBE, société de droit anglais ayant son siège Cœur Défense, Tour A, 110, Esplanade du Général de Gaulle 92931 LA DEFENSE CEDEX, prise en sa qualité d'assureur de la société CURTO, agissant poursuite et diligences de ses représentants légaux domiciliés audit siège ;

Ou étant parlant à

- **D'une assignation en référé en date du 26 juin 2018 ;**
- **D'une ordonnance de référé en date du 31 octobre 2018 ;**

ET A MÊME REQUETE QUE CI-DESSUS, J'AI HUISSIER SOUSSIGNE :

DONNE ASSIGNATION A :

1°) La Société MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES, société civile inscrite au RCS de LE MANS sous le numéro D 775 652 126, dont le siège est situé 14, boulevard Marie et Alexandre Oyon à LE MANS (72030), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège, es-qualité d'assureur CNR de la SCCV MONTBONNOT MESANGES et en sa qualité d'assureur de la société SMC ;

Ou étant parlant à

2°) La société MMA IARD, SA inscrite au RCS de LE MANS sous le numéro 440 048 882, dont le siège est 14 boulevard Marie et Alexandre Oyon, 72030 LE MANS, prise en la personne de son représentant légal en exercice domicilié en cette qualité audit siège, es-qualité d'assureur CNR de la SCCV MONTBONNOT MESANGES et en sa qualité d'assureur de la société SMC ;

Ou étant parlant à

3°) La Société JF INGENIERIE, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 440 471 761, dont le siège est 4, rue des jardins à VOIRON (38500), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

4°) La Société SO GRE BAT, SAS immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 385 077 433, dont le siège est 339, Allée de l'Emporey à VEUREY VOROIZE (38113), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

5°) La Société TISSOT ETANCHEITE, SA immatriculée au RCS de CHAMBERY sous le numéro B 412 924 169, dont le siège est 625, Rue de Branmafán à BARBY (73230), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

6°) La Société TERRA CERAMIC CONSEILS ET POSE, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 802 782 383, dont le siège est 23, Rue Joliot Curie à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

7°) La Société FERREIRA, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 419 802 525, dont le siège est 14B, Rue des glairaux à SAINT EGREVE (3838120), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

8°) La Société MENUISERIE CURTO, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 394 654 784, dont le siège est 23, Rue Joliot Curie à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

9°) La Société MEN'HELEC, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 501 630 776, dont le siège est 28, Rue Barnave à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

10°) La Société ROUCEAUX, SAS immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 801 122 490, dont le siège est 80, Rue du Vercors au VERSOUD (38420), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

11°) La Société PORALU MENUISERIES, SASU immatriculée au RCS de BOURG EN BRESSE sous le numéro B 418 245 262, dont le siège est Rue des Bouleaux à PORT (01460), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

12°) La Société SOC METALLURGIQUE DE COURS (SMC), SASU immatriculée au RCS de VILLEFRANCHE – TARARE sous le numéro B 331 498 006, dont le siège 442, est Rue Pierre Giraud à COURS (69470), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

13°) La Société AXA France IARD, SA immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro B 722 057 460, dont le siège est 313, Terrasses de l'Arche à NANTERRE (92000), prise en sa qualité d'assureur de la société SO GRE BAT et de la société FERREIRA, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

14°) La société GENERALI IARD, SA immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro 552 062 663, dont le siège est 2, Rue Pillet-Will à PARIS (75009), prise en sa qualité d'assureur de la société TERRA CERAMIC et de la société RENOV RHONE ALPES, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

15°) La SMABTP, société d'assurance mutuelle immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro D 775 684 764, dont le siège est 8, Rue Louis Armand à PARIS (75015), prise en sa qualité d'assureur de la société TISSOT ETANCHEITE, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

16°) La compagnie L'AUXILIAIRE, société d'assurance mutuelle dont le siège est 50, Cours Franklin Roosevelt à LYON (69006), prise en sa qualité d'assureur de la société PORALU, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

17°) La Société ALLIANZ IARD, SA immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro 542 110 291, dont le siège est 1, Cours Michelet à PUTEAUX (92800), prise en sa qualité d'assureur de la société MEN'HELEC, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

18°) La Compagnie MAAF, SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 160.000.000 €, immatriculée au R.C.S. de NIORT sous le numéro 542 073 580 - 6512 Z et ayant son siège, Chauray 79036 NIORT CEDEX 9, prise en sa qualité d'assureur de la société ROUCEAUX, agissant poursuite et diligences de ses représentants légaux domiciliés audit siège ;

Ou étant parlant à

19°) La Compagnie QBE, société de droit anglais ayant son siège Cœur Défense, Tour A, 110, Esplanade du Général de Gaulle 92931 LA DEFENSE CEDEX, prise en sa qualité d'assureur de la société CURTO, agissant poursuite et diligences de ses représentants légaux domiciliés audit siège ;

Ou étant parlant à

D'AVOIR A COMPARAÎTRE :

LE MERCREDI 9 JUIN 2021 A 8H45

Devant le président du Tribunal Judiciaire de GRENOBLE, au Palais de justice de cette ville, Place Firmin Gautier – 38000 GRENOBLE, salle habituelle des audiences de référé.

La présente procédure est soumise à la procédure orale résultant des articles 834 et suivants du Code de procédure civile.

Conformément aux articles 760 et suivants du CPC, la représentation est obligatoire.

Dès lors, vous devez impérativement **CONSTITUER dans un délai de QUINZE JOURS FRANCS** à compter des présentes **UN AVOCAT** au Barreau de **GRENOBLE**, ou des autres Barreaux de **VIENNE (38), BOURGOIN JALLIEU (38), VALENCE (26), GAP (05)** du ressort de la Cour d'Appel de **GRENOBLE**, dont dépend le Tribunal saisi.

Si vous entendez bénéficier de l'aide juridictionnelle ou que la présente affaire porte sur une saisie immobilière, un partage ou une liquidation vous ne pouvez constituer qu'un avocat au barreau de Grenoble.

Etant précisé qu'à défaut de le faire, un Jugement pourra néanmoins être rendu sur les seules explications et justificatifs fournis par le demandeur.

L'Etat, les départements, les communes et les établissements publics peuvent se faire représenter ou assister par un fonctionnaire ou un agent de leur administration.

Lorsque la demande est portée devant une juridiction qui a son siège en France métropolitaine, les délais de comparution sont augmentés de :

1. Un mois pour les personnes qui demeurent en Guadeloupe, en Guyane, à la Martinique, à La Réunion, à Mayotte, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin, à Saint-Pierre-et-Miquelon, en Polynésie française, dans les îles Wallis et Futuna, en Nouvelle-Calédonie et dans les Terres australes et antarctiques françaises ;
2. Deux mois pour celles qui demeurent à l'étranger.

Les pièces sur lesquelles est fondée la demande sont indiquées en fin d'acte.

Les personnes dont les ressources sont insuffisantes peuvent, si elles remplissent les conditions prévues par la loi no 91-647 du 10 juillet 1991, bénéficier d'une aide juridictionnelle. Elles doivent, pour demander cette aide, s'adresser au bureau d'aide juridictionnelle établi au siège social du Tribunal de Grande Instance de leur domicile.

PLAISE AU JUGE DES REFERES

D) RAPPEL DES FAITS

Au cours de l'année 2014, la SCCV a entrepris la réalisation d'un ensemble immobilier à usage d'habitation sur la commune de MONTBONNOT SAINT MARTIN.

La SCCV a souscrit à cette occasion une police d'assurance DO et une police d'assurance CNR auprès des compagnies MMA.
(Pièce n°1)

La maîtrise d'œuvre de conception du projet a été confiée à Monsieur André MAYET et à la société SCOP-A-SYSTEMES.
(Pièce n°2)

Monsieur MAYET serait assuré auprès de la MAF.
(Pièce n°2)

La société SCOP-A-SYSTEMES (aujourd'hui radiée) est assurée auprès de la société ACTE IARD.
(Pièce n°3)

La maîtrise d'œuvre d'exécution et la mission OPC ont été assurées par la société JF INGENIERIE.
(Pièce n°4)

La société MTM INFRA est intervenue en qualité de BE VRD tant en phase conception qu'en phase exécution.
(Pièce n°5)

La société BUREAU D'ETUDE MATTE, assurée auprès de la compagnie ALLIANZ IARD, est intervenue en qualité de BE structure.
(Pièces n°6 et n°7)

Sont intervenus dans le cadre de la construction :

- La société SO GRE BAT, assurée auprès de la compagnie AXA France IARD, pour le lot gros-œuvre et le lot cloison (Pièce n°8) ;
- La société TISSOT ETANCHEITE, assurée auprès de la compagnie SMABTP, pour le lot étanchéité (Pièce n°9) ;
- La société CONVERSO, assurée auprès de la compagnie AUXILIAIRE, pour le lot terrassement – VRD – espaces verts (Pièce n°10) ;
- La société TERRA CERAMIC, assurée auprès de la compagnie GENERALI, pour le lot carrelages (Pièce n°11) ;
- La société FERREIRA, assurée auprès de la compagnie AXA France IARD, pour le lot plomberie – chauffage - sanitaire (Pièce n°12) ;

- La société CURTO, pour le lot menuiseries intérieures (*Pièce n°13*) ;
- La société PORALU, pour le lot menuiseries extérieures (*Pièce n°14*) ;
- La société ROUCEAUX, pour le lot parquets / sols collés (*Pièce n°15*) ;
- La société MEN'HELEC, pour le lot électricité (*Pièce n°16*) ;
- La société SMC, pour le lot serrurerie (*Pièce n°17*) ;
- La société RENOV RHONES ALPES, pour le lot peintures et ravalement (*Pièce n°18*) ;

La société RENOV RHONE ALPES est aujourd'hui en liquidation judiciaire.

La déclaration d'ouverture de chantier est intervenue au 16 novembre 2015 et la réception des divers lots est intervenue le 23 juin 2017.
(*Pièce n°19*)

Les appartements et les parties communes ont été livrés avec réserves.

A compter de cette date, les copropriétaires ainsi que le syndicat de copropriétés se sont plaints du non levé de certaines réserves ainsi que de l'apparition de nouveaux désordres.

C'est ainsi qu'aux termes d'un acte introductif en date du 26 juin 2018, Madame COMET, Madame DE LOS ANGELES MARIN BARREDO, Monsieur NERVO, Madame MOLLINARD BOKOBZA, Monsieur BEAUCHAMP et Madame SCHREIBER ont assigné la SCCV et le syndicat des copropriétaires devant la Juridiction des référés aux fins de désignation d'un expert judiciaire.

Il a été fait droit à cette demande selon ordonnance du 3 octobre 2018 désignant Monsieur BENOIT en qualité d'expert judiciaire.

Selon ordonnance du 11 septembre 2019, les opérations d'expertise ont été étendues aux divers constructeurs.

Aux termes d'un acte introductif en date du 26 juin 2018, Monsieur BEAUCHAMP et Madame SCHREIBER ont également assigné la SCCV devant la Juridiction des référés aux fins de désignation d'un expert judiciaire.

Il a été fait droit à cette demande selon ordonnance du 31 octobre 2018 désignant Monsieur BENOIT en qualité d'expert judiciaire.

L'expert judiciaire a fait une première visite sur les lieux le 14.06.2019

L'expert judiciaire a fait un premier compte rendu de cette réunion.
(*Pièce n°22*)

Selon mail en date du 24.02.2020, l'expert judiciaire a préconisé l'appel en cause de plusieurs intervenants.
(*Pièce n°23*)

C'est en l'état que se présente cette affaire.

II) DISCUSSION

Aux termes de l'article 145 du code de procédure civile :

« S'il existe un motif légitime de conserver ou d'établir avant tout procès la preuve de faits dont pourrait dépendre la solution d'un litige, les mesures d'instruction légalement admissibles peuvent être ordonnées à la demande de tout intéressé, sur requête ou en référé »

La SCCV, en sa qualité de simple constructeur non réalisateur, a vocation à solliciter l'extension de la mesure ordonnée le 31 octobre 2018 aux divers constructeurs intervenus dans le cadre de ce chantier.

La SCCV a en tout premier lieu vocation à être garantie par son propre assureur, à savoir les compagnies MMA IARD et MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES.

Concernant JF INGENIERIE, celle-ci est directement concernée par une large partie des désordres en raison de son intervention en tant que maître d'œuvre.

Le Juge des référés relèvera en outre que de nombreux désordres dénoncés relèvent de l'exécution des travaux dont la société JF INGENIERIE avait la surveillance.

Concernant la société CURTO et son assureur, le Juge des référés constatera que l'expert judiciaire relève des défauts touchant aux menuiseries intérieures.
(Pièce n°22)

Concernant la société SO GRE BAT et son assureur, titulaire du lot gros œuvre, celle-ci est directement concernée notamment par les fissurations relevées par l'expert judiciaire sur les murs/cloisons/plafonds.

Concernant la société PORALU et son assureur, l'expert judiciaire a relevé des infiltrations au droit des menuiseries extérieures mais aussi des défauts de réglage et de pose.

Concernant la société MEN'HELEC et son assureur, l'expert judiciaire a relevé plusieurs défauts affectant notamment les prises électriques.

Concernant la société ROUCEAUX et son assureur, l'expert judiciaire a relevé plusieurs défauts affectant notamment le sol PVC imitation bois.

Concernant la société SMC et son assureur, l'expert judiciaire a relevé plusieurs défauts affectant les garde-corps.

Concernant la société TERRA CERAMIC et son assureur, l'expert a relevé des défauts affectant les plinthes qui relevaient du lot de cette société.

Concernant la société FERREIRA et son assureur, celle-ci est au moins directement concernée par les défauts allégués de la VMC et de l'équilibrage du réseau ECS.

Concernant la société TISSOT ETANCHEITE et son assureur, celle-ci est notamment directement concernée par les défauts allégués affectant les couvertines et l'étanchéité de la terrasse.

Enfin, la compagnie GENERALI, en qualité d'assureur de la société RENOV RHONE ALPES, est directement concernée pour les dommages relevant du lot de son assuré, et notamment le délitement des enduits de façade.

Le Juge des référés constatera donc que la SCCV justifie d'un motif légitime à ce que les opérations d'expertise soient étendues aux divers constructeurs assignés ainsi qu'à leurs assureurs respectifs.

PAR CES MOTIFS

- *Vu l'article 145 du code de procédure civile,*

- **VOIR** étendre à la mesure d'expertise qui a été ordonnée suivant ordonnance du 31 octobre 2018 à la compagnie MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES, à la compagnie MMA IARD, à la société JF INGENIERIE, à la compagnie GENERALI, à la compagnie QBE, à la compagnie SMABTP, à la compagnie l'AUXILIAIRE, à la compagnie ALLIANZ IARD, à la société SO GRE BAT, à la société TISSOT ETANCHEITE, à la société TERRA CERAMIC, à la société FERREIRA, à la société SMC, à la société PORALU, à la compagnie MAAF, à la compagnie AXA France IARD, à la société ROUCEAUX, à la société MEN'HELEC, et à la société MENUISERIE CURTO ;

- **RESERVER** les dépens ;

SOUS TOUTES RESERVES

BORDEREAU DE COMMUNICATION DE PIECES

1. Conditions particulières MMA ;
2. Contrat cadre et avenant au contrat ;
3. Attestation d'assurance SCOP-A-SYSTEMES ;
4. Contrats JF INGENIERIE (2) et attestation d'assurance;
5. Devis MTM INFRA ;
6. Marché de la société BUREAU D'ETUDE MATTE ;
7. Attestation d'assurance de la société BUREAU D'ETUDE MATTE ;
8. Marché et attestation d'assurance SO GRE BAT ;
9. Marché et attestation d'assurance TISSOT ETANCHEITE ;
10. Marché et attestation d'assurance CONVERSO ;
11. Marché et attestation d'assurance TERRA CERAMIC ;
12. Marché et attestation d'assurance FERREIRA ;
13. Marché de la société CURTO ;
14. Marché et attestation d'assurance PORALU ;
15. Marché et attestation d'assurance ROUCEAUX ;
16. Marché et attestation d'assurance MEN'HELEC ;
17. Marché et attestation d'assurance SMC ;
18. Marché et attestation d'assurance RRA ;
19. Procès-verbaux de réception ;
20. Procès-verbal de livraison ;
21. Procès-verbal de constat du 23 avril 2018 ;
22. Compte-rendu d'expertise du 14.06.2019 ;
23. Mail de l'expert judiciaire en date du 24.02.2020 ;



OFFICE DE PARIS
15, rue Drouot
75009 PARIS

OFFICE DU VAL DE MARNE
23 rue Marceau
94130 NOGENT s/ MARNE

OFFICE DE SEINE-ST-DENIS
Avenue Jules Rimet
Porte E du Stade de France
93200 SAINT-DENIS

etude@ajilex.net

Acte : 188498

SIGNIFICATION DE L'ACTE A L'ETUDE

le vingt-et-un Mai deux-mille-vingt-et-un

Pour **S.A. GENERALI IARD, 2 RUE
PILLET WILL 75009 PARIS,**

Cet acte a été signifié par Huissier de Justice qui n'a pu, lors de son passage, avoir de précisions suffisantes sur le lieu où rencontrer le destinataire de l'acte.

Le domicile étant certain ainsi qu'il résulte des vérifications suivantes :

- ✓ L'adresse est confirmée par un employée sortant.

Circonstances rendant impossible la signification à personne :

- ✓ Personne n'est présent pour récupérer l'acte.

La signification à destinataire s'avérant impossible, et en l'absence de toute personne présente au domicile capable ou acceptant de recevoir l'acte, copie de l'acte a été déposée par Huissier de Justice sous enveloppe fermée ne comportant d'autres indications que d'un côté le nom et l'adresse du destinataire de l'acte et de l'autre mon sceau apposé sur la fermeture du pli, en notre Etude.

Conformément à l'article 656 du Code de Procédure Civile, un avis de passage conforme aux prescriptions de l'article 655 a été laissé ce jour sur le bureau de l'hôtesse.

La lettre prévue par l'article 658 du C.P.C. comportant les mêmes mentions que l'avis de passage et copie de l'acte de signification est adressée ce jour.

Le présent acte n'est pas soumis à taxe fiscale. Le présent acte comporte 23 feuilles. .

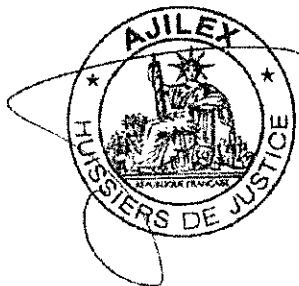
Coût définitif de l'acte

COUT DE L'ACTE	
Emolument	51,06
SCT	7,67

H.T.	58,73
Tva 20%	11,75
Timbres	2,82

Coût de l'acte	73,30

ERIC MIELLET- rattaché à l'office de Paris





OFFICE DE PARIS
15, rue Drouot
75009 PARIS

OFFICE DU VAL DE MARNE
23 rue Marceau
94130 NOGENT s/MARNE

OFFICE DE SEINE-ST-DENIS
Avenue Jules Rimet
Porte E du Stade de France
93200 SAINT-DENIS

etude@ajilex.net

ACTE
D'HUISSIER
DE
JUSTICE

REFERENCES A
RAPPELER:
143097
PB/CH



Dénonciation d'Assignment et Assignment Tribunal judiciaire / S.M.A.B.T.P.

L'AN DEUX MILLE VINGT ET UN et le : VINGT-ET-UN MAI

Selas AJILEX, titulaire d'un office d'huissiers de justice à PARIS (75), 15 rue Drouot, d'un office d'huissiers de justice à NOGENT s/MARNE (94), 23 rue Marceau, et d'un office d'huissiers de justice à SAINT-DENIS (93), avenue Jules Rimet, porte E du Stade de France, agissant par l'huissier de justice soussigné

A :
Société S.M.A.B.T.P.
8 Rue Louis Armand
75015 PARIS

A LA DEMANDE DE :
SCCV MONTBONNOT MESANGES, inscrit au RCS sous le numéro 798 813 127, 29 Avenue de l'Obiou
38700 LA TRONCHE

SELARL ROBICHON & ASSOCIES

Avocats
EUROPOLE
27 rue Pierre Sépard
38000 GRENOBLE
Tél : 04.76.21.22.11
cabinet@robichon-avocats.fr

EXPEDITION

AJILEX

HUISSIERS DE JUSTICE
15, rue Drouot - 75009 PARIS
Tél. 01 47 70 82 97 - Fax 01 42 46 70 43
ctude@ajilex.net

Dossier : 20180148 - /

SCCV MONTBONNOT MESANGES / BEAUCHAMP SCHREIBER

**DENONCIATION D'ASSIGNATION ET D'ORDONNANCE
ET ASSIGNATION EN REFERE DEVANT LE PRESIDENT
DU TRIBUNAL JUDICIAIRE DE GRENOBLE**

L'AN DEUX MILLE VINGT ET UN et le

VINGT ET UN MAI

A LA REQUETE DE :

La **SCCV MONTBONNOT MESANGES**, société civile de construction vente inscrite au RCS de GRENOBLE sous le n° 798 813 127, dont le siège social est 29, Avenue de l'Obiou à LA TRONCHE (38700), représentée par son représentant légal en exercice domicilié en cette qualité audit siège ;

Ayant pour Avocat la SELARL ROBICHON & Associés, Avocat au Barreau de GRENOBLE, demeurant 27, Rue Pierre Sépard - 38000 GRENOBLE ;

J'AI HUISSIER SOUSSIGNE :

Selas **AJILEX**, titulaire d'un office d'huissiers de Justice à Paris 9e, 15, rue Drouot, à Nogent sur Marne (94), 23, rue Marceau, à Saint Denis (93), Zac du Cornillon, Porte E du stade de France
agissant par l'un des Huissiers soussigné

DENONCE ET LAISSE COPIE A :

1°) La Société **MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES**, société civile inscrite au RCS de LE MANS sous le numéro D 775 652 126, dont le siège est situé 14, boulevard Marie et Alexandre Oyon à LE MANS (72030), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège, es-qualité d'assureur CNR de la SCCV MONTBONNOT MESANGES et en sa qualité d'assureur de la société SMC ;

Ou étant parlant à

2°) La société **MMA IARD, SA** inscrite au RCS de LE MANS sous le numéro 440 048 882, dont le siège est 14 boulevard Marie et Alexandre Oyon, 72030 LE MANS, prise en la personne de son représentant légal en exercice domicilié en cette qualité audit siège, es-qualité d'assureur CNR de la SCCV MONTBONNOT MESANGES et en sa qualité d'assureur de la société SMC ;

Ou étant parlant à

3°) La Société JF INGENIERIE, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 440 471 761, dont le siège est 4, rue des jardins à VOIRON (38500), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

4°) La Société SO GRE BAT, SAS immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 385 077 433, dont le siège est 339, Allée de l'Emporey à VEUREY VOROIZE (38113), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

5°) La Société TISSOT ETANCHEITE, SA immatriculée au RCS de CHAMBERY sous le numéro B 412 924 169, dont le siège est 625, Rue de Branmafán à BARBY (73230), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

6°) La Société TERRA CERAMIC CONSEILS ET POSE, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 802 782 383, dont le siège est 23, Rue Joliot Curie à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

7°) La Société FERREIRA, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 419 802 525, dont le siège est 14B, Rue des glairaux à SAINT EGREVE (3838120), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

8°) La Société MENUISERIE CURTO, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 394 654 784, dont le siège est 23, Rue Joliot Curie à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

9°) La Société MEN'HELEC, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 501 630 776, dont le siège est 28, Rue Barnave à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

10°) La Société ROUCEAUX, SAS immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 801 122 490, dont le siège est 80, Rue du Vercors au VERSOUD (38420), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

11°) La Société PORALU MENUISERIES, SASU immatriculée au RCS de BOURG EN BRESSE sous le numéro B 418 245 262, dont le siège est Rue des Bouleaux à PORT (01460), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

12°) La Société SOC METALLURGIQUE DE COURS (SMC), SASU immatriculée au RCS de VILLEFRANCHE – TARARE sous le numéro B 331 498 006, dont le siège 442, est Rue Pierre Giraud à COURS (69470), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

13°) La Société AXA France IARD, SA immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro B 722 057 460, dont le siège est 313, Terrasses de l'Arche à NANTERRE (92000), prise en sa qualité d'assureur de la société SO GRE BAT et de la société FERREIRA, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

14°) La société GENERALI IARD, SA immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro 552 062 663, dont le siège est 2, Rue Pillet-Will à PARIS (75009), prise en sa qualité d'assureur de la société TERRA CERAMIC et de la société RENOV RHONE ALPES, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

15°) La SMABTP, société d'assurance mutuelle immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro D 775 684 764, dont le siège est 8, Rue Louis Armand à PARIS (75015), prise en sa qualité d'assureur de la société TISSOT ETANCHEITE, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

16°) La compagnie L'AUXILIAIRE, société d'assurance mutuelle dont le siège est 50, Cours Franklin Roosevelt à LYON (69006), prise en sa qualité d'assureur de la société PORALU, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

17°) La Société ALLIANZ IARD, SA immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro 542 110 291, dont le siège est 1, Cours Michelet à PUTEAUX (92800), prise en sa qualité d'assureur de la société MEN'HELEC, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

18°) La Compagnie MAAF, SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 160.000.000 €, immatriculée au R.C.S. de NIORT sous le numéro 542 073 580 - 6512 Z et ayant son siège,

Chauray 79036 NIORT CEDEX 9, prise en sa qualité d'assureur de la société ROUCEAUX, agissant poursuite et diligences de ses représentants légaux domiciliés audit siège ;

Ou étant parlant à

19°) La Compagnie QBE, société de droit anglais ayant son siège Cœur Défense, Tour A, 110, Esplanade du Général de Gaulle 92931 LA DEFENSE CEDEX, prise en sa qualité d'assureur de la société CURTO, agissant poursuite et diligences de ses représentants légaux domiciliés audit siège ;

Ou étant parlant à

- D'une assignation en référé en date du 26 juin 2018 ;
- D'une ordonnance de référé en date du 31 octobre 2018 ;

ET A MÊME REQUETE QUE CI-DESSUS, J'AI HUISSIER SOUSSIGNE :

DONNE ASSIGNATION A :

1°) La Société MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES, société civile inscrite au RCS de LE MANS sous le numéro D 775 652 126, dont le siège est situé 14, boulevard Marie et Alexandre Oyon à LE MANS (72030), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège, es-qualité d'assureur CNR de la SCCV MONTBONNOT MESANGES et en sa qualité d'assureur de la société SMC ;

Ou étant parlant à

2°) La société MMA IARD, SA inscrite au RCS de LE MANS sous le numéro 440 048 882, dont le siège est 14 boulevard Marie et Alexandre Oyon, 72030 LE MANS, prise en la personne de son représentant légal en exercice domicilié en cette qualité audit siège, es-qualité d'assureur CNR de la SCCV MONTBONNOT MESANGES et en sa qualité d'assureur de la société SMC ;

Ou étant parlant à

3°) La Société JF INGENIERIE, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 440 471 761, dont le siège est 4, rue des jardins à VOIRON (38500), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

4°) La Société SO GRE BAT, SAS immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 385 077 433, dont le siège est 339, Allée de l'Emporey à VEUREY VOROIZE (38113), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

5°) La Société TISSOT ETANCHEITE, SA immatriculée au RCS de CHAMBERY sous le numéro B 412 924 169, dont le siège est 625, Rue de Branmafan à BARBY (73230), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

6°) La Société TERRA CERAMIC CONSEILS ET POSE, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 802 782 383, dont le siège est 23, Rue Joliot Curie à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

7°) La Société FERREIRA, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 419 802 525, dont le siège est 14B, Rue des glairaux à SAINT EGREVE (3838120), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

8°) La Société MENUISERIE CURTO, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 394 654 784, dont le siège est 23, Rue Joliot Curie à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

9°) La Société MEN'HELEC, SARL immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 501 630 776, dont le siège est 28, Rue Barnave à SAINT MARTIN D'HERES (38400), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

10°) La Société ROUCEAUX, SAS immatriculée au RCS de GRENOBLE sous le numéro B 801 122 490, dont le siège est 80, Rue du Vercors au VERSOUD (38420), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

11°) La Société PORALU MENUISERIES, SASU immatriculée au RCS de BOURG EN BRESSE sous le numéro B 418 245 262, dont le siège est Rue des Bouleaux à PORT (01460), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

12°) La Société SOC METALLURGIQUE DE COURS (SMC), SASU immatriculée au RCS de VILLEFRANCHE – TARARE sous le numéro B 331 498 006, dont le siège 442, est Rue Pierre Giraud à COURS (69470), prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

13°) La Société AXA France IARD, SA immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro B 722 057 460, dont le siège est 313, Terrasses de l'Arche à NANTERRE (92000), prise en sa qualité d'assureur de la société SO GRE BAT et de la société FERREIRA, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

14°) La société GENERALI IARD, SA immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro 552 062 663, dont le siège est 2, Rue Pillet-Will à PARIS (75009), prise en sa qualité d'assureur de la société TERRA CERAMIC et de la société RENOV RHONE ALPES, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

15°) La SMABTP, société d'assurance mutuelle immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro D 775 684 764, dont le siège est 8, Rue Louis Armand à PARIS (75015), prise en sa qualité d'assureur de la société TISSOT ETANCHEITE, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

16°) La compagnie L'AUXILIAIRE, société d'assurance mutuelle dont le siège est 50, Cours Franklin Roosevelt à LYON (69006), prise en sa qualité d'assureur de la société PORALU, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

17°) La Société ALLIANZ IARD, SA immatriculée au RCS de NANTERRE sous le numéro 542 110 291, dont le siège est 1, Cours Michelet à PUTEAUX (92800), prise en sa qualité d'assureur de la société MEN'HELEC, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège ;

Ou étant parlant à

18°) La Compagnie MAAF, SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 160.000.000 €, immatriculée au R.C.S. de NIORT sous le numéro 542 073 580 - 6512 Z et ayant son siège, Chauray 79036 NIORT CEDEX 9, prise en sa qualité d'assureur de la société ROUCEAUX, agissant poursuite et diligences de ses représentants légaux domiciliés audit siège ;

Ou étant parlant à

19°) La Compagnie QBE, société de droit anglais ayant son siège Cœur Défense, Tour A, 110, Esplanade du Général de Gaulle 92931 LA DEFENSE CEDEX, prise en sa qualité d'assureur de la société CURTO, agissant poursuite et diligences de ses représentants légaux domiciliés audit siège ;

Ou étant parlant à

D'AVOIR A COMPARAÎTRE :

LE MERCREDI 9 JUIN 2021 A 8H45

Devant le président du Tribunal Judiciaire de GRENOBLE, au Palais de justice de cette ville, Place Firmin Gautier – 38000 GRENOBLE, salle habituelle des audiences de référé.

La présente procédure est soumise à la procédure orale résultant des articles 834 et suivants du Code de procédure civile.

Conformément aux articles 760 et suivants du CPC, la représentation est obligatoire.

Dès lors, vous devez impérativement **CONSTITUER dans un délai de QUINZE JOURS FRANCS** à compter des présentes **UN AVOCAT** au Barreau de **GRENOBLE**, ou des autres Barreaux de **VIENNE (38)**, **BOURGOIN JALLIEU (38)**, **VALENCE (26)**, **GAP (05)** du ressort de la Cour d'Appel de **GRENOBLE**, dont dépend le Tribunal saisi.

Si vous entendez bénéficier de l'aide juridictionnelle ou que la présente affaire porte sur une saisie immobilière, un partage ou une liquidation vous ne pouvez constituer qu'un avocat au barreau de Grenoble.

Etant précisé qu'à défaut de le faire, un Jugement pourra néanmoins être rendu sur les seules explications et justificatifs fournis par le demandeur.

L'Etat, les départements, les communes et les établissements publics peuvent se faire représenter ou assister par un fonctionnaire ou un agent de leur administration.

Lorsque la demande est portée devant une juridiction qui a son siège en France métropolitaine, les délais de comparution sont augmentés de :

1. Un mois pour les personnes qui demeurent en Guadeloupe, en Guyane, à la Martinique, à La Réunion, à Mayotte, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin, à Saint-Pierre-et-Miquelon, en Polynésie française, dans les îles Wallis et Futuna, en Nouvelle-Calédonie et dans les Terres australes et antarctiques françaises ;
2. Deux mois pour celles qui demeurent à l'étranger.

Les pièces sur lesquelles est fondée la demande sont indiquées en fin d'acte.

Les personnes dont les ressources sont insuffisantes peuvent, si elles remplissent les conditions prévues par la loi no 91-647 du 10 juillet 1991, bénéficier d'une aide juridictionnelle. Elles doivent, pour demander cette aide, s'adresser au bureau d'aide juridictionnelle établi au siège social du Tribunal de Grande Instance de leur domicile.

PLAISE AU JUGE DES REFERES

D) RAPPEL DES FAITS

Au cours de l'année 2014, la SCCV a entrepris la réalisation d'un ensemble immobilier à usage d'habitation sur la commune de MONTBONNOT SAINT MARTIN.

La SCCV a souscrit à cette occasion une police d'assurance DO et une police d'assurance CNR auprès des compagnies MMA.

(Pièce n°1)

La maîtrise d'œuvre de conception du projet a été confiée à Monsieur André MAYET et à la société SCOP-A-SYSTEMES.

(Pièce n°2)

Monsieur MAYET serait assuré auprès de la MAF.

(Pièce n°2)

La société SCOP-A-SYSTEMES (aujourd'hui radiée) est assurée auprès de la société ACTE IARD.

(Pièce n°3)

La maîtrise d'œuvre d'exécution et la mission OPC ont été assurées par la société JF INGENIERIE.

(Pièce n°4)

La société MTM INFRA est intervenue en qualité de BE VRD tant en phase conception qu'en phase exécution.

(Pièce n°5)

La société BUREAU D'ETUDE MATTE, assurée auprès de la compagnie ALLIANZ IARD, est intervenue en qualité de BE structure.

(Pièces n°6 et n°7)

Sont intervenus dans le cadre de la construction :

- La société SO GRE BAT, assurée auprès de la compagnie AXA France IARD, pour le lot gros-œuvre et le lot cloison *(Pièce n°8)* ;
- La société TISSOT ETANCHEITE, assurée auprès de la compagnie SMABTP, pour le lot étanchéité *(Pièce n°9)* ;
- La société CONVERSO, assurée auprès de la compagnie AUXILIAIRE, pour le lot terrassement – VRD – espaces verts *(Pièce n°10)* ;
- La société TERRA CERAMIC, assurée auprès de la compagnie GENERALI, pour le lot carrelages *(Pièce n°11)* ;
- La société FERREIRA, assurée auprès de la compagnie AXA France IARD, pour le lot plomberie – chauffage - sanitaire *(Pièce n°12)* ;

- La société CURTO, pour le lot menuiseries intérieures (*Pièce n°13*) ;
- La société PORALU, pour le lot menuiseries extérieures (*Pièce n°14*) ;
- La société ROUCEAUX, pour le lot parquets / sols collés (*Pièce n°15*) ;
- La société MEN'HELEC, pour le lot électricité (*Pièce n°16*) ;
- La société SMC, pour le lot serrurerie (*Pièce n°17*) ;
- La société RENOV RHONES ALPES, pour le lot peintures et ravalement (*Pièce n°18*) ;

La société RENOV RHONE ALPES est aujourd'hui en liquidation judiciaire.

La déclaration d'ouverture de chantier est intervenue au 16 novembre 2015 et la réception des divers lots est intervenue le 23 juin 2017.
(*Pièce n°19*)

Les appartements et les parties communes ont été livrés avec réserves.

A compter de cette date, les copropriétaires ainsi que le syndicat de copropriétés se sont plaints du non levé de certaines réserves ainsi que de l'apparition de nouveaux désordres.

C'est ainsi qu'aux termes d'un acte introductif en date du 26 juin 2018, Madame COMET, Madame DE LOS ANGELES MARIN BARREDO, Monsieur NERVO, Madame MOLLINARD BOKOBZA, Monsieur BEAUCHAMP et Madame SCHREIBER ont assigné la SCCV et le syndicat des copropriétaires devant la Juridiction des référés aux fins de désignation d'un expert judiciaire.

Il a été fait droit à cette demande selon ordonnance du 3 octobre 2018 désignant Monsieur BENOIT en qualité d'expert judiciaire.

Selon ordonnance du 11 septembre 2019, les opérations d'expertise ont été étendues aux divers constructeurs.

Aux termes d'un acte introductif en date du 26 juin 2018, Monsieur BEAUCHAMP et Madame SCHREIBER ont également assigné la SCCV devant la Juridiction des référés aux fins de désignation d'un expert judiciaire.

Il a été fait droit à cette demande selon ordonnance du 31 octobre 2018 désignant Monsieur BENOIT en qualité d'expert judiciaire.

L'expert judiciaire a fait une première visite sur les lieux le 14.06.2019

L'expert judiciaire a fait un premier compte rendu de cette réunion.
(*Pièce n°22*)

Selon mail en date du 24.02.2020, l'expert judiciaire a préconisé l'appel en cause de plusieurs intervenants.
(*Pièce n°23*)

C'est en l'état que se présente cette affaire.

II) DISCUSSION

Aux termes de l'article 145 du code de procédure civile :

« S'il existe un motif légitime de conserver ou d'établir avant tout procès la preuve de faits dont pourrait dépendre la solution d'un litige, les mesures d'instruction légalement admissibles peuvent être ordonnées à la demande de tout intéressé, sur requête ou en référé »

La SCCV, en sa qualité de simple constructeur non réalisateur, a vocation à solliciter l'extension de la mesure ordonnée le 31 octobre 2018 aux divers constructeurs intervenus dans le cadre de ce chantier.

La SCCV a en tout premier lieu vocation à être garantie par son propre assureur, à savoir les compagnies MMA IARD et MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES.

Concernant JF INGENIERIE, celle-ci est directement concernée par une large partie des désordres en raison de son intervention en tant que maître d'œuvre.

Le Juge des référés relèvera en outre que de nombreux désordres dénoncés relèvent de l'exécution des travaux dont la société JF INGENIERIE avait la surveillance.

Concernant la société CURTO et son assureur, le Juge des référés constatera que l'expert judiciaire relève des défauts touchant aux menuiseries intérieures.
(Pièce n°22)

Concernant la société SO GRE BAT et son assureur, titulaire du lot gros œuvre, celle-ci est directement concernée notamment par les fissurations relevées par l'expert judiciaire sur les murs/cloisons/plafonds.

Concernant la société PORALU et son assureur, l'expert judiciaire a relevé des infiltrations au droit des menuiseries extérieures mais aussi des défauts de réglage et de pose.

Concernant la société MEN'HELEC et son assureur, l'expert judiciaire a relevé plusieurs défauts affectant notamment les prises électriques.

Concernant la société ROUCEAUX et son assureur, l'expert judiciaire a relevé plusieurs défauts affectant notamment le sol PVC imitation bois.

Concernant la société SMC et son assureur, l'expert judiciaire a relevé plusieurs défauts affectant les garde-corps.

Concernant la société TERRA CERAMIC et son assureur, l'expert a relevé des défauts affectant les plinthes qui relevaient du lot de cette société.

Concernant la société FERREIRA et son assureur, celle-ci est au moins directement concernée par les défauts allégués de la VMC et de l'équilibrage du réseau ECS.

Concernant la société TISSOT ETANCHEITE et son assureur, celle-ci est notamment directement concernée par les défauts allégués affectant les couvertines et l'étanchéité de la terrasse.

Enfin, la compagnie GENERALI, en qualité d'assureur de la société RENOV RHONE ALPES, est directement concernée pour les dommages relevant du lot de son assuré, et notamment le délitement des enduits de façade.

Le Juge des référés constatera donc que la SCCV justifie d'un motif légitime à ce que les opérations d'expertise soient étendues aux divers constructeurs assignés ainsi qu'à leurs assureurs respectifs.

PAR CES MOTIFS

- *Vu l'article 145 du code de procédure civile,*

- **VOIR** étendre à la mesure d'expertise qui a été ordonnée suivant ordonnance du 31 octobre 2018 à la compagnie MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES, à la compagnie MMA IARD, à la société JF INGENIERIE, à la compagnie GENERALI, à la compagnie QBE, à la compagnie SMABTP, à la compagnie l'AUXILIAIRE, à la compagnie ALLIANZ IARD, à la société SO GRE BAT, à la société TISSOT ETANCHEITE, à la société TERRA CERAMIC, à la société FERREIRA, à la société SMC, à la société PORALU, à la compagnie MAAF, à la compagnie AXA France IARD, à la société ROUCEAUX, à la société MEN'HELEC, et à la société MENUISERIE CURTO ;

- **RESERVER** les dépens ;

SOUS TOUTES RESERVES

BORDEREAU DE COMMUNICATION DE PIECES

1. Conditions particulières MMA ;
2. Contrat cadre et avenant au contrat ;
3. Attestation d'assurance SCOP-A-SYSTEMES ;
4. Contrats JF INGENIERIE (2) et attestation d'assurance;
5. Devis MTM INFRA ;
6. Marché de la société BUREAU D'ETUDE MATTE ;
7. Attestation d'assurance de la société BUREAU D'ETUDE MATTE ;
8. Marché et attestation d'assurance SO GRE BAT ;
9. Marché et attestation d'assurance TISSOT ETANCHEITE ;
10. Marché et attestation d'assurance CONVERSO ;
11. Marché et attestation d'assurance TERRA CERAMIC ;
12. Marché et attestation d'assurance FERREIRA ;
13. Marché de la société CURTO ;
14. Marché et attestation d'assurance PORALU ;
15. Marché et attestation d'assurance ROUCEAUX ;
16. Marché et attestation d'assurance MEN'HELEC ;
17. Marché et attestation d'assurance SMC ;
18. Marché et attestation d'assurance RRA ;
19. Procès-verbaux de réception ;
20. Procès-verbal de livraison ;
21. Procès-verbal de constat du 23 avril 2018 ;
22. Compte-rendu d'expertise du 14.06.2019 ;
23. Mail de l'expert judiciaire en date du 24.02.2020 ;



OFFICE DE PARIS
15, rue Drouot
75009 PARIS

OFFICE DU VAL DE MARNE
23 rue Marceau
94130 NOGENT s/ MARNE

OFFICE DE SEINE-ST-DENIS
Avenue Jules Rimet
Porte E du Stade de France
93200 SAINT-DENIS

etude@ajilex.net

Acte : 188499

SIGNIFICATION DE L'ACTE A L'ETUDE

le vingt-et-un Mai deux-mille-vingt-et-un

Pour **Société S.M.A.B.T.P., 8 Rue Louis
Armand 75015 PARIS,**

Cet acte a été signifié par Huissier de Justice qui n'a pu, lors de son passage, avoir de précisions suffisantes sur le lieu où rencontrer le destinataire de l'acte.

Le domicile étant certain ainsi qu'il résulte des vérifications suivantes :

- ✓ L'adresse est confirmée par l'agent de sécurité rencontré sur place.

Circonstances rendant impossible la signification à personne :

- ✓ L'agent de sécurité présent confirme l'adresse mais refuse de recevoir le pli.

La signification à destinataire s'avérant impossible, et en l'absence de toute personne présente au domicile capable ou acceptant de recevoir l'acte, copie de l'acte a été déposée par Huissier de Justice sous enveloppe fermée ne comportant d'autres indications que d'un côté le nom et l'adresse du destinataire de l'acte et de l'autre mon sceau apposé sur la fermeture du pli, en notre Etude.

Conformément à l'article 656 du Code de Procédure Civile, un avis de passage conforme aux prescriptions de l'article 655 a été laissé ce jour à l'agent de sécurité.

La lettre prévue par l'article 658 du C.P.C. comportant les mêmes mentions que l'avis de passage et copie de l'acte de signification est adressée ce jour.

Le présent acte n'est pas soumis à taxe fiscale. Le présent acte comporte 23 feuilles. .

Coût définitif de l'acte

COUT DE L'ACTE	
Emolument	51,06
SCT	7,67

H.T.	58,73
Tva 20%	11,75
Timbres	2,82

Coût de l'acte	73,30

ERIC MIELLET- rattaché à l'office de Paris

